


HANDBOUND
AT THE



UNIVERSITY OF
TORONTO PRESS



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115493520>

Gov. Doc
Can
E

Canada. External Affairs,
Dept. of

8627



CANADA

Nos. 1-38

TREATY SERIES 1951 No. 1 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEAIO
-51T01

IMMIGRATION

Agreement between CANADA
and INDIA

Effectuated by Exchange of Notes

Signed January 26, 1951

In force January 26, 1951

IMMIGRATION

Accord entre le CANADA et l'INDE

Conclu par voie d'un Échange de Notes

Signées le 26 janvier 1951

En vigueur le 26 janvier 1951



928003



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 1 RECUEIL DES TRAITÉS

IMMIGRATION

Agreement between CANADA
and INDIA

Effected by Exchange of Notes

Signed January 26, 1951

In force January 26, 1951

IMMIGRATION

Accord entre le CANADA et l'INDE

Conclu par voie d'un Échange de Notes

Signées le 26 janvier 1951

En vigueur le 26 janvier 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Imprimeur de la Reine et | Queen's Printer and
Contrôleur de la Papeterie | Controller of Stationery
OTTAWA, 1952

Prix: 25 cents

66599

Price: 25 cents



TREATY SERIES 1251 No. 1 RECEIVED 1951 JAN 28

IMMIGRATION

SUMMARY

	PAGE
I. Note, dated January 26, 1951 from the Prime Minister of Canada to the Acting High Commissioner for India	4
II. Note, dated January 26, 1951 from the Acting High Commissioner for India to the Secretary of State for External Affairs	6

Signed January 26, 1951

In force January 28, 1951

IMMIGRATION

Accord entre le Canada et l'Inde

Conclut par voie d'un échange de Notes

Signées le 26 janvier 1951

En vigueur le 28 janvier 1951

EDMOND CLOUTIER C.M.G., O.A., D.S.
Secrétaire de la Haute et du Bas-Canada
Commissaire de la République / Commissaire de l'Inde
OTTAWA, 1951

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 26 janvier 1951, adressée par le Premier Ministre du Canada au Haut Commissaire suppléant de l'Inde	5
II. Note, en date du 26 janvier 1951, adressée par le Haut Commissaire suppléant de l'Inde au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	7

EXCHANGE OF NOTES (JANUARY 26, 1951) BETWEEN CANADA AND INDIA
CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE ENTRY TO CANADA
FOR PERMANENT RESIDENCE OF CITIZENS OF INDIA.

I

*The Prime Minister of Canada
to the Acting High Commissioner for India*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, January 26, 1951.

No. C.10

SIR,

With reference to recent discussions regarding the entry to Canada for permanent residence of citizens of India, I have the honour to propose that an agreement be concluded between the Government of Canada and the Government of India containing the following provisions:

- (1) In the twelve month period commencing on the 1st day of January, 1951, and in each succeeding twelve month period thereafter, the admission to Canada for permanent residence of one hundred and fifty citizens of India, including both sexes and all ages, shall be authorized provided the immigrants comply with the provisions of the Canadian Immigration Act.
- (2) In addition to the citizens of India whose entry to Canada for permanent residence is authorized in accordance with paragraph (1) above, a citizen of India who can otherwise comply with the provisions of the Canadian Immigration Act may be admitted to Canada for permanent residence if he or she is the husband, wife or unmarried child under twenty-one years of age of any Canadian citizen legally admitted to and resident in Canada and if the settlement arrangements in Canada are shown to the Canadian authorities to be satisfactory.
- (3) The provisions of Canadian Order-in-Council P.C. 2115, dated the 16th day of September, 1930, as amended by Order-in-Council P.C. 6229 of the 28th day of December, 1950, shall not apply to citizens of India.
- (4) The admission to Canada as non-immigrants of citizens of India shall not be affected by the preceding paragraphs.

If the Government of India accepts the foregoing provisions, the Government of Canada has the honour to suggest that the present note and the reply thereto of the Government of India shall constitute an agreement between the two governments which may be terminated by either Government on giving six months' notice.

I have the honour to be Sir,

Your obedient servant,

LOUIS S. ST-LAURENT.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (26 JANVIER 1951) ENTRE LE CANADA ET L'INDE CONSTITUANT UN ACCORD RELATIF À L'ENTRÉE AU CANADA DES CITOYENS DE L'INDE DÉSIREUX DE S'Y ÉTABLIR.

I

*Le Premier Ministre du Canada
au Haut Commissaire Suppléant de l'Inde*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 26 janvier 1951.

N° C.10

MONSIEUR,

Pour faire suite aux entretiens qui ont eu lieu récemment au sujet de l'entrée au Canada de citoyens de l'Inde désireux de s'y établir, j'ai l'honneur de proposer que soit conclu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Inde un accord qui renfermerait les dispositions suivantes:

- 1) Au cours de la période de douze mois commençant le 1^{er} jour de janvier 1951, et dans chaque période consécutive de douze mois par la suite, cent cinquante citoyens de l'Inde, sans distinction de sexe ni d'âge, seront autorisés à entrer au Canada pour s'y établir pourvu qu'ils satisfassent aux dispositions de la loi de l'immigration du Canada.
- 2) Outre les citoyens de l'Inde autorisés à entrer au Canada pour s'y établir en conformité du paragraphe 1) ci-dessus, tout citoyen de l'Inde qui peut d'autre façon satisfaire aux dispositions de la loi de l'immigration du Canada pourra être admis à venir s'établir au Canada si ledit citoyen, quel que soit son sexe, est le mari, l'épouse ou l'enfant célibataire âgé de moins de 21 ans d'un citoyen canadien légalement admis et résidant au Canada, et si les mesures prises au Canada en vue de son établissement paraissent satisfaisantes aux autorités canadiennes.
- 3) Les dispositions du décret du conseil C.P. 2115, en date du 16^e jour de septembre 1930, modifié par le décret du conseil C.P. 6229 du 28^e jour de décembre 1950, ne s'appliqueront pas aux citoyens de l'Inde.
- 4) Les paragraphes précédents n'auront aucun effet sur l'entrée au Canada de citoyens de l'Inde à titre de non-immigrants.

Si les dispositions précitées rencontrent l'agrément du Gouvernement de l'Inde, le Gouvernement du Canada a l'honneur de suggérer que la présente note et la réponse qu'y donnera le Gouvernement de l'Inde constituent entre les deux Gouvernements un accord auquel l'un ou l'autre Gouvernement pourra mettre fin sur préavis de six mois.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

LOUIS S. ST-LAURENT.

II

*The Acting High Commissioner for India
to the Secretary of State for External Affairs*

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR INDIA

OTTAWA, January 26, 1951.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of January 26, 1951, in which you inform me that the Government of Canada proposes to conclude with the Government of India an agreement regarding the entry of citizens of India to Canada for permanent residence.

The provision set forth in your Note under reference are acceptable to the Government of India and I am authorized to confirm that your Note and this reply constitute an agreement between the two Governments which may be terminated by either Government on giving six months' notice.

Accept, Sir, the assurances of my highest esteem and consideration.

P. K. BANERJEE,
*Acting High Commissioner
for India.*

II

*Le Haut Commissaire Suppléant de l'Inde
au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures*

HAUT COMMISSARIAT DE L'INDE

OTTAWA, le 26 janvier 1951.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 26 janvier 1951, par laquelle vous me faites connaître que le Gouvernement du Canada propose de conclure avec le Gouvernement de l'Inde un accord concernant l'entrée au Canada de citoyens de l'Inde désireux de s'y établir.

Les dispositions énoncées dans votre note rencontrent l'agrément du Gouvernement de l'Inde et je suis autorisé à vous confirmer que votre note et notre réponse constituent entre les deux Gouvernements un accord auquel l'un ou l'autre Gouvernement pourra mettre fin sur préavis de six mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

P. K. BANERJEE
*Haut Commissaire suppléant de
l'Inde.*



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 2 TREATY SERIES

CA1EA10
-5/T02

MODALITÉS D'INDEMNISATION DES
INTÉRÊTS CANADIENS DANS LES
ENTREPRISES DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ
NATIONALISÉES

Convention entre le CANADA
et la FRANCE

Signée à Paris le 26 janvier 1951

En vigueur le 26 janvier 1951



COMPENSATION OF CANADIAN
INTERESTS IN NATIONALIZED GAS
AND ELECTRICITY UNDERTAKINGS
IN FRANCE

Convention between CANADA
and FRANCE

Signed at Paris on January 26, 1951

In force January 26, 1951



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 2 TREATY SERIES

MODALITÉS D'INDEMNISATION DES
INTÉRÊTS CANADIENS DANS LES
ENTREPRISES DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ
NATIONALISÉES

Convention entre le CANADA
et la FRANCE

Signée à Paris le 26 janvier 1951

En vigueur le 26 janvier 1951

COMPENSATION OF CANADIAN
INTERESTS IN NATIONALIZED GAS
AND ELECTRICITY UNDERTAKINGS
IN FRANCE

Convention between CANADA
and FRANCE

Signed at Paris on January 26, 1951

In force January 26, 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer, and | Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationary | Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1954

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SOMMAIRE

	PAGE
Convention	4
Règlement relatif à l'indemnité offerte par le Gouvernement français aux personnes canadiennes créancières d'indemnité en vertu de la loi 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz et des lois et décrets y relatifs	8
Dispositions annexes établissant les modalités d'exécution du règlement	24
Extrait de l'arrêté en date du 15 juillet 1947 relatif aux dérogations générales aux prohibitions édictées par le décret n° 47-1357 du 15 juillet 1947 et précisions sur certaines modalités d'application de ce décret	28
ANNEXE I	28
ANNEXE II	28
ANNEXE III	30

SUMMARY

	PAGE
Convention	5
Terms of settlement accorded by the French Government for Compensation to Canadian claimants affected by Law No. 46-628 of April 8, 1946, relating to the nationa- lization of gas and electricity and by the laws and decrees relating thereto	9
Annex establishing the means of giving effect to the terms of settlement	25
Extract from the Order of July 15, 1947, concerning the general derogations from the prohibitions laid down by Decree No. 47-1357 of July 15, 1947, and detailed provi- sions concerning certain methods of application of that Decree	29
ANNEX I	29
ANNEX II	29
ANNEX III	31

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS RELATIVE AUX MODALITÉS D'INDEMNISATION DES INTÉRÊTS CANADIENS DANS LES ENTREPRISES DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ NATIONALISÉES.

En considération de la répercussion des lois et décrets français relatifs à la nationalisation des entreprises d'électricité et de gaz sur les droits des porteurs canadiens d'actions et de parts d'entreprises nationalisées ainsi que des propriétaires directs canadiens d'installations électriques ou gazières nationalisées, les Gouvernements canadien et français sont convenus des dispositions suivantes:

1. Le Gouvernement français se déclare disposé à accorder aux porteurs de nationalité canadienne d'actions et de parts d'entreprises nationalisées ainsi qu'aux propriétaires directs d'installations électriques ou gazières nationalisées qui en feront la demande, le mode d'indemnisation défini aux annexes.

2. Le Gouvernement français reconnaît au Canada en matière d'indemnisation des intéressés de nationalité canadienne le traitement de la nation la plus favorisée.

En particulier, si le Gouvernement français était amené à accorder à un autre pays, au profit de ses ressortissants, une indemnisation se traduisant, pour des titres de même nature, par des versements en francs français de sommes d'un montant plus élevé, ou productrice d'un intérêt supérieur, ou se liquidant par un moindre nombre d'annuités, ou bénéficiant de certaines facilités de transfert, le Gouvernement canadien aura la faculté de réclamer en faveur de ses ressortissants la substitution au régime prévu par la présente convention, des modalités d'indemnisation appliquées aux ressortissants de cet autre pays.

Cette substitution s'appliquerait au régime de la partie de la créance canadienne non encore échue à la date de l'option.

Dans le cas où cette option serait exercée, elle devrait s'appliquer à l'ensemble et non à une partie seulement des bénéficiaires canadiens.

3. Le Gouvernement canadien s'engage, sous réserve de l'exécution des obligations assumées par le Gouvernement français en vertu de la présente convention et de ses annexes, à ne pas faire valoir, ni porter devant les tribunaux internationaux, ni soutenir par une action diplomatique, des revendications qui pourraient être formulées par des personnes physiques ou morales canadiennes sur la base de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 et des lois et décrets y relatifs.

4. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, qui n'aurait pu être réglé par voie de négociations directes entre les deux Gouvernements fera l'objet d'un règlement arbitral. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre.

Si, dans un délai de deux mois à dater du jour où les deux arbitres auront été saisis du litige, ils n'ont pu s'entendre sur la solution de celui-ci, les deux Gouvernements désigneront d'un commun accord un tiers arbitre. A défaut d'accord sur cette désignation dans un nouveau délai d'un mois, le Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à y procéder.

(Translation)

CONVENTION BETWEEN THE CANADIAN GOVERNMENT AND THE FRENCH GOVERNMENT RELATING TO THE TERMS OF COMPENSATION OF CANADIAN INTERESTS IN NATIONALIZED GAS AND ELECTRICITY UNDERTAKINGS.

The Canadian Government and the French Government, having regard to the effects of the French laws and decrees relating to the nationalization of gas and electricity undertakings on the rights of Canadian holders of shares and interests in nationalized undertakings and also of direct Canadian owners of nationalized gas and electricity installations, have agreed as follows:

1. The French Government undertakes to accord to Canadian nationals who are holders of shares and interests in nationalized undertakings and also to direct owners of nationalized gas and electricity installations who apply therefor the terms of compensation defined in the Terms of Settlement annexed hereto.

2. The French Government shall accord to the Canadian Government most-favoured-nation treatment in respect of the compensation of such holders and owners of Canadian nationality.

If the French Government, in particular, accords to another Government for the benefit of its nationals compensation with respect to similar shares and interests in the form of payments in French francs of larger sums or compensation bearing a higher rate of interest or discharged by a smaller number of annual payments or enjoying special transfer facilities, the Canadian Government shall be entitled to claim on behalf of its nationals the substitution to the terms of the present Agreement the corresponding terms of compensation granted to the nationals of that other Government.

Such substitution would apply in respect of Canadian credits which had not been redeemed at the date of the option.

If this option is exercised it shall apply to all Canadian holders and owners and not merely to some of them.

3. The Canadian Government undertakes, provided that the French Government carries out the obligations assumed by it under this Agreement and the Terms of Settlement annexed thereto, not to recognize, nor to refer to any international tribunal, nor to support by diplomatic action, any claims which may be made by Canadian physical or juridical persons on the basis of Law No. 46,628 of April 8, 1946, and the laws and decrees relating thereto.

4. Any dispute arising from the interpretation or the application of this Agreement which cannot be settled by direct negotiation between the two governments shall be submitted to arbitration.

In that event each of the Contracting Governments shall appoint an arbitrator.

If, within a period of two months from the date on which the case has been referred to the two arbitrators, the latter have not agreed upon a solution, the two Governments shall by mutual agreement appoint a third arbitrator. Failing agreement on such appointment within a further period of one month, the President of the International Court of Justice shall be requested to appoint such an arbitrator.

La décision des arbitres sera définitive et obligatoire pour les parties; elle devra être rendue au plus tard dans un délai de six mois à dater de la désignation du tiers arbitre.

5. La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature.
Fait en double exemplaire à Paris, le 26 janvier 1951.

Pour le Gouvernement du Canada:
GEORGE P. VANIER

Pour le Gouvernement Français:
ROBERT SCHUMAN

The decision of the arbitrators shall be final and binding for both parties. It shall be given within a period of not more than six months from the date of appointment of the third arbitrator.

5. This Agreement shall enter into force on the date of its signature.
DONE in duplicate at Paris on January 26, 1951.

For the Canadian Government:
GEORGE P. VANIER

For the French Government:
ROBERT SCHUMAN

RÈGLEMENT RELATIF À L'INDEMNITÉ OFFERTE PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS AUX PERSONNES CANADIENNES CRÉANCIÈRES D'INDEMNITÉ EN VERTU DE LA LOI 46-628 DU 8 AVRIL 1946 SUR LA NATIONALISATION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ ET DES LOIS ET DÉCRETS Y RELATIFS.

CHAPITRE I—DE LA DÉCLARATION

ARTICLE 1^{er}

Le bénéfice du présent Règlement est réservé aux personnes physiques ou morales canadiennes créancières d'indemnité en vertu de la loi du 8 avril 1946 et des lois et décrets y relatifs, qui auront remis avant le 31 mai 1951 une déclaration portant acceptation dudit Règlement, à un organisme officiel canadien désigné par le Gouvernement canadien avec l'agrément du Gouvernement français. Passé ce délai, l'indemnité de nationalisation sera réglée exclusivement par les dispositions des lois et décrets français.

Les déclarants seront tenus de fournir à l'organisme officiel canadien ou aux délégués mandatés par lui, la preuve que les droits dont ils se réclament appartenaient à la date du 1^{er} janvier 1946 et depuis lors, sans interruption, à des personnes physiques ou morales canadiennes suivant les règles fixées aux dispositions annexes établissant les modalités d'exécution du présent Règlement.

Sont également admises au bénéfice du présent Règlement, les personnes physiques ou morales canadiennes qui apporteront la preuve:

1. de ce qu'elles ont exercé postérieurement au 1^{er} janvier 1946 des droits de souscription à titre irréductible ou des droits d'attribution afférents aux participations qui leur appartenaient avant cette date;
2. de l'origine de propriété non française des titres acquis pendant la période qui s'est écoulée entre le 1^{er} janvier 1946 et le 8 avril 1946;
3. de la transmission des titres à cause de mort pendant la période visée au 2^e paragraphe ci-dessus.

L'application du présent Règlement est réservée par le Gouvernement français en ce qui concerne:

- a) les personnes morales canadiennes dans le capital desquelles figurent plus de 25% d'intérêts ennemis,
- b) les personnes morales canadiennes dans lesquelles les droits à l'actif appartiennent pour plus de moitié à des Français.

ARTICLE 2

L'organisme officiel canadien désigné à l'article premier communiquera au Ministère français des Finances, chaque mois et pour la première fois un mois après la signature de la présente Convention, un relevé par sociétés et par catégories de titres, des valeurs qui lui auront été régulièrement déclarées.

TERMS OF SETTLEMENT ACCORDED BY THE FRENCH GOVERNMENT FOR
COMPENSATION TO CANADIAN CLAIMANTS AFFECTED BY LAW No. 46-628
OF APRIL 8, 1946, RELATING TO THE NATIONALIZATION OF GAS AND
ELECTRICITY AND BY THE LAWS AND DECREES RELATING THERETO.

PART I—DECLARATION OF ACCEPTANCE

ARTICLE 1

The provisions of the present Terms of Settlement shall apply to Canadian physical or juridical persons who are entitled to compensation under the Law of April 8, 1946, and the Laws and Decrees relating thereto and who file before May 31, 1951, a declaration accepting the present Terms of Settlement with the authority in Canada designated by the Canadian Government with the agreement of the French Government. After that date compensation in respect of nationalization shall be governed solely by the provisions of the French laws and decrees.

Canadian nationals making such a declaration shall provide the authority in Canada or any person designated by it with evidence that the rights to which they lay claim belonged on January 1st, 1946, and since then without interruption to Canadian physical or juridical persons in accordance with the rules set forth in the Annex hereto establishing the means of giving effect to the present Terms of Settlement.

The provisions of the present Terms of Settlement shall also apply to Canadian physical or juridical persons producing evidence:

1. that after January 1st, 1946, they have exercised rights to subscribe securities as of right or rights of allotment relating to interests which belonged to them before that date;
2. that in the case of securities acquired between January 1st, 1946, and April 8, 1946, the ownership of such securities was not French at any time during that period;
3. that the title to the securities was conveyed to them owing to death having occurred during the period mentioned in sub-paragraph 2 above.

The French Government excludes from the application of the present Agreement:

- (a) Canadian juridical persons more than 25% of whose capital is held by enemy interests.
- (b) Canadian juridical persons in which the rights to more than 50% of the capital belong to French interests.

ARTICLE 2

The authority in Canada designated in accordance with the provisions of Article 1 shall communicate to the French Ministry of Finance, once every month and for the first time one month after the signature of this Agreement, a list of the interests which have been properly declared. Such list shall include particulars on the companies and the categories of securities concerned.

CHAPITRE II—DU CALCUL DE L'INDEMNITÉ ET DE LA DÉLIVRANCE
DES TITRES DE CRÉANCE

ARTICLE 3

Les indemnités revenant aux bénéficiaires du présent Règlement seront calculées sur les bases fixées par les articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 8 avril 1946, complétée et modifiée par les lois et décrets y relatifs.

Il sera recommandé aux Commissions instituées par le décret du 14 août 1947 de procéder dans le plus bref délai possible à l'évaluation des entreprises dont les titres ne sont pas inscrits à une cote de bourse et dans lesquelles les ressortissants canadiens ont des intérêts importants.

ARTICLE 4

Les propriétaires de titres déclarés en exécution du Chapitre I remettront à la Caisse Nationale de l'Énergie (C.N.E.) pour le compte de la Caisse Autonome d'Amortissement (C.A.A.) les titres d'entreprises d'électricité et de gaz nationalisées et les titres représentatifs d'installations nationalisées jouissance au 15 juin 1950, contre:

1. l'attribution d'un ou de plusieurs titres de créance créés par la C.A.A. amortissable en sept annuités, jouissant des droits et avantages stipulés par le présent Règlement;

et

2. la remise, le cas échéant, d'un document établissant leur droit à recevoir de la C.N.E. le titre représentatif de la part des biens du domaine privé rétrocédés en application de l'article 15 de la loi du 8 avril 1946.

Le dépôt des titres déclarés et la remise des titres de créance s'opéreront de la manière et suivant les formalités prévues aux "Dispositions annexes établissant les modalités d'exécution du Règlement"; celles-ci fixeront également la forme du titre de créance.

Le titre de créance établi au nom des intéressés sera remis en dépôt par les soins de la C.A.A. dans une des banques de leur choix qui auront été agréées par le Ministère français des Finances.

Dès que la C.N.E. aura émis les obligations dont la création est prévue par la loi du 8 avril 1946, elle remettra à la C.A.A. le nombre d'obligations correspondant, aux termes de cette loi, à la valeur des titres d'entreprises d'électricité et de gaz nationalisées qu'elle détient en exécution de l'alinéa 1^{er} du présent article. Une liste complète des numéros de ces obligations sera communiquée par la C.A.A. à chacune des banques agréées visées ci-dessus.

ARTICLE 5

Le montant des créances indemnitaires ne pouvant être fixé d'ores et déjà, d'une manière définitive, la dette prise en charge par la C.A.A. sera, à la création des titres de créance, évaluée aussi exactement que possible pour les titres non cotés, et pour les titres cotés sur la base des évaluations faites par Électricité de France pour le paiement des acomptes d'intérêts versés en 1950. Dès qu'Électricité de France sera en mesure d'établir le montant exact et définitif de la créance indemnitaire nette canadienne, la C.A.A. rajustera sur cette nouvelle base le montant nominal des titres de créances susvisés.

PART II—METHOD OF CALCULATING THE AMOUNT OF COMPENSATION
AND ISSUANCE OF CREDIT VOUCHERS

ARTICLE 3

Compensation to Canadian claimants under the present Terms of Settlement shall be calculated on the basis determined by Articles 10, 11, 12 and 14 of the Law of April 8, 1946, as completed or amended by the Laws and Decrees relating thereto.

The Commissions established by the Decree of August 14, 1947, shall be requested to proceed as quickly as possible with the valuation of undertakings whose securities are not listed on a Stock Exchange and in which Canadian nationals have substantial interests.

ARTICLE 4

Canadian claimants having declared their interests in accordance with the provisions of Part I shall deliver to the *Caisse Nationale de l'Energie* (hereinafter called C.N.E.) for the account of the *Caisse Autonome d'Amortissement* (hereinafter called C.A.A.) the shares in electricity and gas undertakings which have been nationalized, and the documents of title to nationalized installations, together with all rights to income, interest and dividends accruing from June 15, 1950, against

- (1) the issuance of one or more credit vouchers created by the C.A.A. payable in seven annual instalments bearing the rights and benefits provided by the present Terms of Settlement;

and

- (2) the issuance, where appropriate, of a document establishing the right of Canadian claimants to receive from C.N.E. a document of title to that part of the assets of the private undertaking retroceded under Article 15 of the Law of April 8, 1946.

The deposit of the shares declared and the issuance of credit vouchers shall be carried out in the manner and form provided in the annex hereto establishing the means of giving effect to the present Terms of Settlement; the form of credit voucher shall also be determined in accordance with that annex.

Each credit voucher issued in the name of a Canadian claimant shall be deposited by the C.A.A. with a bank chosen by the claimant and approved by the French Ministry of Finance.

As soon as the C.N.E. has issued Bonds in accordance with the provisions of the Law of April 8, 1946, the C.N.E. shall remit to the C.A.A. bonds of a nominal value equivalent in accordance with the terms of that law to the value of those interests in nationalized electricity and gas enterprises which C.A.A. holds in pursuance of paragraph (1) of this Article. A complete list of the serial numbers of these bonds shall be communicated by the C.A.A. to each of the approved banks mentioned above.

ARTICLE 5

As the total value of the compensation payable has not as yet been finally established, the nominal value of the compensation shall, upon the issue of the credit vouchers by C.A.A., be calculated as accurately as possible for unquoted securities, and for quoted securities shall be based upon the valuations made by *Electricité de France* for the payment of interest instalments paid out in 1950. As soon as *Electricité de France* is in a position to establish the final and exact total value of compensation due to Canadian holders of credit vouchers, the C.A.A. shall adjust the nominal value of the credit vouchers to the new exact total.

Lorsque l'indemnisation des actionnaires d'une entreprise aura précédé la restitution du domaine privé au liquidateur de cette société, la C.A.A. remettra aux titulaires des titres de créance par l'intermédiaire de la banque agréée française visée au paragraphe 5 de l'article 4 ci-dessus, le nombre d'obligations de la C.N.E. représentant la valeur des biens privés à charge pour cette banque de répartir ces obligations entre les porteurs canadiens et en cas de rompu inférieur à 1/10 d'obligation pour un même porteur, les espèces provenant de la vente des obligations.

CHAPITRE III—DES AVANTAGES AFFÉRENTS AUX TITRES DE CRÉANCE—DE LEUR REMBOURSEMENT—DE LEUR CESSION OU MISE EN GARANTIE

ARTICLE 6

Les titres de créance remis aux titulaires canadiens seront, à partir du 1^{er} juin 1950, productifs de l'intérêt de 3% et de l'intérêt complémentaire variable prévus par l'article 13 de la loi du 8 avril 1946 et par l'article 4 de la loi du 12 août 1948.

L'intérêt fixe et l'intérêt complémentaire des porteurs de titres de créance non résidents français sont transférables, dans le cadre des accords de paiement en vigueur, aux conditions et suivant les principes généraux admis en matière de transferts financiers.

Dans le cas où un supplément d'intérêt serait alloué à titre de répartition de la prime de remboursement visée ci-dessous, ce supplément ne serait pas transférable et serait porté au crédit des comptes "remploi canadien" visés à l'article 11.

Les titres de créance remis aux titulaires canadiens bénéficieront également de la prime de remboursement prévue par l'article 4 de la loi du 12 août 1948.

ARTICLE 7

Les titres de créances bénéficient, en capital et en intérêt fixe, sur leur montant provisoire ou définitif, d'une garantie de change sur la base du cours du franc français par rapport au cours du dollar U.S.A. à Paris à la date du 8 avril 1946, soit pour 1 \$: francs français: 119·10.

Le capital des titres sera remboursable en francs français compte tenu de cette garantie de change.

La C.A.A. assurera le rachat chaque année d'un septième du montant de chaque titre de créance.

Toutefois, dans le cas où, au cours d'une année, plus d'un septième des obligations visées à l'article 4 *in fine*, seraient amorties par tirage au sort, les titres de créance seraient rachetés lors de la prochaine échéance à concurrence d'une somme équivalente. Les rachats ultérieurs se feraient alors en autant de fractions du principal restant à racheter qu'il y aurait encore d'échéances.

Lors de chaque échéance de rachat, le montant nominal en francs français faisant l'objet du rachat sera multiplié par le quotient obtenu en divisant par 119·10, le cours du dollar U.S.A. sur le marché libre de Paris le jour de l'échéance. Si le dollar U.S.A. n'avait pas été coté à cette date, le cours retenu sera le premier cours coté sur le marché libre lors de la dernière bourse. Au cas où à la date visée ci-dessus la cotation du dollar U.S.A. sur le marché

When the shareholders of a company have received compensation before the private assets have been restored to the liquidator of the firm, C.A.A. shall remit through the authorized French bank referred to in Paragraph 5 of Article 4 above, to holders of credit vouchers a number of C.N.E. bonds corresponding to the value of the private assets; the bank shall be responsible for the allotment of these bonds among the Canadian holders and in the case of a fraction of less than one tenth of a bond held by one bearer only, for the allotment of the amount in cash resulting from the sale of the above-mentioned bonds.

PART III—RIGHTS PERTAINING TO CREDIT VOUCHERS—THEIR REPAYMENT—ASSIGNMENT OR USE AS SECURITY

ARTICLE 6

Credit vouchers issued to Canadian claimants shall from June 1st, 1950, bear interest at the rate of 3% and additional interest at variable rates as provided in Article 13 of the Law of April 8, 1946, and in Article 4 of the Law of August 12, 1948.

Both the fixed interest and the additional interest payable in accordance with the preceding paragraph of this Article to Canadian holders of credit vouchers who are not French residents shall be transferable in accordance with the provisions of any Payments Agreement in force, under the terms and in accordance with the general principles governing stock transfers.

If any additional interest is paid as part of the Premium on Redemption mentioned hereunder, such additional interest shall not be transferable and shall be credited to Canadians Reinvestment Account mentioned in Article 11.

Credit vouchers issued to Canadian claimants shall also carry the right to the Premium on Redemption provided for in Article 4 of the Law of August 12, 1948.

ARTICLE 7

The total value of the credit vouchers whether provisional or final shall be subject, in respect both of capital and of fixed interest, to an exchange guarantee based on the rate of exchange between the French franc and the U.S.A. dollar as it was in Paris on April 8, 1946, i.e., at the rate of 119·10 French francs for one dollar.

Payments in redemption of capital shall be made in French francs and shall take account of the said exchange guarantee.

The C.A.A. shall make an annual redemption payment equal to one-seventh of the total value of each credit voucher.

If, however, in any year more than one-seventh of the Bonds mentioned at the end of Article 4 are paid off as a result of drawing by lot, the credit vouchers shall be redeemed by an equivalent amount at the due date for redemption payments in the following year. Thereafter, redemption payments in respect of credit vouchers shall be made in as many fractions of the total principal sum remaining unredeemed as there are remaining due dates.

At the due date of any redemption payment, the nominal amount in French francs of this redemption payment shall be multiplied by the quotient obtained by dividing by 119·10 the rate of exchange of the U.S. dollar on the free exchange-market in Paris on the due date concerned. If there is no quotation of the U.S. dollar on that date the rate used shall be the first quotation on the free exchange-market on the last market day. If on the date concerned the quotation of the U.S. dollar on the free market in Paris

libre de Paris était supprimée, le Gouvernement français rechercherait d'accord avec le Gouvernement canadien une base de réévaluation qui assurerait aux créanciers canadiens des avantages équivalents à ceux qui eussent résulté des dispositions prévues aux alinéas précédents.

La mise en paiement de chaque annuité aura lieu aussitôt que possible après chacune des échéances mentionnées à l'article 9 ci-après et au plus tard le quinzième jour suivant.

En cas de retard dans la mise en paiement, celle-ci interviendra un 1^{er} ou un 15, le cours prévu à l'alinéa 5 ci-dessus sera alors celui du 15 ou du 1^{er} précédent immédiatement la date de mise en paiement. Dans ce cas les intérêts fixe et complémentaire continueraient à courir jusqu'à la date de la mise en paiement dans les conditions déterminées par l'article 6. En ce qui concerne l'intérêt fixe, les bases de calcul pour l'application de la garantie de change sont les mêmes que pour le capital.

Tout créancier canadien pourra lors d'une échéance demander le report d'un tiers, des deux tiers, ou de la totalité de la fraction sujette à rachat de la créance reconnue par son ou ses titres sur l'une ou les échéances ultérieures, à son choix.

Le report du principal implique le report de la prime de remboursement qui lui est afférente, sans modification de leur montant.

L'option qui sera définitive pour l'échéance considérée sera exercée de la manière et suivant la procédure prévue aux "Dispositions annexes établissant les modalités d'exécution du Règlement".

Au cas où les créanciers n'épuiseraient pas en totalité leur droit au rachat, il sera néanmoins loisible au Gouvernement français d'y procéder ou d'y faire procéder, à chaque échéance, pour tout ou partie du montant de l'annuité correspondant à l'échéance considérée.

Les sommes reportées à la demande des créanciers canadiens en exécution des conditions ci-dessus ne seront productives que de l'intérêt de 3% fixe sans garantie de change, transférable dans les conditions fixées à l'article 6.

ARTICLE 8

Le rachat visé à l'article 7 s'effectuera compte tenu de la garantie de change stipulée audit article et de la prime de remboursement prévue à l'article 6. Celle-ci fera l'objet, au moment du rachat, d'un paiement à valoir correspondant à la prime de remboursement attribuée aux obligations de la C.N.E. appelées à l'amortissement à l'échéance considérée.

Si l'amortissement par tirage au sort n'avait pas encore commencé à l'une des époques fixées pour le rachat, le paiement à valoir sur la prime de remboursement serait calculé aussi exactement que possible suivant les modalités prévues à l'article 13 de la loi du 8 avril 1946 modifié par l'article 4 de la loi du 12 août 1948. A l'expiration de la période de rachat, la C.A.A. ajustera d'une manière définitive la prime de remboursement en répartissant au prorata des créances initiales canadiennes rajustées ainsi qu'il est dit à l'article 5 ci-dessus un montant constitué par la différence entre:

- a) le total des primes de remboursement attribuées à la C.A.A. par la C.N.E. sur les obligations correspondant à la créance totale canadienne à son origine, qui sont effectivement sorties au tirage. Ce total sera

has been cancelled, the French Government shall seek in agreement with the Canadian Government a conversion basis which would provide Canadian holders of credit vouchers with benefits equivalent to those which would have accrued from the foregoing provisions of this Article.

Each redemption payment shall be made as soon as possible after each of the due dates mentioned in Article 9 below and not later than fifteen days after such date.

Should any redemption payment be delayed it will be made on the first or the fifteenth day of the month; the rate of exchange provided for in the fifth paragraph of this Article shall be that of the immediately preceding fifteenth or first day of the month. In this case both fixed and additional interests shall continue to accrue till the date of payment in accordance with the provisions of Article 6. With regard to fixed interest the basis of calculation for the application of the exchange-guarantee shall be the same as for the principal.

Any Canadian holder of a credit voucher shall be entitled at the due date of each redemption payment to request that one-third, two-thirds or the whole of the redemption payment be deferred at his option to one or several of the later due dates.

If the whole or part of a redemption payment is deferred the corresponding amount of the Premium on Redemption shall also be carried forward and there shall be no alteration in the amount of either payment.

The option mentioned above shall be final with respect to the due date to which it relates and shall be exercised in accordance with the procedure provided for in the annex hereto establishing the means of giving effect to the present Terms of Settlement.

If a Canadian holder of credit vouchers does not draw the total amount of his due redemption payments, the French Government may nevertheless pay to him, or cause to be paid to him on each due date, the whole or any part of the redemption due to him on the date concerned.

Amounts carried forward at the request of a Canadian holder of credit vouchers under the above provisions shall only yield interest at the fixed rate of 3%, without any exchange-guarantee, transferable in accordance with the provisions of Article 6.

ARTICLE 8

In effecting redemption in accordance with the provisions of Article 7, account shall be taken of the exchange-guarantee provided for in Article 7 and the redemption premium provided for in Article 6. The latter shall at the time of any redemption payment be the subject of a payment on account corresponding in amount to the redemption premium allowed in respect of the C.N.E. bonds drawn by lot for redemption on the due date.

If the redemption by drawing by lots has not yet begun at any of the due dates set for redemption payments, the payment on account of the redemption premium shall be calculated as accurately as possible by the methods provided for in Article 13 of the Law of April 8, 1946, as modified by Article 4 of the Law of August 12, 1948. At the expiry of the period of redemption the C.A.A. shall make a final adjustment of the redemption premium by distributing, in proportion to the nominal value of the original Canadian-owned credit vouchers as adjusted in accordance with the provisions of Article 5 above, an amount equal to the difference between:

- (a) the total amount of the redemption premiums allotted to the C.A.A. by the C.N.E. on the bonds corresponding to the total initial value of the credit vouchers issued to Canadian claimants which have been

majoré du produit obtenu en multipliant la prime la plus élevée payée au cours des sept années par le nombre de ces obligations non sorties au tirage,

- b) et le total des primes de remboursement payées à valoir par la C.A.A. aux créanciers canadiens au cours de la période de rachat, augmenté le cas échéant, des suppléments à l'intérêt complémentaire variable alloué aux créanciers canadiens à titre de répartition de prime de remboursement.

ARTICLE 9

Un premier rachat sera effectué aussitôt que possible après le dépôt, pour échange, des titres visés à l'article 4 alinéa 1^{er}. Toutefois le paiement de ce premier rachat ne pourra être exigé avant le 1^{er} mars 1951.

Le montant de ce rachat continuera à produire, depuis le 1^{er} juin 1950, et jusqu'à la date de sa mise en paiement, les intérêts fixe et complémentaire dans les conditions déterminées par les articles 6 et 7. • Ces intérêts ne courront que jusqu'au 1^{er} juin 1951, sauf retard dans la mise en paiement.

Le paiement de ces intérêts coïncidera avec celui du premier rachat.

Un deuxième rachat interviendra le 1^{er} juin 1951, les rachats subséquents le 1^{er} juin de chaque année et le dernier le 1^{er} juin 1956.

Les échéances d'intérêts coïncideront avec les échéances de rachat.

Dès qu'il aura été procédé au rajustement du montant nominal des titres de créance originaires, conformément à l'article 5, le paiement du montant de ce rajustement, compte tenu de la garantie de change prévue à l'article 7, sera effectué en autant d'annuités égales qu'il reste d'échéances pour le rachat des créances canadiennes.

Les intérêts arriérés fixe et variable, dus sur le montant du rajustement seront payés à la plus prochaine échéance de rachat qui suivra la fixation définitive du montant des créances; ils seront transférables dans les conditions prévues à l'article 6.

L'intérêt fixe, couru depuis le 1^{er} juin 1950, bénéficiera de la garantie de change dans les conditions fixées à l'article 7.

Toutefois, si la C.N.E. met en paiement ce complément d'intérêts, en plusieurs échéances successives, le principe énoncé aux alinéas précédents s'appliquera à chacune des échéances successives prises isolément.

ARTICLE 10

Les titres de créance ne sont cessibles qu'à des personnes physiques ou morales canadiennes. Ils pourront toutefois être cédés, sur autorisation à solliciter de l'Office de Changes français dans chaque cas particulier à des personnes étrangères. En cas de transmission par voie de succession, le successible conservera les avantages prévus par le Règlement.

Les bénéficiaires peuvent solliciter dans le cadre de la réglementation générale en matière de crédit, auprès des banques françaises ou d'organismes officiels de crédit, des facilités de mobilisation des annuités non échues, et sans qu'il soit établi un traitement différentiel en raison de la nationalité cana-

- drawn by lots for redemption, plus the total of the product obtained by multiplying the highest premium paid during the seven-year period by the number of bonds which have not been drawn, and
- (b) the total amount of the redemption premiums paid on account by the C.A.A. to Canadian holders of credit vouchers during the period of redemption increased where appropriate by the amount of additional variable interest granted to such Canadian holders as part of the redemption premium.

ARTICLE 9

The first redemption payment shall be made as soon as possible after the delivery for exchange of the shares and documents of title mentioned in paragraph (1) of Article 4. The French authorities shall not, however, be required to make this payment before March 1st, 1951.

The amount of this first redemption payment shall continue to bear interest, fixed and additional, in accordance with the provisions of Articles 6 and 7 from June 1st, 1950, until the date of its payment. Such interest shall only accrue until June 1st, 1951 unless payment becomes overdue.

The payment of such interest shall be made at the same time as the first redemption payment.

A second redemption payment shall be made on June 1st, 1951, and subsequent payments on June 1st of each year, the last payment to be made on June 1st, 1956.

Payments of interest shall fall due on the same day as redemption payments.

When the nominal value of the original credit vouchers has been readjusted in accordance with the provisions of Article 5, the payment of the amount of the readjustment shall be made in as many equal annual payments as there remain due dates for the redemption payments to Canadian holders of credit vouchers, and the provisions of Article 7 relating to the exchange guarantee shall apply thereto.

Any arrears of interest, whether fixed or variable, due on the amount of the readjustment shall be paid at the due date for redemption payments next following the final determination of the total value of the credit vouchers. Such interest shall be transferable in accordance with the provisions of Article 6.

Fixed interest accrued since June 1st, 1950, shall benefit from the exchange guarantee under the terms laid down in Article 7.

If, however, such arrears of interest are paid on several successive due dates by C.N.E., the provisions of the preceding paragraphs of this Article shall apply to the payments made at each of the successive and separate due dates.

ARTICLE 10

Credit vouchers may be assigned only to Canadian physical or juridical persons. They may, however, be transferred to non-Canadian persons with the authorization in each particular case of the French *Office des Changes*. In the case of transfer by inheritance the successor shall be entitled to the benefits provided for in the present Terms of Settlement.

Canadian holders of credit vouchers can, within the framework of the general French regulations concerning credit, apply to French banks or official credit agencies for facilities to realize annual payments which have not fallen due, and any Canadian holder making such an application shall not be treated differently on account of his nationality. For this purpose holders of credit

dienne du demandeur. A cet effet, ils pourront mettre en gage leurs titres de créance indemnitaires et assurer, par une délégation de paiement, le remboursement des sommes empruntées.

Les compagnies d'assurance "canadiennes" agréées en France pourront faire figurer les titres de créance dans leurs réserves techniques et cautionnements, dans le cadre de la réglementation française en vigueur sur les assurances.

CHAPITRE IV—POSSIBILITÉS DE RÉINVESTISSEMENT DES MONTANTS PROVENANT DE L'INDEMNISATION

ARTICLE 11

Le capital de l'indemnité, y compris la prime de remboursement, doit être utilisé ou remployé en France. En vue de faciliter le remploi de ces avoirs en France, ceux-ci seront versés dans une banque agréée au crédit des comptes ouverts au nom des ressortissants canadiens intéressés. Ces comptes seront dénommés comptes "Remploi canadien".

A Une autorisation générale de remploi des avoirs portés au crédit de ces comptes est accordée par l'Office des Changes français pour les opérations suivantes:

1. Achat en bourse de valeurs mobilières françaises inscrites à une cote de bourse en France, à l'exclusion des obligations ou des bons remboursables dans un délai de moins de 10 ans à la date de l'achat.

2. Souscription de valeurs mobilières françaises visées au paragraphe 1 ci-dessus lors d'une augmentation de capital.

3. Acquisition de valeurs mobilières françaises non cotées, lorsque cette acquisition est réalisée dans l'une des conditions suivantes:

- a) souscription au capital d'une société française lors de la constitution de la société et souscription à des obligations ou des bons remboursables dans un délai d'au moins 10 ans,
- b) souscription à titre irréductible à l'occasion d'une augmentation de capital.

En vertu de l'autorisation générale mentionnée ci-dessus les valeurs mobilières acquises par le débit d'un compte "emploi canadien" ou au moyen des facilités de crédit prévues à l'article 10 alinéa 2, bénéficieront, du point de vue de la Réglementation française des changes, du même régime que les titres anciens des sociétés françaises nationalisées.

4. Avance pour autant que la convention de prêt se borne à stipuler à l'exclusivité de toutes autres clauses:

- a) le taux d'intérêt, qui ne pourra être supérieur au taux des avances sur titres pratiqué par la Banque de France, majoré d'un point et demi;
- b) la durée;
- c) éventuellement, les garanties hypothécaires et, s'agissant de sociétés dont 50% du capital au moins sont entre mains canadiennes, la remise en garantie de valeurs mobilières françaises;
- d) la ou les personnes physiques ou morales qui se sont portées caution du remboursement.

vouchers may use their credit vouchers as security and guarantee the refunding of borrowed sums by assigning their rights to payment in respect of such credit vouchers.

“Canadian” Insurance Companies registered with the French authorities may include credit vouchers in their technical reserves and guarantee-deposits in accordance with existing French regulations on Insurance.

PART IV—PROVISIONS CONCERNING REINVESTMENT OF AMOUNTS RECEIVED AS COMPENSATION

ARTICLE 11

The capital value of the compensation, including the redemption premium, must be used or reinvested only in France. In order to facilitate the reinvestment of these funds in France they shall be transferred to an approved bank to the credit of accounts opened in the name of the Canadian nationals concerned. These accounts shall be called “Canadian Reinvestment Accounts”.

A A general authorization to reinvest amounts credited to these amounts shall be granted by the French *Office des Changes* for the following transactions:

1. The purchase at a stock exchange of French securities quoted at a French stock exchange, with the exception of bonds redeemable within less than ten years from the date of purchase.

2. Subscriptions for French securities mentioned in subparagraph (1) of this paragraph at the time of an increase of capital.

3. Acquisition of non-quoted French securities provided such acquisition meets one of the following requirement:

- (a) subscription to the capital of a French company upon the establishment of the company, and subscription to bonds and debentures redeemable in not less than ten years;
- (b) subscription as of right to an increase of capital;

In accordance with the general authorization referred to above, securities acquired through the use of a “Canadian Reinvestment Account” or by means of the credit facilities provided for in paragraph (2) of Article 10, shall have the benefit, so far as the French exchange regulations are concerned, of the same treatment as to the former shares of the nationalized French companies.

4. Loans, provided that the loan agreement stipulates, exclusive of any other clauses:

- (a) the rate of interest which shall not exceed by more than $1\frac{1}{2}\%$ the rate of the Bank of France on secured advances;
- (b) the duration of the loan;
- (c) eventually, mortgage guarantees and, in the case of companies of which at least 50% of the capital is held by Canadian nationals, the deposit of French transferable securities as a guarantee;
- (d) the physical or juridical persons who have guaranteed the repayment.

Le remboursement des avances visées ci-dessus devra à leur échéance, s'effectuer par le crédit des comptes "Remploi canadien", sauf si ce remboursement intervient après l'expiration de la septième année. Dans ce cas, le montant du remboursement sera crédité en compte d'attente.

5. Achats d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce situés en France et paiement des réparations et frais y relatifs.

6. Paiement des frais d'études engagés en France par des personnes canadiennes, en vue de la réalisation des opérations effectuées dans le cadre du paragraphe A.

Paiement des frais de syndicat se rapportant à des opérations de constitution de sociétés ou de souscription à des augmentations de capital, exposés en France par des personnes canadiennes en vue de la réalisation des opérations effectuées dans le cadre du paragraphe A.

7. Acquisition de l'outillage nécessaire aux entreprises commerciales, industrielles, ou agricoles, dont les bénéficiaires seraient ou deviendraient propriétaires en France.

8. Remboursement des avances consenties par des banques françaises à des personnes canadiennes pour permettre le financement d'investissement en France, soit qu'elles aient été consenties avant l'entrée en vigueur de l'accord, soit qu'elles aient été effectuées dans le cadre des dispositions prévues à l'article 10 ci-dessus.

- B Les avoirs en compte "Remploi canadien" seront cessibles dans les conditions prévues à l'article 10 alinéa 1, pour les titres de créance. En cas de transmission par voie de succession le successible conservera les droits et les avantages prévus par ce Règlement.
- C Toutes opérations non prévues par l'autorisation générale figurant au paragraphe A ci-dessus et qui ne seront pas autorisées d'une manière générale par la Réglementation française des Changes, devront faire l'objet d'une autorisation particulière à solliciter auprès de l'Office des Changes français, qui réduira les formalités et les délais nécessaires au strict minimum.

CHAPITRE V—RÉGIME FISCAL

ARTICLE 12

Les opérations auxquelles donnent lieu le présent accord et qui sont énumérées ci-après bénéficieront des immunités fiscales édictées par l'article 50 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946.

Déclaration d'option pour le régime prévu par le présent Règlement;
Transferts ou virements à la Caisse Nationale de l'Énergie pour le compte de la Caisse Autonome d'Amortissement, des titres des Sociétés nationalisées;

Création des titres de créance;

Remise par la Caisse Autonome d'Amortissement des titres de créance;

Fractionnement ou fusion des titres de créance.

La rétrocession par la Caisse Autonome d'Amortissement aux bénéficiaires canadiens des intérêts visés à l'article 6 ne donnera pas lieu à l'application de la taxe proportionnelle sur les revenus des capitaux mobiliers.

Repayment of any of the loans referred to above shall, when they fall due, be made by crediting "Canadian Reinvestment Accounts" unless such repayment is made after the expiry of the seventh year from the coming into force of the present Agreement. In such a case repayment shall be made by crediting a "compte d'attente".

5. Purchase of buildings, real estate, rights, and businesses situated in France and payment of expenses and repairs relative thereto.

6. Payment of expenses incurred by Canadian persons arising from investigations made in France with a view to carrying out transactions in accordance with the provisions of paragraph A.

Payment of promoters' expenses, in connection with the establishment of companies or with subscriptions to increases of capital, incurred in France by Canadian persons for the purpose of carrying out any transactions within the provisions of paragraph A.

7. Acquisition of the equipment required for commercial, industrial, or agricultural undertakings of which the purchasers are, or may become, the owners in France.

8. Repayment of loans to Canadian persons made by French banks in order to allow the financing of investments in France, whether such loans have been made before the coming into force of this Agreement, or whether they are made in accordance with provisions of Article 10 above.

B Credit balances in "Canadian Reinvestment Accounts" shall be transferable in accordance with the provisions of paragraph (1) of Article 10, relating to credit vouchers. In the case of transfer by inheritance the successor shall be entitled to the rights and benefits provided by the present Terms of Settlement.

C Any transactions which do not fall within the general authorization set forth in paragraph A of this Article and which are not authorized generally by the French exchange control regulations must be specially authorized upon application to the French *Office des Changes* which shall reduce to a strict minimum the necessary formalities and delays.

PART V—FISCAL PROVISIONS

ARTICLE 12

The following transactions, carried out in accordance with the present Agreement, shall enjoy the fiscal immunities provided by Article 50 of Law No. 46-628 of April 8, 1946:

a declaration of option accepting the provisions of the present Terms of Settlement;

the transfer or delivery of securities of nationalized companies to the C.N.E. for the Account of C.A.A.;

the creation of credit vouchers;

the issue of credit vouchers by C.A.A.;

the splitting or consolidation of credit vouchers.

The retrocession by C.A.A. to Canadian holders of credit vouchers of interest mentioned in Article 6 shall not give rise to the application of the proportional tax on income from transferable capital.

ARTICLE 13

Sous réserve de modification de la législation fiscale française en vigueur, les cessions dont pourront faire l'objet les créances visées au présent Règlement ne donneront pas lieu à l'application en France de droits d'enregistrement, dans la mesure où elles seront réalisées par des actes passés hors de France; l'usage de tels actes en France, pour la notification de la cession de créances au débiteur, ne rendra pas davantage exigible le droit proportionnel d'enregistrement qui est applicable en France, aux actes de cette nature.

CHAPITRE VI—DÉFINITIONS

ARTICLE 14

Dans le règlement et ses annexes, les termes:

1. "Valeurs mobilières françaises ou étrangères" doivent se comprendre tels qu'ils ont été définis par l'arrêté du 15 juillet 1947 relatif aux dérogations générales aux prohibitions édictées par le décret n° 47-1357 du 15 juillet 1947 et précisions sur certaines modalités d'application de ce décret.

Extrait de cet arrêté est annexé au présent Règlement.

2. "France" vise le territoire métropolitain et les autres territoires de la zone franc (zone C.F.A. comprise).
3. "Personnes canadiennes" doit se comprendre:
 - a) des personnes physiques qui, à la date à laquelle sera effectuée la déclaration prévue à l'article 1^{er} du présent Règlement, sont citoyens du Canada,
 - b) des personnes morales constituées sous l'empire des lois en vigueur au Canada.

FAIT en double exemplaire à Paris, le 26 janvier 1951.

Pour le Gouvernement Canadien:
GEORGE P. VANIER

Pour le Gouvernement Français:
ROBERT SCHUMAN

ARTICLE 13

Subject to any amendment to the existing French tax legislation, transfers of credit vouchers and of credit balances provided for in the present Terms of Settlement shall not be subject to the payment in France of registration fees if the documents of transfer are executed outside France, and the use of such documents in France for the notification of the transfer to the debtor shall not give rise to the payment of the proportional registration fee which is applicable in France to documents of this nature.

PART VI—DEFINITIONS

ARTICLE 14

In the present Terms of Settlement and the annexes thereto, the expressions

1. "French and foreign securities" shall have the meaning defined by the Order of July 15, 1947, relating to the general derogations from the prohibitions laid down by Decree No. 47-1357 of July 15, 1947, and to detailed provisions regarding certain methods of application of that Decree. An extract from the Decree is annexed to the present Terms of Settlement.
2. "France" shall mean the metropolitan territory of France and the other territories of the Franc monetary area (including the C.E.A. area).
3. "Canadian persons" shall mean:
 - (a) physical persons who at the date on which they make the declaration provided for in Article 1 of this Agreement are citizens of Canada;
 - (b) juridical persons incorporated or constituted under the laws in force in Canada.

DONE in duplicate at Paris on January 26, 1951.

For the Canadian Government:
GEORGE P. VANIER

For the French Government:
ROBERT SCHUMAN

DISPOSITIONS ANNEXES ÉTABLISSANT LES MODALITÉS D'EXÉCUTION DU RÈGLEMENT.

CHAPITRE I—DÉCLARATION DES TITRES DE PROPRIÉTÉ

ARTICLE 1^{er}

Peuvent être déclarées les actions et les parts d'entreprises d'électricité et de gaz nationalisées énumérées à la liste ci-annexée ainsi que les titres représentatifs d'installations nationalisées.

CHAPITRE II—DES PREUVES

ARTICLE 2

La preuve des droits invoqués et de leur appartenance à des personnes physiques ou morales canadiennes aux dates fixées à l'article 1^{er} du Règlement sera faite notamment:

- a) pour les actions au porteur déposées à la Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de Titres (C.C.D.V.T.): par une attestation délivrée par la banque canadienne habilitée ou, à son défaut, par la banque française ou étrangère par laquelle le dépôt a été effectué;
- b) pour les titres nominatifs: par la production du certificat d'inscription desdits titres ou d'une attestation de la société en établissant la propriété.
- c) pour les titres au porteur encore en circulation: par tout mode de preuve établissant que le propriétaire actuel des titres remplit les conditions requises pour bénéficier de la présente convention. L'organisme officiel visé à l'article ci-dessous n'attestera l'exactitude des mentions portées sur la déclaration qu'après avoir obtenu l'accord des autorités françaises compétentes sur les preuves fournies.
- d) pour les installations électrique ou gazières nationalisées en vertu de la loi du 8 avril 1946, dont les personnes physiques ou morales canadiennes sont directement propriétaires conformément aux textes en vigueur relatifs aux concessions de services publics en France: par une attestation de propriété délivrée par la Caisse Nationale de l'Énergie aux intéressés canadiens qui lui en auront adressé la demande avant le 31 mai 1951. Cette attestation vaudra titre représentatif d'installation nationalisée.

ARTICLE 3

L'organisme officiel désigné par le Gouvernement canadien en application de l'article 1^{er} du Règlement contrôlera et vérifiera les déclarations souscrites par toutes les personnes physiques ou morales canadiennes définies à l'article 1^{er} du Règlement. Il les revêtira de sa signature.

ANNEX ESTABLISHING THE MEANS OF GIVING EFFECT TO THE TERMS OF SETTLEMENT.

PART I—DECLARATION OF TITLE OF OWNERSHIP

ARTICLE 1

Declarations may be made in respect of shares and interest in any of the *nationalized electricity and gas* undertakings mentioned in the list attached hereto and in respect of documents of title to nationalized installations.

PART II—PROOF OF OWNERSHIP

ARTICLE 2

The proof of the rights invoked and of their belonging to Canadian physical or juridical persons at the dates set in Article 1 of the Terms of Settlement shall be required, in particular, in the case of

- (a) bearer shares deposited with la Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de titres (C.C.D.V.T.) (Central Fund for Deposit and Transfer of Securities): by a certificate issued by an authorized Canadian bank, or otherwise, by the French or foreign bank which has received the deposit;
- (b) registered shares: by the production of the registered share certificate or a certificate from the Company establishing ownership;
- (c) bearer shares still outstanding: by any form of evidence establishing that the present share holder fulfils the conditions required to enjoy the benefit of this Agreement. The official body referred to in Article 3 hereunder shall certify the accuracy of the entries in the declaration only after it has secured the agreement of the competent French authority concerning the evidence furnished;
- (d) gas and electricity installations nationalized under the Law of April 8, 1946, of which Canadian physical or juridical persons are direct owners in accordance with the existing French regulations regarding concessions of public utilities in France: by a certificate of ownership issued by C.N.E. to the Canadian owners who have applied for it before May 31, 1951: This certificate shall be equivalent to a title to nationalized installations.

ARTICLE 3

The official body designated by the Canadian Government in accordance with the provisions of Article 1 of the Terms of Settlement, shall check and verify the declarations made by Canadian physical or juridical persons referred to in Article 1 of the Terms of Settlement. The appropriate official shall affix his signature to such declarations.

CHAPITRE III—DE LA CESSION DES TITRES DES ENTREPRISES NATIONALISÉES ET DE LA DÉLIVRANCE DES TITRES DE CRÉANCE

ARTICLE 4

Le transfert visé à l'article 4 du Règlement s'opérera:

par remise, pour les titres au porteur encore en circulation, pour les titres nominatifs ainsi que pour les titres représentatifs des installations nationalisées;

par virement sur la Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de Titres, pour les titres qui peuvent circuler en France sous cette forme.

La remise des titres de propriété s'opérera à la diligence des banques agréées visées au dernier alinéa de l'article 4 du Règlement. Ces dernières ne pourront y procéder qu'après avoir constaté que la déclaration imposée à l'article 1^{er} du Règlement a été effectuée.

ARTICLE 5

Le titre de créance sera créé sous forme nominative. Il comportera autant de coupons ou de cases d'estampille qu'il sera nécessaire pour retracer les opérations de rachat, pour permettre le paiement des intérêts et le paiement de la prime de remboursement. Afin de permettre l'exercice de l'option visée à l'article 7 du Règlement, il sera créé trois coupons pour chacune des sept annuités de rachat portant le millésime de l'année de rachat. Un modèle de titre de créance est joint aux dispositions annexes.

CHAPITRE IV—DE LA RENONCIATION AU RACHAT DES ANNUITÉS PRÉVU À L'ARTICLE 7 DU RÈGLEMENT

ARTICLE 6

L'exercice du droit de rachat prévu à l'article 7 du Règlement de tout ou partie des annuités donnera lieu à notification à la banque française agréée, dépositaire des titres de créance, deux mois avant la date fixée pour le rachat.

Les banques françaises agréées transmettront au plus tard un mois avant l'échéance, un relevé à la C.A.A. comportant:

1. le détail, par échéance, du montant des titres de créance canadiens en leur possession;
2. le montant total des titres de créance canadiens en leur possession pour lesquels le rachat de l'annuité relative à l'échéance considérée doit être effectué;
3. le montant total, par échéance, desdits titres de créance pour lesquels un rachat partiel est sollicité par les créanciers canadiens.

La C.A.A. fera connaître aux banques françaises agréées, au plus tard 15 jours avant l'échéance, la décision du Gouvernement français en ce qui concerne le droit de rachat prévu au onzième alinéa de l'article 7 du Règlement. A l'échéance considérée, les banques françaises agréées présenteront à l'encaissement les coupons d'intérêt et d'amortissement des titres de créance qui sont payables.

FAIT en double exemplaire à Paris, le 26 janvier 1951.

Pour le Gouvernement Canadien:

GEORGE P. VANIER

Pour le Gouvernement Français:

ROBERT SCHUMAN

PART III—SURRENDER OF SHARES AND INTERESTS IN NATIONALIZED
UNDERTAKINGS AND ISSUANCE OF CREDIT VOUCHERS

ARTICLE 4

The exchange mentioned in Article 4 of the Terms of Settlement shall be by remittance, in the case of bearer shares still outstanding, registered shares, and documents of title to nationalized installations;

by transfer through the Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de titres in the case of securities which may be circulated in France in this manner.

Remittance of documents of title to ownership shall be effected at the suit of the approved banks mentioned in the last paragraph of Article 4 of the Terms of Settlement. The banks may carry out the transfers only after having satisfied themselves that the declaration required by Article 1 of the Terms of Settlement has been made.

ARTICLE 5

The credit vouchers shall be created in a registered form. They shall include as many coupons, or stamp spaces, as may be necessary to record redemption transactions, and to provide for the payment of interest and of the redemption premium. In order to facilitate the exercise of the option mentioned in Article 7 of the Terms of Settlement, three coupons shall be provided for each of the seven annual redemption payments, marked with the year of redemption. A form of a credit voucher is annexed hereto.

PART IV—WAIVING OF ANNUAL REDEMPTION PAYMENTS IN ACCORD-
ANCE WITH ARTICLE 7 OF THE TERMS OF SETTLEMENT

ARTICLE 6

Applications for the redemption of all or part of the annual instalments under Article 7 of the Terms of Settlement shall be made to the approved French bank with which the credit vouchers are deposited not less than two months before the date on which the redemption payment falls due.

The approved French banks shall, not later than one month before the due date, supply C.A.A. with a statement setting out:

1. The particulars, with relevant due dates, of the total value of Canadian-owned credit vouchers in their possession;

2. The total value of Canadian-owned credit vouchers in their possession for which the annual redemption payment must be made on the due date concerned;

3. The total value, with the relevant due dates, of Canadian-owned credit vouchers for which a partial redemption is being requested by the holders.

C.A.A. shall notify to the approved French banks, not later than fifteen days before the due date, the decision of the French Government with respect to the right of redemption referred to in paragraph (11) of Article 7 of the Terms of Settlement.

On the relevant due date the approved French banks shall present for encashment those coupons which are then payable in respect of interest on and redemption of credit vouchers.

DONE in duplicate at Paris on January 26, 1951.

For the Canadian Government:
GEORGE P. VANIER

For the French Government:
ROBERT SCHUMAN

EXTRAIT DE L'ARRÊTÉ EN DATE DU 15 JUILLET 1947 RELATIF AUX DÉROGATIONS GÉNÉRALES AUX PROHIBITIONS ÉDICTÉES PAR LE DÉCRET N° 47-1357 DU 15 JUILLET 1947 ET PRÉCISIONS SUR CERTAINES MODALITÉS D'APPLICATION DE CE DÉCRET.

ARTICLE 1^{er}

On entend par:

.....

9. Valeurs mobilières françaises: les valeurs mobilières émises par une personne morale publique de la zone franc ou par une personne morale privée dont le siège social est situé dans la zone franc;

10. Valeurs mobilières étrangères: les valeurs mobilières émises par une personne morale publique étrangère ou par une personne morale privée dont le siège social est situé à l'étranger;

Sont également considérées comme valeurs mobilières étrangères, les valeurs mobilières émises par une personne morale publique française ou par une personne morale privée dont le siège social est situé en France, lorsque ces valeurs sont libellées en monnaie étrangère.

ANNEXE I

Le Gouvernement français confirme que dans le cas prévu par le dernier alinéa de l'article 1^{er} du Règlement annexé à la convention franco-canadienne en date de ce jour, relatif à l'indemnité offerte aux porteurs canadiens de titres affectés par la loi du 8 avril 1946, le décret du 5 juin 1947 et les textes y relatifs, il lui appartiendra de prendre l'initiative de signaler à l'organisme officiel canadien chargé de recevoir les déclarations, les participations françaises représentant plus de 50% des droits à l'actif des personnes morales canadiennes visées à cet alinéa. Il réserve provisoirement jusqu'à plus ample informe l'application du Règlement auxdites personnes morales.

Dans les deux cas visés *in fine* de l'article 1^{er} du Règlement, il s'engage à rechercher tous moyens de sauvegarder efficacement les intérêts canadiens en cause, chaque cas devant faire l'objet d'un examen particulier.

G.P.V.

R.S.

ANNEXE II

Par dérogation à l'article 1^{er} du Règlement relatif à l'indemnité offerte par le Gouvernement français aux personnes créancières d'indemnité en vertu de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz et les lois et décrets y relatifs, et à l'article 3 des dispositions annexes audit Règlement, les sociétés ci-après:

Aluminium Limited, à Montréal,

Foreign Powers Securities Corporation, à Montréal,

sont habilitées à faire, auprès de l'Ambassade du Canada à Paris, par l'entremise de la *Royal Bank of Canada*, France, leur déclaration portant acceptation de ce Règlement et à produire à l'appui toutes les pièces justificatives requises.

En outre, la faculté susvisée s'entendra aussi des titres immatriculés au nom du *Montreal Trust* et appartenant à la *Foreign Powers Securities Corporation*.

G.P.V.

R.S.

EXTRACT FROM THE ORDER OF JULY 15, 1947, CONCERNING THE GENERAL DEROGATIONS FROM THE PROHIBITIONS LAID DOWN BY DECREE No. 47-1357 OF JULY 15, 1947, AND DETAILED PROVISIONS CONCERNING CERTAIN METHODS OF APPLICATION OF THAT DECREE.

ARTICLE 1

(9) *French transferable securities* means:—transferable securities issued by a public juridical person belonging to the franc monetary area or by a private juridical person having their head office within the franc monetary area.

(10) *Foreign transferable securities* means:—transferable securities issued by a foreign public juridical person or by a private juridical person having their head office abroad.

Transferable securities issued by a French public juridical person or a private juridical person having their head office in France shall also be deemed to be foreign transferable securities if they are drawn up in a foreign currency.

ANNEX I

The French Government confirms that, in the case provided for in the last paragraph of Article 1 of the Terms of Settlement annexed to the Franco-Canadian Agreement of today's date, relating to the compensation offered to Canadian holders of shares and interests affected by the Law of April 8, 1946, the Decree of June 5, 1947, and the regulations relating thereto, it will be its own responsibility to notify to the competent Canadian authority any French interests representing more than 50% of the capital of any Canadian juridical person referred to in the above-mentioned paragraph. Pending receipt of fuller information, it provisionally excludes from the application of the Terms of Settlement the juridical persons concerned.

In both cases provided for in the final paragraph of Article 1 of the Terms of Settlement the French Government undertakes to seek every means of effectively safeguarding the Canadian interests concerned, and to examine each case on its own merit.

G.P.V.

R.S.

ANNEX II

Notwithstanding Article 1 of the Terms of Settlement in respect of the compensation offered by the French Government to compensation creditors under Law No. 46-628 of April 8, 1946, on nationalization of Electricity and Gas and laws and decrees relating thereto, and notwithstanding Article 3 of the Provisions annexed to the said terms of Settlement, the following Companies:

Aluminum Limited, of Montreal,

Foreign Powers Securities Corporation, of Montreal,

are entitled to file with the Canadian Embassy in Paris, through the Royal Bank of Canada (France), their declaration accepting these Terms of Settlement, and to adduce all necessary relevant vouchers.

In addition, the aforesaid privilege will also apply to securities registered in the name of the Montreal Trust and owned by the Foreign Powers Securities Corporation.

G.P.V.

R.S.

ANNEXE III

Aux fins du présent Règlement sont considérés comme intérêts ennemis les intérêts appartenant aux ressortissants des pays ennemis.

I. *Les pays ennemis sont:*

L'Allemagne dans ses frontières du 31 décembre 1937.

Le Japon dans ses frontières du 8 décembre 1941 (à l'exclusion des territoires occupés militairement).

II. *Les ressortissants ennemis sont:*

Ceux qui possèdent la nationalité d'un des deux États précités et qui ont leur domicile soit, en pays ennemi, soit en pays neutre, soit en pays allié, à moins que dans ce dernier cas, leurs biens n'aient pas été mis sous séquestre ou aient été admis au bénéfice d'une main-levée de séquestre.

III. *Cas de changement de nationalité:*

Les ressortissants allemands qui ont acquis une autre nationalité postérieurement au 1^{er} septembre 1939 sont réputés ennemis, sauf s'ils ont acquis la nationalité d'un pays allié avant le 1^{er} janvier 1946 ou s'ils ont obtenu une autorisation de séjour durable des autorités de ce pays.

IV. *Cas particulier:*

Les apatrides d'origine allemande ne peuvent être considérés comme ressortissants allemands si le Gouvernement allemand leur a retiré cette qualité avant le 1^{er} septembre 1939.

G.P.V.

R.S.

ANNEX III

Under these Rules and Regulations, the interests belonging to enemy nationals are considered as enemy interests.

I. The enemy countries are:

Germany within its boundaries as of December 31, 1937.

Japan within its boundaries as of December 8, 1941 (exclusively of territories occupied by its military forces).

II. Enemy nationals:

Those citizens of one of the two above-mentioned countries, who are residing either in enemy territory or in a neutral country, or in allied territory, except when, in the latter case, their property has not been placed under custody or has been released from custody, are considered as enemy nationals.

III. Change in nationality:

German nationals who have acquired another nationality after September 1, 1939, are considered as enemy nationals unless they have acquired the nationality of an allied country before January 1, 1946, or have been granted permanent residence in that country.

IV. Special cases:

Stateless persons of German origin may not be considered as German nationals if the German Government had deprived them of this status before September 1, 1939.

G.P.V.

R.S.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 3 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEA 10
-51703

CIVIL DEFENCE CO-OPERATION

Agreement between CANADA and
the UNITED STATES OF AMERICA

Effected by Exchange of Notes
Signed at Washington March 27, 1951

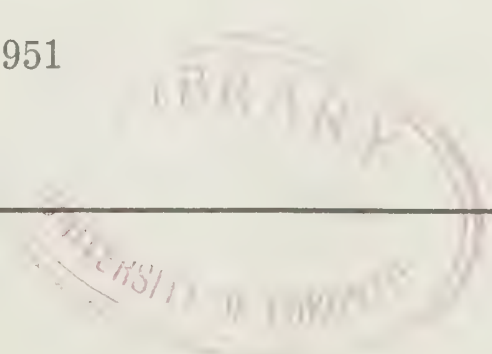
Entered into force March 27, 1951

COORDINATION DE LA DÉFENSE PASSIVE

Accord entre le CANADA et
les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Conclu par voie d'un Échange de Notes
Signées à Washington le 27 mars 1951

En vigueur le 27 mars 1951





CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 3 RECUEIL DES TRAITÉS

CIVIL DEFENCE CO-OPERATION

Agreement between CANADA and
the UNITED STATES OF AMERICA

Effected by Exchange of Notes
Signed at Washington March 27, 1951

Entered into force March 27, 1951

COORDINATION DE LA DÉFENSE PASSIVE

Accord entre le CANADA et
les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Conclu par voie d'un Échange de Notes
Signées à Washington le 27 mars 1951

En vigueur le 27 mars 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1953.

Price: 25 cents

Prix: 25 cents



SUMMARY

	PAGE
I. Note, dated March 27, 1951, from the Ambassador of Canada to the United States of America to the Secretary of State for the United States of America	4
II. Note dated March 27, 1951, from the Secretary of State of the United States of America to the Ambassador of Canada to the United States of America	6

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 27 mars 1951, adressée par l'Am- bassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique.....	5
II. Note, en date du 27 mars 1951, adressée par le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique à l'Am- bassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique..	7

EXCHANGE OF NOTES (MARCH 27, 1951) BETWEEN CANADA AND THE UNITED
STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN AGREEMENT ON CIVIL DEFENCE
CO-ORDINATION

I

*The Canadian Ambassador to the United States of America
to the Secretary of State of the United States of America*

CANADIAN EMBASSY

WASHINGTON, March 27, 1951.

No. 161

SIR:

I have the honour to refer to the conference held in Ottawa on February 21, 1951, of Civil Defence authorities of the Governments of the United States of America and Canada.

Pursuant to the unanimous recommendation of that conference, I am instructed by the Canadian Government to propose that an agreement in the following terms be concluded between our Governments:—

“As far as possible, Civil Defence activities in the United States and Canada should be co-ordinated for the protection of persons and property from the result of enemy attack as if there were no border. The following arrangements are made to ensure such co-ordination in matters of Civil Defence.

Except as regards matters of broad government policy, for which the diplomatic channels would be appropriate, the normal channel of communication between the two countries with regard to civil defence matters will be between the Co-ordinator of Civil Defence in Canada (or any successor authority) and the Administrator, Federal Civil Defence Administration in the United States (or any successor authority), referred to hereafter as the “Federal Civil Defence Authority” or “Authorities”. This will not prevent the use of other channels where appropriate, or as may be authorized by the Federal Civil Defence Authorities, but in the event of other channels of communication or agencies of co-operation being used, the Federal Civil Defence Authority in each country will be informed immediately. The Federal Civil Defence Authority in each country will keep the other informed about developments under consideration and action taken regarding:—

- (a) Organization, legislation and regulations (including federal, state and provincial) for Civil Defence.
- (b) Material, equipment, supplies and facilities (research, development, standardization and availability).
- (c) Training (schools, courses, pamphlets, methods, etc.).
- (d) Arrangements with state, provincial and municipal authorities and other agencies.
- (e) Public information and education.

The Federal Civil Defence Authority of each country will:—

- (a) Exchange personnel at a working level.
- (b) Offer training facilities to students designated by the other country.

So that all civil defence supplies, equipment and facilities (including medical, hospital, firefighting, police, rescue, evacuation, welfare,

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (27 MARS 1951) ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE CONSTITUANT UN ACCORD RELATIF À LA COORDINATION
DE LA DÉFENSE PASSIVE.

I

*L'Ambassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique au
Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique*

AMBASSADE DU CANADA

WASHINGTON, le 27 mars 1951.

N° 161

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer à la conférence tenue à Ottawa le 21 février 1951 par les autorités de la défense passive des Gouvernements du Canada et des États-Unis d'Amérique.

A la suite de la recommandation unanime de cette conférence, je suis chargé par le Gouvernement canadien de vous proposer que soit conclu entre nos deux Gouvernements un accord conçu dans les termes suivants:—

“Dans la mesure du possible, la défense passive aux États-Unis et au Canada devrait être coordonnée, pour la protection des personnes et des biens contre les effets des attaques ennemies, comme si la frontière n'existait pas. Les dispositions suivantes visent à assurer une telle coordination en matière de défense passive.

Sauf en ce qui concerne les questions de politique générale relevant des Gouvernements, à l'égard desquelles il conviendra de passer par la voie diplomatique, les communications entre les deux pays en matière de défense passive devront normalement s'effectuer entre le Coordonnateur de la défense passive du Canada (ou toute autorité lui succédant) et l'Administrateur de l'Administration fédérale de la défense passive des États-Unis (ou toute autorité lui succédant), ci-après dénommée “Autorité” ou “Autorités fédérales de la défense passive”. Il n'en sera pas moins permis de communiquer par d'autres voies, quand il y aura lieu ou selon que l'autoriseront les Autorités fédérales de la défense passive, mais, lorsqu'on aura recours à d'autres voies de communication ou à d'autres organismes de coopération, on devra le faire savoir immédiatement à l'Autorité fédérale de la défense passive de chaque pays.

L'Autorité fédérale de la défense passive de chaque pays tiendra celle de l'autre pays au courant des initiatives envisagées et des mesures prises dans les domaines suivants:—

- a) Organisation, législation et réglementations (fédérales, d'État ou provinciales) concernant la défense passive.
- b) Matériel, outillage, approvisionnements et facilités (recherche, invention, uniformisation, disponibilité).
- c) Instruction (écoles, cours, imprimés, méthodes, etc.)
- d) Arrangements conclus avec les autorités des États, provinces et municipalités et avec d'autres organismes.
- e) Information et éducation.

L'Autorité fédérale de la défense passive de chaque pays:—

- a) procédera à des échanges de personnel actif;
- b) offrira des facilités d'instruction aux étudiants désignés par l'autre pays.

Afin que tous approvisionnements, matériel et facilités (y compris les services de santé, d'hospitalisation, de lutte contre l'incendie, de police,

transportation, communication and other similar services) may be utilized to the fullest extent in connection with civil defence preparations, exercises and action, appropriate legislation will be sought, regulations made or instructions given in connection with customs, immigration, integration of services and facilities and other matters whether under federal, state, provincial or municipal jurisdiction.

State and provincial Civil Defence authorities in adjacent jurisdictions will be authorized by the Federal Civil Defence authorities to confer together to insure co-operation between them on civil defence. Similarly, state and provincial authorities will be empowered by the Federal Civil Defence authorities to authorize co-operation between border municipalities to co-ordinate planning and provide for immediate warning and action in the event of attack. Such co-operation will be in accordance with the policy laid down in each country by the Federal Civil Defence Authority.

The cost of civil defence assistance furnished by one country in connection with an attack upon the other country shall be reimbursed by the country attacked.

The Federal Civil Defence Authorities will co-operate in recommending to their respective governments a detailed financial agreement to give effect to this policy.

A Joint United States/Canadian Civil Defence Committee is hereby established. The Committee will consist of the Federal Civil Defence Authorities and such other members as may be designated by them. The Committee may establish, from time to time, such working groups and sub-committees as may be necessary. This Committee will recommend, jointly, to their respective governments such action as is considered desirable to insure the closest co-operation."

If this proposal is acceptable to your Government, this Note and your reply will constitute an agreement between our two governments on this subject, which will enter into force on the date of your Note and which may be terminated on six months' notice by either Government.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

H. H. WRONG.

II

*The Secretary of State of the United States of America
to the Canadian Ambassador to the United States of America*

DEPARTMENT OF STATE

WASHINGTON, March 27, 1951.

EXCELLENCY:

I have the honor to refer to your note No. 161 of March 27, 1951, containing recommendations for civil defence cooperation which have been agreed upon by the civil defence authorities of the Government of the United States of America and the Government of Canada.

The proposals contained in your note are acceptable to the Government of the United States of America, and it is agreed that your note and this reply thereto shall constitute an agreement between our two Governments on this subject which shall enter into force on the date of this note and which may be terminated on six months notice by either Government.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

DEAN ACHESON.

de sauvetage, d'évacuation, d'assistance sociale, de transport, de communication et autres semblables) de la défense passive servent dans la plus grande mesure possible aux préparatifs, exercices et opérations de la défense passive, une législation appropriée sera demandée aux pouvoirs publics, des règlements seront établis ou des instructions données en ce qui concerne la douane, l'immigration, la coordination des services et facilités et des autres domaines relevant soit des pouvoirs fédéraux, soit des États ou des provinces, soit des municipalités. Les autorités de la défense passive des provinces et États voisins seront autorisées à conférer les unes avec les autres en vue d'assurer leur coopération en matière de défense passive. De même, les autorités des États et des provinces auront le pouvoir d'autoriser les municipalités frontalières à coopérer en vue de coordonner leurs préparatifs de défense et d'assurer l'alerte et une action immédiates en cas d'attaque. Cette coopération s'exercera dans le cadre de la politique établie dans chaque pays par l'Autorité fédérale de la défense passive. Les frais de toute aide de défense passive fournie par l'un des deux pays à l'occasion d'une attaque subie par l'autre pays devront être remboursés par le pays attaqué.

Les Autorités fédérales de la défense passive s'entendront pour recommander à leurs Gouvernements respectifs un accord financier précis dans ce sens.

Un Comité mixte canado-américain de la défense passive est créé par les présentes. Il se compose des Autorités fédérales de la défense passive et des autres membres que lesdites autorités pourront désigner. Le Comité pourra former au besoin des groupes de travail et des sous-comités. Ce Comité recommandera d'un commun accord aux Gouvernements respectifs toute action jugée utile pour assurer la coopération la plus étroite."

Si cette proposition agréée à votre Gouvernement, la présente note et votre réponse constitueront sur le sujet un accord entre nos deux Gouvernements qui entrera en vigueur à la date de votre note et qui pourra être dénoncé par l'un ou l'autre Gouvernement moyennant préavis de six mois.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

H. H. WRONG.

II

*Le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique
à l'Ambassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique*

DÉPARTEMENT D'ÉTAT

WASHINGTON, le 27 mars 1951.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer à votre note n° 161, du 27 mars 1951, renfermant des recommandations relatives à la coopération en matière de défense passive et qui ont été convenues entre les Autorités de la défense passive du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et celles du Gouvernement du Canada.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique souscrit aux propositions que renferme votre note, et il est entendu que cette note, ainsi que la présente réponse, constitueront sur le sujet un accord entre nos deux Gouvernements qui entrera en vigueur dès ce jour et qui pourra être dénoncé par l'un ou l'autre Gouvernement moyennant préavis de six mois.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

DEAN ACHESON.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 4 RECUEIL DES TRAITÉS

CA/EA10
-51704

EXCHANGE OF AGRICULTURAL LABOUR AND MACHINERY

Agreement between CANADA and
the UNITED STATES OF AMERICA

Renewing the Arrangement of 1942
Effected by Exchange of Letters

Signed at Ottawa March 15 and 16, 1951

In force March 16, 1951

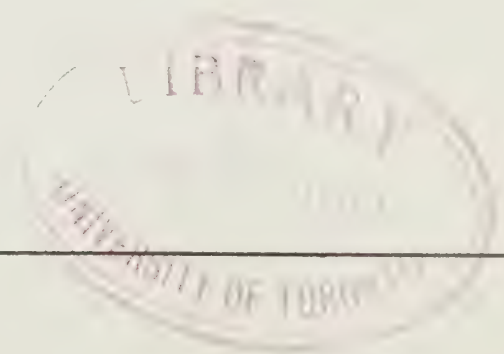
ÉCHANGE DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE MACHINES AGRICOLES

Accord entre le CANADA et
les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Renouvelant l'Arrangement de 1942
Intervenu par un Échange de Lettres

Signées à Ottawa les 15 et 16 mars 1951

En vigueur le 16 mars 1951





CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 4 RECUEIL DES TRAITÉS

EXCHANGE OF AGRICULTURAL LABOUR AND MACHINERY

Agreement between CANADA and
the UNITED STATES OF AMERICA

Renewing the Arrangement of 1942
Effected by Exchange of Letters

Signed at Ottawa March 15 and 16, 1951

In force March 16, 1951

ÉCHANGE DE MAIN-D'ŒUVRE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU

Accord entre le CANADA et
les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Renouvelant l'Arrangement de 1942
Intervenu par un Échange de Lettres

Signées à Ottawa les 15 et 16 mars 1951

En vigueur le 16 mars 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1953

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Letter dated March 15, 1951, from the Under-Secretary of State for External Affairs to the Chargé d'affaires <i>ad interim</i> of the United States of America	3
II. Letter dated March 16, 1951, from the Chargé d'affaires <i>ad interim</i> of the United States of America to the Under-Secretary of State for External Affairs..	5

SOMMAIRE

	PAGE
I. Lettre, en date du 15 mars 1951, adressée par le Sous-Secrétaire d'État aux Affaires extérieures au Chargé d'affaires <i>ad interim</i> des États-Unis d'Amé- rique	4
II. Lettre, en date du 16 mars 1951, adressée par le Chargé d'affaires <i>ad interim</i> des États-Unis d'Amé- rique au Sous-Secrétaire d'État aux Affaires exté- rieures	6

EXCHANGE OF LETTERS (MARCH 15 AND 16, 1951) BETWEEN CANADA AND
THE UNITED STATES OF AMERICA PROVIDING FOR THE RENEWAL OF
THE ARRANGEMENT OF 1942 FOR THE EXCHANGE OF AGRICUTURAL
LABOUR AND MACHINERY.

I

*The Under-Secretary of State for External Affairs to the
Chargé d'affaires ad interim of the United States of America*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, March 15, 1951.

DEAR MR. BLISS,

By an exchange of letters dated June 29 and July 6, 1950*, our Governments renewed for the duration of 1950, an agreement first entered into in 1942 for the exchange of harvesting machinery and crews in the prairie regions of Canada and the United States, and for other movements of farm labour between our two countries.

During the past year the results achieved under this agreement have proved very satisfactory, and for this reason the Canadian Government wishes to extend the agreement through 1951. I would appreciate your letting me know whether the United States Government shares this desire.

Should this proposal meet with the approval of your Government, it is the suggestion of my Government that this letter and your reply be considered the formal extension, until the end of 1951, of the agreement which was effective last year, and that the details of the movement of farm labour and machinery mentioned above be arranged between the Canadian and United States officials directly concerned.

Yours sincerely,

A. D. P. HEENEY.

* For the text of the exchange of letters see Canada Treaty Series 1950, No. 11.

(Traduction)

ÉCHANGE DE LETTRES (15 ET 16 MARS 1951) ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT DE L'ARRANGEMENT DE 1942 RELATIF À L'ÉCHANGE DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE MACHINES AGRICOLES.

I

*Le Sous-Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
au Chargé d'affaires ad interim des États-Unis d'Amérique*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 15 mars 1951.

CHER MONSIEUR BLISS,

En vertu d'un échange de lettres en date du 29 juin et du 6 juillet 1950*, nos Gouvernements ont renouvelé pour l'année 1950 un accord intervenu pour la première fois en 1942 relativement à l'échange de moissonneuses et d'équipes de moissonneurs dans les régions des prairies du Canada et des États-Unis, et à d'autres déplacements de main-d'œuvre agricole entre nos deux pays.

Durant l'année écoulée, les résultats atteints sous le régime de cet accord se sont affirmés très satisfaisants, et pour ce motif le Gouvernement canadien désire proroger l'accord pour toute l'année 1951. Je vous serais reconnaissant de me faire savoir si le Gouvernement des États-Unis partage ce désir.

Si cette proposition reçoit l'approbation de votre Gouvernement, mon Gouvernement propose que la présente lettre et votre réponse soient considérées comme constituant la prorogation formelle, jusqu'à la fin de 1951, de l'accord en vigueur l'an dernier, et que les détails relatifs au déplacement de la main-d'œuvre et des machines agricoles mentionnées ci-haut soient arrêtés entre les hauts fonctionnaires directement intéressés du Canada et des États-Unis.

Cordialement à vous,

A. D. P. HEENEY.

* On trouvera le texte de l'échange de lettres au n° 11 du Recueil des Traités 1950.

II

*The Chargé d'affaires ad interim of the United States of America
to the Under-Secretary of State for External Affairs*

EMBASSY OF THE UNITED STATES OF AMERICA

OTTAWA, March 16, 1951.

DEAR MR. HEENEY:

I wish to acknowledge receipt of your letter of March 15, 1951, referring to an exchange of letters dated June 29 and July 6, 1950, by which our Governments renewed for the duration of 1950 an agreement first entered into in 1942 for the exchange of harvesting machinery and crews in the prairie regions of Canada and the United States, and for other movements of farm labor between our two countries.

It is noted that during the past year the results achieved under this agreement have proved very satisfactory, and that for this reason the Canadian Government wishes to extend the agreement through 1951. I am instructed by my Government to state that the United States Government also desires to extend the agreement through the calendar year 1951, and desires that the details for effecting the program should, as in previous years, be arranged directly between the Canadian and United States authorities concerned.

In conformity with your Government's suggestion, your letter of March 15, 1951, and this reply are being considered as constituting the formal extension.

Sincerely yours,

DON C. BLISS,

Chargé d'affaires a.i.

II

*Le Chargé d'affaires ad interim des États-Unis d'Amérique
au Sous-Secrétaire d'État aux Affaires extérieures*

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

OTTAWA, le 16 mars 1951.

CHER MONSIEUR HEENEY,

J'accuse réception de votre lettre du 15 mars 1951 concernant un échange de lettres en date du 29 juin et du 6 juillet 1950, aux termes desquelles nos Gouvernements ont renouvelé pour toute l'année 1950 un accord intervenu en 1942 relativement à l'échange de moissonneuses et d'équipes de moissonneurs dans les régions des prairies du Canada et des États-Unis et à d'autres déplacements de main-d'œuvre agricole entre nos deux pays.

J'y ai noté que durant l'année écoulée les résultats atteints sous le régime de cet accord se sont affirmés très satisfaisants, et pour ce motif le Gouvernement canadien désire proroger l'accord pour l'année 1951. Mon Gouvernement me charge de dire que le Gouvernement des États-Unis désire aussi proroger l'accord pendant toute l'année civile 1951, et que les détails relatifs au programme soient, comme par les années passées, arrêtés directement entre les autorités intéressées du Canada et des États-Unis.

En conformité de la proposition de votre Gouvernement, votre lettre du 15 mars 1951 et la présente réponse seront considérées comme constituant la prorogation formelle.

Cordialement à vous,

DON C. BLISS,

Chargé d'affaires a.i.



CANADA
"

External Affairs, Dept. of

TREATY SERIES **1951 No. 5** RECUEIL DES TRAITÉS

CA/EA/10
-51 TOS

VISAS

Accord entre le CANADA
et la TURQUIE

Réalisé par un échange de notes

Date de signature de la note
canadienne: 9 février 1951

En vigueur le 10 mars 1951

VISAS

Agreement between CANADA
and TURKEY

Effected by Exchange of Notes

Canadian Note Dated February 9, 1951

Effective March 10, 1951

LIBRARY
UNIVERSITY OF TORONTO



CANADA

External Affairs Dept.
TREATY SERIES **1951 No. 5** RECUEIL DES TRAITÉS

VISAS

Accord entre le CANADA
et la TURQUIE

Réalisé par un échange de notes

Date de signature de la note
canadienne: 9 février 1951

En vigueur le 10 mars 1951

VISAS

Agreement between CANADA
and TURKEY

Effected by Exchange of Notes

Canadian Note Dated February 9, 1951

Effective March 10, 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1953.

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SOMMAIRE

	PAGE
I Note de l'Ambassadeur de Turquie au Canada au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures (N° 395/7)	4
II Note, en date du 9 février 1951, adressée par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur de Turquie au Canada	6

SUMMARY

	PAGE
I Note, from the Ambassador of Turkey to Canada to the Secretary of State for External Affairs (No. 395/7)	5
II Note, dated February 9, 1951, from the Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of Turkey to Canada	7

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE CANADA ET LA TURQUIE CONSTITUANT UN
ACCORD RELATIF À LA DÉLIVRANCE DE VISAS POUR PLUSIEURS PASSA-
GES AUX REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES ET AUX FONCTIONNAIRES.

(Date de signature de la note canadienne, 9 février 1951.)

I

*L'Ambassadeur de Turquie au Canada
au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures*

AMBASSADE DE TURQUIE

N° 395/7

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à une correspondance antérieure relative à la modification des arrangements concernant les visas de représentants diplomatiques et de fonctionnaires ainsi que des membres de leurs familles, et de vous faire connaître que le Gouvernement turc est disposé à conclure avec le Gouvernement canadien un accord conçu dans les termes suivants:

- 1) Les représentants diplomatiques et les fonctionnaires du Canada accrédités ou en fonction en Turquie, ainsi que les membres de leurs familles et de leurs personnels, munis de passeports diplomatiques, spéciaux ou de service, pourront obtenir, à leur entrée en Turquie, des visas valables pour un nombre illimité de voyages ayant leur point de départ ou de destination en Turquie pendant la durée des fonctions des représentants et fonctionnaires intéressés dans ce pays ou pendant la période de validité de leurs passeports, suivant celle des deux périodes qui est la plus courte.
- 2) Les représentants diplomatiques et les fonctionnaires de Turquie accrédités ou en fonction au Canada, ainsi que les membres de leurs familles et de leurs personnels, munis de passeports diplomatiques, spéciaux ou de service, pourront obtenir à leur entrée au Canada, des visas valables pour un nombre illimité de voyages ayant leur point de départ ou de destination au Canada pendant la durée des fonctions des représentants et fonctionnaires intéressés dans ce pays ou pendant la période de validité de leurs passeports, suivant celle des deux périodes qui est la plus courte.

Si les dispositions précitées rencontrent l'agrément du Gouvernement canadien, le Gouvernement de Turquie a l'honneur de suggérer que la présente note et la réponse qu'y donnera le Gouvernement canadien constituent entre les deux Gouvernements un accord devant prendre effet le trentième jour qui suivra la date de la note du Gouvernement canadien.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

N. T. SEYMEN.

(Translation)

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN CANADA AND TURKEY CONSTITUTING AN
AGREEMENT ON THE ISSUANCE OF MULTI-ENTRY VISAS TO DIPLOMATIC
REPRESENTATIVES AND OFFICIALS. (Canadian Note Dated February 9, 1951.)

I

*The Ambassador of Turkey to Canada
to the Secretary of State for External Affairs*

TURKISH EMBASSY

No. 395/7

SIR,

I have the honour to refer to previous correspondence on the subject of the modification of visa arrangements for diplomatic representatives and officials and their families and to state that the Government of Turkey is prepared to conclude with the Government of Canada an agreement in the following terms:

- (1) Diplomatic representatives and officials of Canada accredited in or posted to Turkey, as well as members of their families and staffs, who hold diplomatic, special or services passports may obtain, upon entry to Turkey, visas valid for an unlimited number of entries to or departures from Turkey during the appointment of the representatives and officials concerned in that country or for the period of validity of their passports, whichever is the lesser.
- (2) Diplomatic representatives and officials of Turkey accredited in or posted to Canada, as well as members of their families and staffs, who hold diplomatic, special or services passports may obtain, upon entry to Canada, visas valid for an unlimited number of entries to or departures from Canada during the appointment of the representatives and officials concerned in that country or for the period of validity of their passports, whichever is the lesser.

If the Government of Canada is prepared to accept the foregoing provisions, the Government of Turkey has the honour to suggest that this note and the reply thereto of the Government of Canada shall constitute an agreement between the two Governments which shall take effect on the thirtieth day following the date of the latter's note.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

N. T. SEYMEN.

II

*Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
à l'Ambassadeur de Turquie au Canada*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Ottawa, le 9 février 1951.

N° C 4

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note n° 395/7 par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement de la Turquie est disposé à conclure avec le Gouvernement du Canada un accord de réciprocité concernant la délivrance aux représentants diplomatiques et aux fonctionnaires de visas valables pour un nombre illimité de voyages, conçu dans les termes suivants:

(Voir note I)

“1) Les représentants diplomatiques qui est la plus courte.”

Ces dispositions rencontrent l'agrément du Gouvernement du Canada et je suis autorisé à vous confirmer que votre note et notre réponse constituent entre nos Gouvernements un accord qui prendra effet le 10 mars 1951.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

A. D. P. HEENEY,
*pour le Secrétaire d'État aux
Affaires extérieures.*

(Translation)

II

*The Secretary of State for External Affairs
to the Ambassador of Turkey to Canada*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

Ottawa, February 9, 1951.

No. C 4

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. 395/7 in which you inform me that the Government of Turkey is prepared to conclude with the Government of Canada a reciprocal agreement regarding the issuance of multi-entry visas to diplomatic representatives and officials in the following terms.

(See Note I)

“(1) Diplomatic representatives whichever is the lesser.”

These provisions are acceptable to the Government of Canada and I am authorized to confirm that your note and this reply constitute an agreement between the two governments which shall take effect on March 10, 1951.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

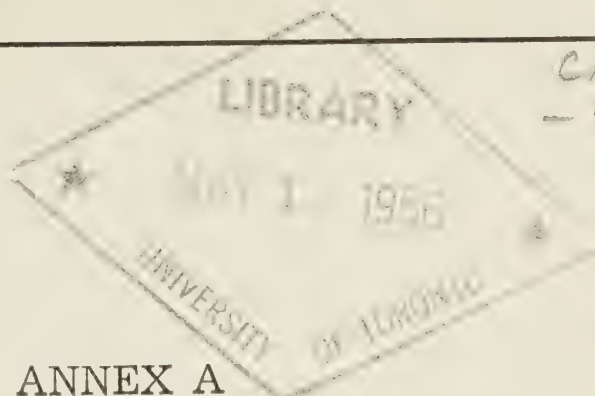
A. D. P. HEENEY,
*for the Secretary of State
for External Affairs.*



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 6 RECUEIL DES TRAITÉS

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE



SCHEDULE V TO ANNEX A TO THE TORQUAY PROTOCOL

Negotiated at Torquay from September 28, 1950
to April 21, 1951

Signed by Canada at New York on May 7, 1951

ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

LISTE V DE L'ANNEXE A AU PROTOCOLE DE TORQUAY

Négocié à Torquay du 28 septembre 1950
au 21 avril 1951

Signé par le Canada à New-York le 7 mai 1951

OTTAWA
EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
KING'S PRINTER AND CONTROLLER OF STATIONERY
1951

Price, 25 cents

Prix: 25 cents



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 6 RECUEIL DES TRAITÉS

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE

SCHEDULE V TO ANNEX A TO THE TORQUAY PROTOCOL

Negotiated at Torquay from September 28, 1950
to April 21, 1951

Signed by Canada at New York on May 7, 1951

ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

LISTE V DE L'ANNEXE A AU PROTOCOLE DE TORQUAY

Négocié à Torquay du 28 septembre 1950
au 21 avril 1951

Signé par le Canada à New-York le 7 mai 1951

ANNEX A
SCHEDULE V—CANADA

(This Schedule is authentic only in the English and French languages.)

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
8a	Canned pork.....	25 p.c.
8f	Canned poultry or game, n.o.p.....	15 p.c.
9	Poultry or game, n.o.p.....	12½ p.c.
10	Meats, prepared or preserved, other than canned:— Ex. (a) Salt pork in barrels.....	Free
	Ex. (b) Salt beef in barrels.....	Free
Ex. 17	Cheddar cheese.....per pound	3 cts.
18a	Peanut butter.....per pound	5 cts.
19	Cocoa shells and nibs.....	7½ p.c.
23	Preparations of cocoa or chocolate, n.o.p., and confectionery, coated with or containing chocolate.....	20 p.c.
26	Coffee, roasted or ground.....per pound	4 cts.
28	(i) Coffee, green, when imported by manufacturers of coffee extract, for use exclusively in the manufacture of coffee extract, in their own factories.....per pound	1 ct.
	(ii) Coffee, green, n.o.p.....per pound	2 cts.
34	Mustard, ground.....	15 p.c.
36	Compressed yeast, in bulk or mass of not less than fifty pounds..... per pound	2½ cents.
40	Salt for the use of the sea or gulf fisheries.....	Free
41	Salt, n.o.p., in bags, barrels and other coverings..... per one hundred pounds	3½ cts.
42	Salt, in bulk, n.o.p.....per one hundred pounds	3 cts.
43	(1) Condensed milk, the weight of the packages to be included in the weight for duty.....per pound	3 cts.
	(2) Evaporated milk, the weight of the packages to be included in the weight for duty.....per pound	3 cts.
43a	(1) Dried whey, dried skim milk, and dried buttermilk for animal or poultry feeds.....per pound	3½ cts.
	(2) Powdered milk, n.o.p., the weight of the packages to be included in the weight for duty.....per pound	4 cts.
45	Milk foods, n.o.p.....	17½ p.c.
53a	Corn grits for use in the manufacture of corn flour.....	Free
Ex. 54	Corn grits, n.o.p.....	7½ p.c.
69a	Cattle food containing molasses.....	10 p.c.
Ex. 71b	White clover seed (ladino).....per pound	2 cts.
71c	Tree seeds for reforestation purposes only.....	Free
72e	Bent grass seed, not to include red-top grass seed.....	15 p.c.

ANNEXE A LISTE V—CANADA

(Seuls les textes anglais et français de la présente liste font foi)

PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
8a	Porc en boîtes.....	25 p.c.
8f	Volaille ou gibier en boîtes, n.d.....	15 p.c.
9	Volaille et gibier, n.d.....	12½ p.c.
10	Viandes préparées ou en conserve, autres que les viandes en boîtes: Ex. a) Lard salé en barils.....	En franchise
	Ex. b) Bœuf salé en barils.....	En franchise
Ex. 17	Fromage de Cheddar.....la livre	3c.
18a	Beurre d'arachides.....la livre	5c.
19	Coques et graines de cacao.....	7½ p.c.
23	Préparations de cacao ou de chocolat, n.d., et confiseries recouvertes de chocolat ou en contenant.....	20 p.c.
26	Café torréfié ou moulu.....la livre	4c.
28	(i) Café vert, importé par les fabricants d'extraits de café et destiné exclusivement à la fabrication d'extraits de café dans leurs propres fabriques.....la livre	1c.
	(ii) Café vert, n.d.....la livre	2c.
34	Moutarde moulue.....	15 p.c.
36	Levure comprimée, en masses d'au moins cinquante livres.....la livre	2½ c.
40	Sel destiné aux pêches maritimes ou du Golfe.....	En franchise
41	Sel, n.d., en sacs, barils ou autres récipients.....par cent livres	3½c.
42	Sel en vrac, n.d.....par cent livres	3c.
43	(1) Lait condensé, le poids imposable devant comprendre le poids du récipient.....la livre	3c.
	(2) Lait évaporé, le poids imposable devant comprendre le poids du récipient.....la livre	3c.
43a	(1) Petit lait desséché, lait écrémé desséché et babeurre desséché, destinés à l'alimentation des animaux ou de la volaille.....la livre	3½c.
	(2) Lait en poudre, n.d., le poids imposable devant comprendre le poids du récipient.....la livre	4c.
45	Aliments lactés, n.d.....	17½ p.c.
53a	Gruau de maïs, employé à la fabrication de la farine de maïs.....	En franchise
Ex. 54	Gruau de maïs, n.d.....	7½ p.c.
69a	Nourriture pour bestiaux, contenant de la mélasse.....	10 p.c.
Ex. 71b	Graine de trèfle blanc (ladino).....la livre	2c.
71c	Graines d'arbres aux fins de reboisement seulement.....	En franchise
72e	Graine d'agrostide, sauf la graine d'agrostide commune (agrostis stolonifera major).....	15 p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
Ex. 73	Field seeds, n.o.p., when in packages weighing more than one pound each, viz.:— Orchard grass..... Blue grass..... Rye-grass..... Meadow fescue..... Red fescue.....	 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c.
76g	Seeds, viz.:—Canary, mustard, celery and sunflower, when in packages weighing more than one pound each, imported for use exclusively in manufacturing or blending operations.....	5 p.c.
77a	Cocoa beans, not roasted, crushed or ground..per one hundred pounds	\$1.00
77b	Vanilla beans, crude only.....	2½ p.c.
85	(b) Mushrooms, dried or otherwise preserved.....	12½ p.c.
89	Vegetables, prepared, in air-tight cans or other air-tight containers, the weight of the containers to be included in the weight for duty:— (a) Beans, baked or otherwise prepared.....per pound	 1 ct.
Ex. 90a Ex. 711	Soya bean flour, n.o.p.....	17½ p.c.
90b	Vegetables, pickled or preserved in salt, brine, oil or in any other manner, n.o.p.....	20 p.c.
90d	Vegetable pastes and hash and all similar products composed of vegetables and meat or fish, or both, n.o.p.....	20 p.c.
Ex. 90d	Pâtés de foie with truffles.....	10 p.c.
90e	Vegetables, frozen.....	17½ p.c.
91	Soups, soup rolls, tablets, cubes, or other soup preparations, n.o.p....	20 p.c.
93	Apples, fresh, in their natural state, the weight of the packages to be included in the weight for duty:— May 20 to July 31, inclusive..... August 1 to May 19, inclusive.....per pound	 Free ¾ ct.
98	Bananas.....per one hundred pounds	50 cts.
99d	Dates, unpitted, in bulk.....per pound	½ ct.
99e	(1) Dates, pitted, when in packages or containers weighing not less than ten pounds each..... (2) Dates, n.o.p.....per pound When in packages weighing two pounds each, or less, the weight of such packages to be included in the weight for duty.	 Free 1½ cts.
	Ex. (2) Dates, unpitted, when in packages weighing two pounds each, or less, the weight of such packages to be included in the weight for duty.....per pound	½ ct.
99f	Figs, dried.....per pound When in packages weighing two pounds each, or less, the weight of such packages to be included in the weight for duty.	⅓ ct.
101a	Lemons.....	Free
103	Fruits preserved in brandy, or preserved in other spirits, and containing not more than forty per cent of proof spirit in the liquid contents thereof.....per gallon and	 \$2.00 15 p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
Ex. 73	Graines fourragères, n.d., en paquets de plus d'une livre chacun, à savoir: Dactyle pelotonné..... Paturin des prés..... Ray-grass..... Fétuque des prés..... Fétuque rouge.....	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c.
76g	Graines, à savoir: Millet, moutarde, céleri et tournesol, en paquets de plus d'une livre chacun et importées exclusivement aux fins de fabrication ou de mélange.....	5 p.c.
77a	Fèves de cacao, non torréfiées, ni broyées, ni moulues... par cent livres	\$1
77b	Gousses de vanille, à l'état naturel seulement.....	2½ p.c.
85	b) Champignons séchés ou autrement conservés.....	12½ p.c.
89	Légumes préparés, dans des boîtes ou autres récipients hermétiques, le poids des récipients devant être compris dans le poids imposable. a) Fèves, cuites ou préparées autrement..... la livre	1c.
Ex. 90a Ex. 711	Farine de soya, n.d.....	17½ p.c.
90b	Légumes marinés ou conservés dans le sel, la saumure, l'huile ou de toute autre manière, n.d.....	20 p.c.
90d	Pâtes et hachis de légumes, et tous autres produits semblables, composés de légumes et de viande ou de poisson, ou des deux, n.d.....	20 p.c.
Ex. 90d	Pâtés de foie avec truffes.....	10 p.c.
90e	Légumes congelés.....	17½ p.c.
91	Soupes, rouleaux, tablettes, cubes ou toutes autres préparations pour la soupe, n.d.....	20 p.c.
93	Pommes fraîches, à l'état naturel, le poids de l'emballage devant être compris dans le poids imposable: Du 20 mai au 31 juillet inclusivement..... Du 1 ^{er} août au 19 mai inclusivement..... la livre	En franchise ⅜ c.
98	Bananes..... par cent livres	50c.
99d	Dattes non énoyautées, en vrac..... la livre	½ c.
99e	(1) Dattes énoyautées, en paquets ou récipients pesant au moins dix livres..... (2) Dattes, n.d..... la livre Lorsqu'elles sont en paquets contenant deux livres chacun ou moins, le poids de ces paquets doit être compris dans le poids imposable. Ex. (2) Dattes non énoyautées; lorsqu'elles sont en paquets contenant deux livres chacun ou moins, le poids de ces paquets doit être compris dans le poids imposable..... la livre	En franchise 1½ c. ½ c.
99f	Figues séchées..... la livre Lorsqu'elles sont en paquets de deux livres chacun, ou moins, le poids doit comprendre le poids imposable du récipient.	⅓ c.
101a	Citrons.....	En franchise
103	Fruits conservés dans l'eau-de-vie ou autres spiritueux, et dont le liquide qui les contient est d'une richesse d'au plus quarante pour cent d'esprit de preuve..... le gallon et	\$2 15 p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVoured-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
104	Fruits preserved in brandy, or preserved in other spirits, and containing more than forty per cent of proof spirit in the liquid contents thereof.....per gallon and	\$3.00 15 p.c.
105a	Lemon, orange, grapefruit and citron rinds, fresh, frozen, dried, sulphured or in brine.....	Free
105f	Jellies, jams, marmalades, preserves, fruit butters and condensed mincemeats.....per pound	3 cts.
105g	(1) Fruits and peels, crystallized, glacé, candied or drained.....	25 p.c.
	(2) Cherries and other fruits of crème de menthe, maraschino or other flavour.....	25 p.c.
Ex. 109	Walnuts, shelled or not.....	Free
110	Cocoanuts.....per one hundred	50 cts.
113	Cocoanut, desiccated, sweetened or not.....per pound	3 cts.
113a	Copra or broken cocoanut meat, not shredded, desiccated or prepared in any manner.....	Free
115a	Herring, fresh.....	Free
Ex. 118b	Crabs in sealed containers.....	30 p.c.
121	Fish preserved in oil, n.o.p.....	20 p.c.
Ex. 121	Bonito preserved in oil.....	17½ p.c.
123	Fish, prepared or preserved, n.o.p.:— (d) Salmon.....	15 p.c.
133	All other articles the produce of the fisheries, n.o.p.....	17½ p.c.
Ex. 133	Shrimp, fresh or frozen.....	12½ p.c.
136a	Molasses of cane, testing by polariscope under thirty-five degrees but not less than twenty degrees.....per gallon	1 ct.
141	Sugar candy and confectionery, n.o.p., including sweetened gums, candied popcorn, candied nuts, flavouring powders, custard powders, jelly powders, sweetmeats, sweetened breads, cakes, pies, puddings and all other confections containing sugar.....	22½ p.c.
Ex. 141	Chestnut cream or paste, sweetened or not sweetened.....	7½ p.c.
142	Tobacco, unmanufactured, for excise purposes under conditions of the Excise Act, subject to such regulations as may be prescribed by the Minister:— (a) Of the type commonly known as Turkish:— (i) Unstemmed.....per pound (ii) Stemmed.....per pound (b) N.o.p.:— Ex. (i) Unstemmed, when imported by cigar manufacturers for use exclusively in the manufacture of cigars in their own factories.....per pound Ex. (ii) Stemmed, when imported by cigar manufacturers for use exclusively in the manufacture of cigars in their own factories.....per pound Provided that the duty under this Item shall be levied on the basis of "Standard leaf tobacco" consisting of ten per centum of water and ninety per centum of solid matter.	22 cts. 40 cts. 15 cts. 22½ cts.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
104	Fruits conservés dans l'eau-de-vie ou autres spiritueux, et dont le liquide qui les contient est d'une richesse supérieure à quarante pour cent d'esprit de preuve.....le gallon et	\$3 15 p.c.
105a	Écorces de citrons, d'oranges, de pamplemousses et de cédrats, fraîches, congelées, séchées, sulfurées ou saumurées.....	En franchise
105f	Gelées, confitures, marmelades, pâtes de fruits, et mincemeats condensés.....la livre	3c.
105g	(1) Fruits et écorces, cristallisés, glacés, recouverts de sucre ou asséchés.....	25 p.c.
	(2) Cerises et autres fruits à saveur de crème de menthe, de marasquin ou autre.....	25 p.c.
Ex. 109	Noix en coques ou sans coques.....	En franchise
110	Noix de coco.....le cent	50c.
113	Noix de coco, séchées, sucrées ou non.....la livre	3c.
113a	Copra ou amande de coco brisée, non hachée, desséchée, ni préparée de quelque manière.....	En franchise
115a	Hareng frais.....	En franchise
Ex. 118b	Crabes en récipients soudés.....	30 p.c.
121	Poisson conservé dans l'huile, n.d.....	20 p.c.
Ex. 121	Bonite conservée dans l'huile.....	17½ p.c.
123	Poisson préparé ou conservé, n.d.: d) Saumon.....	15 p.c.
133	Tous autres produits des pêcheries, n.d.....	17½ p.c.
Ex. 133	Crevettes, fraîches ou congelées.....	12½ p.c.
136a	Mélasse tirée de la canne à sucre, accusant au polariscope moins de trente-cinq degrés, mais pas moins de vingt degrés.....le gallon	1c.
141	Sucre candi et confiseries, n.d., y compris les gommes sucrées, le maïs grillé, éclaté et glacé, les noix glacées, les poudres aromatiques, les poudres à crèmes, les poudres à gelées, les sucreries, les pains sucrés, les gâteaux, les tartes, les poudings et toutes autres confiseries contenant du sucre.....	22½ p.c.
Ex. 141	Crème ou pâte de marrons, sucrées ou non.....	7½ p.c.
142	Tabac non manufacturé, pour l'accise dans les conditions établies par la Loi de l'Accise, sous réserve des règlements que pourra édicter le Ministre: a) du type ordinairement dénommé tabac ture: (i) Non écôté.....la livre (ii) Écôté.....la livre b) N.d.: Ex. (i) Non écôté, lorsqu'il est importé par les fabricants de cigares pour être employé exclusivement à la fabrication de cigares dans leurs propres fabriques.....la livre Ex. (ii) Écôté, lorsqu'il est importé par les fabricants de cigares pour être employé exclusivement à la fabrication de cigares dans leurs propres fabriques.....la livre Toutefois, le droit prévu par ce numéro sera prélevé sur le pied du "tabac en feuilles régulier", c'est-à-dire contenant 10 p. 100 d'eau et 90 p. 100 de matière solide.	22c. 40c. 15c. 22½c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
144	Cut tobacco.....per pound And in addition thereto, under all tariffs, 15 cents per pound.	65 cts.
152	Fruit juices and fruit syrups, n.o.p., viz.:— (f) Grapefruit juice.....	10 p.c.
153a	Grape juice in containers of more than one gallon capacity each: Testing not more than 1·074 specific gravity at 60 degrees tempera- ture.....per gallon And in addition thereto, for each increment of 0·01 in specific gravity above 1·074.....	20 cts. 3 cts.
157c	Isopropyl alcohol.....per gallon	25 cts.
158a	Methyl alcohol, when imported by manufacturers for use exclusively in the manufacture of formaldehyde, in their own factories, subject to the provisions of the Excise Act, and regulations.....	Free
159a	Spirits and strong waters of any kind, mixed with any ingredient or ingredients, as being or known or designated as anodynes, elixirs, tinctures or medicines, n.o.p.....per gallon and	\$2.00 20 p.c.
160	Alcoholic perfumes:— (a) When in bottles or flasks containing not more than four ounces each..... (b) When in bottles, flasks or other packages, containing more than four ounces each.....per gallon and	25 p.c. \$4.00 25 p.c.
161	Perfumed spirits, bay rum, cologne and lavender waters, lotions, hair, tooth and skin washes, and other toilet preparations containing spirits of any kind:— (a) When in bottles or flasks containing not more than four ounces each..... (b) When in bottles, flasks or other packages, containing more than four ounces each:— (1) Valued at not more than \$8.00 per gallon.....per gallon and (2) Valued at more than \$8.00 per gallon.....per gallon and	30 p.c. \$2.00 20 p.c. \$3.00 20 p.c.
165	Champagne and all other sparkling wines:— (a) In bottles containing each not more than a quart but more than a pint (old wine measure).....per dozen bottles And in addition thereto, under all tariffs, \$1.75 per gallon. (b) In bottles containing not more than a pint each, but more than one-half pint (old wine measure).....per dozen bottles And in addition thereto, under all tariffs, \$1.75 per gallon. (c) In bottles containing one-half pint each or less..per dozen bottles And in addition thereto, under all tariffs, \$1.75 per gallon. (d) In bottles containing over one quart each (old wine measure)per gallon And in addition thereto, under all tariffs, \$1.75 per gallon.	\$4.00 \$2.00 \$1.00 \$2.00
Ex. 166	Acetone.....	25 p.c.
Ex. 166	Amyl acetate.....	25 p.c.
168a	Malt syrup, malt syrup powder, or other starch conversion products produced by the action of enzymes on starch, not including any such products used in the brewing of beer.....	22½ p.c.
172a	Tourist literature issued by national or state governments or depart- ments thereof, boards of trade, chambers of commerce, municipal and automobile associations, and similar organizations.....	Free

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
144	Tabac haché.....la livre En plus de cela, pour tous les tarifs, 15c. la livre.	65c.
152	Jus de fruits et sirops de fruits, n.d., savoir: f) Jus de pamplemousses.....	10 p.c.
153a	Jus de raisin en récipients d'une contenance de plus d'un gallon chacun: Ayant une densité d'au plus 1.074 à une température de 60 degrés.....le gallon Et, en outre, pour chaque 0.01 d'augmentation de la densité de 1.074.....	20c. 3c.
157c	Alcool isopropylique.....le gallon	25c.
158a	Alcool méthylique importé par des fabricants pour servir exclusi- vement à la fabrication de formaldéhyde dans leurs propres fabriques sous réserve des dispositions de la Loi de l'Accise et des règle- ments.....	En franchise
159a	Spiritueux et eaux-de-vie de toute espèce, mélangés avec un ou plusieurs ingrédients et connus ou désignés sous le nom de calmants, élixirs, teintures ou médicaments, n.d.....le gallon et	\$2 20 p.c.
160	Parfums à l'alcool: a) En bouteilles ou flacons ne contenant pas plus de quatre onces chacun..... b) En bouteilles, flacons ou autres récipients contenant plus de quatre onces chacun.....le gallon et	25 p.c. \$4 25 p.c.
161	Alcool parfumé, tafia de laurier, eau de Cologne et de lavande, lotions, shampooings, dentifrices et eaux philodermiques et autres prépara- tions de toilette renfermant de l'alcool de toute sorte: a) En bouteilles ou flacons ne contenant pas plus de quatre onces chacun..... b) En bouteilles, flacons ou autres récipients contenant plus de quatre onces chacun: (1) Évalués à \$8 le gallon, au plus.....le gallon et (2) Évalués à plus de \$8 le gallon.....le gallon et	30 p.c. \$2 20 p.c. \$3 20 p.c.
165	Champagne et tous autres vins mousseux: a) En bouteilles contenant chacune au plus une pinte, mais plus d'une chopine (ancienne mesure à vin).....la douzaine de bouteilles En plus de cela, pour tous les tarifs, \$1.75 le gallon. b) En bouteilles contenant au plus une chopine chacune, mais plus d'une demi-chopine (ancienne mesure à vin).....la douzaine de bouteilles En plus de cela, pour tous les tarifs, \$1.75 le gallon. c) En bouteilles contenant une demi-chopine chacune ou moins.....la douzaine de bouteilles En plus de cela, pour tous les tarifs, \$1.75 le gallon. d) En bouteilles contenant plus d'une pinte chacune (ancienne mesure à vin).....le gallon En plus de cela, pour tous les tarifs, \$1.75 le gallon.	\$4 \$2 \$1 \$2
Ex. 166	Acétone.....	25 p.c.
Ex. 166	Acétate d'amyle.....	25 p.c.
168a	Sirop de malt, poudre de sirop de malt, ou autres produits résultant de la transformation de l'amidon et obtenus par l'action d'enzymes sur l'amidon, non compris tous produits de cette nature utilisés pour le brassage de la bière.....	22½ p.c.
172a	Documentation touristique émanant des gouvernements nationaux ou des États, ou de leurs départements, des boards of trade, des chambres de commerce, des sociétés municipales, des clubs auto- mobiles et d'organismes similaires.....	En franchise

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVoured-NATION TARIFF—Continued

[illegible]

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
178	<p>Annonces et imprimés, savoir: Brochures publicitaires, pancartes publicitaires, périodiques publicitaires illustrés; prix-courants, catalogues et nomenclatures; almanachs et calendriers publicitaires; circulaires, prospectus ou brochures publicitaires concernant des médicaments brevetés ou d'autres articles; chromos, chromotypes, oléographies ou ouvrages similaires produits par tout procédé autre que la peinture ou le dessin à la main et portant des annonces ou de la publicité imprimées, lithographiées, empreintes ou annexées, y compris les écriteaux, dépliants et affiches publicitaires, ou d'autres travaux artistiques similaires lithographiés, imprimés ou empreints sur papier ou sur carton et servant au commerce ou à la réclame, n.d.</p> <p>..... la livre 10c. mais au moins 25 p.c.</p> <p>a) Toutefois les articles visés par la présente position seront exempts des droits lorsqu'ils seront produits dans des pays ayant droit au tarif de préférence britannique et se rapporteront exclusivement aux produits ou aux services de ces pays britanniques, mais non aux produits ou aux services canadiens.</p> <p>b) En outre, sur les articles spécifiés dans la présente position et envoyés au Canada par la poste, les droits peuvent être payés d'avance au moyen de timbres fiscaux, d'après les règlements édictés par le Ministre, au taux énoncé dans ladite position, sauf que sur chaque paquet distinct ne pesant pas plus d'une once le droit pour chacun sera de..... 2c.</p> <p>c) De plus, les tarifs-albums et les prix-courants authentiques, non destinés spécialement à annoncer la vente de marchandises par aucune personne au Canada, et envoyés au Canada en exemplaires uniques adressés aux marchands, seront exempts des droits douaniers sous le régime de tous les tarifs, à condition qu'aucun marchand n'en reçoive plus d'un exemplaire pour son usage exclusif.</p> <p>d) De plus, les annonces et les imprimés importés par la poste ou autrement, en paquets particuliers valant au plus \$1 chacun et non importés pour la vente ou de façon à frauder les droits, seront exempts des droits douaniers lorsqu'ils seront produits dans des pays jouissant du tarif de préférence britannique ou du tarif de la nation la plus favorisée.</p>	
188a	Papier à décalquer, non imprimé, importé par des fabricants de décalcomanies et utilisé dans leurs propres établissements à la fabrication de décalcomanies.....	En franchise
192e	Matières à joints, fabriquées entièrement ou partiellement avec des fibres végétales, enduites ou imprégnées, en feuilles ou en rouleaux, lorsqu'elles sont importées par des fabricants de joints pour être employées seulement à la fabrication de joints dans leurs propres établissements.....	En franchise
197a	Papiers d'édition, surcalandrés ou apprêtés sur machine, non couchés, lorsqu'ils sont employés exclusivement à la production de magazines, journaux et revues imprimés, édités ou publiés régulièrement, en vertu de règlements prescrits par le Ministre.....	En franchise
198a	Papiers couchés, lorsqu'ils sont employés exclusivement à la production de magazines, journaux et revues imprimés, édités et publiés régulièrement, en vertu de règlements prescrits par le Ministre.....	En franchise
198c Ex. 198 Ex. 401(g) et autres	<p>Ruban ou fil, recouvert ou non, employé exclusivement à l'enregistrement et à la reproduction du son:</p> <p>(1) En fer ou en acier..... 10 p.c. (2) N.d..... 10 p.c.</p>	

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
Ex. 199	Matches of paper.....	15 p.c.
199d	Cigarette papers, gummed or not, in tubes, booklets or packets.....	15 p.c.
199e	Caps or hoods of paper, for use exclusively in protecting young plants in field or garden.....	Free
199i	Trays of pulp or pulp board imported for use exclusively in the packaging of apples in their natural state.....	7½ p.c.
Ex. 205	Ginseng, unground.....	Free
205a	Cassava root, unground.....	Free
206a	(1) Sera and antisera, toxoids, viruses, toxins and antitoxins; virus and bacterial vaccines, bacteriophage and bacterial lysates; blood plasma or serum of human origin or fractions thereof; allergenics, liver extracts, pituitary extracts, epinephrine and its solutions, insulin, with or without zinc, globin or protamine; all of the foregoing when imported for parenteral administration in the diagnosis or treatment of diseases of man.....	Free
	(2) Biological products, animal or vegetable, n.o.p., for parenteral administration in the diagnosis or treatment of diseases of animals or poultry, when imported under permit of the Veterinary Director General.....	Free
Ex. 208	Iodine, crude.....	Free
208q	Oxalic acid.....	7½ p.c.
210d	Sodium, sulphate of, crude, or salt cake..... per pound	1/5 ct.
211b	Kyanite, crude or calcined, but not further processed than ground....	Free
Ex. 213	Vinegar:—per gallon of any strength not exceeding the strength of proof..... And in addition thereto, for each degree of strength in excess of the strength of proof..... Provided that the strength of proof shall be held to be equal to six per cent of absolute acid, and shall be determined in the manner prescribed by the Governor in Council.	10 cts. 1½ cts.
Ex. 216	Formic acid.....	12½ p.c.
Ex. 216	Chromium trioxide, dihydroxydiphenal sulphone, monobutyl phenyl-phenol sodium monosulfonate, phenol sulphonic acid and stannous sulphate, imported for use exclusively in the production of tin plate.....	Free
219a	Non-alcoholic preparations or chemicals for disinfecting, or for preventing, destroying, repelling, or mitigating fungi, weeds, insects, rodents, or other plant or animal pests, n.o.p.:— (i) When in packages not exceeding three pounds each, gross weight..... (ii) Otherwise.....	12½ p.c. Free
219f	Riboflavin (also known as Vitamin B ₂ , Vitamin G, Lactoflavin) without admixture or mixed only with any necessary carrier or diluent when imported for use only in the manufacture of feeds for livestock, poultry or fur-bearing animals.....	Free
219g	Yeast, dead or inactive, containing only those vitamins inherent in or developed by the yeast during its culture or propagation in which the Vitamin D does not exceed 1,000 International units per gram, when valued at more than twenty-five cents per pound, under regulations which the Minister may prescribe.....	Free

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
Ex. 199	Allumettes en papier.....	15 p.c.
199d	Papier à cigarettes, gommé ou non, en tubes, pochettes ou paquets....	15 p.c.
199e	Cloches en papier, devant servir exclusivement à protéger les jeunes plantes dans un champ ou un jardin.....	En franchise
199i	Plateaux en pâte de bois ou en carton bois, importés pour servir exclu- sivement à l'emballage des pommes dans leur état naturel.....	7½ p.c.
Ex. 205	Ginseng non moulu.....	En franchise
205a	Racine de manioc, non moulue.....	En franchise
206a	(1) Sérums et antisérums, toxoïdes, virus, toxines et antitoxines; virus vaccinaux et vaccins bactériens; bactériophages et lysats bacté- riens; plasma sanguin ou sérum d'origine humaine ou fractions; allergéniques, extraits de foie, extraits hypophysaires, épinéphrine et ses solutions, insuline, avec ou sans zinc, globine ou protamine; tous les produits qui précèdent, lorsqu'ils sont importés pour admi- nistration parentérale dans le diagnostic ou le traitement des mala- dies de l'homme..... (2) Produits biologiques, animaux ou végétaux, n.d., pour adminis- tration parentérale dans le diagnostic ou le traitement des maladies des animaux ou de la volaille, lorsque ces produits sont importés avec l'autorisation du directeur vétérinaire général.....	En franchise En franchise
Ex. 208	Iode brut.....	En franchise
208q	Acide oxalique.....	7½ p.c.
210d	Sulfate de soude, brut, ou salt cake..... la livre	½c.
211b	Cyanite, brut ou calciné, mais non autrement transformé que pulvérisé	En franchise
Ex. 213	Vinaigre: par gallon ne dépassant pas la force de preuve..... En outre, pour chaque degré au-dessus de la force de preuve..... La force de preuve est égale à six pour cent d'acide absolu, et la détermination se fera d'après le procédé prescrit par le Gouverneur en conseil.	10c. 1½c.
Ex. 216	Acide formique.....	12½ p.c.
Ex. 216	Trioxyde de chrome, sulfone dihydroxydiphénylique, monobutyl- phénylphénolsodiummonosulfonate, acide phénolsulfonique et sul- fate stanneux, importés pour servir exclusivement à la production du fer-blanc.....	En franchise
219a	Préparations ou produits chimiques non alcooliques pour la désin- fection, ou combattre, éloigner ou détruire les champignons, les mauvaises herbes, les insectes, les rongeurs ou les autres fléaux d'ordre végétal ou animal, ou pour en modérer les dégâts, n.d.: (i) En paquets d'un poids de trois livres au plus chacun, poids brut (ii) Autrement.....	12½ p.c. En franchise
219f	Riboflavine (connue également sous les noms de Vitamine B ² , Vita- mine G, Lactoflavine) sans mélange ou mêlée seulement avec le véhicule ou le diluant nécessaire, lorsqu'elle est importée pour ne servir qu'à la fabrication d'aliments pour les bestiaux, les volailles ou les animaux à fourrure.....	En franchise
219g	Levure, morte ou inactive, ne renfermant que les vitamines qui lui sont propres ou qui s'y forment pendant sa culture ou sa propagation, et ne contenant pas plus de 1,000 unités internationales de vitamine D par gramme, lorsqu'elle vaut plus de 25c. la livre, en conformité des règlements que le Ministre peut prescrire.....	En franchise

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
220	All medicinal and pharmaceutical preparations, compounded of more than one substance, including patent and proprietary preparations, tinctures, pills, powders, troches, lozenges, filled capsules, tablets, syrups, cordials, bitters, anodynes, tonics, plasters, liniments, salves, ointments, pastes, drops, waters, essences and oils, n.o.p.:— (i) When dry..... (ii) Liquid, when containing not more than two and one-half per cent of proof spirit..... (iii) All others..... Provided that any article in this item containing more than forty per cent of proof spirit shall be rated for duty at.....per gallon and Provided, also, that drugs, pill-mass and preparations, not including pills or medicinal plasters, recognized by the British or United States pharmacopoeia, the Canadian Formulary or the French Codex as officinal, shall not be held to be covered by this item.	20 p.c. 20 p.c. 25 p.c. \$2.00 20 p.c.
220	Ex. (i) Sulfamethylthiadiazole, in tablet form.....	12½ p.c.
220a	Chemical preparations, compounded of more than one substance, n.o.p.:— (i) When dry, or liquid containing not more than two and one-half per cent of proof spirit..... (ii) All others..... Provided that any article in this item containing more than forty per cent of proof spirit shall be rated for duty at.....per gallon and	20 p.c. 25 p.c. \$2.00 20 p.c.
220a	Ex. (i) Chemical preparations, dry, compounded of more than one substance when imported by manufacturers of fluorescent lamps for use exclusively in coating the inside of fluorescent lamps in their own factories.....	5 p.c.
220c	Gasoline anti-oxidants for use in the production of gasoline.....	20 p.c.
226	Candles.....	20 p.c.
232c	Gelatine, edible.....	22½ p.c.
234	Perfumery, including toilet preparations, non-alcoholic, viz.:—Hair oils, tooth and other powders and washes, pomatums, pastes and all other perfumed preparations, n.o.p., used for the hair, mouth or skin.....	22½ p.c.
245	Ochres, ochrey earths, siennas and umbers.....	12½ p.c.
247a	(2) Artists' brushes; pastels, of a value of one cent per stick, or over; artists' canvas, coated and prepared for oil painting.....	17½ p.c.
257	Writing ink.....	20 p.c.
264	Essential oils, natural, viz.:—	
Ex. 264a	Geranium, rose, ylang-ylang, lemon, bergamot, orange, mandarin, citronella, vetiver, clove and lemon grass.....	Free
Ex. 265a	Manhaden oil.....	17½ p.c.
271	Lubricating oils composed wholly or in part of petroleum:— (a) Valued at less than 25 cents per gallon.....per gallon (b) N.o.p.....	2¼ cts. 12½ p.c.
272a	Petroleum greases and lubricating greases, n.o.p.....	15 p.c.
272b	Paraffin wax, n.o.p.....	17½ p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
220	Toutes préparations médicinales et pharmaceutiques, composées de plus d'une substance, y compris les médicaments brevetés et spécialités pharmaceutiques, les teintures, pilules, poudres, tablettes et trochisques, pastilles, capsules de gélatine remplies, sirops, cordiaux, amers, anodins, toniques, emplâtres, liniments, pommades, onguents, pâtes, gouttes, eaux, essences et huiles, n.d.:	
	(i) A l'état sec.....	20 p.c.
	(ii) A l'état liquide, lorsqu'ils contiennent au plus deux et demi pour cent d'esprit de preuve.....	20 p.c.
	(iii) Autres.....	25 p.c.
	Toutefois, tout article compris dans ce numéro et renfermant plus de quarante pour cent d'esprit de preuve sera soumis au droit de.....le gallon	\$2
	et	20 p.c.
	Toutefois, ne sont pas comprises dans le présent numéro les drogues, la pâte à pilules et les préparations, à l'exception des pilules ou des emplâtres médicaux, reconnues comme officinales par la Pharmacopée anglaise ou celle des États-Unis, par le Formulaire canadien ou par le Codex français.	
220	Ex. (i) Sulfaméthylthiadiazole en tablettes.....	12½ p.c.
220a	Préparations chimiques composées de plus d'une substance, n.d.:	
	(i) A l'état sec ou liquide, contenant au plus deux et demi pour cent d'esprit de preuve.....	20 p.c.
	(ii) Autres.....	25 p.c.
	Toutefois, tout produit visé dans le présent numéro et contenant plus de quarante pour cent d'esprit de preuve est soumis à un droit de.....le gallon	\$2
	et	20 p.c.
220a	Ex. (i) Préparations chimiques, sèches, composées de plus d'une substance, lorsqu'elles sont importées par des fabricants de lampes fluorescentes pour servir exclusivement à couvrir la paroi intérieure des lampes fluorescentes dans leurs propres fabriques.....	5 p.c.
220c	Antioxydants pour essence, servant à la fabrication d'essence.....	20 p.c.
226	Chandelles.....	20 p.c.
232c	Gélatine comestible.....	22½ p.c.
234	Parfumerie, y compris les préparations non alcooliques pour la toilette, savoir: huiles à cheveux, poudres et eaux dentifrices et autres, pommades, pâtes et toutes autres préparations parfumées, n.d., pour la chevelure, la bouche ou la peau.....	22½ p.c.
245	Ocre, terre ocreuse, terre de Sienne et terre d'ombre.....	12½ p.c.
247a	(2) Pinceaux à l'usage d'artistes; pastels d'une valeur d'au moins un cent le crayon; toiles à l'usage des artistes, enduites et préparées pour la peinture à l'huile.....	17½ p.c.
257	Encre à écrire.....	20 p.c.
264	Huiles essentielles, naturelles, savoir: géranium, rose, ilang-ilang, citron, bergamote, orange, mandarine, citronnelle, vétiver, girofle et jonc odorant.....	En franchise
Ex. 265a	Huile de manhaden.....	17½ p.c.
271	Huiles de graissage, composées en tout ou en partie de pétrole:	
Ex. 264a	a) évaluées à moins de 25 cents le gallon.....le gallon	2½c.
	b) n.d.....	12½ p.c.
272a	Graisses de pétrole et graisses lubrifiantes, n.d.....	15 p.c.
272b	Paraffine, n.d.....	17½ p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
272c	Paraffin wax when imported for use exclusively in the manufacture of candles.....	Free
280a	Inedible oils, without admixture, obtained from animal fat, for use in the manufacture of soap or oils.....	Free
284b	Gypsum tile.....	20 p.c.
284c	Earthenware tiles, n.o.p.....	22½ p.c.
289	Baths, bathtubs, basins, closets, closet seats and covers, closet tanks, lavatories, urinals, sinks and laundry tubs of earthenware, stone, cement, clay or other material, n.o.p.....	22½ p.c.
291	White portland cement clinker for use in the manufacture of white portland cement.....per one hundred pounds..	3½ cts.
295c	Activated clay, when imported for use in the refining of oils.....	10 p.c.
296f	Limestone, not further processed than crushed or screened.....	Free
Ex. 711	Mica, phlogopite and muscovite, unmanufactured, in blocks, sheets, splittings films, waste and scrap.....	10 p.c.
296i		
313	Plumbago, not ground or otherwise manufactured; plumbago flakes..	5 p.c.
Ex. 314	Plumbago, ground, and manufactures of, n.o.p.....	20 p.c.
316	Electric light and arc carbons, pointed or not, and contact carbons, n.o.p.....	22½ p.c. and, per pound 7½ cts.
325	Stained or ornamental glass windows.....	7½ p.c.
326	(1) Demijohns or carboys, bottles, flasks, phials, jars and balls, of glass, not cut, n.o.p.; lamp chimneys of glass, n.o.p.; decanters and machine-made tumblers of glass, not cut nor decorated, n.o.p.....	20 p.c.
326j	Glass balls or marbles when imported by manufacturers of glass fibres or glass yarn, for use exclusively in the manufacture of such fibres or yarn in their own factories.....	Free
327	Spectacles; eyeglasses, and ground or finished spectacle or eyeglass lenses, n.o.p.....	20 p.c.
Ex. 329	Tungsten ore.....	Free
Ex. 329a	Chromite iron ore.....	Free
346c	Zinc sheets, not planished, ground or polished, coated on one side with acid-resisting material, imported by planishers, grinders or polishers of zinc sheets to be used exclusively in the planishing, grinding, polishing or other processing of such sheets, ready for use by photo engravers.....	Free
348f	Copper covered steel wire not less than one-quarter inch in diameter and rods, when imported by manufacturers of trolley, telegraph and telephone wires, electric wires and electric cables, for use only in the manufacture of such articles in their own factories.....	10 p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
272c	Paraffine importée exclusivement pour la fabrication de bougies.....	En franchise
280a	Huiles non comestibles, sans mélange, provenant du gras animal et devant servir à la fabrication du savon et des huiles.....	En franchise
284b	Tuiles et carreaux en gypse.....	20 p.c.
284c	Tuiles en terre cuite, n.d.....	22½ p.c.
289	Baignoires, cuvettes, water-closets, sièges et couvercles de water-closets, réservoirs de water-closets, lavabos, urinoirs, éviers et cuves à lessive, en terre cuite, grès, ciment, argile ou autre matière, n.d...	22½ p.c.
291	Ciment Portland blanc non broyé, devant servir à la fabrication de ciment Portland blanc.....par cent livres	3½c.
295c	Argile activée, lorsqu'elle est importée pour servir au raffinage des huiles.....	10 p.c.
Ex. 296f 711	Pierre calcaire, non autrement ouvrée que broyée ou criblée.....	En franchise
296i	Mica, phlogopite et muscovite, non ouvré, en blocs, feuilles, lames, bandes, déchets et rebuts.....	10 p.c.
313	Plombagine non moulue, ni autrement ouvrée; plombagine en paillettes.....	5 p.c.
Ex. 314	Plombagine moulue et articles en plombagine, n.d.....	20 p.c.
316	Charbons de lampes électriques et à arc, taillés ou non, et charbons de contact, n.d..... et la livre	22½ p.c. 7½c.
325	Vitraux en verre de couleur ou d'ornement.....	7½ p.c.
326	(1) Dames-jeannes ou touries, bouteilles, flacons, fioles, cruches et ballons de verre non taillé, n.d.: cheminées de verre, pour lampes, n.d.; carafes en verre et verres à boire, fabriqués à la machine, ni taillés, ni décorés, n.d.....	20 p.c.
326j	Boules ou billes de verre, importées par les fabricants de fibres ou de filés de verre et destinées exclusivement à la fabrication de ces fibres ou filés dans leurs propres fabriques.....	En franchise
327	Lunettes, monocles, lorgnons, et verres rodés ou finis de lunettes, de monocles ou de lorgnons, n.d.....	20 p.c.
Ex. 329	Minerai de tungstène.....	En franchise
Ex. 329a	Chromoferrite.....	En franchise
346c	Feuilles de zinc, ni aplanies, ni adoucies, ni polies, recouvertes sur une face d'une matière inattaquable aux acides et importées par les aplanisseurs, les adoucisseurs ou les polisseurs de feuilles de zinc, pour être employés exclusivement à l'aplanissage, à l'adoucissage, au polissage ou à toute autre ouvraison de ces feuilles, destinée à les rendre prêtes à servir aux photograpeurs.....	En franchise
348f	Fil d'acier recouvert de cuivre d'un diamètre d'au moins un quart de pouce et tiges d'acier recouvertes de cuivre, importés par les fabricants de fil de tramways, télégraphes et téléphones, fils électriques et câbles électriques, exclusivement pour la fabrication de ces articles dans leurs fabriques.....	10 p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
352a Ex. 445k	Bells, electronically operated or not, including amplifiers, drivers, reproducers, transformers, keyboards, automatic control coders, pealing devices (strikes), and perforated roll players, all specially designed for use with such bells, but not to include separate record players, control cabinets containing record playing devices nor microphones; complete parts thereof; the foregoing when for use in churches only.....	Free
352d	Friction material of metal powders, compressed, sintered and welded or fastened to a solid metal or other backing for support, in strips, sheets, discs, rings, slabs, blocks, bars, rods, tubes and other primary shapes.....	10 p.c.
353	Aluminum and alloys thereof, crude or semi-fabricated:— (a) Pigs, ingots, blocks, notch bars, slabs, billets, blooms, and wire bars.....per pound	1½ cts.
361	Gold and silver leaf; Dutch or schlag metal leaf; brocade and bronze powders.....	25 p.c.
362b	Toilet articles of all kinds, including atomizers, brushes, buffers, button hooks, combs, cuticle knives, hair receivers, hand-mirrors, jewel boxes, manicure scissors, nail files, perfume bottles, puff jars, shoe horns, trays and tweezers, of which the manufactured component material of chief value is sterling silver.....	25 p.c.
Ex. 362c	Cigar and cigarette lighters, n.o.p., nickel-plated, gilt or electro-plated.....	22½ p.c.
365b	Wire or strip, viz:—Gold, gold-filled, silver, silver-filled, brass or nickel silver, knurled, twisted, figured or with ornamental design rolled or drawn thereon, and wire of nickel silver, plain, in coil or otherwise, when imported by manufacturers of jewellery or ornaments for the adornment of the person, for use exclusively in the manufacture of such articles, in their own factories.....	— 12½ p.c.
367	Watch cases, and parts thereof, finished or unfinished.....	22½ p.c.
Ex. 368	Clocks, other than alarm clocks, not being electric.....	25 p.c.
375	Ferro-alloys:— (d) Ferro-silicon, being an alloy of iron and silicon, containing 60 per centum or more, by weight, of silicon and less than 90 per centum—per pound, or fraction thereof, on the silicon contained therein.....	1½ cts.
376a	Chromium metal and tungsten metal, in lumps, powder, ingots, blocks or bars, and scrap of alloy metal containing chromium and tungsten, when imported by manufacturers for use exclusively for alloying purposes, in their own factories.....	Free
376b	Materials imported by manufacturers of sintered hard metal compounds of the tungsten carbide type, for use in the manufacture of such compounds in their own factories.....	Free
378	Bars and rods, of iron or steel; billets, of iron or steel, weighing less than 60 pounds per lineal yard:— (b) Not further processed than hammered or pressed, n.o.p.....	20 p.c.
380	Plates of iron or steel, hot or cold rolled:— (c) Flanged, dished, or curved, n.o.p.....	22½ p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
352a Ex. 445k	Cloches à fonctionnement électronique ou non, y compris les amplificateurs, les organes moteurs, les organes de reproduction, les transformateurs, les claviers, les appareils automatiques pour changer ou moduler le courant des commandes; appareils à carillonner (marteaux), et les mécanismes pour jouer les rouleaux perforés, conçus spécialement pour être employés avec ces cloches, mais à l'exclusion des tourne-disques séparés, des coffrets de commande renfermant des dispositifs pour jouer les disques ou des microphones; pièces détachées des articles qui précèdent; le tout devant servir uniquement dans les églises.....	En franchise
352d	Matières à friction en poudres métalliques, comprimées, agglomérées et soudées ou fixées sur du métal solide ou sur un autre support, en bandes, feuilles, disques, anneaux, plaques, blocs, barres, tringles, tubes et autres formes primaires.....	10 p.c.
353	Aluminium et ses alliages, à l'état brut ou partiellement ouvrés: a) Gueuses, lingots, blocs, barres à crans, brames, lopins, masseaux et barres à fil..... la livre	1½c.
361	Or et argent en feuilles; tombac en feuilles ou clinquant; bronze en poudre.....	25 p.c.
362b	Articles de toilette de toutes sortes, y compris les vaporisateurs, les brosses, les polissoirs, les tire-boutons, les peignes, les gratte-ongles, les réceptacles à cheveux, les miroirs à main, les écrins, les ciseaux de manucure, les limes à ongles, les bouteilles à parfum, les boîtes à houppes, les chausse-pieds, les plateaux et les pinces, dont la partie composante fabriquée de principale valeur est le sterling.....	25 p.c.
Ex. 362c	Allume-cigares et allume-cigarettes, n.d., nickelés, dorés ou plaqués..	22½ p.c.
365b	Fils et bandelettes, savoir: En or, doublés en or, en argent, doublés en argent, en laiton ou en argentan, moletés, tordus, décorés ou portant des motifs d'ornementation gravés par le laminage ou dessinés, et fils en argentan, unis, en torques ou autrement, importés par les fabricants de bijouterie ou d'ornements destinés à la parure, et devant servir exclusivement à la fabrication desdits articles dans leurs propres fabriques.....	12½ p.c.
367	Boîtiers de montres, et parties de boîtiers, finis ou non finis.....	22½ p.c.
Ex. 368	Horloges autres que les réveille-matin, non électriques.....	25 p.c.
375	Ferro-alliages: d) Ferro-silicium consistant en un alliage de fer et de silicium renfermant 60 pour cent ou plus, au poids, de silicium et moins de 90 pour cent. La livre ou la fraction de livre de silicium y contenu.....	1¼c.
376a	Chrome et tungstène, en morceaux, en poudre, en lingots, en blocs ou en barres, et déchets de métal d'alliage contenant du chrome et du tungstène, importés par des fabricants pour être exclusivement employés à des fins d'alliage dans leurs propres fabriques.....	En franchise
376b	Matières importées par les fabricants de composés de métal dur aggloméré du genre carbure de tungstène, destinées à la fabrication de ces composés dans leurs propres fabriques.....	En franchise
378	Barres et tiges de fer ou d'acier; billettes de fer ou d'acier, pesant moins de 60 livres par verge (yard) de longueur: b) Non autrement ouvrées que martelées ou pressées, n.d.....	20 p.c.
380	Tôles de fer ou d'acier, laminées à chaud ou à froid: c) Bordées, embouties ou cintrées, n.d.....	22½ p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—*Continued*PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—*Continued*

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
382	Hoop, band or strip, of iron or steel:— (d) Cold rolled or cold drawn, more than .080 inch in thickness, n.o.p.....	22½ p.c.
383 386f	Sheets, plates, hoop, band or strip, of iron or steel:— (g) Corrugated or pebbled, coated or not.....	20 p.c.
386	Sheets, plates, hoop, band or strip, of iron or steel, as hereunder defined, under regulations prescribed by the Minister:— (d) Sheets, hoop, band or strip, coated or not, polished or not, when imported by manufacturers of saddlery hardware and saddles for use exclusively in the manufacture of such articles, in their own factories.....	Free
386 Ex. 382(c) Ex. 382(d)	Sheets, plates, hoop, band or strip, of iron or steel, as hereunder defined, under regulations prescribed by the Minister:— (g) Sheets, plates, hoop, band or strip, not tempered or ground nor further manufactured than cut to shape, without indented edges, when imported for use exclusively in the manufacture of saws or straw cutters..... (h) Sheets, plates, hoop, band or strip, hardened, tempered or ground, not further manufactured than cut to shape, without indented edges, when imported for use exclusively in the manu- facture of saws.....	Free 7½ p.c.
388d	Iron or steel angles, beams, channels, columns, girders, joists, piling, tees, zees, and other shapes or sections, punched, drilled or further manufactured than hot rolled or cast, n.o.p.....	25 p.c.
388f	Sash, casement or frame sections of iron or steel, hot or cold rolled, coated or not, not punched, drilled nor further manufactured, and similar material formed from hot or cold rolled iron or steel strip, coated or not, when imported by manufacturers of metal window sash, casements or frames for use in the manufacture of such articles, in their own factories.....per ton	\$7.00
391	Castings, of iron or steel:— (a) Being ingot moulds for use in the production of steel..... (b) Being moulds, n.o.p.....	Free 7½ p.c.
392	Forgings, of iron or steel, in any degree of manufacture, n.o.p.....	22½ p.c.
398c	Seamless steel tubing, valued at not less than five cents per pound, when imported by manufacturers of roller bearings for use exclusively in the manufacture of such bearings in their own factories.....	Free
401	Wire, of iron or steel:— (a) Barbed fencing, coated or not..... (c) Drawn flat or cold rolled flat after drawing, coated or not, n.o.p., not more than .25 inch in width and less than .1875 inch in thickness..... (f) Single or several, coated, n.o.p., or covered with any material, including cable so covered..... (g) N.o.p..... Ex. (g) Wire for baling farm produce.....	10 p.c. 20 p.c. 25 p.c. 15 p.c. Free
Ex. 402a	Woven or welded wire fencing, of iron or steel, coated or not, n.o.p....	20 p.c.
406	Coil chain, coil chain links, including repair links, and chain shackles, of iron or steel:— (b) Less than one and one-eighth inches in diameter.....	22½ p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
382	Feuillards, bandes ou rubans de fer ou d'acier: d) Laminés à froid ou étirés à froid, de plus de .080 de pouce d'épaisseur, n.d.....	22½ p.c.
383 386f	Feuilles, tôles, feuillards, bandes ou rubans, de fer ou d'acier: g) Ondulés ou maroquinés, recouverts ou non.....	20 p.c.
386	Feuilles, tôles, feuillards, bandes ou rubans de fer ou d'acier, tels qu'ils sont désignés ci-dessous, en conformité des règlements établis par le Ministre: d) Feuilles, feuillards, bandes ou rubans, recouverts ou non, polis ou non, importés par des fabricants de selles et de ferronnerie pour selles, pour servir exclusivement à la fabrication de ces articles dans leurs propres fabriques.....	En franchise
386 Ex. 382(c) Ex. 382(d)	Feuilles, tôles, feuillards, bandes ou rubans de fer ou d'acier, tels qu'ils sont désignés ci-dessous, en conformité des règlements établis par le Ministre: g) Feuilles, tôles, feuillards, bandes ou rubans, non trempés, ni meulés, ni autrement ouvrés que taillés en forme, sans bords dentelés, lorsqu'ils sont importés pour servir exclusivement à la fabrication de scies ou de hache-paille..... h) Feuilles, tôles, feuillards, bandes ou rubans, cémentés, trempés ou meulés, non autrement ouvrés que taillés en forme, sans bords dentelés, lorsqu'ils sont importés pour servir exclusivement à la fabrication de scies.....	En franchise 7½ p.c.
388d	Cornières, poutres, pièces en U, colonnes, solives, chevrons, pilots, tés, Z, et autres formes ou profilés en fer ou en acier, poinçonnés, perforés, ou plus ouvrés que laminés à chaud ou fondus, n.d.....	25 p.c.
388f	Profilés de fer ou d'acier, laminés à chaud ou à froid, recouverts ou non, non percés, ni perforés, ni ouvrés davantage, pour châssis de fenêtres à guillotine ou à battants ou pour armatures de fenêtres, et matière semblable faite en bandes de fer ou d'acier, laminées à chaud ou à froid, recouvertes ou non, lorsqu'ils sont importés par les fabricants de châssis de fenêtres métalliques à guillotine ou à battants ou d'armatures de fenêtres métalliques et destinés à la fabrication de ces articles dans leurs propres fabriques..... la tonne	\$7
391	Moulages en fer ou en acier: a) Des moules à lingots pour usage dans la production de l'acier.... b) Des moules, n.d.....	En franchise 7½ p.c.
392	Pièces forgées de fer ou d'acier, quel que soit leur degré de fabrication, n.d.....	22½ p.c.
398c	Tubes d'acier sans soudure, d'une valeur d'au moins cinq cents la livre, importés par les fabricants de coussinets à rouleaux et devant servir exclusivement à la fabrication de ces coussinets dans leurs propres fabriques.....	En franchise
401	Fil de fer ou d'acier: a) Fil barbelé pour clôture, recouvert ou non..... c) Étiré plat ou laminé plat à froid après étirage, recouvert ou non, n.d., d'au plus .25 de pouce de largeur et moins de .1875 de pouces d'épaisseur..... f) A un seul ou plusieurs brins, recouvert, n.d., ou revêtu de n'importe quelle matière, y compris le câble ainsi recouvert..... g) N.d..... Ex.g) Fil métallique pour emballer les produits agricoles.....	10 p.c. 20 p.c. 25 p.c. 15 p.c. En franchise
Ex. 402a	Clôture en toile métallique ou en fil métallique soudé, de fer ou d'acier, recouverte ou non, n.d.....	20 p.c.
406	Chaînes ordinaires, mailles de chaînes ordinaires, y compris les anneaux de rechange et les boucles de chaînes de fer ou d'acier: b) Moins d'un pouce et un huitième de diamètre.....	22½ p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
407a	Chains, of iron or steel, n.o.p., and complete parts thereof.....	22½ p.c.
410a Ex. 438a Ex. 438e(3) et al	(iii) Diesel-powered self-propelled trucks, mounted on rubber-tired wheels, side or rear dump, having a rated capacity, by struck volume, of not less than 9½ cubic yards and, by payload weight, of not less than 15 tons, and complete parts thereof, for off-highway use in carrying minerals, ores, rock, stone, sand, gravel and other excavated materials at mines, quarries, gravel and sand pits or at construction sites.....	7½ p.c.
Ex. 410L Ex. 427 Ex. 711	Inserts of tungsten carbide to be brazed to rock drills, when imported by manufacturers for use only in their own factories in the manufacture of hard metal-tipped rock drills.....	10 p.c.
412d	Offset presses; lithographic presses; printing presses and typemaking accessories therefor, n.o.p.; complete parts of the foregoing, not to include saws, knives and motive power.....	10 p.c.
415a	Refrigerators, domestic or store, completely equipped or not:— (i) Electric..... (ii) Other than electric.....	20 p.c. 20 p.c.
422	Street or road rollers and complete parts thereof.....	20 p.c.
423	Electric dental engines.....	20 p.c.
424	Fire engines and other fire extinguishing machines and chassis for same; complete parts other than chassis parts.....	22½ p.c.
425	Lawn mowers.....	22½ p.c.
427	All machinery composed wholly or in part of iron or steel, n.o.p., and complete parts thereof.....	22½ p.c.
Ex. 427	Seed and grain cleaning machines of screen and air blast type with a capacity not exceeding 100 bushels per hour; complete parts of the foregoing.....	15 p.c.
427a	All machinery composed wholly or in part of iron or steel, n.o.p., of a class or kind not made in Canada; complete parts of the foregoing.	7½ p.c.
427d	Machines designed for making rigid composite box-ends of wood—consisting of a centre with separate nailing edges attached—from scrap or waste mill stock, and complete parts thereof, not to include motive power.....	22½ p.c.
427f	Machines for the manufacture of veneers and plywoods, viz.:—Veneer clippers; veneer clipper knife jointers; veneer glue spreaders; veneer jointers; veneer lathes; automatic veneer reelers with supporting trays and hoists; automatic veneer unreelers; veneer conveyors specially designed for use with automatic veneer reelers and unreelers; veneer taping machines; complete parts of all the foregoing	7½ p.c.
429 Ex. 357	Cutlery of iron or steel, plated or not:— Ex. (a) Knife blades or blanks, and table forks of German silver or of iron or steel, in the rough, not handled, ground nor otherwise manufactured; spoon blanks of German silver or of iron or steel, not further manufactured than stamped to shape.....	7½ p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
407a	Chaînes de fer ou d'acier, n.d., et leurs pièces achevées.....	22½ p.c.
410a Ex. 438a Ex. 438e (3) et autres	(iii) Camions à moteur diesel, automoteurs, montés sur roues caoutchoutées, à bascule arrière ou de côté, d'une capacité normale, au volume radé, d'au moins neuf verges (yards) cubes et demie, et à la charge payante, d'au moins 15 tonnes, et leurs pièces achevées, pour servir, sur des chemins autres que des grand'routes, au transport de minéraux, minerais, roche, pierre, sable, gravier et autres matériaux extraits dans les mines à ciel ouvert, les carrières, les gravières et les sablières ou aux endroits de construction.....	7½ p.c.
Ex. 410L Ex. 427 Ex. 711	Pièces de carbure de tungstène à unir aux forets par brasure, lorsqu'elles sont importées par des fabricants pour servir seulement dans leurs propres fabriques à la fabrication de forets à bout en métal dur....	10 p.c.
412d	Presses du type offset; presses à lithographier; presses à imprimer et leurs accessoires pour la fonte des caractères, n.d.; pièces achevées de ce qui précède, à l'exclusion des scies, couteaux et moteurs.....	10 p.c.
415a	Glacières, pour habitations ou magasins, munies ou non de tous leurs accessoires: (i) Électriques..... (ii) Autres qu'électriques.....	20 p.c. 20 p.c.
422	Rouleaux compresseurs pour les routes ou les rues, et leurs pièces achevées.....	20 p.c.
423	Moteurs électriques pour dentistes.....	20 p.c.
424	Appareils à incendie et autres machines pour éteindre les incendies, et leurs châssis; leurs pièces achevées autres que les pièces de châssis.	22½ p.c.
425	Tondeuses de gazon.....	22½ p.c.
427	Toutes les machines composées entièrement ou partiellement de fer ou d'acier, n.d., et les pièces achevées de ces machines.....	22½ p.c.
Ex. 427	Machines du genre à crible et à ventilateur, pour nettoyer les graines et le grain, ayant une capacité d'au plus 100 boisseaux à l'heure; pièces achevées de ce qui précède.....	15 p.c.
427a	Toutes les machines composées entièrement ou partiellement de fer ou d'acier, n.d., d'une espèce ou catégorie non fabriquée au Canada; pièces achevées de ces machines.....	7½ p.c.
427d	Machines pour servir à la fabrication de bouts de boîtes rigides composés en bois—consistant en un centre avec rebords distincts à clouer—avec des déchets ou pièces de rebu de moulin, et leurs pièces achevées, la force motrice non comprise.....	22½ p.c.
427f	Machines pour la fabrication de bois de placage et de contre-plaqués, savoir: Cisailles pour bois de placage, cisailles et dispositifs de jointement pour bois de placage; encolleuses de bois de placage; appareils pour joindre le bois de placage; tours à bois de placage; appareils automatiques pour bobiner le bois de placage, avec plateaux d'appui et dispositifs de levage; appareils automatiques pour débobiner le bois de placage; transporteurs à bois de placage, étudiés spécialement pour être employés avec les appareils automatiques pour bobiner ou débobiner le bois de placage; machines à relier le bois de placage; pièces détachées de ce qui précède.....	7½ p.c.
429 Ex. 357	Coutellerie de fer ou d'acier, plaquée ou non: Ex. a) Lames ou ébauches de couteaux, et fourchettes de table en maillechort, ou en fer ou en acier, à l'état brut, non emmanchées, ni meulées, ni autrement ouvrées; ébauches de cuillers en maillechort, ou en fer, ou en acier, non plus ouvrés que formés par l'emboutissage.....	7½ p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
429	Cutlery of iron or steel, plated or not:— (c) Penknives, jack-knives and pocket knives of all kinds.....	17½ p.c.
	(g) Razors and complete parts thereof; razor blades, n.o.p.....	25 p.c.
430e	Wire nails less than one inch in length, and nails, brads or tacks of all kinds, n.o.p., of iron or steel, coated or not.....	27½ p.c.
431b	Adzes, anvils, vises, cleavers, hatchets, saws, augers, bits, drills, screw-drivers, planes, spokeshaves, chisels, mallets, metal wedges, wrenches, sledges, hammers, crowbars, cantdogs, and track tools, picks, mattocks, and eyes or polls for the same.....	22½ p.c.
Ex. 431 b Ex. 446a	Web saws and parts thereof.....	20 p.c.
Ex. 431d	Slide rules.....	7½ p.c.
431f	Files and rasps.....	22½ p.c.
431g	Fixed or stationary meters, of a size or capacity not made in Canada, for hydraulic engineering; gauges, indicators and recorders for water or other liquid levers, volume or flow, of a class or kind not made in Canada.....	15 p.c.
431h	Geophysical surveying precision instruments and equipment for use exclusively in prospecting for, or in the exploration and development of, petroleum, natural gas, water wells and minerals, or for geophysical studies for engineering projects, including the following:— Magnetometers; gravity meters and other instruments designed to measure the elements, variations and distortions of the natural gravitational force; field potentiometers, meggers, non-polarizing electrodes, and electrical equipment for making measurements in drill holes; instruments and equipment for seismic prospecting; geiger muller counters and other instruments for radioactive methods of geophysical prospecting; electrical and electronic amplifying devices and electrical thermostats designed to be used with any of the foregoing; all the foregoing of a class or kind not made in Canada, and repair parts, tripods and fitted carrying cases for any of the foregoing.....	Free
434c	Trucks of welded design with tubular frame, cast steel cross members, rubber mountings and rubber inserted wheels, of a class or kind not made in Canada, and body shells of welded sheet steel, for use in the construction of street railway cars, not to include electric motors or magnetic truck brakes; complete parts of the foregoing.....	7½ p.c.
434d	Rolled steel wheels in one piece in the rough, not drilled or machined in any manner, for railway vehicles, including locomotives and tenders, when imported for use in the manufacture of steel wheels for use on railway rolling stock.....	20 p.c.
438b	Bearings, clutch release; Bearings, graphite; Bearings, steel or bronze backed, with non-ferrous metal lining, parts and materials therefor; Bearings, steering knuckle thrust; Bushings, graphited or oil impregnated; Ceramic insulator spark plug cores not further manufactured than burned and glazed, printed or decorated or not, without fittings; Collars, crankshaft thrust; Compressors and parts thereof, air;	

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
429	Coutellerie de fer ou d'acier, plaquée on non: c) Canifs, couteaux de chasse et couteaux de poche de toute sorte..	17½ p.c.
	g) Rasoirs et leurs pièces achevées, lames de rasoirs, n.d.....	25 p.c.
430e	Pointes de Paris de moins d'un pouce de long, et clous, pointes à tête perdue ou broquettes de toute sorte, n.d., en fer ou en acier, recouverts ou non.....	27½ p.c.
431b	Erminettes, enclumes, étaux, merlins, hachettes, scies, tarières, mèches, forets, tournevis, rabots, racloirs, ciseaux, maillets, coins de métal, clefs anglaises, masses, marteaux, leviers, renards et outils de voies ferrées, pics, pioches et emmanchures et manches.....	22½ p.c.
Ex. 431b Ex. 446a	Scies à châssis et leurs pièces.....	20 p.c.
Ex. 431d	Règles à calcul.....	7½ p.c.
431f	Limes et râpes.....	22½ p.c.
431g	Compteurs fixes ou à demeure, d'une grandeur ou capacité non fabriquée au Canada, pour le génie hydraulique; manomètres, indicateurs et enregistreurs des niveaux, du volume ou du débit de l'eau ou d'autres liquides, d'une catégorie ou espèce non fabriquée au Canada....	15 p.c.
431h (suite)	Instruments et outillage de précision pour levés géophysiques, devant servir exclusivement à la prospection, à l'exploration et à la mise en valeur de gisements de pétrole, de gaz naturel et de minéraux ainsi qu'à la découverte de puits d'eau; ou à des études géophysiques relativement à des entreprises du génie, y compris les suivants: magnétomètres; gravimètres et autres instruments destinés à mesurer les éléments, les variations et les déviations de la force naturelle de gravitation; potentiomètres de campagne, "meggers", électrodes non polarisatrices et outillage électrique servant à faire des mesurages dans les trous forés; instruments et outillage servant à la prospection sismique, compteurs de Geiger-Muller et autres instruments servant à la prospection géophysique d'après les méthodes de radio-activité; appareils amplificateurs électriques et électroniques et thermostats électriques destinés à servir avec l'un quelconque de ces instruments; tous lesdits instruments étant d'une catégorie ou espèce non fabriquée au Canada, y compris les pièces de rechange, les trépiers et les étuis montés pour l'un quelconque de ces instruments.....	En franchise
434c	Bogies de modèle soudé avec encadrement tubulaire, traverses d'acier moulé, garnitures en caoutchouc et roues garnies intérieurement de caoutchouc, d'une catégorie ou espèce non fabriquée au Canada, et carcasses de carrosseries en tôle d'acier soudé, devant servir à la construction de voitures de tramways, à l'exclusion des moteurs électriques ou des freins magnétiques pour bogies; pièces détachées de ce qui précède.....	7½ p.c.
434d	Roues d'acier laminé, en une seule pièce, à l'état brut, non percées, ni usinées d'aucune façon, pour les véhicules de chemins de fer, y compris les locomotives et les tenders, et importées pour servir à la fabrication de roues d'acier pour le matériel roulant des chemins de fer...	20 p.c.
438b	Butées de débrayage; Coussinets en graphite; Coussinets en acier ou en bronze avec garniture en métal autre que le fer, pièces et matières pour ces coussinets; Coussinets de butées de rotules de direction; Bagues graphitées ou imprégnées d'huile; Isolants de bougies, en matière céramique, non plus ouvrés que cuits et vernissés, imprimés ou décorés ou non, sans garnitures; Colliers de butées de vilebrequins; Compresseurs à air et leurs pièces;	

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
438b (Cont'd)	Commutator copper segments; Commutator insulating end rings; Tapered discs of hot rolled steel, with or without centre hole, for disc wheels; Diaphragms for fuel and vacuum pumps; Distributor rotors and cam assemblies; Door bumper shoes; Electric wiring terminals, sockets, fittings and connectors and parts and combinations thereof, not to include battery terminals; Gaskets of any material except cork or felt, composite or not, parts and materials therefor; Ignition contact points; Keys for shafting; Auxiliary driving control kits, designed for attachment to motor vehicles to facilitate their operation by physically disabled persons, and parts thereof; Lenses of glass for motor vehicle lamps and for light reflectors; Lock washers; Magnetic plugs; Piston ring castings in the rough, with or without gates and fins removed; Propeller shaft tubes of steel bonded by rubber; Rails of lock seam section, corners, locks and catches, unplated ventilators and parts thereof, the foregoing being of metal other than aluminum, for the manufacture of window sashes for bus bodies; Steel bolts, studs, plugs, rivets or nuts, capped with stainless steel, and parts thereof; Switches, relays, circuit breakers and solenoids and combinations and parts thereof, including starter switch assemblies; Shift control, electric, for two speed rear axles; Vacuum control assemblies and parts thereof; Vulcanized fibre insheets, rods, strips and tubings; Parts of all the foregoing; All of the foregoing for use in the manufacture or repair of the goods enumerated in tariff items 424 and 438a, or for use in the manufacture of parts therefor:— 1. When of a class or kind not made in Canada..... 2. When of a class or kind made in Canada.....	Free 17½ p.c.
438c	Ammeters; Arm rests and wheel housing lining of indurated fibre, pressed to shape; Axle housings, one piece welded, machined or not, including parts welded thereto; Carburetors; Chassis frames and steel shapes for the manufacture thereof; Cigar and cigarette lighters, whether in combination with a cigarette holder or not, including base; Control ventilator gear box; Cylinder lock barrels, with or without sleeves and keys thereof; Dash heat indicators; Engine speed governor units; External ornaments unplated, not including finish or decorative mouldings; Fluid couplings with or without driveplate assemblies; Gasoline gauges; Grilles not plated, polished or not before assembly, and parts thereof not plated or polished, not to include added finish or decorative moulding; Hinges, finished or not, for bodies; Horns; Instrument bezel assemblies; Instrument Board lamps; Instrument panel, glove compartment, luggage compartment, hood compartment and door step lamps and wire assemblies;	

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
438b (<i>suite</i>)	<p>Segments de collecteurs, en cuivre; bagues isolantes d'extrémité des collecteurs; Disques diminués en acier laminé à chaud, avec ou sans trou central, pour roues pleines; Membranes pour pompes à essence et pompes à vide; Rotors de distributeurs et assemblages de cames; Sabots de butoirs de portières; Bornes de prise de courant, douilles, raccords et attache-fils, et pièces et combinaisons de ces articles, à l'exclusion des bornes d'accumulateurs; Joints en toutes matières, à l'exception du liège et du feutre, composés ou non, pièces et matières pour ces joints; Points de contact pour allumage; Clavettes pour arbre; Dispositif auxiliaires de conduite, destinés à être ajoutés aux véhicules automobiles pour en faciliter la conduite aux personnes atteintes d'infirmités, et leurs pièces; Lentilles de verre pour phares et lampes d'automobiles et réflecteurs; Rondelles-freins; Bougies avec dispositifs de rupture magnétiques; Segments de piston moulés, bruts avec ou sans jets de coulée ou bavures; Arbres tubulaires à cardan en acier, garnis de caoutchouc; Traverses en profilés agrafés et soudés, cornières, serrures et loqueteaux, ventilateurs non plaqués et leurs pièces, ce qui précède étant en métal autre que l'aluminium, pour la fabrication de châssis mobiles de carrosseries d'autobus; Boulons, prisonniers, bouchons, rivets ou écrous en acier, à tête recouverte d'acier inoxydable, et leurs parties; Commutateurs, relais, rupteurs et solénoïdes et leurs combinaisons et pièces, y compris les assemblages de commutateurs de démarreurs; Commandes électriques de désengagement pour essieux arrière à deux vitesses; Assemblages de commandes par le vide et leurs pièces; Fibres vulcanisées en feuilles, tiges, bandes et tubes; Pièces de tout ce qui précède;</p> <p>Tous les articles qui précèdent étant destinés à entrer dans la fabrication ou la réparation des marchandises énumérées dans les numéros tarifaires 424 et 438a ou dans la fabrication de leurs pièces: 1. Lorsqu'ils sont d'une espèce ou catégorie non faite au Canada... 2. Lorsqu'ils sont d'une espèce ou catégorie faite au Canada...</p>	En franchise 17½ p.c.
438c	<p>Ampèremètres; Accoudoirs et garnitures de moyeux en fibres durcies, profilés par emboutissage; Boîtiers d'essieux, d'une seule pièce soudée, usinés ou non, y compris les pièces qui y sont jointes à l'aide d'une soudure; Carburateurs; Châssis et profilés en acier pour leur fabrication; Allume-cigares et allume-cigarettes, combinés avec un porte-cigarettes ou non, y compris la base; Boîte d'engrenage de commande de ventilateur; Barillet de serrures, avec ou sans manchons et clefs; Indicateurs de chaleur sur tabliers; Régulateurs de vitesse pour moteurs; Ornements extérieurs non plaqués, à l'exclusion des moulures de finition ou décoratives; Embrayages hydrauliques avec ou sans assemblages de plateaux de commande; Indicateurs de niveau d'essence; Grilles non plaquées, polies ou non avant l'assemblage, et pièces de grilles, non plaquées, ni polies, à l'exclusion des moulures de finition ou décoratives; Charnières finies ou non, pour carrosseries; Trompes; Assemblages de tabliers, lampes de tabliers; lampes de panneaux de bord, de vide-poches, de coffres à bagages, de capots et de pas de portes, et filerie pour ces lampes;</p>	

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
438c (Cont'd)	Locks, electric ignition, steering gear, transmission, or combinations of such locks; Mouldings of metal, with nails set in position, lead filled or not; Pipe lines of tubing, rigid, covered or not, with or without fittings and tubing therefor for oil, fuel, air, or liquid for actuating hydraulic brakes; Purifiers for gasoline, including brackets and fittings therefor; Radiator shutter assemblies, automatic; Radiator water gauges; Radiator shells not plated nor metal finished in any degree; Shackles, bearing spring; Speedometers; Spring covers of metal and closing strips or shapes therefor; Steering wheels, rims and spiders therefor; Sun visor blanks of gypsum weatherboard; Thermostatic controls; Throttle, spark, choke, and hood lock release assemblies, including buttons therefor; Torque convertors; Auxiliary transmission overdrive units and controls therefor; Universal joint ball assemblies; Windshield and window wipers; Parts of all the foregoing, including brackets, fittings and connections therefor; Stampings, body, cowl, fender, front end, hood, instrument board, shields and baffles, of metal in the rough, trimmed or not, whether or not welded in any manner before final forming or piercing, but not metal finished in any degree; All of the foregoing when for use in the manufacture or repair of the goods enumerated in tariff items 410a (iii), 424 and 438a, or for use in the manufacture of parts therefor.....	17½ p.c.
	(1) Provided, that if the above articles, when of a class or kind not made in Canada, are for use as original equipment by a manufacturer of passenger automobiles (having a seating capacity of not more than ten persons each) enumerated in tariff item 438a, whose total factory output during the year in which importation is sought, does not exceed ten thousand such complete passenger automobiles, and provided that not less than forty per cent of the factory cost of such automobiles, not to include duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth, the rates of duty under this item shall be.....	Free
	(2) Provided, that if the above articles, when of a class or kind not made in Canada, are for use as original equipment by a manufacturer of passenger automobiles (having a seating capacity for not more than ten persons each) enumerated in tariff item 438a, whose total factory output, during the year in which importation is sought, exceeds ten thousand, but does not exceed twenty thousand such complete passenger automobiles, and provided that not less than fifty per cent of the factory cost of production of such automobiles, not to include duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth, the rates of duty under this item shall be.....	Free
	(3) Provided, that if the above articles, when of a class or kind not made in Canada, are for use as original equipment by a manufacturer of passenger automobiles (having a seating capacity for not more than ten persons each) enumerated in tariff item 438a, whose total factory output, during the year in which importation is sought, exceeds twenty thousand such complete passenger automobiles, and provided that not less than sixty per cent of the factory cost of production of such automobiles, not to include duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth, the rates of duty under this item shall be.....	Free

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—Suite

PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—Suite

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
438c (suite)	<p>Serrures pour l'allumage électrique, l'appareil de direction, la transmission, ou combinaisons de ces serrures; Moulures en métal avec clous en place, remplies de plomb ou non; Canalisations faites de tuyaux rigides, recouverts ou non, avec ou sans raccords, et tuyaux pour ces canalisations, destinés à l'huile, au carburant, à l'air ou au liquide servant à actionner les freins hydrauliques; Épurateurs d'essence, y compris les supports et les raccords; Assemblages de volets de radiateurs, automatiques; Indicateurs de niveau d'eau; Enveloppes de radiateurs, non plaquées, ni finies en métal d'aucune façon; Jumelles de ressorts; Vélocimètres; Enveloppes de ressorts en métal et bandes de fermeture ou profilés pour ces articles; Volants, jantes et croisillons pour ces volants; Ébauches de pare-soleil en planches de gypse; Contrôles thermostatiques; Montages de manettes d'admission, de dispositifs d'allumage, d'étrangleurs et de dispositifs de dégagement du capot, y compris leurs boutons; Convertisseurs de couples; Dispositifs auxiliaires de transmission par vitesse surmultipliée et leurs commandes; Assemblages de cardans à rotules; Essuie-glaces; Pièces de tout ce qui précède, y compris les supports, les raccords et les accessoires; Pièces embouties—carrosseries, auvents, ailes, avants, capots, tabliers, protecteurs et chicanes—en métal, brutes, ébarbées ou non, soudées de quelque manière ou non avant le profilage ou le perçage définitifs, mais non pourvues du moindre fini métallique.</p> <p>Tous les articles qui précèdent, lorsqu'ils doivent entrer dans la fabrication ou la réparation des marchandises énumérées dans les numéros tarifaires 410a(iii), 424 et 438a, ou dans la fabrication de leurs pièces.....</p> <p>(1) Toutefois, si les articles susnommés, appartenant à une classe ou catégorie non faite au Canada, doivent servir d'équipement primitif à un fabricant d'automobiles à voyageurs (ayant au plus dix places assises chacune) spécifiées dans le numéro tarifaire 438a, dont la production totale, pendant l'année où l'importation est projetée, ne dépasse pas dix mille automobiles semblables complètes, et si le prix de revient de ces voitures, sans compter les droits et les taxes, provient du Commonwealth pour au moins quarante pour cent, le régime de cette position sera.....</p> <p>(2) Toutefois, si les articles susnommés, appartenant à une classe ou catégorie non faite au Canada, doivent servir d'équipement primitif à un fabricant d'automobiles à voyageurs (ayant au plus dix places assises chacune) spécifiées dans le numéro tarifaire 438a, dont la production totale, pendant l'année où l'importation est projetée, dépasse dix mille, mais non vingt mille automobiles semblables complètes, et si le prix de revient de ces voitures, sans compter les droits et les taxes, provient du Commonwealth pour au moins cinquante pour cent, le régime de cette position sera.....</p> <p>(3) Toutefois, si les articles susnommés, appartenant à une classe ou catégorie non faite au Canada, doivent servir d'équipement primitif à un fabricant d'automobiles à voyageurs (ayant au plus dix places assises chacune) spécifiées dans le numéro tarifaire 438a, dont la production totale, pendant l'année où l'importation est projetée, dépasse vingt mille automobiles semblables complètes, et si le prix de revient de ces voitures, sans compter les droits et les taxes, provient du Commonwealth pour au moins soixante pour cent, le régime de cette position sera.....</p>	<p>17½ p.c.</p> <p>En franchise</p> <p>En franchise</p> <p>En franchise</p>

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
438c (Cont'd)	(4) Provided, that if the above articles, when of a class or kind not made in Canada, are for use as original equipment of a manufacturer of motor trucks, motor buses, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, motor ambulances, and hearses, or chassis for same, as enumerated in tariff items 410a (iii), 438a and 424, whose total factory output of such vehicles during the year in which importation is sought, does not exceed ten thousand such vehicles, and provided not less than forty per cent of the factory cost of production of such vehicles, not to include duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth, the rates of duty under this item shall be.....	Free
	(5) Provided, that if the above articles, when of a class or kind not made in Canada, are for use as original equipment by a manufacturer of motor trucks, motor buses, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, motor ambulances and hearses, or chassis for same, as enumerated in tariff items 410a (iii), 438a and 424, whose total factory output of such vehicles during the year in which importation is sought, exceeds ten thousand units, and provided not less than fifty per cent of the factory cost of production of such vehicles, not to include duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth, the rates of duty under this item shall be.....	Free
	(6) Provided, that if the above articles are of a class or kind not made in Canada and are for use in the repair of the goods enumerated in tariff items 410a (iii), 424 and 438a, or are for use in the manufacture of repair parts therefor, the rates of duty under this item shall be.....	Free
438d	(7) Provided, that the Governor in Council may make such regulations, if any, as are deemed necessary for carrying out the provisions of this item;	
	Front and rear axles; Brakes; Brake drums; Clutches; Fuel pumps for engines of 260 cubic inches and over in displacement; Hubs; Internal combustion engines; Steering gears; Magnetos; Rims for pneumatic tires; Transmission assemblies; Hydraulic or fluid couplings; Drive shafts; Universal joints; Steel road wheels; Power dividers or transfer cases; Parts of the foregoing;	
	All of the foregoing when of a class or kind not made in Canada, and when imported only for the manufacture of motor trucks, motor buses, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, ambulances, hearses, and the chassis for same.....	17½ p.c.
	(1) Provided, that if the above articles are imported for use as original equipment for motor trucks, motor buses, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, ambulances, hearses, or of chassis for same, by a manufacturer of the goods enumerated in tariff items 410a (iii), 424 and 438a, and provided also that during the year in which importation is sought, not less than forty per cent of the factory cost of production of such vehicles and chassis therefor, not to include duties and taxes, is incurred in the British Commonwealth, the rates of duty under this item shall be.....	7½ p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
438c (<i>suite</i>)	<p>(4) Toutefois, si les articles susnommés, appartenant à une classe ou catégorie non faite au Canada, doivent servir d'équipement primitif à un fabricant de camions, d'autobus, d'électrobus, de voitures pour la lutte contre les incendies; d'ambulances automobiles et de corbillards, ou de leurs châssis, énumérés dans les numéros tarifaires 410a (iii), 438a et 424, dont la production totale, pendant l'année où l'importation est projetée, ne dépasse pas dix mille voitures semblables, et si le prix de revient de ces voitures, sans compter les droits et les taxes, provient du Commonwealth pour au moins quarante pour cent, le régime de cette position sera.....</p> <p>(5) Toutefois, si les articles susnommés, appartenant à une classe ou catégorie faite au Canada, doivent servir d'équipement primitif à un fabricant de camions, d'autobus, d'électrobus, de voitures pour la lutte contre les incendies; d'ambulances automobiles et de corbillards, ou de leurs châssis, énumérés dans les numéros tarifaires 410a (iii), 438a et 424, dont la production totale, pendant l'année où l'importation est projetée, dépasse dix mille unités, et si le prix de revient de ces voitures, sans compter les droits et les taxes, provient du Commonwealth pour au moins cinquante pour cent, le régime de cette position sera.....</p> <p>(6) En outre, si les articles susdits sont d'une classe ou catégorie non faite au Canada et doivent servir à la réparation des marchandises spécifiées dans les numéros tarifaires 410a (iii), 424 et 438a, ou à la fabrication des pièces de rechange pour ces articles, le régime de cette position sera.....</p> <p>(7) Toutefois, le Gouverneur en conseil peut édicter les règlements jugés nécessaires à l'application du présent numéro.</p>	<p>En franchise</p> <p>En franchise</p> <p>En franchise</p>
438d	<p>Essieux d'avant et d'arrière; Freins; Tambours de freins; Embrayages; Pompes à essence pour moteurs ayant une cylindrée de 260 pouces cubes et plus; Moyeux; Moteurs à combustion interne; Engrenages de direction; Magnétos; Jantes pour pneumatiques; Organes de transmission; Accouplements hydrauliques; Arbre de transmission; Joints universels; Roues en acier; Diviseurs de force motrice ou boîtes de transfert; Pièces de ce qui précède;</p> <p>Tout ce qui précède étant d'une espèce ou catégorie non faite au Canada et importé seulement pour la fabrication de camions automobiles, d'autobus, d'électrobus, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances, de corbillards, et de leur châssis.....</p> <p>(1) Toutefois, si les articles susdits sont importés pour servir d'équipement primitif dans la fabrication de camions automobiles, d'autobus, d'électrobus, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances, de corbillards, ou de leurs châssis, par un fabricant des marchandises énumérées dans les numéros tarifaires 410a (iii), 424 et 438a, et à condition que pendant l'année au cours de laquelle l'importation est projetée, au moins quarante pour cent du prix de revient de ces véhicules et châssis, sans compter les droits ni les taxes, soient d'origine du Commonwealth britannique, les droits de ce numéro seront de.....</p>	<p>17½ p.c.</p> <p>7½ p.c.</p>

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
438d (Cont'd.)	(2) Provided, that if the above articles when of a class or kind not made in Canada are for use in the repair of motor trucks, motor buses, fire fighting vehicles, ambulances, hearses and electric trackless trolley buses, or of chassis for same or for use in the manufacture of repair parts therefor, the rates of duty under this item shall be.....	7½ p.c.
	(3) Provided, that the Governor in Council may make such regulations, if any, as are deemed necessary for carrying out the provisions of this item.	
438e	(1) Parts, n.o.p., electro-plated or not, whether finished or not, for automobiles, motor vehicles, electric trackless trolley buses, fire fighting vehicles, ambulances and hearses, or chassis enumerated in tariff items 438a and 424, including engines, but not to include wire-less receiving sets, die castings of zinc, electric storage batteries, parts of wood, tires and tubes or parts of which the component material of chief value is rubber.....	25 p.c.
	(2) Brake linings, and clutch facings whether or not including metallic wires or threads:— (a) When made from crude asbestos of British Commonwealth origin..... (b) When made from crude asbestos, n.o.p.....	25 p.c. 25 p.c.
438i	Body bottom cross members and steel shapes for the manufacture thereof; Bumpers, front and rear, and parts thereof, including spring steel bumper plates; Casket tables or platforms for hearses; Destination and route sign assemblies, illuminated or not, and parts thereof; Direction signals, illuminated or not; Door and step mechanism, hand, vacuum, or air operated, and parts thereof; Door locks and catches and parts thereof; Electric switches, buzzers, bells, push buttons, fuse assemblies and parts thereof; Forward drive control conversion assemblies and parts thereof; Lamps of all kinds, illuminating and indicating, including sockets, flanges, terminals, glassware, lenses and gaskets therefor, assembled or not, but not to include lamp bulbs, sealed beam units, and electric head lamps; Metal stampings, oiled and primed or not, and assemblies thereof; Rubber fenders; Seat operating mechanisms; Ventilators, including motor driven fan type, and grills, and parts thereof; Window operating mechanisms; All of the foregoing when imported to be used only in the manufacture or repair of motor truck bodies, motor bus bodies, electric trackless trolley bus bodies, fire fighting vehicles, ambulances and hearses.....	Free
Ex. 440j	Fish hooks, n.o.p.....	15 p.c.
444	Gas meters, and complete parts thereof.....	22½ p.c.
Ex. 445g	Electric motors incorporated in or attached to, or to be incorporated in or attached to, agricultural implements or agricultural machinery complete parts of the foregoing.....	Free
446a	Manufactures, articles or wares, of iron or steel or of which iron or steel or both are the component materials of chief value, n.o.p.....	22½ p.c.
451	Buckles, clasps, eyelets, hooks and eyes, dome, snap or other fasteners of iron, steel, brass or other metal, coated or not, n.o.p. (not being jewellery).....	22½ p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
438d (suite)	(2) En outre, si les articles susdits, lorsqu'ils sont d'une espèce ou catégorie non faite au Canada, doivent être employés à la réparation de camions automobiles, d'autobus, de voitures pour la lutte contre les incendies, d'ambulances, de corbillards et d'électrobus, ou de leurs châssis, ou doivent servir à la fabrication de pièces de rechange pour ces véhicules ou châssis, les droits de ce numéro seront de	7½ p.c.
	(3) En outre, le Gouverneur en conseil pourra édicter tous règlements jugés nécessaires à l'application de ce numéro.	
438e	(1) Pièces, n.d., plaquées ou non, finies ou non, pour automobiles, véhicules automobiles, électrobus, voitures pour la lutte contre les incendies, ambulances et corbillards ou châssis énumérés dans les numéros tarifaires 438a et 424, y compris les moteurs, mais non les appareils récepteurs, les moulages matricés de zinc, les accumulateurs, les pièces de bois, les pneus et les chambres à air ou les pièces dont la matière dominant en valeur est le caoutchouc.	25 p.c.
	(2) Garnitures de freins et d'embrayages, ayant des fils métalliques ou non: a) Faites en amiante brut provenant du Commonwealth.	25 p.c.
	b) Faites en amiante brut, n.d.	25 p.c.
438i	Entretoises pour fonds de carrosseries et profilés d'acier pour leur fabrication; Pare-chocs avant et arrière, et leurs pièces, y compris les barres de pare-chocs en acier pour ressorts; Tables ou plates-formes à cercueils pour corbillards; Écritaux de direction, éclairés ou non, et leurs pièces; Signaux de direction, éclairés ou non; Mécanismes de portières et de marchepieds, actionnés à la main, par le vide ou à l'air comprimé, et leurs pièces; Serrures et loquets de portes et leurs pièces; Commutateurs, vibreurs, sonneries, boutons de sonneries et montages de coupe-circuit à fusibles, électriques, et leurs pièces; Assemblages de transformation de commandes de transmission, avant; Lampes de toutes sortes pour éclairage ou indication, y compris les douilles, les brides, les bornes, le verre, les lentilles et leurs joints, assemblés ou non, mais à l'exclusion des ampoules, des phares scellés et des phares électriques; Pièces métalliques embouties, huilées et apprêtées ou non, et leurs assemblages; Bavettes de garde-boue en caoutchouc; Mécanismes actionnant les sièges; Ventilateurs, y compris le type de ventilateur actionné par un moteur, et les grilles, ainsi que leurs pièces; Mécanismes actionnant les glaces; Tous les articles qui précèdent, importés uniquement pour la fabrication ou la réparation des carrosseries de camions, d'autobus et d'électrobus, et des voitures pour la lutte contre les incendies, des ambulances et des corbillards.	En franchise
Ex. 440j	Hameçons, n.d.	15 p.c.
444	Compteurs à gaz et leurs pièces achevées.	22½ p.c.
Ex. 445g	Moteurs électriques, incorporés ou attachés ou à incorporer ou à attacher aux instruments agricoles ou aux machines aratoires; pièces achevées de ce qui précède.	En franchise
446a	Objets fabriqués, articles ou marchandises, en fer ou en acier ou dont le fer ou l'acier ou les deux dominant en valeur, n.d.	22½ p.c.
451	Boucles, agrafes, oeillets, fermoirs à pression, boutons pression, ou autres fermoirs de fer, d'acier, de laiton ou d'autre métal, recouverts ou non, n.d., et qui ne constituent pas des objets de bijouterie.	22½ p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
453	Metal parts when imported by manufacturers of covered buttons for use exclusively in the manufacture of covered buttons, in their own factories, under regulations prescribed by the Minister.....	22½ p.c.
454a	Materials, including all parts, imported for use only in the manufacture of purse frames.....	Free
462a	Photographic cameras and equipment, viz.:—	
Ex. 462(i) Ex. 462(ii) et al	(1) Cameras and parts thereof for making negatives or positives 3¼ inches by 4¼ inches or larger, including carrying cases therefor....	Free
	(2) Accessories for cameras:—Exposure meters, range finders, lens hoods, lantern slide attachments, camera stands, camera tripods and tripod tops, vignettors, diffusion discs and holders, colour filters and holders, polarizing screens and holders, backgrounds, flash tubes for high-speed flash apparatus, flash guns; parts of the foregoing.....	Free
	(3) Contact printers, projection printers commonly known as enlargers for negatives or positives 4 inches by 5 inches and larger, temperature controls or heaters for photographic solutions, film and print driers, mounting presses, print washers, negative or sheet-film hangers, ferro-type plates, film and paper processors for strip photo-finishing, print straighteners, photographic timing devices, densitometers, tanks or trays for negative and positive processing; parts of the foregoing.....	Free
470	Patterns of iron, steel, brass or other metal, not being models.....	22½ p.c.
471	Belt pulleys of all kinds, n.o.p., for power transmission.....	22½ p.c.
474	Stereotypes, electrotypes and celluloids, for almanacs, calendars, illustrated pamphlets, newspaper or other advertisements, n.o.p.: and matrices or copper shells for such stereotypes, electrotypes and celluloids..... per square inch	1 ct.
482 Ex. 445d et al	Ear-telephone sets and similar appliances, including batteries and battery chargers therefor, for use by deaf persons; electronic ear-training apparatus, including microphones, headsets, record-turning devices and tone arms, specially designed for use by, or for the training of, the deaf; parts of the foregoing; under regulations prescribed by the Minister.....	Free
Ex. 497	Rattans, not manufactured.....	Free
498 752	Cane, reed or rattan, not further manufactured than split.....	Free
503	Planks, boards, clapboards, laths, plain pickets and other timber or lumber of wood, not further manufactured than sawn or split, whether creosoted, vulcanized, or treated by any other preserving process, or not.....	Free
Ex. 503 Ex. 505	California redwood lumber (Sequoia Semper Virens), not further manufactured than planed, dressed, or jointed.....	Free
504a	Ponderosa pine lumber (pinus ponderosa) and California sugar pine lumber (pinus Lambertiana), not further manufactured than planed, dressed, or jointed.....	Free
Ex. 505	Mahogany lumber, including Philippine mahogany lumber, not further manufactured than planed, dressed or jointed.....	Free

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—*Continued*PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—*Continued*

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
Ex. 506	Matches of wood.....	10 p.c.
506c	Staves and heading of wood, finished or unfinished, for use in the manufacture of tight barrels or kegs.....	Free
Ex. 507c	Plywood imported by manufacturers of picker sticks for use in the manufacture of such articles in their own factories.....	10 p.c.
Ex. 507c	Plywood of okoumé.....	10 p.c.
Ex. 511	Golf clubs and finished parts thereof.....	25 p.c.
Ex. 511	Racquets and racquet frames.....	30 p.c.
Ex. 511	Golf balls.....	25 p.c.
Ex. 511	Tennis balls.....	25 p.c.
Ex. 511	Balls of all kinds, n.o.p., for use in sports, games or athletics.....	25 p.c.
511c	Skis.....	20 p.c.
511d	Ski fittings.....	20 p.c.
511e	Ski poles.....	20 p.c.
515	Show-cases of all kinds, and metal parts thereof.....	25 p.c.
519	House, office, cabinet or store furniture of wood, iron or other material, and parts thereof, not to include forgings, castings, and stampings of metal, in the rough:— (1) Substantially of wood.....	25 p.c.
519	Ex. (1) Rattan furniture.....	25 p.c.
519a	(1) Wire screens, wire doors and wire windows.....	25 p.c.
	(2) Cash registers.....	25 p.c.
	(3) Window cornices and cornice poles of all kinds.....	25 p.c.
	(4) Hair, spring and other mattresses.....	25 p.c.
	(5) Curtain stretchers.....	15 p.c.
	(6) Furniture springs.....	25 p.c.
	(7) Carpet sweepers.....	25 p.c.
520	Ex. (1) Raw cotton and cotton linters not further manufactured than ginned.....	Free
523c	Woven fabrics wholly of cotton with cut pile, n.o.p..... and, per pound	22½ p.c. 3½ cts.
529a	Lace and embroideries, wholly of cotton, not coloured, when imported for use exclusively by manufacturers in the manufacture of clothing, in their own factories.....	10 p.c.
Ex. 532	Doilies made from woven fabrics, composed wholly of cotton.....	22½ p.c.
532b	Woven fabrics, wholly of cotton, for covering books.....	25 p.c.
532d	Fabrics wholly of cotton, coated or impregnated, n.o.p.....	25 p.c.
535	Grasses, seaweed, mosses and vegetable fibres other than cotton, not coloured, nor further manufactured than dried, cleaned, cut to size, ground and sifted; oakum of flax, hemp, or jute; coir and coir yarn.	Free

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
Ex. 506	Allumettes en bois.....	10 p.c.
506c	Douves et fonçailles en bois, finies ou non finies, pour la fabrication de fûts ou de tonneaux étanches.....	En franchise
Ex. 507c	Contre-plaqué importé par les fabricants de bâtons de chasse et destiné à la fabrication de ces articles dans leurs propres fabriques.....	10 p.c.
Ex. 507c	Contre-plaqué en okoumé.....	10 p.c.
Ex. 511	Bâtons de golf et leurs pièces achevées.....	25 p.c.
Ex. 511	Raquettes et armatures de raquettes.....	30 p.c.
Ex. 511	Balles de golf.....	25 p.c.
Ex. 511	Balles de tennis.....	25 p.c.
Ex. 511	Balles de toutes sortes, n.d., pour sports, joutes ou athlétisme.....	25 p.c.
511c	Skis.....	20 p.c.
511d	Attaches de skis.....	20 p.c.
511e	Bâtons de skis.....	20 p.c.
515	Vitrines et montres de toutes sortes et leurs pièces métalliques.....	25 p.c.
519	Meubles en bois, en fer ou autre matière, de maisons, de bureaux, de cabinets ou de magasins, et leurs pièces, non compris les articles forgés, moulés et emboutis en métal, non ouvrés: (1) dont le bois constitue une partie importante.....	25 p.c.
519	Ex. (1) Meubles en rotin.....	25 p.c.
519a	(1) Treillis métalliques, portes et fenêtres en toile métallique.....	25 p.c.
	(2) Caisses enregistreuses.....	25 p.c.
	(3) Galeries de fenêtres et bâtons de galeries de toutes sortes.....	25 p.c.
	(4) Matelas en crin, à ressorts ou autres.....	25 p.c.
	(5) Tendeurs de rideaux.....	15 p.c.
	(6) Ressorts pour meubles.....	25 p.c.
	(7) Balayeuses mécaniques.....	25 p.c.
520	Ex. (1) Coton brut et linters non ouvrés après égrenage.....	En franchise
523e	Tissus pur coton à poil, n.d..... et, la livre	22½ p.c. 3½c.
529a	Dentelles et broderies entièrement en coton, non en couleur, importées pour servir aux fabricants exclusivement, dans la fabrication de vêtements à leurs propres fabriques.....	10 p.c.
Ex. 532	Napperons faits de tissus pur coton.....	22½ p.c.
532b	Tissus entièrement de coton, pour recouvrir les livres.....	25 p.c.
532d	Tissus pur coton, enduits ou imprégnés, n.d.....	25 p.c.
535	Herbes, plantes marines, mousses et fibres végétales autres que le coton, couleur nature, pas ouvrées au delà du séchage, nettoyage, coupage, broyage et tamisage; étoupe de lin, de chanvre ou de jute; caire et fil de caire.....	En franchise

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
Ex. 535	Manila fibre, not coloured, nor further manufactured than dried, cleaned, cut to size, ground and sifted.....	Free
Ex. 535	Sisal fibre, not coloured, nor further manufactured than dried, cleaned, cut to size, ground and sifted.....	Free
535a	Grasses, seaweed, mosses and vegetable fibres other than cotton, n.o.p.; bagasse of sugar cane, whether or not dried, cleaned, cut to size, ground or sifted.....	10 p.c.
536	Batts, batting and wadding of wool, cotton or other fibre, n.o.p.....	20 p.c.
Ex. 537 Ex. 537a	Hemp yarns, single or plied, for use in the manufacture of fishing twine or rope, not exceeding one and one-half inches in circumference, or for the construction or repair of fishing nets.....	Free
537e	Rovings, yarns and warps wholly of jute, including yarn twist, cords and twines generally used for packaging and other purposes, n.o.p...	25 p.c.
542a	Woven or braided fabrics not exceeding twelve inches in width, wholly or in part of vegetable fibres, n.o.p., not to contain silk, synthetic textile fibres or filaments, nor wool.....	25 p.c.
Ex. 547	Bags or sacks of jute.....	15 p.c.
Ex. 548	Doilies made from woven fabrics, composed wholly or in part of vegetable fibres but not containing wool, n.o.p.....	22½ p.c.
Ex. 548	Tablecloths, centre-pieces and doilies of Manila hemp and pineapple fibre.....	20 p.c.
549a	Wool, not further advanced than scoured, not including wool of the sheep of the type commonly known as karakul, when imported by carpet manufacturers for use exclusively in the manufacture of carpets, in their own factories.....	Free
549b	(1) Hair of the camel, alpaca, goat or other like animal.....	Free
551f	Sliver strands in warp form, wholly or in part of wool or hair, imported by manufacturers of braided mats and rugs, for use in the manufacture of such articles in their own factories.....	Free
552	Felt, pressed, of all kinds, in the web, not consisting of or in combination with any woven, knitted or other fabric or material..... and, per pound	17½ p.c. 12½ cts.
553	Blankets of any material, not to include automobile rugs, steamer rugs, or similar articles:— (3) Blankets, n.o.p..... and, per pound	25 p.c. 20 cts.
554d	Woven or braided fabrics not exceeding twelve inches in width, whether with cut pile or not, wholly or in part of wool, the hair of the camel, alpaca, goat or other like animal.....	30 p.c.
557	Silk cocoons; raw silk, not more advanced than singles, not to include material wholly or partially degummed; rags and waste wholly of silk or of synthetic textile fibres or filaments, unfit for use without further manufacture, not to include used garments nor waste portions of unused fabrics.....	Free

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
Ex. 535	Fibres de chanvre de Manille non colorées, ni plus ouvrées que séchées, nettoyées, coupées à la dimension, broyées et tamisées.....	En franchise
Ex. 535	Fibres de sisal, non colorées ni plus ouvrées que séchées, nettoyées, coupées à la dimension, broyées et tamisées.....	En franchise
535a	Herbes, plantes marines, mousses et fibres végétales autres que le coton, n.d.; bagasse de canne à sucre, séchée, nettoyée, coupée à la dimension, broyée ou tamisée, ou non.....	10 p.c.
536	Ouate et bourre de laine, de coton ou d'autres fibres, en masse ou en feuilles, n.d.....	20 p.c.
Ex. 537 Ex. 537a	Filés de chanvre simples ou retors, employés à la fabrication de ficelle ou de cordages pour la pêche, d'au plus un pouce et demi de circonférence, ou pour la fabrication ou la réparation de filets de pêche...	En franchise
537e	Mèches, filés de chaîne et de trame, entièrement de jute, y compris les retors, les cordes et les ficelles ordinairement utilisés pour l'emballage et autres fins, n.d.....	25 p.c.
542a	Étoffe tissée ou tressée, ne dépassant pas douze pouces de largeur, entièrement ou partiellement de fibres végétales, n.d., ne devant contenir ni soie, ni fibres ou filaments textiles synthétiques, ni laine..	25 p.c.
Ex. 547	Sacs de jute.....	15 p.c.
Ex. 548	Napperons faits de tissus composés entièrement ou partiellement de fibres végétales, mais ne contenant aucune laine, n.d.....	22½ p.c.
Ex. 548	Nappes, grands et petits napperons en fibre de chanvre de Manille ou d'ananas.....	20 p.c.
549a	Laine dont la préparation ne dépasse pas le dessuintage, à l'exclusion de la laine de mouton ou genre communément appelé caracul, importée par les fabricants de tapis et devant servir exclusivement à la fabrication de tapis dans leurs propres fabriques.....	En franchise
549b	(1) Poil de chameau, d'alpaca, de chèvre ou d'animaux semblables...	En franchise
551f	Rubans de carde bobinés, faits en tout ou en partie de laine ou de poil, importés par des fabricants de paillassons et de tapis tressés, et devant servir à la fabrication de ces articles dans leurs propres fabriques.....	En franchise
552	Feutre foulé, en pièce, de toute sorte, ne comprenant aucun tissu, aucun tricot, ni aucune autre matière tissée ou tricotée..... et, la livre	17½ p.c. 12½c.
553	Couvertures de toute matière, non compris les couvertures d'automobiles, les couvertures utilisées sur les paquebots, ni les articles similaires: (3) Couvertures, n.d..... et, la livre	25 p.c. 20c.
554d	Tissus ordinaires ou tissus tressés, ne dépassant pas douze pouces de largeur, à poil ou non, composés en tout ou en partie de laine, de poil de chameau, d'alpaca, de chèvre ou d'autre animal similaire.....	30 p.c.
557	Cocons de vers à soie; soie grège à un bout, non compris la matière totalement ou partiellement dégommée; chiffons et bourre de soie pure ou de fibres ou filaments textiles synthétiques, impropres à l'usage sans supplément de fabrication, à l'exclusion des vêtements usagés et des déchets et rognures de tissus neufs.....	En franchise

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
558b	Rovings, yarns and warps wholly of synthetic textile fibres or filaments, not more advanced than singles, not coloured, with not more than seven turns to the inch, under such regulations as the Minister may prescribe:— (a) Produced from cellulose acetate..... Provided that, in no case, shall the duty under the Most-Favoured-Nation Tariff be less than.....per pound (b) N.o.p..... Provided that, in no case, shall the duty under the Most-Favoured-Nation Tariff be less than.....per pound	22½ p.c. 22 cts. 22½ p.c. 22 cts.
558c	(i) Rovings, yarns and warps, wholly or in part of silk, n.o.p., including threads, cords or twist for sewing, embroidering or other purposes.....	20 p.c.
558d	Rovings, yarns and warps wholly or in part of synthetic textile fibres or filaments, n.o.p., including threads, cords or twist for sewing, embroidering or other purposes, not to contain silk; yarns or synthetic textile fibres or filaments wholly or partially covered with metallic strip, one pound of which shall contain not less than 10,000 yards; under such regulations as the Minister may prescribe:— (a) Produced wholly from cellulose acetate..... Provided that, in no case, shall the duty under the Most-Favoured-Nation Tariff be less than.....per pound (b) N.o.p..... Provided that, in no case, shall the duty under the Most-Favoured-Nation Tariff be less than.....per pound	22½ p.c. 22 cts. 22½ p.c. 22 cts.
560a	Woven fabrics wholly or in part of silk, not to contain wool, not including fabrics in chief part by weight of synthetic textile fibres or filaments, n.o.p..... and, per lineal yard	25 p.c. 5 cts.
561	Woven fabrics wholly or in part of synthetic textile fibres or filaments, not to contain wool, not including fabrics in chief part by weight of silk, n.o.p..... and, per pound	25 p.c. 30 cts.
561a	Fabrics, coated or impregnated, n.o.p.:— (ii) Composed wholly or in part of synthetic textile fibres or filaments, but not containing silk.....	35 p.c.
Ex. 567 Ex. 567a et al	Saris of any material, embroidered with gold or silver thread or with silk.....	22½ p.c.
568a	Socks and stockings:— (ii) N.o.p..... and, per dozen pairs	17½ p.c. 75 cts.
568b	(1) Gloves of kid, n.o.p.....	20 p.c.
569	Hats, hoods and shapes of fur felt or of wool-and-fur felt, under such regulations as the Minister may prescribe.....	22½ p.c.
569a	(4) Hats, n.o.p..... and, per dozen	25 p.c. \$1.00
570a	Ex. (1) Carpeting, rugs, stair pads, mats and matting of jute..... Ex. (1) Carpeting, rugs, mats and matting of Manila hemp fibre..... Ex. (1) Carpeting, rugs, stair pads, mats and matting of straw.....	17½ p.c. 17½ p.c. 17½ p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
558b	Mèches, filés de trame et de chaîne, entièrement de fibres ou filaments textiles synthétiques, non ouvrés plus qu'en brins simples, non colorés, comprenant au plus sept tours au pouce, conformément aux règlements que peut prescrire le Ministre:— a) Fabriquée avec de l'acétate de cellulose..... Toutefois le droit applicable à la nation la plus favorisée ne devra jamais être inférieur à.....la livre b) N.d..... Toutefois le droit applicable à la nation la plus favorisée ne devra jamais être inférieur à.....la livre	22½ p.c. 22c. 22½ p.c. 22c.
558c	(i) Mèches, filés de chaîne et de trame, en tout ou en partie de soie, n.d., y compris fils, cordes ou fils retors, à coudre, à broder ou pour d'autres usages.....	20 p.c.
558d	Mèches, filés de trame et de chaîne, entièrement ou en partie de fibres ou filaments textiles synthétiques, n.d., y compris les fils, les cordes ou les retors pour la couture, la broderie ou autres fins, ne devant pas contenir de soie; filés de fibres ou filaments textiles synthétiques, recouverts entièrement ou partiellement de lames métalliques, une livre de ces filés ne devant pas contenir moins de 10,000 verges (yards); conformément aux règlements que peut prescrire le Ministre: a) Fabriqués entièrement avec de l'acétate de cellulose..... Toutefois le droit applicable à la nation la plus favorisée ne devra jamais être inférieur à.....la livre b) N.d..... Toutefois le droit applicable à la nation la plus favorisée ne devra jamais être inférieur à.....la livre	22½ p.c. 22c. 22½ p.c. 22c.
560a	Tissus entièrement ou en partie de soie, ne contenant pas de laine, non compris les tissus dont la plus grande partie du poids est constituée par des fibres ou filaments textiles synthétiques, n.d..... et, la verge (yard) de longueur	25 p.c. 5c.
561	Tissus en tout ou en partie de fibres ou filaments textiles synthétiques, et ne contenant pas de laine, non compris les tissus dont la majeure partie du poids est constituée par la soie, n.d..... et, la livre	25 p.c. 30c.
561a	Tissus, enduits ou imprégnés, n.d.: (ii) Composés en tout ou en partie de fibres ou filaments textiles synthétiques, mais ne renfermant pas de soie.....	35 p.c.
Ex. 567 Ex. 567a et autres	Sarees en n'importe quel tissu, brodés avec du fil d'or ou d'argent ou avec de la soie.....	22½ p.c.
568a	Chaussettes et bas: (ii) N.d..... et, la douzaine de paires	17½ p.c. 75c.
568b	(1) Gants de chevreau, n.d.....	20 p.c.
569	Chapeaux, cloches et formes en feutre de poils ou en feutre de poils et de laine, selon les règlements que peut prescrire le Ministre.....	22½ p.c.
569a	(4) Chapeaux, n.d..... et, la douzaine	25 p.c. \$1
570a	Ex. (1) Tapis en pièces, tapis, coussinets d'escaliers, paillassons et nattes en jute.....	17½ p.c.
570a	Ex. (1) Tapis en pièces, tapis, paillassons et nattes en fibre de chanvre de Manille.....	17½ p.c.
570a	Ex. (1) Tapis en pièces, tapis, coussinets d'escaliers, paillassons et nattes en paille.....	17½ p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—*Continued*PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—*Continued*

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
571a	(1) Mats with cut pile, of cocoa fibre.....per square foot	2 $\frac{3}{4}$ cts.
	(2) Mats, n.o.p., rugs, carpeting and matting of cocoa fibre per square yard	7 cts.
572	Oriental and imitation Oriental rugs or carpets and carpeting, carpets and rugs, n.o.p..... and, per square foot	25 p.c. 5 cts.
Ex. 572	Carpets of Manila hemp and cocoa fibre.....	20 p.c.
586	Coal, anthracite, n.o.p.....	Free
587	Coke, n.o.p.....	Free
588c	Bituminous coal which enters into the cost of manufacture of synthetic rubber, when imported for use exclusively in the production of synthetic rubber.....	Free
588d	Coal, including screenings and coal dust of all kinds, imported to be converted into coke.....	Free
597a	(1) Musical instruments of all kinds, n.o.p.....	17 $\frac{1}{2}$ p.c.
597a	Ex. (1) Mouth organs.....	10 p.c.
	Ex. (2) Gramophone needles.....	15 p.c.
601	Fur skins of all kinds, not dressed in any manner.....	Free
608a	East India kip leather, not further finished than tanned.....	10 p.c.
608b	Sheepskin and goatskin leather, not further finished than tanned, when imported by tanners for processing in their own factories.....	10 p.c.
609	Belting of leather.....	20 p.c.
611a	Ex. (1) Boots, shoes and slippers of Manila hemp fibre with cork, Manila hemp fibre, leather or rubber soles.....	20 p.c.
611a	Ex. (1) Sandals, Oriental type, embroidered with gold or silver thread	25 p.c.
611a	(3) Boots, shoes and slippers of sisal with cork, sisal, leather or rubber soles.....	20 p.c.
612a	English type saddles.....	25 p.c.
613	Manufactures of leather, including manufactures of rawhides, n.o.p..	22 $\frac{1}{2}$ p.c.
615	Whips of all kinds, including thongs and lashes.....	22 $\frac{1}{2}$ p.c.
616	(1) Rubber, crude, caoutchouc or India-rubber, unmanufactured, n.o.p.....	5 p.c.
	(2) Powdered rubber and rubber or gutta percha waste or junk.....	Free
618a	Comb blanks of hard rubber, not further manufactured than pressed and vulcanized, when imported by manufacturers of hard rubber combs, for use exclusively in the manufacture of hard rubber combs, in their own factories.....	Free
618b	Tires of rubber for vehicles of all kinds, fitted or not.....	22 $\frac{1}{2}$ p.c.
619	Rubber or gutta percha hose, and cotton hose lined with rubber; rubber mats or matting and rubber packing.....	20 p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
571a	(1) Paillassons à poil, en fibre de coco.....le pied carré (2) Paillassons, n.d., tapis, tapis en pièces et nattes en fibre de coco..la verge (yard) carrée	2 $\frac{3}{4}$ c. 7c.
572	Tapis ou carpettes d'Orient ou leurs imitations, et tapis en pièces, tapis et carpettes, n.d.....et, le pied carré	25 p.c. 5c.
Ex. 572	Tapis en fibre de chanvre de Manille et de coco.....	20 p.c.
586	Anthracite, n.d.....	En franchise
587	Coke, n.d.....	En franchise
588c	Houille grasse, entrant dans le coût de fabrication du caoutchouc syn- thétique et importée pour servir exclusivement à la production du caoutchouc synthétique.....	En franchise
588d	Charbon, y compris les criblures et le poussier de toute sorte, importé pour être converti en coke.....	En franchise
597a	(1) Instruments de musique de toute sorte, n.d.....	17 $\frac{1}{2}$ p.c.
597a	Ex. (1) Harmonicas à bouche..... Ex. (2) Aiguilles de phonographe.....	10 p.c. 15 p.c.
601	Pelleteries de toute sorte, apprêtées d'aucune manière.....	En franchise
608a	Cuir de veau des Indes orientales, dont la préparation n'a pas dépassé le tannage.....	10 p.c.
608b	Cuir de peau de mouton ou de peau de chèvre, non autrement fini que tanné, lorsqu'il est importé par des tanneurs pour être traité dans leurs propres fabriques.....	10 p.c.
609	Courroies de transmission, en cuir.....	20 p.c.
611a	Ex. (1) Bottines, souliers et pantoufles en fibre de chanvre de Manille avec semelles en liège, en fibre de chanvre de Manille, en cuir ou en caoutchouc.....	20 p.c.
611a	Ex. (1) Sandales, genre oriental, brodées avec du fil d'or et d'argent..	25 p.c.
611a	(3) Bottines, souliers et pantoufles en sisal avec semelles en liège, sisal, cuir ou caoutchouc.....	20 p.c.
612a	Selles de modèle anglais.....	25 p.c.
613	Articles de cuir, y compris les articles de peaux crues, n.d.....	22 $\frac{1}{2}$ p.c.
615	Fouets de toutes sortes, y compris les lanières.....	22 $\frac{1}{2}$ p.c.
616	(1) Caoutchouc cru ou gomme élastique, non ouvrée, n.d..... (2) Caoutchouc en poudre et déchets de caoutchouc ou de gutta-percha	5 p.c. En franchise
618a	Ébauches de peignes en caoutchouc durci, non autrement ouvré que pressé et vulcanisé, lorsqu'elles sont importées par des fabricants de peignes en caoutchouc durci et doivent servir exclusivement à la fabrication de ces peignes en caoutchouc durci dans leurs propres fabriques.....	En franchise
618b	Bandages en caoutchouc pour voitures de toutes sortes, installés ou non.	22 $\frac{1}{2}$ p.c.
619	Boyaux en caoutchouc ou en gutta-percha et boyaux en coton doublés de caoutchouc; nattes ou paillassons en caoutchouc et garnitures en caoutchouc.....	20 p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—*Continued*PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—*Continued*

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
622	Trunks, valises, hat boxes, carpet bags, tool bags, and baskets of all kinds, n.o.p.....	22½ p.c.
623	Musical instrument cases and fancy cases or boxes of all kinds, portfolios and fancy writing desks, satchels, reticules, card cases, purses, pocketbooks, fly books and parts thereof.....	22½ p.c.
Ex. 623	Handbags of pineapple fibre, with or without lining.....	17½ p.c.
Ex. 624	Ornaments of amber.....	17½ p.c.
Ex. 624	Statues and statuettes of any material, n.o.p.....	17½ p.c.
624a	(3) Mechanical toys of metal.....	25 p.c.
647	Jewellery of any material, for the adornment of the person, n.o.p....	30 p.c.
648	Precious stones and imitations thereof, not mounted or set; and pearls and imitations thereof, pierced, split, strung or not, but not set or mounted.....	10 p.c.
655a	Lead pencils and crayons, n.o.p.....	27½ p.c.
655b	Crayons of chalk or chalk-like material, coloured or not.....	20 p.c.
656	(a) Tobacco pipes of all kinds.....	20 p.c.
	(c) Cases for cigar and cigarette holders, cigar and cigarette cases, smokers' sets and cases therefor, and tobacco pipe mounts.....	22½ p.c.
657	Mouthpieces in the rough, screws, aluminum pipe fittings, pipe bowls moulded from briarwood dust, bowls of wood not further processed than frazed, corn cobs and corn cob bowls not further processed than shaped, when imported by manufacturers of tobacco pipes for use in the manufacture of such pipes, in their own factories.....	Free
658a	Motion picture film, of 16 millimetre width and over, when imported by recognized processors of motion picture film having duly equipped laboratories for processing motion picture film in Canada, for the sole purpose of having reproductions made therefrom, and provided that the original is re-exported within six months from the date of importation, under such regulations as the Minister may prescribe..	Free
659	Photographic dry plates.....	22½ p.c.
663	Fertilizers, compounded or manufactured, n.o.p.....	5 p.c.
674	Ivory and ivory nuts, piano key ivories and veneers of ivory unmanufactured.....	Free
Ex. 682	Fish hooks, for deep-sea or lake fishing, not smaller in size than number 2·0, not to include fish hooks used for sportsmen's purposes..	Free
691	Communion sets of metal, glass, wood or other material; oil stocks; crosiers; benitiers; sprinklers; incensers; incense boats; baptismal shells or fonts; missels; scapulars; chapelets; rosaries; religious statues, statuettes, medals and crosses.....	Free
Ex. 624b		
Ex. 711	Higher fatty alcohols, unsulphated when imported by manufacturers of synthetic detergents for use exclusively in the manufacture of synthetic detergents in their own factories..... per gallon	½ ct.
Ex. 711	Dead burned dolomite.....	15 p.c.
Ex. 711	Manufactures of ivory, n.o.p.....	20 p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
622	Malles, valises, boîtes à chapeaux, sacs de voyage, sacs à outil et paniers de toute sorte, n.d.....	22½ p.c.
623	Boîtes d'instruments de musique et boîtes ou étuis de fantaisie de toute sorte, serviettes, secrétaires de fantaisie, sacoches, réticules, porte-cartes, bourses, portefeuilles, portefeuilles à mouches, et leurs pièces.....	22½ p.c.
Ex. 623	Sacs à main en fibre d'ananas, avec ou sans doublure.....	17½ p.c.
Ex. 624	Ornements d'ambre.....	17½ p.c.
Ex. 624	Statues et statuettes en n'importe quelle matière, n.d.....	17½ p.c.
624a	(3) Jouets mécaniques en métal.....	25 p.c.
647	Bijoux en n'importe quelle matière, pour la parure, n.d.....	30 p.c.
648	Pierres précieuses et leurs imitations, non montées, ni serties; et perles et leurs imitations, percées, fendues, enfilés ou non, mais non serties, ni montées.....	10 p.c.
655a	Crayons de plombagine et pastels, n.d.....	27½ p.c.
655b	Craie à écrire ou crayons de matière crayeuse, de couleur ou non.....	20 p.c.
656	a) Pipes de toutes sortes.....	20 p.c.
	c) Étuis à fume-cigares et fume-cigarettes, étuis à cigares et cigarettes, nécessaires de fumeurs et leurs étuis, et montures de pipes.....	22½ p.c.
657	Bouquins à l'état brut, vis, garnitures de pipes en aluminium, fourneaux de pipes en poudre de bruyère moulée, fourneaux en bois non travaillés après fraisage, épis de maïs et fourneaux en épis de maïs, non ouvrés au delà du profilage, importés par les fabricants de pipes pour servir à la fabrication de ces pipes dans leurs propres fabriques	En franchise
658a	Bandes de vues animées d'une largeur de 16 millimètres ou plus, importées par des éditeurs reconnus de bandes de vues animées, munis de laboratoires dûment outillés pour l'édition au Canada de bandes de vues animées, dans le seul but d'en obtenir des reproductions sous réserve que l'original soit réexporté dans les six mois de la date d'importation, conformément aux règlements que le Ministre peut établir.....	En franchise
659	Plaques sèches pour photographie.....	22½ p.c.
663	Engrais composés ou fabriqués, n.d.....	5 p.c.
674	Ivoire et corozzo, ivoire pour touches de piano, et feuilles de placage en ivoire, non ouvrés.....	En franchise
Ex. 682	Hameçons pour la pêche hauturière ou des lacs, de grosseur non moindre que le numéro 2·0, à l'exclusion des hameçons utilisés à des fins sportives.....	En franchise
691 Ex. 624b	Services de communion en métal, en verre, en bois ou autres matières; vases à huile; crosses; bénitiers et goupillons; encensoirs et navettes; coquilles ou fonts baptismaux; missels; scapulaires; chapelets; rosaires; statues; statuettes, médailles et croix religieuses.....	En franchise
Ex. 711	Alcools gras supérieurs, non sulfatés, importés par les fabricants de détergents synthétiques pour servir exclusivement à la fabrication de détergents synthétiques dans leurs propres fabriques...le gallon	⅓ c.
Ex. 711	Dolomite morte.....	15 p.c.
Ex. 711	Articles en ivoire, n.d.....	20 p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
Ex. 711	Ivory carvings.....	15 p.c.
Ex. 711	Lime.....	15 p.c.
Ex. 711	Marble, crushed and ground, including marble dust.....	Free
Ex. 711	Micronized talc, dolomite and mica.....	5 p.c.
Ex. 711	Peanut cake and peanut cake meal.....	5 p.c.
Ex. 711	Synthetic wax.....	15 p.c.
Ex. 711	Mono-glyceride emulsifiers.....	5 p.c.
Ex. 208t et al 712	Coal tar base or salt, for use in the manufacture of coal tar dyes.....	Free
723	Metallic elements and tungstic acid when imported by manufacturers for use only in their own factories in the manufacture of metal filaments for electric lamps.....	Free
729	Sodium hexametaphosphate when imported by tanners for use exclusively in the tanning of leather, in their own factories.....	Free
735	Crude glycerine, when imported by manufacturers for use only in their own factories in the manufacture of refined glycerine.....	Free
738	Ground coke, when imported by manufacturers of electric batteries for use only in their own factories in the manufacture of such bat-teries.....	Free
741	Wood handles, when imported by manufacturers of D shovel handles, for use only in the manufacture of such D shovel handles in their own factories.....	10 p.c.
743	Articles of chinaware, when imported to be mounted by manufacturers of silverware in their own factories.....	17½ p.c.
759	Glass plates or discs, rough cut or unwrought, for use in the manu-facture of optical instruments, when imported by manufacturers of such optical instruments.....	Free
771	Battery jars of glass and articles of hard rubber when imported by manufacturers for use only in their own factories in the manufacture of electric storage batteries.....	12½ p.c.
789	Wood shafts for handles of golf clubs not further manufactured than rough turned and wood golf heads not further manufactured than rough turned, when imported by the manufacturers of golf clubs and golf sticks for use only in the manufacture of golf clubs and golf sticks in their own factories.....	5 p.c.
800	Complete parts of cash registers, when imported by manufacturers of cash registers for use exclusively in the manufacture of such registers in their own factories.....	15 p.c.
808	Mixtures of methyl alcohol and other ingredients, when imported by tanners for use exclusively as a solvent for dyes for the dyeing of leather in their own factories.....per proof gallon	5 cts.
815	Hoop, band or strip, of steel of Bessemer quality, when imported by manufacturers of hinges, for use exclusively in the manufacture of hinges, in their own factories.....per ton	\$4.00

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
Ex. 711	Sculptures en ivoire.....	15 p.c.
Ex. 711	Chaux.....	15 p.c.
Ex. 711	Marbre broyé et moulu, y compris la poudre de marbre.....	En franchise
Ex. 711	Talc, dolomite et mica finement pulvérisés.....	5 p.c.
Ex. 711	Tourteaux d'arachides et farine de tourteaux d'arachides.....	5 p.c.
Ex. 711	Cire synthétique.....	15 p.c.
Ex. 711 Ex. 208t et autres 712	Émulsificateurs faits de monoglycérides.....	5 p.c.
723	Base ou sel de goudron, pour être employés dans la fabrication de teintures de goudron.....	En franchise
729	Éléments métalliques et acides tungstiques, importés par des fabricants pour être employés uniquement dans leurs propres fabriques à la fabrication de filaments de métal pour les lampes électriques..	En franchise
735	Hexamétaphosphate de sodium, importé pour les tanneurs pour servir exclusivement au tannage du cuir dans leurs propres fabriques.....	En franchise
738	Glycérine brute, importée par les fabricants pour être employée uniquement dans leurs propres fabriques à la fabrication de la glycérine raffinée.....	En franchise
741	Coke moulu, importé par les fabricants de piles électriques, pour être employé uniquement dans leurs propres fabriques à la fabrication de ces piles.....	En franchise
743	Manches en bois, importés par des fabricants de manches de pelles à poignées en D, pour être employés uniquement dans la fabrication de ces manches de pelles à poignées en D, dans leurs propres fabriques	10 p.c.
759	Articles en porcelaine, importés pour être montés par les fabricants d'argenterie dans leurs propres fabriques.....	17½ p.c.
771	Plaques ou disques de verre, bruts ou non ouvrés, pour la fabrication des instruments d'optiques, lorsqu'ils sont importés par les fabricants de ces instruments.....	En franchise
789	Bacs d'accumulateurs en verre et articles en caoutchouc durci, importés par des fabricants pour être employés dans leurs propres fabriques à la fabrication d'accumulateurs.....	12½ p.c.
800	Manches de crosses de golf en bois, non ouvrés après un tournage grossier, et spatules de bâtons de golf en bois, non ouvrés après un tournage grossier, importés par les fabricants de bâtons ou crosses de golf pour être employés uniquement dans la fabrication de bâtons ou crosses de golf dans leurs propres fabriques.....	5 p.c.
808	Pièces achevées de caisses enregistreuses, importées par les fabricants de caisses enregistreuses, pour être employées exclusivement dans la fabrication de ces caisses enregistreuses dans leurs propres fabriques.....	15 p.c.
815	Mélanges d'alcool méthylique et d'autres ingrédients, importés par des tanneurs pour être employés exclusivement comme solvants de teintures pour la teinture du cuir dans leurs propres fabriques..... le gallon d'esprit-preuve	5c.
	Feuillards, bandes ou rubans, en acier de la qualité Bessemer, lorsqu'ils sont importés par des fabricants de charnières pour servir exclusivement à la fabrication de charnières dans leurs propres fabriques	\$4 la tonne

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—*Continued*

PART I—MOST-FAVOURLED-NATION TARIFF—*Concluded*

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
819	Articles of iron, steel or nickel, or of which iron, steel or nickel are the component materials of chief value, of a class or kind not made in Canada, when imported by manufacturers of electric storage batteries for use exclusively in the manufacture of such storage batteries, in their own factories.....	10 p.c.
823 823a	(1) Metal alloy slugs, cast, with diamonds or diamond chips embedded therein, of any size or shape, in condition as from the mould.....	Free
	(2) Metal alloy strip or tubing, containing not less than 33½ p.c. by weight of nickel and 12 p.c. by weight of chromium, when for use in Canadian manufactures.....	Free
829	Tungsten carbide, encased in metal tubes, for use in Canadian manufactures.....	Free
840	Grog, produced by calcining fire clay, or in the form of calcined dobbies, fire brick, or other refractory shapes, which have been broken, crushed, or ground, screened to size or not, but not further manufactured when imported for use exclusively by manufacturers of refractory materials in the manufacture of such materials..per ton Provided, that in no case shall the duty exceed.....	\$1.00 20 p.c.
844	Woven fabrics, open mesh, wholly or in chief part by weight of cotton, imported by manufacturers of bags for use exclusively in the manufacture of fruit and vegetable bags in their own factories.....	Free
857	Acetylsulphamerazine, acetylsulphadiazine, acetylsulphathiazole and acetyl sulpha methyl thiodiazole imported by manufacturers of sulpha drugs for use exclusively in the manufacture of sulpha drugs in their own factories.....	Free
858	Smelter refinery or rolling mill residue or revert (not being scrap metal) imported by Canadian refiners or smelters for recovery of the metal content.....	Free
859	Blanks or shapes of uncoloured clear glass when imported for use in the manufacture of silvered, coloured or decorated Christmas tree ornaments.....	Free
861	Woven fabrics, wholly or in part of asbestos, when imported by manufacturers of clutch facings and brake linings for use exclusively in the manufacture of such goods in their own factories.....	12½ p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*PREMIÈRE PARTIE—TARIF DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE—*Fin*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
819	Articles en fer, acier ou nickel ou dont le fer, l'acier ou le nickel sont les matières constituant de principale valeur, d'une catégorie ou espèce non fabriquée au Canada, lorsqu'ils sont importés par des fabricants d'accumulateurs pour servir exclusivement dans la fabrication de ces accumulateurs dans leurs propres fabriques.....	10 p.c.
823 823a	(1) Lingots en alliage métallique fondu, avec diamants ou parcelles de diamants y incorporés, de toutes dimensions ou formes, dans l'état où ils se trouvent à la sortie du moule.....	En franchise
	(2) Bandes ou tubes en alliage métallique, contenant au moins 33 $\frac{1}{3}$ % au poids de nickel et 12% au poids de chrome, lorsqu'ils doivent entrer dans des produits canadiens.....	En franchise
829	Carbure de tungstène, enfermé dans des tubes métalliques, et devant entrer dans des produits canadiens.....	En franchise
840	Chamotte, produite par la calcination de l'argile réfractaire, ou sous forme de «dobbies» calcinés, de briques ou d'autres formes réfractaires, qui ont été brisés, broyés ou moulus, criblés ou non, mais non ouvrés davantage, lorsqu'elle est importée pour l'usage exclusif des fabricants de matières réfractaires dans la fabrication de ces matières..... la tonne	\$1 20 p.c.
844	Tissus ordinaires en treillis, dont le coton constitue la totalité ou la plus grande partie du poids et qui sont importés par les fabricants de sacs pour servir exclusivement à la fabrication de sacs à fruits et à légumes dans leurs propres fabriques.....	En franchise
857	Acétylsulfamérazine, acétylsulfadiazine, acétylsulfathiazole et acétylsulfaméthylthiodiazole, importés par les fabricants de sulfamides pour servir exclusivement à la fabrication de sulfamides dans leurs propres fabriques.....	En franchise
858	Résidus ou déchets de transformation d'usine métallurgique ou de laminerie (ce qui ne comprend pas les débris métalliques), importés par des affineurs ou métallurgistes canadiens pour la récupération de la teneur en métal.....	En franchise
859	Ébauches ou profilés de verre non coloré et transparent, importés pour la fabrication d'ornements d'arbres de Noël, argentés, colorés ou décorés.....	En franchise
861	Tissus entièrement ou partiellement en amiante, importés par des fabricants de garnitures d'embrayage et de garnitures de freins pour servir uniquement à la fabrication de ces articles dans leurs propres fabriques.....	12 $\frac{1}{2}$ p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART II—PREFERENTIAL TARIFF

(This Schedule is authentic only in the English and French languages.)

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
18a	Peanut butter.....per pound	3 cts.
23	Preparations of cocoa or chocolate, n.o.p., and confectionery, coated with or containing chocolate.....	10 p.c.
69a	Cattle food containing molasses.....	5 p.c.
72e	Bent grass seed, not to include red-top grass seed.....	7½ p.c.
90b	Vegetables, pickled or preserved in salt, brine, oil or in any other manner, n.o.p.....	12½ p.c.
Ex. 90d	Pâtés de foie with truffles.....	Free
105f	Jellies, jams, marmalades, preserves, fruit butters and condensed mincemeats.....per pound	1¼ cts.
133	All other articles the produce of the fisheries, n.o.p.....	12½ p.c.
141	Sugar candy and confectionery, n.o.p., including sweetened gums, candied popcorn, candied nuts, flavouring powders, custard powders, jelly powders, sweetmeats, sweetened breads, cakes, pies, puddings and all other confections containing sugar.....	12½ p.c.
Ex. 141	Chestnut cream or paste, sweetened or not sweetened.....	Free
142	Tobacco, unmanufactured, for excise purposes under conditions of the Excise Act, subject to such regulations as may be prescribed by the Minister:— (a) Of the type commonly known as Turkish:— (i) Unstemmed.....per pound Provided that the duty under this Item shall be levied on the basis of “Standard leaf tobacco” consisting of ten percentum of water and ninety per centum of solid matter.	12½ cts.
153a	Grapejuice in containers of more than one gallon capacity each:— Testing not more than 1·074 specific gravity at 60 degrees temperature.....per gallon And in addition thereto, for each increment of 0·01 in specific gravity above 1·074.....	15 cts. 3½ cts.
160	Alcoholic perfumes:— (b) When in bottles, flasks or other packages, containing more than four ounces each.....per gallon	\$4·00
161	Perfumed spirits, bay rum, cologne and lavender waters, lotions, hair, tooth and skin washes, and other toilet preparations containing spirits of any kind:— (a) When in bottles or flasks containing not more than four ounces each..... (b) When in bottles, flasks or other packages, containing more than four ounces each:— (1) Valued at not more than \$8.00 per gallon.....per gallon (2) Valued at more than \$8.00 per gallon.....per gallon	20 p.c. \$2.00 \$3.00
Ex. 166	Acetone.....	5 p.c.
198c	Tape or wire, coated or not, for use exclusively in the recording and reproduction of sound:—	
Ex. 198	(1) Of iron or steel.....	10 p.c.
Ex. 401(g) et al	(2) N.o.p.....	5 p.c.
Ex. 199	Matches of paper.....	7½ p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*

DEUXIÈME PARTIE—PRÉFÉRENTIEL BRITANNIQUE

(*Seuls les textes anglais et français de la présente liste font foi*)

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
18a	Beurre d'arachides.....la livre	3c.
23	Préparations de cacao ou de chocolat, n.d., et confiseries recouvertes de chocolat ou en contenant.....	10 p.c.
69a	Nourriture pour bestiaux, contenant de la mélasse.....	5 p.c.
72e	Graine d'agrostide, sauf la graine d'agrostide commune (agrostis stolonifera major).....	7½ p.c.
90b	Légumes marinés ou conservés dans le sel, la saumure, l'huile ou de toute autre manière, n.d.....	12½ p.c.
Ex. 90d	Pâtés de foie avec truffes.....	En franchise
105f	Gelées, confitures, marmelades, pâtes de fruits, et mincemeats condensés.....la livre	1¼c.
133	Tous autres produits des pêcheries, n.d.....	12½ p.c.
141	Sucre candi et confiseries, n.d., y compris les gommes sucrées, le maïs grillé, éclaté et glacé, les noix glacées, les poudres aromatiques, les poudres à crèmes, les poudres à gelées, les sucreries, les pains sucrés, les gâteaux, les tartes, les poudings et toutes autres confiseries contenant du sucre.....	12½ p.c.
Ex. 141	Crème ou pâte de marrons, sucrées ou non.....	En franchise
142	Tabac non manufacturé, pour l'accise dans les conditions établies par la Loi de l'Accise, sous réserve des règlements que pourra édicter le Ministre: a) du type ordinairement dénommé tabac turc: (i) Non écôté.....la livre Toutefois, le droit prévu par ce numéro sera prélevé sur le pied du "tabac en feuilles régulier", c'est-à-dire contenant 10 p. 100 d'eau et 90 p. 100 de matière solide.	12c.
153a	Jus de raisin en récipients d'une contenance de plus d'un gallon chacun: Ayant une densité d'au plus 1.074 à une température de 60 degrés le gallon Et, en outre, pour chaque 0.01 d'augmentation de la densité de 1.074	15c. 3c.
160	Parfums à l'alcool: b) En bouteilles, flacons ou autres récipients contenant plus de quatre onces chacun.....le gallon	\$4
161	Alcool parfumé, tafia de laurier, eau de Cologne et de lavande, lotions, shampooings, dentifrices et eaux philodermiques et autres préparations de toilette renfermant de l'alcool de toute sorte: a) En bouteilles ou flacons ne contenant pas plus de quatre onces chacun..... b) En bouteilles, flacons ou autres récipients contenant plus de quatre onces chacun: (1) Évalués à \$8 le gallon, au plus.....le gallon (2) Évalués à plus de \$8 le gallon.....le gallon	20 p.c. \$2 \$3
Ex. 166	Acétone.....	5 p.c.
198c	Ruban ou fil, recouvert ou non, employé exclusivement à l'enregistrement et à la reproduction du son:	
Ex. 198	(1) En fer ou en acier.....	10 p.c.
Ex. 401(g) et autres	(2) N.d.....	5 p.c.
Ex. 199	Allumettes en papier.....	7½ p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—*Continued*PART II—PREFERENTIAL TARIFF—*Continued*

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
220a	Ex. (i) Chemical preparations, dry, compounded of more than one substance when imported by manufacturers of fluorescent lamps for use exclusively in coating the inside of fluorescent lamps in their own factories.....	Free
232c	Gelatine, edible.....	7½ p.c.
284c	Earthenware tiles, n.o.p.....	12½ p.c.
289	Baths, bathtubs, basins, closets, closet seats and covers, closet tanks, lavatories, urinals, sinks and laundry tubs of earthenware, stone, cement, clay or other material, n.o.p.....	12½ p.c.
361	Gold and silver leaf; Dutch or schlag metal leaf; brocade and bronze powders.....	12½ p.c.
362b	Toilet articles of all kinds, including atomizers, brushes, buffers, button hooks, combs, cuticle knives, hair receivers, hand-mirrors, jewel boxes, manicure scissors, nail files, perfume bottles, puff jars, shoe horns, trays and tweezers, of which the manufactured component material of chief value is sterling silver.....	15 p.c.
388d	Iron or steel angles, beams, channels, columns, girders, joists, piling, tees, zeos, and other shapes or sections, punched, drilled or further manufactured than hot rolled or cast, n.o.p.....	17½ p.c.
Ex. 402a	Woven or welded wire fencing, of iron or steel, coated or not, n.o.p. . .	12½ p.c.
Ex. 410L Ex. 427 Ex. 711	Inserts of tungsten carbide to be brazed to rock drills, when imported by manufacturers for use only in their own factories in the manufacture of hard metal-tipped rock drills.....	5 p.c.
415a	Refrigerators, domestic or store, completely equipped or not:— (i) Electric..... (ii) Other than electric.....	17½ p.c. 17½ p.c.
429 Ex. 357	Cutlery of iron or steel, plated or not:— Ex. (a) Knife blades or blanks, and table forks of German silver or of iron or steel, in the rough, not handled, ground nor otherwise manufactured; spoon blanks of German silver or of iron or steel, not further manufactured than stamped to shape.	Free
Ex. 431b Ex. 446a	Web saws and parts thereof.....	7½ p.c.
434d	Rolled steel wheels in one piece in the rough, not drilled or machined in any manner, for railway vehicles, including locomotives and tenders, when imported for use in the manufacture of steel wheels for use on railway rolling stock.....	Free
444	Gas meters, and complete parts thereof.....	12½ p.c.
Ex. 506	Matches of wood.....	7½ p.c.
Ex. 511	Golf clubs and finished parts thereof.....	17½ p.c.
Ex. 511	Racquets and racquet frames.....	20 p.c.
Ex. 511	Golf balls.....	15 p.c.
Ex. 511	Tennis balls.....	15 p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*DEUXIÈME PARTIE—PRÉFÉRENTIEL BRITANNIQUE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
220a	Ex. (i) Préparations chimiques, sèches, composées de plus d'une substance, lorsqu'elles sont importées par des fabricants de lampes fluorescentes pour servir exclusivement à couvrir la paroi intérieure des lampes fluorescentes dans leurs propres fabriques.....	En franchise
232c	Gélatine comestible.....	7½ p.c.
284c	Tuiles en terre cuite, n.d.....	12½ p.c.
289	Baignoires, cuvettes, water-closets, sièges et couvercles de water-closets, réservoirs de water-closets, lavabos, urinoirs, éviers et cuves à lessive, en terre cuite, grès, ciment, argile ou autre matière, n.d.....	12½ p.c.
361	Or et argent en feuilles; tombac en feuilles ou clinquant; bronze en poudre.....	12½ p.c.
362b	Articles de toilettes de toutes sortes, y compris les vaporisateurs, les brosses, les polissoirs, les tire-boutons, les peignes, les gratte-ongles, les réceptacles à cheveux, les miroirs à main, les écrins, les ciseaux de manucure, les limes à ongles, les bouteilles à parfum, les boîtes à houppes, les chausse-pieds, les plateaux et les pinces, dont la partie composante fabriquée de principale valeur est le sterling.....	15 p.c.
388d	Cornières, poutres, pièces en U, colonnes, solives, chevrons, pilots, tés, Z, et autres formes ou profilés en fer ou en acier, poinçonnés, perforés, ou plus ouvrés que laminés à chaud ou fondus, n.d.....	17½ p.c.
Ex. 402a	Clôture en toile métallique ou en fil métallique soudé, de fer ou d'acier, recouverte ou non, n.d.....	12½ p.c.
Ex. 410L Ex. 427 Ex. 711	Pièces de carbure de tungstène à unir aux forets par brasure, lorsqu'elles sont importées par des fabricants pour servir seulement dans leurs propres fabriques à la fabrication de forets à bout en métal dur.....	5 p.c.
415a	Glacières, pour habitations ou magasins, munies ou non de tous leurs accessoires: (i) Électriques..... (ii) Autres qu'électriques.....	17½ p.c. 17½ p.c.
429 Ex. 357	Coutellerie de fer ou d'acier, plaquée ou non: Ex. a) Lames ou ébauches de couteaux, et fourchettes de table en maillechort, ou en fer, ou en acier, à l'état brut, non emmanchées, ni meulées ni autrement ouvrees; ébauches de cuillers en maillechort, ou en fer, ou en acier, non plus ouvrees que formées par l'emboutissage.....	En franchise
Ex. 431b Ex. 446a	Scies à châssis et leurs pièces.....	7½ p.c.
434d	Roues d'acier laminé, en une seule pièce, à l'état brut, non percées, ni usinées d'aucune façon, pour les véhicules de chemins de fer, y compris les locomotives et les tenders, et importées pour servir à la fabrication de roues d'acier pour le matériel roulant des chemins de fer.....	En franchise
444	Compteurs à gaz et leurs pièces achevées.....	12½ p.c.
Ex. 506	Allumettes en bois.....	7½ p.c.
Ex. 511	Bâtons de golf et leurs pièces achevées.....	17½ p.c.
Ex. 511	Raquettes et armatures de raquettes.....	20 p.c.
Ex. 511	Balles de golf.....	15 p.c.
Ex. 511	Balles de tennis.....	15 p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—Continued

PART II—PREFERENTIAL TARIFF—Continued

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
Ex. 511	Balls of all kinds, n.o.p., for use in sports, games or athletics.....	20 p.c.
532b	Woven fabric, wholly of cotton, for covering books.....	12½ p.c.
532d	Fabrics wholly of cotton, coated or impregnated, n.o.p.....	20 p.c.
537e	Rovings, yarns and warps wholly of jute, including yarn twist, cords and twines generally used for packaging and other purposes, n.o.p...	20 p.c.
542a	Woven or braided fabrics not exceeding twelve inches in width, wholly or in part of vegetable fibres, n.o.p., not to contain silk, synthetic textile fibres or filaments, nor wool.....	20 p.c.
Ex. 547	Bags or sacks of jute.....	12½ p.c.
552	Felt, pressed, of all kinds, in the web, not consisting of or in combination with any woven, knitted or other fabric or material.....	12½ p.c.
554d	Woven or braided fabrics not exceeding twelve inches in width, whether with cut pile or not, wholly or in part of wool, the hair of the camel, alpaca, goat or other like animal.....	22½ p.c.
558c	(i) Rovings, yarns and warps, wholly or in part of silk, n.o.p., including threads, cords or twist for sewing, embroidering or other purposes..	12½ p.c.
560a	Woven fabrics wholly or in part of silk, not to contain wool, not including fabrics in chief part by weight of synthetic textile fibres or filaments, n.o.p.....	17½ p.c.
Ex. 567 Ex. 567a et al	Saris of any material, embroidered with gold or silver thread or with silk.....	20 p.c.
568a	Socks and stockings:— (ii) N.o.p.....	17½ p.c.
568b	(1) Gloves of kid, n.o.p.....	17½ p.c.
569a	(4) Hats, n.o.p..... and, per dozen	20 p.c. 75 cts.
570a	Ex. (1) Carpeting, rugs, stair pads, mats and matting of jute.....	12½ p.c.
	Ex. (1) Carpeting, rugs, mats and matting of Manila hemp fibre.....	12½ p.c.
	Ex. (1) Carpeting, rugs, stair pads, mats and matting of straw.....	12½ p.c.
571a	(1) Mats with cut pile, of cocoa fibre.....per square foot (2) Mats, n.o.p., rugs, carpeting and matting of cocoa fibre..... per square yard	2 cts. 6¼ cts.
572	Oriental and imitation Oriental rugs or carpets and carpeting, carpets and rugs, n.o.p.....	25 p.c.
Ex. 572	Carpets of Manila hemp and cocoa fibre.....	17½ p.c.
597a	Ex. (1) Mouth organs..... Ex. (2) Gramophone needles.....	7½ p.c. 10 p.c.
609	Belting, of leather.....	7½ p.c.
611a	Ex. (1) Boots, shoes and slippers of Manila hemp fibre with cork, Manila hemp fibre, leather or rubber soles.....	15 p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*

DEUXIÈME PARTIE—PRÉFÉRENTIEL BRITANNIQUE—*Suite*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
Ex. 511	Balles de toutes sortes, n.d., pour sports, joutes ou athlétisme.....	20 p.c.
532b	Tissus entièrement de coton, pour recouvrir les livres.....	12½ p.c.
532d	Tissus pur coton, enduits ou imprégnés, n.d.....	20 p.c.
537e	Mèches, filés de chaîne et de trame, entièrement de jute, y compris les retors, les cordes et les ficelles ordinairement utilisés pour l'empaquetage et autres fins, n.d.....	20 p.c.
542a	Étoffe tissée ou tressée, ne dépassant pas douze pouces de largeur, entièrement ou partiellement de fibres végétales, n.d., ne devant contenir ni soie, ni fibres ou filaments textiles synthétiques, ni laine..	20 p.c.
Ex. 547	Sacs de jute.....	12½ p.c.
552	Feutre foulé, en pièce, de toute sorte, ne comprenant aucun tissu, aucun tricot, ni aucune autre matière tissée ou tricotée.....	12½ p.c.
554d	Tissus ordinaires ou tissus tressés, ne dépassant pas douze pouces de largeur, à poil ou non, composés en tout ou en partie de laine, de poil de chameau, d'alpaca, de chèvre ou d'autre animal similaire...	22½ p.c.
558c	(i) Mèches, filés de chaîne et de trame, en tout ou en partie de soie, n.d., y compris fils, cordes ou fils retors à coudre, à broder ou pour d'autres usages.....	12½ p.c.
560a	Tissus entièrement ou en partie de soie, ne contenant pas de laine, non compris les tissus dont la plus grande partie du poids est constituée par des fibres ou filaments textiles synthétiques, n.d.....	17½ p.c.
Ex. 567 Ex. 567a et autres	Sarees en n'importe quel tissu, brodés avec du fil d'or ou d'argent ou avec de la soie.....	20 p.c.
568a	Chaussettes et bas: (ii) N.d.....	17½ p.c.
568b	(1) Gants de chevreau, n.d.....	17½ p.c.
569a	(4) Chapeaux, n.d..... et, la douzaine	20 p.c. 75c.
570a	Ex. (1) Tapis en pièces, tapis, coussinets d'escaliers, paillassons et nattes en jute..... Ex. (1) Tapis en pièces, tapis, paillassons et nattes en fibre de chanvre de Manille..... Ex. (1) Tapis en pièces, tapis, coussinets d'escaliers, paillassons et nattes en paille.....	12½ p.c. 12½ p.c. 12½ p.c.
571a	(1) Paillassons à poil, en fibre de coco.....le pied carré (2) Paillassons, n.d., carpettes, tapis en pièces et nattes en fibre de coco.....la verge (yard) carrée..	2c. 6¼c.
572	Tapis ou carpettes d'Orient ou leurs imitations, et tapis en pièces, tapis et carpettes, n.d.....	25 p.c.
Ex. 572	Tapis en fibre de chanvre de Manille et de coco.....	17½ p.c.
597a	Ex. (1) Harmonicas à bouche..... Ex (2) Aiguilles de phonographe.....	7½ p.c. 10 p.c.
609	Courroies de transmission, en cuir.....	7½ p.c.
611a	Ex. (1) Bottines, souliers et pantoufles en fibre de chanvre de Manille avec semelles en liège, en fibre de chanvre de Manille, en cuir ou en caoutchouc.....	15 p.c.

ANNEX A

SCHEDULE V—CANADA—*Continued*

PART II—PREFERENTIAL TARIFF—*Concluded*

Tariff Item Number	Description of Products	Rate of Duty
611a	Ex. (1) Sandals, Oriental type, embroidered with gold or silver thread.	17½ p.c.
611a	(3) Boots, shoes and slippers of sisal with cork, sisal, leather or rubber soles.....	15 p.c.
615	Whips of all kinds, including thongs and lashes.....	17½ p.c.
618b	Tires of rubber for vehicles of all kinds, fitted or not.....	20 p.c.
619	Rubber or gutta percha hose, and cotton hose lined with rubber; rubber mats or matting and rubber packing.....	17½ p.c.
Ex. 623	Handbags of pineapple fibre, with or without lining.....	7½ p.c.
Ex. 624	Ornaments of amber.....	17½ p.c.
Ex. 624	Statues and statuettes of any material, n.o.p.....	17½ p.c.
624a	(3) Mechanical toys of metal.....	5 p.c.
647	Jewellery of any material, for the adornment of the person, n.o.p.	20 p.c.
656	(a) Tobacco pipes of all kinds.....	15 p.c.
659	Photographic dry plates.....	12½ p.c.
Ex. 711	Ivory carvings.....	10 p.c.
Ex. 711	Micronized talc, dolomite and mica.....	Free
Ex. 711	Peanut cake and peanut cake meal.....	Free
Ex. 711 Ex. 208t <i>et al</i>	Mono-glyceride emulsifiers.....	Free
743	Articles of chinaware, when imported to be mounted by manufacturers of silverware in their own factories.....	12½ p.c.

ANNEXE A

LISTE V—CANADA—*Suite*DEUXIÈME PARTIE—PRÉFÉRENTIEL BRITANNIQUE—*Fin*

Position du tarif	Désignation des produits	Taux des droits
611a	Ex. (1) Sandales, genre oriental, brodées avec du fil d'or et d'argent. . . .	17½ p.c.
611a	(3) Bottines, souliers et pantoufles en sisal avec semelles en liège, sisal, cuir ou caoutchouc.	15 p.c.
615	Fouets de toutes sortes, y compris les lanières.	17½ p.c.
618b	Bandages en caoutchouc pour voitures de toutes sortes, installés ou non.	20 p.c.
619	Boyaux en caoutchouc ou en gutta-percha et boyaux en coton doublés de caoutchouc; nattes ou paillassons en caoutchouc et garnitures en caoutchouc.	17½ p.c.
Ex. 623	Sacs à main en fibre d'ananas, avec ou sans doublure.	7½ p.c.
Ex. 624	Ornements d'ambre.	17½ p.c.
Ex. 624	Statues et statuettes en n'importe quelle matière, n.d.	17½ p.c.
624a	(3) Jouets mécaniques en métal.	5 p.c.
647	Bijoux en n'importe quelle matière, pour la parure, n.d.	20 p.c.
656	a) Pipes de toutes sortes.	15 p.c.
659	Plaques sèches pour photographie.	12½ p.c.
Ex. 711	Sculptures en ivoire.	10 p.c.
Ex. 711	Talc, dolomite et mica finement pulvérisés.	En franchise
Ex. 711	Tourteaux d'arachides et farine de tourteaux d'arachides.	En franchise
Ex. 711 Ex. 208 et autres	Emulsificateurs faits de monoglycérides.	En franchise
743	Articles en porcelaine, importés pour être montés par les fabricants d'argenterie dans leurs propres fabriques.	12½ p.c.



v. Doc

7



CANADA

TREATY SERIES

1951 No. 7

RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEAIE
-51707

HEADQUARTERS OF ICAO

Agreement between
Canada and ICAO

Signed at Montreal on April 14, 1951

In Force May 1, 1951

SIÈGE DE L'OACI

Accord entre
le Canada et l'OACI

Signé à Montréal le 14 avril 1951

En vigueur le 1^{er} mai 1951





CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 7 RECUEIL DES TRAITÉS

HEADQUARTERS OF ICAO

Agreement between
Canada and ICAO

Signed at Montreal on April 14, 1951

In Force May 1, 1951

SIÈGE DE L'OACI

Accord entre
le Canada et l'OACI

Signé à Montréal le 14 avril 1951

En vigueur le 1^{er} mai 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Controller of Stationery | Imprimeur de la Reine et
Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1952

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
Text of the Agreement.....	4
Exchange of Notes relating to the Agreement.....	24

SOMMAIRE

	PAGE
Texte de l'Accord.....	5
Échange des Notes touchant l'Accord.....	25

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION REGARDING THE HEAD-QUARTERS OF THE INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION.

The Government of Canada and The International Civil Aviation Organization

Desiring to conclude an Agreement on privileges, immunities and facilities by reason of the location in the territory of Canada of the Headquarters of the International Civil Aviation Organization,

Have appointed as their Representatives for this purpose:

The Government of Canada:

Lester Bowles PEARSON, Secretary of State for External Affairs
and

The International Civil Aviation Organization:

Edward WARNER, President of the Council of the Organization

Who have agreed as follows:

ARTICLE I

Definitions

Section 1

In this Agreement:

- (a) The expression "Organization" means the International Civil Aviation Organization, set up under Article 43 of the Convention on International Civil Aviation, signed at Chicago on December 7, 1944;
- (b) The expression "headquarters premises" means any building or part of a building occupied permanently or temporarily by any unit of the Organization or by meetings convened in Canada by the Organization, including the offices occupied by resident Representatives of Member States;
- (c) For the purpose of Article II of this Agreement, the word "assets" shall also include funds administered by the Organization in furtherance of its constitutional functions;
- (d) The expression "Convention" means the General Convention on Privileges and Immunities of the United Nations, as acceded to by Canada;
- (e) The expression "Member States" means the States which are parties to the Convention on International Civil Aviation;
- (f) The expression "Representatives of Members" means representatives of States that are members of the International Civil Aviation Organization and shall be deemed to include all delegates, deputy delegates, advisers, technical experts and secretaries of delegations, which secretaries include the equivalent of third secretaries of diplomatic missions but not the clerical staff;
- (g) The expression "Senior Official" shall be deemed to include the following officials of the Organization:
 - (i) The President of the Council;
 - (ii) The Secretary-General;
 - (iii) The Deputy Secretary-General;
 - (iv) The Assistant Secretaries-General.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE RELATIF AU SIÈGE DE L'ORGANI- SATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Le gouvernement du Canada et l'Organisation de l'Aviation civile internationale

Désireux de conclure un accord relatif aux privilèges, immunités et facilités, par suite de l'établissement en territoire canadien du siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale,

Ont désigné pour les représenter à cette fin:

Le Gouvernement du Canada:

Lester Bowles PEARSON, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
et

l'Organisation de l'Aviation civile internationale:

Edward WARNER, Président du Conseil de l'Organisation,

Qui sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE PREMIER

Définitions

Section 1

Dans le présent Accord,

- a) le terme "Organisation" signifie l'Organisation de l'Aviation civile internationale instituée en vertu de l'Article 43 de la Convention relative à l'Aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944;
- b) l'expression "locaux du siège" signifie tout bâtiment ou partie de bâtiment occupé de façon permanente ou temporaire par l'un des services de l'Organisation ou par les personnes qui assistent aux réunions convoquées par elle au Canada, y compris les bureaux occupés par les Représentants permanents des États Membres;
- c) aux fins de l'Article II du présent Accord, le terme "avoirs" s'applique également aux fonds administrés par l'Organisation dans l'exercice de ses attributions organiques;
- d) le terme "Convention" désigne la Convention générale sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies à laquelle le Canada a adhéré;
- e) l'expression "États Membres" désigne les États qui sont parties à la Convention relative à l'Aviation civile internationale;
- f) l'expression "Représentants des Membres" désigne les représentants des États qui sont membres de l'Organisation de l'Aviation civile internationale et sera considérée comme comprenant tous les délégués, délégués adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégations, lesquels secrétaires comprennent ceux d'un rang équivalent à celui de troisième secrétaire de mission diplomatique, mais non le personnel de bureau;
- g) l'expression "fonctionnaires supérieurs" sera considérée comme comprenant les fonctionnaires suivants de l'Organisation:
 - (i) le Président du Conseil,
 - (ii) le Secrétaire général,
 - (iii) le Sous-Secrétaire général,
 - (iv) les Secrétaires généraux adjoints.

ARTICLE II

*The Organization**Section 2*

The Organization shall possess juridical personality. It shall have the legal capacities of a body corporate, including the capacity:

- (a) to contract;
- (b) to acquire and dispose of immovable and movable property; and
- (c) to institute legal proceedings.

Section 3

The Organization, its property and its assets, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy the same immunity from suit and every form of judicial process as is enjoyed by foreign governments, except to the extent that the Organization may expressly waive this immunity for the purpose of any proceedings or by the terms of any contract. It is, however, understood that no waiver of immunity shall extend to any measure of execution.

Section 4

(1) The headquarters premises of the Organization shall be inviolable.

(2) The property and assets of the Organization, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation and any other form of interference, whether by executive, administrative, judicial or legislative action, except with the consent of and under the conditions agreed to by the Secretary-General of the Organization. This section shall not prevent the reasonable application of fire protection regulations.

(3) The Organization shall, however, prevent the headquarters premises from becoming a refuge either for persons who are avoiding arrest or for persons who are endeavouring to avoid service or execution of legal process.

Section 5

The archives of the Organization, and in general all documents belonging to it or held by it, shall be inviolable wherever located.

Section 6

The Organization, its assets, income and property, owned or occupied in Canada, shall be:

- (a) exempt from all direct taxes; it is understood, however, that the Organization will not claim exemption from taxes which are, in fact, no more than charges for public utility services;
- (b) exempt from customs duties and prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of articles imported or exported by the Organization for its official use; it is understood, however, that articles imported under such exemption will not be sold in Canada except under conditions agreed with the Government of Canada;
- (c) exempt from any prohibition or restriction on import, export or sale of its publications and exempt from customs duties and excise taxes in respect thereof.

ARTICLE II

*L'Organisation**Section 2*

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a les capacités d'une personne morale, y compris celles:

- a) de contracter;
- b) d'acquérir des biens immobiliers et mobiliers et d'en disposer; et
- c) d'ester en justice.

Section 3

L'Organisation, ainsi que ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de la même immunité de poursuites et de juridiction que celle dont jouissent les gouvernements étrangers, sauf dans la mesure où l'Organisation y a expressément renoncé à l'occasion d'une instance ou aux termes d'un contrat. Toutefois, il est entendu que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

Section 4

(1) Les locaux du siège de l'Organisation sont inviolables.

(2) Les biens et avoirs de l'Organisation, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative, sauf avec le consentement du Secrétaire général de l'Organisation et dans les conditions acceptées par celui-ci. Cette section ne fera pas obstacle à l'application raisonnable des règlements de protection contre l'incendie.

(3) Toutefois, l'Organisation veillera à ce que les locaux du siège ne servent pas de refuge aux personnes qui cherchent à se soustraire soit à une arrestation, soit à la signification ou à l'exécution d'un acte de procédure.

Section 5

Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.

Section 6

L'Organisation, ses avoirs, revenus et autres biens qu'elle possède ou occupe au Canada, sont:

- a) exonérés de tout impôt direct; il est entendu toutefois que l'Organisation ne demandera pas l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémunération des services d'utilité publique;
- b) exonérés de tout droit de douane, et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation, à l'égard d'objets importés ou exportés par l'Organisation pour son usage officiel; il est entendu toutefois que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus au Canada à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement du Canada;
- c) exonérés de toutes prohibitions et restrictions d'importation, d'exportation ou de vente, ainsi que de tout droit de douane ou d'accise, à l'égard de ses publications.

Section 7

When goods are purchased under appropriate certificates from manufacturers or wholesalers who are licenced under the Excise Tax Act, the Organization should be eligible to claim for the remission or refund of the Excise tax and/or the Consumption or Sales tax for goods imported or purchased in Canada for the official use of the Organization as a body, provided, however, that any article which is exempted from these taxes, other than publications of the Organization, shall be subject thereto at existing rates if sold or otherwise disposed of within a period of one year from the date of purchase, and the vendor shall be liable for such tax.

Section 8

The Organization may hold funds, gold or currency, of any kind and operate accounts in any currency and it shall be free to transfer its funds, gold or currency, from one country to another or within Canada and to convert any currency held by it into any other currency. However, the Organization shall acquire Canadian dollars in exchange for foreign currencies only through an authorized dealer of the Foreign Exchange Control Board. The Organization, in exercising the rights provided in this section, shall pay due regard to any representations made by the Government of Canada in so far as it is considered that effect can be given to such representations without detriment to the interests of the Organization.

Section 9

The Organization shall enjoy in the territory of Canada for its official communications treatment not less favourable than that accorded by the Government of Canada to any foreign government including its diplomatic mission in the matter of priorities and rates on mails, cables, telegrams, radiograms, telephotos, telephone and other communications; and press rates for information to the press and radio.

Section 10

No censorship shall be applied to the official correspondence and other official communications of the Organization. The Organization shall have the right to use codes and to despatch and receive its correspondence by courier or in bags, which shall have the same immunities and privileges as diplomatic couriers and bags. Nothing in this section shall be construed to preclude the adoption of appropriate security precautions to be determined by agreement between the Organization and the Government of Canada.

Section 11

(1) Any aircraft owned, operated or chartered by the Organization, by Representatives of Members or by officials of the Organization, when used on official business or for or in connection with official meetings of the Organization, does not need prior permission for entry into or departure from Canadian territory, provided that notice be given to appropriate Canadian aeronautical authorities, and provided that any aircraft used will be subject to the standard Air Traffic Rules and Procedures and Air Regulations of Canada when operating within the territorial limits of Canada.

Section 7

Lorsque des marchandises sont achetées, sur présentation de certificats appropriés, de manufacturiers ou de grossistes autorisés en vertu de la Loi de l'accise, l'Organisation peut revendiquer la remise ou le remboursement du droit d'accise et/ou de la taxe de consommation ou de vente à l'égard des marchandises importées ou achetées au Canada pour son usage officiel, à titre de personne morale; toutefois, les articles ainsi exonérés de ces droits et taxes, à l'exclusion des publications de l'Organisation, seront assujétis aux droits et taxes en vigueur s'ils sont vendus ou cédés de toute autre manière par l'Organisation avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de l'achat, et, dans ce cas, le vendeur devra acquitter lesdits droits et taxes.

Section 8

L'Organisation peut détenir des fonds, de l'or ou des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie; elle peut transférer librement ses fonds, son or ou ses devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur du Canada et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie. Cependant, l'Organisation ne peut acquérir des dollars canadiens en échange de devises étrangères que par l'entremise d'un négociant autorisé de la Commission de contrôle du change étranger. Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés par la présente Section, l'Organisation tiendra compte de toutes représentations qui lui seraient faites par le Gouvernement du Canada, dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

Section 9

L'Organisation jouira, pour ses communications officielles, sur le territoire canadien, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que le traitement accordé par le Gouvernement canadien à tout autre gouvernement étranger, y compris la mission diplomatique dudit gouvernement, en matière de priorités et tarifs relatifs au courrier postal, câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres, ainsi qu'en matière de tarifs de presse pour les informations à la presse ou à la radio.

Section 10

La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Organisation ne pourront pas être censurées. L'Organisation aura le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques. La présente section ne pourra en aucune manière être interprétée comme interdisant l'adoption de mesures de sécurité appropriées à déterminer par voie d'accord entre l'Organisation et le Gouvernement du Canada.

Section 11

(1) Les aéronefs qui appartiennent à l'Organisation, aux Représentants des Membres ou aux fonctionnaires de l'Organisation, ou qui sont exploités ou affrétés par celle-ci ou par ceux-ci, n'ont pas besoin d'une autorisation préalable pour pénétrer en territoire canadien ou en sortir, lorsqu'ils sont utilisés soit pour des affaires officielles, soit à l'occasion de réunions officielles de l'Organisation à condition qu'avis en soit donné aux autorités aéronautiques compétentes et que les aéronefs ainsi utilisés se conforment aux Règles de l'Air et Méthodes de contrôle de la circulation aérienne et aux Règlements régissant la navigation aérienne au Canada lorsqu'ils sont exploités dans les limites territoriales du Canada.

(2) In the event that the Organization should find it necessary and desirable to establish or operate an aerodrome, or maintain on a Canadian aerodrome aircraft for its use or for the use of the Representatives of Members or of officials of the Organization, the conditions for the location, use and operation of such an aerodrome, the conditions for the maintenance of aircraft on a Canadian aerodrome and the conditions under which there shall be entry into and exit therefrom, shall be the subject of a supplementary agreement.

ARTICLE III

Representatives of Members

Section 12

Except in so far as in any particular case any privilege or immunity is waived by the Member States whom they represent, Representatives of Members, while exercising their functions and during their journey to and from the place of meeting, shall enjoy the following privileges and immunities:

- (a) Immunity from personal arrest or detention and from seizure of their personal baggage, and, in respect of words spoken or written and all acts done by them in their capacity as Representatives, immunity from legal process of every kind; this immunity from legal process shall continue to be accorded notwithstanding that the persons concerned are no longer the Representatives of Members;
- (b) Inviolability for all papers and documents;
- (c) The right to use codes and to receive papers or correspondence by courier or in sealed bags;
- (d) Exemption in respect of themselves and their spouses and relatives dependent on them from immigration restrictions, aliens registration or national service obligations;
- (e) The same facilities in respect of currency or exchange restrictions as are accorded to diplomatic envoys;
- (f) The privilege of exemption (in respect of themselves and their families) from examination of baggage and other effects and admission thereof free of duty and taxes;
- (g) The privilege of admission of articles for their personal or family use free of duty and taxes at all times, provided that any article which was exempted from duty and taxes shall be subject thereto at the existing rates if sold or otherwise disposed of in Canada within a period of one year in the case of articles other than motor vehicles, and two years in the case of motor vehicles, from the date of acquisition and the vendor shall be liable for such duties and taxes;
- (h) The privilege of exemption from excise duty imposed under the Excise Act on domestic spirits and tobacco purchased from licensed manufacturers in Canada;
- (i) The privilege of exemption from excise and/or sales tax on domestic spirits, wine and tobacco products when purchased direct from licensed manufacturers for the personal use of the applicant, and on automobiles, ale, beer and stout when purchased under appropriate certificate from licensed manufacturers, provided that any article which was exempted from these taxes shall be subject thereto at the existing rates if sold or otherwise disposed of within a period of one year from the date of purchase and the vendor shall be liable for such tax;

(2) Au cas où l'Organisation estimerait nécessaire et souhaitable d'établir ou d'exploiter un aéroport ou d'entretenir sur un aéroport canadien des aéronefs destinés à son usage ou à celui des Représentants des Membres ou des fonctionnaires de l'Organisation, les conditions relatives à l'emplacement, l'utilisation et l'exploitation de cet aéroport, les conditions relatives à l'entretien d'aéronefs sur un aéroport canadien, ainsi que les conditions dans lesquelles se feront sur cet aéroport les entrées et les sorties, feront l'objet d'un accord supplémentaire.

ARTICLE III

Représentants des Membres

Section 12

Sauf dans la mesure où l'État Membre qu'ils représentent aurait renoncé à un privilège ou à une immunité dans un cas particulier, les Représentants des Membres jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de leur réunion, des privilèges et immunités suivants:

- a) immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction; cette immunité de juridiction continuera à leur être accordée même après qu'ils auront cessé d'être Représentants des Membres;
- b) inviolabilité de tous papiers et documents;
- c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valise scellée;
- d) exemption, pour eux-mêmes, leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers et de toutes obligations de service national;
- e) mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux envoyés diplomatiques;
- f) exemption pour eux-mêmes et leur famille, de l'inspection de leurs bagages et autres effets, et admission de ceux-ci en franchise;
- g) admission en franchise, en tous temps, des articles destinés à leur usage personnel ou à celui de leur famille, étant entendu que tout article ainsi exonéré sera frappé des droits et taxes en vigueur s'il est vendu ou cédé de toute autre manière, au Canada, avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'acquisition, en ce qui concerne tous articles autres que les véhicules automobiles, et d'un délai de deux ans à compter de cette date dans le cas de véhicules automobiles, et que le vendeur sera alors tenu d'acquitter ces droits et taxes;
- h) exemption du droit d'accise imposé en vertu de la Loi de l'accise sur les spiritueux et les tabacs de fabrication nationale achetés de manufacturiers autorisés au Canada;
- i) exemption du droit d'accise et/ou de la taxe de vente sur les spiritueux, vins et tabacs de fabrication nationale lorsque ces produits sont achetés directement de manufacturiers autorisés, pour l'usage personnel desdits Représentants, ainsi que sur les automobiles et la bière blanche, blonde ou brune, lorsque ces produits sont achetés de manufacturiers autorisés sur présentation de certificats appropriés; toutefois, tout article ainsi exonéré sera assujéti aux droits et taxes en vigueur s'il est vendu ou cédé de toute autre manière avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de l'achat, et dans ce cas, le vendeur devra acquitter lesdits droits et taxes;

- (j) Exemption from federal income tax as the Government of Canada accords to diplomatic envoys.

Section 13

Where the incidence of any form of taxation depends upon residence, periods during which the Representatives of Members are present in Canada for the discharge of their duties shall not be considered as periods of residence.

Section 14

Privileges and immunities are accorded to the Representatives of Members, not for the personal benefit of the individuals themselves, but in order to safeguard the independent exercise of their functions in connection with the Organization. Consequently a Member State not only has the right but is under a duty to waive the immunity of its Representative in any case where in the opinion of the Member State the immunity would impede the course of justice, and it can be waived without prejudice to the purpose for which the immunity is accorded.

Section 15

No person shall be entitled to the provisions of Section 12 unless and until the name and status of this person shall have been duly notified to the Secretary of State for External Affairs as a Representative of a Member State.

Section 16

At the end of their missions no impediment, including taxation or restriction of exchange, shall be imposed to repatriation to foreign countries of assets held in the territory of Canada by Representatives of Members and their families.

Section 17

The provisions of Sections 12, 13 and 16 shall not apply to a Representative of Canada or to any Canadian citizen residing or ordinarily resident in Canada.

Section 18

The Government of Canada shall not levy death taxes or succession duties on or in respect of property acquired for or incidental to residence in Canada by deceased Representatives of Members who were not Canadian citizens at the date of death. The Government of Canada shall make no impediment to repatriation of such tax and duty-free property.

ARTICLE IV

Officials of the Organization

Section 19

The President of the Council and the Secretary-General of the Organization shall be accorded, in respect of themselves, their spouses and minor children, the same privileges and immunities, subject to corresponding conditions and obligations, as are enjoyed by diplomatic envoys in Canada.

- j) même exonération de l'impôt fédéral sur le revenu que celle qui est accordée par le Gouvernement du Canada aux envoyés diplomatiques.

Section 13

Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujéti, les périodes pendant lesquelles les Représentants des Membres se trouvent sur le territoire canadien pour l'exercice de leurs fonctions ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.

Section 14

Les privilèges et immunités sont accordés aux Représentants des Membres, non pour leur bénéfice personnel, mais afin d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en ce qui concerne l'Organisation. Par conséquent, un État Membre a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité de son Représentant dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

Section 15

Nul ne pourra invoquer les dispositions de la Section 12 à moins que son nom et son statut de Représentant d'un État Membre n'aient été dûment notifiés au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Section 16

A la fin de leurs missions, aucun obstacle, même par voie d'imposition ou de restrictions de change, ne sera opposé au rapatriement vers des pays étrangers des avoirs détenus en territoire canadien par les Représentants des Membres et de leurs familles.

Section 17

Les dispositions des Sections 12, 13 et 16 ne seront pas applicables à un Représentant du Canada ni à un citoyen canadien résidant à demeure ou habituellement au Canada.

Section 18

Le Gouvernement du Canada ne prélèvera pas de taxes successorales ni de droits de succession sur les biens ou à l'égard des biens acquis, au cours ou à l'occasion de leur résidence au Canada, par les Représentants des Membres, qui n'étaient pas citoyens canadiens à la date de leur décès. Le Gouvernement du Canada ne mettra aucun obstacle au rapatriement des biens ainsi exonérés de taxes et de droits.

ARTICLE IV

Fonctionnaires de l'Organisation

Section 19

Le Président du Conseil et le Secrétaire général de l'Organisation jouiront, pour eux-mêmes, leurs conjoints et leurs enfants mineurs, des mêmes privilèges et immunités que ceux dont bénéficient au Canada les envoyés diplomatiques, sous réserve des conditions et obligations correspondantes.

Section 20

Except in so far as in any particular case any privilege or immunity is waived by the Organization, the Senior Officials, other than those specified in Section 19 shall:

- (a) be immune from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity;
- (b) be immune, together with their spouses and relatives dependent on them, from immigration restrictions and aliens registration or national service obligations;
- (c) be given, together with their spouses and relatives dependent on them, the same repatriation facilities in time of international crises as diplomatic envoys;
- (d) be accorded the same privileges in respect of exchange facilities as are accorded to the officials of comparable ranks forming part of diplomatic missions in Canada;
- (e) be exempt from taxation on the salaries and emoluments paid to them by the Organization;
- (f) enjoy the privilege of exemption in respect of themselves and their families from examination of baggage and other effects and admission thereof free of duty and taxes;
- (g) enjoy the privilege of admission of articles for their personal or family use free of duty and taxes at all times, provided that any article which was exempted from duty and taxes shall be subject thereto at the existing rates if sold or otherwise disposed of in Canada within a period of one year in the case of articles other than motor vehicles, and two years in the case of motor vehicles, from the date of acquisition and the vendor shall be liable for such duties and taxes;
- (h) be eligible to claim for the exemption from excise duty imposed under the Excise Act on domestic spirits and tobacco purchased from licensed manufacturers in Canada;
- (i) be eligible to claim exemption from excise and/or sales tax on domestic spirits, wine and tobacco products when purchased direct from licensed manufacturers for the personal use of the applicant, and on automobiles, ale, beer and stout when purchased under appropriate certificate from licensed manufacturers, provided that any article which was exempted from these existing rates if sold or otherwise disposed of within a period of one year from the date of purchase and the vendor shall be liable for such tax.

Section 21

The Government of Canada shall not levy death taxes or succession duties on or in respect of property acquired for or incidental to residence in Canada by deceased Senior Officials who were not Canadian citizens at date of death. The Government of Canada shall make no impediment to the repatriation of such tax and duty-free property.

Section 20

Sauf dans la mesure où l'Organisation aurait renoncé à un privilège ou à une immunité dans un cas particulier, les fonctionnaires supérieurs, autres que ceux qui sont mentionnés à la Section 19:

- a) jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);
- b) ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration, aux formalités d'enregistrement des étrangers ni aux obligations de service national;
- c) jouissent, en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques;
- d) jouissent en ce qui concerne les facilités de change des mêmes privilèges que les membres d'un rang comparable des missions diplomatiques au Canada;
- e) sont exonérés d'impôts sur les traitements et émoluments qui leur sont versés par l'Organisation;
- f) sont exemptés, ainsi que leurs familles, de l'inspection de leurs bagages et autres effets, et ceux-ci seront admis en franchise;
- g) jouissent en tous temps du droit d'importer en franchise les articles destinés à leur usage personnel ou à celui de leurs familles, étant entendu que tout article ainsi exonéré sera frappé des droits et taxes en vigueur s'il est vendu ou cédé de toute autre manière au Canada avant l'expiration d'un délai d'un an après la date d'acquisition dans le cas d'articles autres que les véhicules automobiles, et d'un délai de deux ans après cette date dans le cas de véhicules automobiles, et que le vendeur sera alors tenu d'acquitter ces droits et taxes;
- h) peuvent revendiquer l'exonération du droit d'accise imposé en vertu de la Loi de l'accise sur les spiritueux et les tabacs de fabrication nationale achetés de manufacturiers autorisés au Canada;
- i) peuvent revendiquer l'exonération du droit d'accise et/ou de la taxe de vente sur les spiritueux, les vins et les tabacs de fabrication nationale lorsque ces produits sont achetés directement de manufacturiers autorisés et pour l'usage personnel desdits fonctionnaires, ainsi que sur les automobiles et la bière blanche, blonde ou brune lorsque ces produits sont achetés d'un manufacturier autorisé sur présentation de certificats appropriés; toutefois, tout article ainsi exonéré sera assujéti aux droits et taxes en vigueur s'il est vendu ou cédé de toute autre manière avant l'expiration d'un délai d'un an après la date de l'achat, et dans ce cas, le vendeur devra acquitter lesdits droits et taxes.

Section 21

Le Gouvernement canadien ne prélèvera pas de taxes successorales ni de droits de succession sur les biens ou à l'égard des biens acquis, au cours ou à l'occasion de leur résidence au Canada, par les fonctionnaires supérieurs qui n'étaient pas citoyens canadiens à la date de leur décès. Le Gouvernement du Canada ne mettra aucun obstacle au rapatriement des biens ainsi exonérés de taxes et de droits.

Section 22

Except in so far as in any particular case any privilege or immunity is waived by the Secretary-General of the Organization, other officials shall:

- (a) be immune from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity;
- (b) be immune, together with their spouses and relatives dependent on them, from immigration restrictions and aliens registration;
- (c) be immune from national service obligations;
- (d) be given, together with their spouses and relatives dependent on them, the same repatriation facilities in time of international crisis as diplomatic envoys;
- (e) be accorded the same privileges in respect of exchange facilities as are accorded to officials of comparable ranks forming part of diplomatic missions in Canada;
- (f) have the right to import free of duty their furniture and effects, including motor vehicles but not including spirituous liquors, at the time of first taking up their post in Canada;
- (g) be exempt from taxation on the salaries and emoluments paid to them by the Organization.

Section 23

At the termination of their employment no impediment, including taxation or restriction of exchange, shall be imposed to repatriation to foreign countries of assets held in the territory of Canada by officials and their families.

Section 24

The provisions of Sections 19, 20 (d)—(i) inclusive, 22 (e)—(g) inclusive and 23 shall not apply to any Canadian citizen residing or ordinarily resident in Canada. Moreover, an official of the Organization who is or becomes a resident of Canada upon retirement will not enjoy exemption from taxation on the pension which may be paid to him by the Organization.

Section 25

Privileges and immunities have been granted to officials in the interests of the Organization and not for the personal benefit of the individuals themselves. The Secretary-General of the Organization shall have the right and the duty to waive the immunity of any official in any case where, in his opinion, the immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of the Organization. In the case of the President of the Council and the Secretary-General of the Organization, the Council of the Organization shall have the right to waive the immunity.

Section 26

The Secretary-General of the Organization shall specify the categories of officials to whom the provisions of Section 22 shall apply. He shall submit these categories to the Secretary of State for External Affairs for his concurrence. The names of the officials included in these categories shall be notified to the Secretary of State for External Affairs.

Section 22

Sauf dans la mesure où le Secrétaire général de l'Organisation aurait renoncé à un privilège ou levé une immunité dans un cas particulier, les autres fonctionnaires:

- a) jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);
- b) ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration, ni aux formalités d'enregistrement des étrangers;
- c) sont exempts de toute obligation relative au service national;
- d) jouissent, en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques;
- e) jouissent, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les membres d'un rang comparable des missions diplomatiques au Canada;
- f) jouissent du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets, y compris des véhicules automobiles, mais non des spiritueux, à l'occasion de leur première prise de fonctions au Canada;
- g) sont exonérés d'impôt sur les traitements et émoluments qui leur sont versés par l'Organisation.

Section 23

Lorsque leur emploi prendra fin, aucun obstacle, même par voie d'imposition ou de restrictions de change, ne sera opposé au rapatriement vers des pays étrangers des avoirs détenus en territoire canadien par les fonctionnaires de l'Organisation et leurs familles.

Section 24

Les dispositions de la Section 19, de la Section 20, alinéas d) à i) inclusivement, de la Section 22, alinéas e) à g) inclusivement, et de la Section 23 ne s'appliquent pas à un citoyen canadien résidant à demeure ou habituellement au Canada. En outre, un fonctionnaire de l'Organisation qui serait ou deviendrait résident du Canada lors de sa retraite ne sera pas exonéré de l'impôt sur la pension que pourra lui verser l'Organisation.

Section 25

Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires dans l'intérêt de l'Organisation et non pour leur bénéfice personnel. Le Secrétaire général de l'Organisation pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. A l'égard du résident du Conseil et du Secrétaire général de l'Organisation, le Conseil de l'Organisation aura qualité pour prononcer la levée de l'immunité.

Section 26

Le Secrétaire général de l'Organisation déterminera les catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les dispositions de la Section 22. Il soumettra ces catégories à l'approbation du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories seront communiqués au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

ARTICLE V

*Other Entry Facilities**Section 27*

The Government of Canada shall permit and facilitate the entry into Canada of:

- (a) representatives of the press, or of radio, film or other information agencies who have been accredited to the Organization after consultation with the Government of Canada;
- (b) representatives of the United Nations or of Specialized Agencies required to attend the headquarters premises on official business.

ARTICLE VI

*Abuse of Privileges**Section 28*

If the Government of Canada considers that there has been an abuse of privilege or immunity conferred by this Agreement, consultations will be held between the Government of Canada and the Organization to determine whether any such abuse has occurred and, if so, to attempt to ensure that no repetition occurs. If such consultations fail to achieve a result satisfactory to the Government of Canada and to the Organization, the question as to whether an abuse of privilege or immunity has occurred shall be submitted to the International Court of Justice. If the International Court of Justice finds that such an abuse has occurred, the Government of Canada shall have the right, after notification to the Organization, to withhold the benefits of the privileges or immunity so abused.

Section 29

The Government of Canada may not require Representatives of Members or officials to leave the country on account of any activities performed by them in their official capacity. In the case, however, of the abuse of privileges of residence by these persons resulting from activities outside their official functions, the Government of Canada may require any such person to leave provided that:

- (a) Representatives of Members and Senior Officials shall not be required to leave the country otherwise than in accordance with the diplomatic procedure applicable to diplomatic envoys accredited to Canada;
- (b) other officials shall not be required to leave the country other than with the approval of the Secretary of State for External Affairs after consultation with the Secretary-General of the Organization; and, if expulsion proceedings are taken, the Secretary-General of the Organization shall have the right to appear in any such proceedings on behalf of the person against whom they are instituted.

ARTICLE VII

*Settlement of Disputes**Section 30*

The Organization shall make adequate provision for appropriate modes of settlement of:

- (a) disputes arising out of contracts or other disputes of private character to which the Organization is a party;
- (b) disputes involving any official of the Organization if his immunity has not been waived in accordance with Section 25.

ARTICLE V

*Autres facilités d'entrée**Section 27*

Le Gouvernement canadien autorisera et facilitera l'entrée au Canada des personnes suivantes:

- a) les représentants de la presse, de la radio, du cinéma ou d'autres services d'information que l'Organisation aurait décidé d'accréditer après consultation avec le Gouvernement canadien;
- b) les représentants des Nations Unies ou de leurs institutions spécialisées qui doivent se rendre aux locaux du siège pour affaires officielles.

ARTICLE VI

*Abus de privilèges**Section 28*

Si le Gouvernement du Canada estime qu'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité accordés par le présent Accord, des consultations auront lieu entre le Gouvernement du Canada et l'Organisation en vue de déterminer si un tel abus s'est produit et, dans l'affirmative, d'essayer d'en prévenir la répétition. Si de telles consultations n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant pour le Gouvernement du Canada et l'Organisation, la question de savoir s'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité sera portée devant la Cour internationale de justice. Si la Cour internationale de justice constate qu'un tel abus s'est produit, le Gouvernement du Canada aura le droit, après notification à l'Organisation, de cesser d'accorder le bénéfice du privilège ou de l'immunité dont il aura été fait abus.

Section 29

Le Gouvernement canadien ne pourra pas contraindre les Représentants des Membres ni les fonctionnaires à quitter le Canada en raison d'une activité exercée par eux en leur qualité officielle. Toutefois, au cas où l'une de ces personnes abuserait de ses privilèges de résidence en exerçant une activité sans rapport avec ses fonctions officielles, le Gouvernement canadien pourra contraindre cette personne à quitter le pays, sous les réserves suivantes:

- a) les Représentants des Membres et les fonctionnaires supérieurs ne seront pas contraints de quitter le Canada si ce n'est conformément à la procédure diplomatique applicable aux envoyés diplomatiques accrédités au Canada;
- b) les autres fonctionnaires ne seront pas contraints de quitter le pays sans l'approbation du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures après consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation; si une procédure d'expulsion est engagée, le Secrétaire général de l'Organisation aura le droit d'intervenir dans cette procédure pour la personne contre laquelle la procédure est intentée.

ARTICLE VII

*Règlement des différends**Section 30*

L'Organisation devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:

- a) les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'Organisation serait partie;
- b) les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire de l'Organisation si l'immunité dont il jouit n'a pas été levée conformément aux dispositions de la Section 25.

Section 31

(1) Any dispute between the Organization and the Government of Canada concerning the interpretation or application of this Agreement or of any supplementary agreement, which is not settled by negotiation or other agreed mode of settlement, shall be referred for final decision to a tribunal of three arbitrators, one to be named by the President of the Council of the Organization, one to be named by the Secretary of State for External Affairs, and the third to be chosen by the two, or, if they should fail to agree upon a third, then by the President of the International Court of Justice.

(2) The President of the Council of the Organization or the Government of Canada may ask the Assembly of the Organization to request of the International Court of Justice an advisory opinion on any legal question arising in the course of the arbitral proceedings. Pending the receipt of the opinion of the Court, an interim decision of the arbitral tribunal shall be observed by both parties. Thereafter, the arbitral tribunal shall render a final decision having regard to the opinion of the Court.

ARTICLE VIII

*Final Clauses**Section 32*

The Government of Canada shall recognize and accept United Nations laissez-passer held by officials of the Organization as valid travel documents.

Section 33

The Government of Canada shall issue, on request, diplomatic visas to Representatives of Members and, as may be appropriate, diplomatic or courtesy visas to Officials of the Organization.

Section 34

This Agreement shall cease to be in force if the seat of the Organization is removed from the territory of Canada, except for such provisions as may be applicable in connection with the orderly termination of the operations of the Organization at its seat in Canada and the disposition of its property therein.

Section 35

This Agreement shall be construed in the light of its primary purpose, that is to enable the Organization at its headquarters in Canada fully and efficiently to discharge its responsibility and fulfil its purposes.

Section 36

This Agreement is subject to revision at the request of either of the Parties, who shall consult each other and mutually agree on any alterations to be made. The Secretary-General of the Organization may conclude with the Government of Canada supplementary agreements adjusting the provisions of this Agreement so far as this is deemed desirable.

Section 37

In case of interruption or threatened interruption of public services, e.g., telephone, telegraph, transportation, etc., the Government of Canada will consider the needs of the Organization as being of equal importance with the similar needs of its essential agencies and attempt to ensure that the work of the Organization is not prejudiced.

Section 31

(1) Tout différend entre l'Organisation et le Gouvernement du Canada portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord ou de tout accord supplémentaire sera, s'il n'est pas réglé par voie de négociations ou par tout autre mode de règlement agréé par les parties, soumis aux fins de décision définitive à un tribunal composé de trois arbitres, dont l'un sera désigné par le résident du Conseil de l'Organisation, l'autre par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et le troisième par les deux autres ou, à défaut d'accord entre eux sur ce choix, par le Président de la Cour internationale de justice.

(2) Le Président du Conseil de l'Organisation ou le Gouvernement du Canada pourra prier l'Assemblée de l'Organisation de demander à la Cour internationale de justice un avis consultatif sur toute question juridique qui viendrait à être soulevée au cours de la procédure d'arbitrage. En attendant l'avis de la Cour, les deux Parties se conformeront à une décision intérimaire du tribunal arbitral. Par la suite, celui-ci rendra une décision définitive tenant compte de l'avis de la Cour.

ARTICLE VIII*Dispositions finales**Section 32*

Les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux fonctionnaires de l'Organisation seront reconnus et acceptés par le Gouvernement du Canada comme titres de voyage valables.

Section 33

Le Gouvernement canadien délivrera sur demande des visas diplomatiques aux Représentants des Membres et, s'il y a lieu, des visas diplomatiques ou de courtoisie aux fonctionnaires de l'Organisation.

Section 34

Dans le cas où le siège de l'Organisation serait transféré hors du territoire canadien, le présent Accord cessera d'être en vigueur, à l'exception toutefois de celles de ses dispositions qui seraient nécessaires pour que l'Organisation puisse mettre fin d'une façon régulière aux activités qu'elle exerce à son siège au Canada et disposer de ceux de ses biens qui s'y trouvent.

Section 35

Le présent Accord sera interprété à la lumière de son but essentiel, qui est de permettre à l'Organisation de remplir ses fonctions et d'atteindre ses buts, d'une manière complète et efficace, au siège de son activité au Canada.

Section 36

Le présent Accord peut être révisé à la demande de l'une ou l'autre des Parties, lesquelles se consulteront et se mettront d'accord sur les modifications à y apporter. Le Secrétaire général de l'Organisation peut conclure avec le Gouvernement du Canada des accords supplémentaires en vue de modifier, au besoin, les dispositions du présent Accord.

Section 37

Au cas d'interruption ou de menace d'interruption des services publics, y compris les services téléphoniques et télégraphiques, les transports, etc., le Gouvernement du Canada considérera les besoins de l'Organisation comme étant d'une importance égale à ceux de même nature de ses administrations essentielles. En conséquence, il prendra les mesures nécessaires pour éviter que les travaux de l'Organisation ne soient entravés.

Section 38

The Organization shall facilitate the proper administration of justice, secure the observance of police regulations and prevent the occurrence of any abuse in connection with the privileges, immunities and facilities mentioned in this Agreement.

ARTICLE IX*Miscellaneous Provisions**Section 39*

It is agreed that no form of racial or religious discrimination shall be permitted in the operation of this Agreement.

Section 40

Nothing in this Agreement shall be construed as in any way diminishing, abridging, or weakening the right of the Canadian authorities to safeguard the security of Canada, provided the Organization shall be immediately informed in the event that the Canadian Government shall find it necessary to take any action against any person enumerated in the Agreement.

Section 41

This Agreement shall enter into force in accordance with an Exchange of Notes between the President of the Council and the Representative of the Government of Canada.

In witness whereof the respective Representatives, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

Done in duplicate, in the English and French languages, both texts being equally authentic, at Montreal on the 14th day of April one thousand nine hundred and fifty-one.

LESTER B. PEARSON,

For the Government of Canada.

EDWARD WARNER,

For the International Civil Aviation Organization.

Section 38

L'Organisation facilitera la bonne administration de la justice, assurera l'observation des règlements de police et évitera tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés dans le présent Accord.

*ARTICLE IX**Dispositions diverses**Section 39*

Il est convenu qu'aucune sorte de discrimination de race ou de religion ne sera tolérée dans l'application du présent Accord.

Section 40

Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée de manière à diminuer, restreindre ou affaiblir de quelque façon que ce soit le droit qu'ont les autorités canadiennes d'assurer la sécurité du Canada, à condition que l'Organisation soit immédiatement informée au cas où le Gouvernement du Canada jugerait nécessaire de prendre des mesures quelconques contre l'une ou l'autre des personnes mentionnées dans le présent Accord.

Section 41

Le présent Accord entrera en vigueur conformément à un échange de Notes entre le Président du Conseil et le Représentant du Gouvernement du Canada.

En foi de quoi les Représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait en double exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, à Montréal le 14 avril mil neuf cent cinquante et un.

Pour le Gouvernement du Canada,
LESTER B. PEARSON.

Pour l'Organisation de l'Aviation civile internationale,
EDWARD WARNER.

EXCHANGE OF NOTES (APRIL 28 AND MAY 1st, 1951) BETWEEN CANADA AND
ICAO RELATING TO THE AGREEMENT

I

*The Secretary of State for External Affairs
to the President of the Council of ICAO*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, April 28, 1951.

SIR,

I have the honour to refer to the Headquarters Agreement between the International Civil Aviation Organization and the Government of Canada signed in Montreal on April 14, 1951. The Government of Canada, in accordance with the provision of Section 41 thereof, proposes that this Note and your reply will bring this Agreement into force on May 1, 1951.

The interim arrangements set forth in the letter of April 30, 1947 of Mr. St. Laurent, who was then Secretary of State for External Affairs, by which privileges, immunities and facilities were extended to the International Civil Aviation Organization on a *de facto* basis, are to be regarded as superseded by the present Agreement.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

L. B. PEARSON.

II

*The President of the Council of ICAO
to the Secretary of State for External Affairs*

INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION

Ref.: A 11/2

1 May 1951.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of 28 April 1951, which reads as follows:

(See note I)

"I have the honour... the present Agreement."

I confirm hereby the concurrence of the International Civil Aviation Organization with the terms of your Note. Consequently the Agreement will come into force on 1 May 1951.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

EDWARD WARNER.

ÉCHANGE DE NOTES (28 avril et 1^{er} mai 1951) ENTRE LE CANADA ET L'OACI
CONCERNANT L'ACCORD RELATIF AU SIÈGE

I

*Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
au Président du Conseil de l'OACI*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 28 avril 1951.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord relatif au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale conclu à Montréal, le 14 avril 1951, entre l'OACI et le Gouvernement du Canada. Conformément à l'article 41 dudit accord, le Gouvernement du Canada propose que la présente note et votre réponse consacrent l'entrée en vigueur de cet accord à compter du 1^{er} mai 1951.

Les dispositions provisoires énoncées dans la lettre du 30 avril 1947 par laquelle M. St-Laurent, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures, faisait connaître l'octroi *de facto* de privilèges, immunités et facilités à l'Organisation de l'aviation civile internationale, seront considérées comme remplacées par le présent Accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

L. B. PEARSON.

II

*Le Président du Conseil de l'OACI
au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures*

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Référence: A 11/2

Le 1^{er} mai 1951.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 28 avril 1951, qui se lit ainsi:

(Voir note I)

“J'ai l'honneur ... par le présent accord.”

J'ai l'honneur de vous confirmer par les présentes l'acceptation des dispositions de votre note par l'Organisation de l'aviation civile internationale. En conséquence, l'Accord entrera en vigueur le 1^{er} mai 1951.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

EDWARD WARNER.



CAIEA10
- 51707

RÉSOLUTION DES CONFLITS
PORTANT SUR LES AVOIRS
ALLEMANDS ENNEMIS

Protocoles additionnels à

l'Accord signé à Bruxelles

le 5 décembre 1947

RESOLUTION OF CONFLICTING
CLAIMS TO GERMAN ENEMY ASSETS

Additional Protocols to the

Agreement signed at Brussels

December 5, 1947





CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 8 TREATY SERIES

RÉSOLUTION DES CONFLITS
PORTANT SUR LES AVOIRS
ALLEMANDS ENNEMIS

Protocoles additionnels à

l'Accord signé à Bruxelles

le 5 décembre 1947

RESOLUTION OF CONFLICTING
CLAIMS TO GERMAN ENEMY ASSETS

Additional Protocols to the

Agreement signed at Brussels

December 5, 1947

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1953

Price: 25 cents

76347—1

Prix: 25 cents

SOMMAIRE

	Page
Protocole additionnel du 3 février 1949.....	4
Second Protocole additionnel complémentaire du 10 mai 1950	6
Troisième Protocole additionnel complémentaire du 24 janvier 1951	8

SUMMARY

	Page
Additional Protocol of February 3, 1949.....	5
Second Additional Supplementary Protocol of May 10, 1950	7
Third Additional Supplementary Protocol of January 24, 1951	9

PROTOCOLE ADDITIONNEL À L'ACCORD* SIGNÉ À BRUXELLES, LE 5 DÉCEMBRE 1947, SUR LA RÉOLUTION DES CONFLITS PORTANT SUR LES AVOIRS ALLEMANDS ENNEMIS, SIGNÉ À BRUXELLES, LE 3 FÉVRIER 1949.

Les Gouvernements signataires du présent Protocole,

Désireux d'assurer l'entrée en vigueur de l'Accord sur la Résolution des Conflits portant sur les Avoirs Allemands Ennemis ouvert à la signature à Bruxelles, le 5 décembre 1947, ci-après dénommé Accord de Bruxelles, et désireux à cet effet de proroger du 1^{er} septembre 1948 au 1^{er} septembre 1949 le délai fixé dans le paragraphe premier de l'Article dudit Accord.

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

Les dispositions du premier paragraphe de l'Article 5 de l'Accord de Bruxelles sont supprimées et remplacées par les dispositions du présent Protocole.

ARTICLE 2

Ledit Accord de Bruxelles et le présent Protocole entreront en vigueur, entre les Gouvernements au nom desquels les deux instruments ont été signés (ou ratifiés ou approuvés par les Gouvernements signant sous réserve de ratification ou d'approbation), dès que l'Accord de Bruxelles et le présent Protocole auront été signés, ratifiés ou approuvés, à toute date antérieure au 1^{er} septembre 1949, au nom de Gouvernements qui, au titre de l'article 1B de la Partie I de l'Accord de Paris sur les Réparations du 24 janvier 1946, bénéficient collectivement, dans la Catégorie A, de quote-parts de réparations représentant au moins 35 p. 100 du total général.

ARTICLE 3

Le présent Protocole pourra être signé par tout Gouvernement remplissant ou qui remplirait ultérieurement les conditions requises pour signer l'Accord de Bruxelles.

ARTICLE 4

Tout Gouvernement en droit de signer le présent Protocole aura la faculté de notifier simplement son adhésion par écrit au Gouvernement Belge. En pareil cas, la date de la réception de cette notification par le Gouvernement Belge sera considérée comme date de la signature en ce qui concerne ce Gouvernement.

ARTICLE 5

Le présent Protocole sera considéré comme constituant partie intégrante de l'Accord de Bruxelles.

* On trouvera le texte de l'Accord du 5 décembre 1947 au Recueil des Traités du Canada 1947 n° 35. Cet Accord est entré en vigueur le 24 janvier 1951.

ADDITIONAL PROTOCOL TO THE BRUSSELS AGREEMENT* OF DECEMBER 5th, 1947, RELATING TO THE RESOLUTION OF CONFLICTING CLAIMS TO GERMAN ENEMY ASSETS, SIGNED IN BRUSSELS ON FEBRUARY 3rd, 1949.

The Governments Parties to the present Protocol,

Desiring to ensure the coming into force of the Agreement Relating to the Resolution of Conflicting Claims to German Enemy Assets opened for signature at Brussels December 5, 1947 hereafter called the Brussels Agreement and desiring to this effect to extend from September 1, 1948 to September 1, 1949 the time stipulated in the first paragraph of Article 5 of the aforesaid Agreement,

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

The provisions of the first paragraph of Article 5 of the Brussels Agreement are annulled and replaced by the provisions of the present Protocol.

ARTICLE 2

The aforesaid Brussels Agreement and the present Protocol shall come into force, between the Governments on behalf of which both instruments have been signed (or ratified or approved by Governments signing subject to ratification or approval), as soon as both the Brussels Agreement and the present Protocol have been signed, ratified, or approved at any time before September 1, 1949 on behalf of Governments, which, under Part I, Article 1B of the Paris Agreement on Reparation of January 24, 1946, are collectively entitled to not less than 35 per cent of the aggregate of shares in category A of German reparations.

ARTICLE 3

The present Protocol shall be open for signature by any Government which is or becomes eligible for signature of the Brussels Agreement.

ARTICLE 4

Any Government to which the present Protocol is open for signature may, in lieu of signing, give notification of accession, in writing, to the Government of Belgium, and a Government making such notification of accession shall be deemed to have signed the Protocol on the date of receipt of the notification by the Government of Belgium.

ARTICLE 5

The present Protocol shall be considered to be an integral part of the Brussels Agreement.

* For the text of the Agreement of December 5, 1947, see Canada Treaty Series 1947 No. 35. This Agreement has come into force on January 24, 1951.

ARTICLE 6

Le Gouvernement Belge s'engage à remettre copie conforme de ce texte à chaque Gouvernement signataire de l'Accord de Paris sur les Réparations du 24 janvier 1946, ainsi qu'à chacun des Gouvernements au nom desquels le présent Protocole sera signé. Il s'engage également à porter à la connaissance de ces Gouvernements toutes les adhésions au Protocole qui lui seront adressées en application de celui-ci.

En foi de quoi les soussignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 3 février 1949, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les Archives du Gouvernement Belge.

(Suivent les noms des signataires pour la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, le Luxembourg, les Pays-Bas.)

SECOND PROTOCOLE ADDITIONNEL COMPLÉMENTAIRE À L'ACCORD, SIGNÉ À BRUXELLES, LE 5 DÉCEMBRE 1947, SUR LA RÉOLUTION DES CONFLITS PORTANT SUR LES AVOIRS ALLEMANDS ENNEMIS ET AU PROTOCOLE, SIGNÉ À BRUXELLES, LE 3 FÉVRIER 1949, ADDITIONNEL À CET ACCORD, SIGNÉ À BRUXELLES, LE 10 MAI 1950.

Les Gouvernements signataires du présent Protocole,

Désireux d'assurer l'entrée en vigueur de l'Accord sur la Résolution des Conflits portant sur les Avoirs Allemands Ennemis, ouvert à la signature, à Bruxelles, le 5 décembre 1947, ci-après dénommé Accord de Bruxelles, et désireux à cet effet de proroger du 1^{er} septembre 1948 au 1^{er} septembre 1950 le délai fixé dans le paragraphe premier de l'Article 5 dudit Accord de Bruxelles, désireux en outre à cet effet de proroger du 1^{er} septembre 1949 au 1^{er} septembre 1950 le délai fixé dans le Protocole, signé à Bruxelles, le 3 février 1949, additionnel à l'Accord de Bruxelles,

Sont convenus de ce qui suit:

La date du 1^{er} septembre 1950 sera considérée comme remplaçant celle du 1^{er} septembre 1949, chaque fois que celle-ci apparaît dans le Protocole, signé à Bruxelles, le 3 février 1949, additionnel audit Accord de Bruxelles.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 10 mai 1950, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les Archives du Gouvernement belge.

(Suivent les noms des signataires pour la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, le Luxembourg, les Pays-Bas.)

ARTICLE 6

The Government of Belgium will furnish certified copies of the Protocol to each Government Signatory of the Paris Agreement on Reparation of January 24, 1946, and to each Government on whose behalf the Protocol is signed, and will also inform those Governments of all accessions to the Protocol received thereunder.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed the present Protocol.

Done in Brussels, on February 3rd, 1949 in the English and French languages, the two texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of Belgium.

(Here follow the names of signatories for Belgium, Canada, Denmark,¹ the United States of America, Luxembourg,² the Netherlands.)

¹ Signed by Bent Fritz Falkenstjerne Mar. 25, 1949.

² Signed, subject to ratification, by Nicolas Hommel Feb. 9, 1949; signed definitely by Robert Als Nov. 25, 1949.

SECOND ADDITIONAL SUPPLEMENTARY PROTOCOL TO THE BRUSSELS AGREEMENT OF DECEMBER 5th, 1947, RELATING TO THE RESOLUTION OF CONFLICTING CLAIMS TO GERMAN ENEMY ASSETS, AND TO THE PROTOCOL, SIGNED IN BRUSSELS, ON FEBRUARY 3rd, 1949, ADDITIONAL TO THAT AGREEMENT, SIGNED IN BRUSSELS, ON MAY 10th, 1950.

The Governments Parties to the present Protocol,

Desiring to insure the coming into force of the Agreement Relating to the Resolution of Conflicting Claims to German Enemy Assets, opened for signature, at Brussels, December 5, 1947, hereafter called the Brussels Agreement, and desiring to this effect to extend from September 1, 1948 to September 1, 1950 the time stipulated in the first paragraph of Article 5 of the aforesaid Brussels Agreement and likewise desiring to this effect to extend from September 1, 1949 to September 1, 1950 the time stipulated in the Protocol, signed in Brussels, February 3, 1949 additional to the Brussels Agreement,

Have agreed as follows:

The date September 1, 1950 shall be considered as replacing the date September 1, 1949 wherever the latter date appears in the Additional Protocol signed in Brussels, on February 3, 1949 additional to the aforesaid Brussels Agreement.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed the present Protocol.

Done in Brussels, on May 10th 1950, in the English and French languages, the two texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of Belgium.

(Here follow the names of signatories for Belgium, Canada, Denmark, the United States of America, Luxembourg, the Netherlands.)

TROISIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL, COMPLÉMENTAIRE À L'ACCORD, SIGNÉ À BRUXELLES, LE 5 DÉCEMBRE 1947, SUR LA RÉOLUTION DES CONFLITS PORTANT SUR LES AVOIRS ALLEMANDS ENNEMIS, AU PREMIER PROTOCOLE, SIGNÉ À BRUXELLES, LE 3 FÉVRIER 1949, ET AU SECOND PROTOCOLE, SIGNÉ À BRUXELLES, LE 10 MAI 1950, ADDITIONNELS À CET ACCORD, SIGNÉ À BRUXELLES, LE 24 JANVIER 1951.

Les Gouvernements signataires du présent Protocole,

Désireux d'assurer l'entrée en vigueur de l'Accord sur la Résolution des Conflits portant sur les Avoirs Allemands Ennemis, ouvert à la signature, à Bruxelles, le 5 décembre 1947, ci-après dénommé Accord de Bruxelles, et désireux à cet effet de proroger du 1^{er} septembre 1948 au 1^{er} septembre 1951 le délai fixé dans le paragraphe premier de l'Article 5 dudit Accord de Bruxelles, désireux en outre à cet effet de proroger du 1^{er} septembre 1950 au 1^{er} septembre 1951 le délai fixé dans le second Protocole, signé à Bruxelles, le 10 mai 1950, additionnel à l'Accord de Bruxelles,

Sont convenus de ce qui suit:

La date du 1^{er} septembre 1951 sera considérée comme remplaçant celle du 1^{er} septembre 1950, chaque fois que celle-ci apparaît dans le second Protocole, signé à Bruxelles, le 10 mai 1950, additionnel audit Accord de Bruxelles.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 1951, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les Archives du Gouvernement belge.

(Suivent les noms des signataires pour la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, le Luxembourg, les Pays-Bas.)

THIRD ADDITIONAL SUPPLEMENTARY PROTOCOL TO THE BRUSSELS AGREEMENT OF DECEMBER 5th, 1947, RELATING TO THE RESOLUTION OF CONFLICTING CLAIMS TO GERMAN ENEMY ASSETS, ON THE FIRST PROTOCOL, SIGNED IN BRUSSELS, ON FEBRUARY 3rd, 1949, AND TO THE SECOND PROTOCOL, SIGNED IN BRUSSELS, ON MAY 10th, 1950, ADDITIONAL TO THAT AGREEMENT, SIGNED IN BRUSSELS, ON JANUARY 24th, 1951.

The Governments Parties to the Present Protocol,

Desiring to insure the coming into force of the Agreement Relating to the Resolution of Conflicting Claims to German Enemy Assets, opened for signature, at Brussels, December 5, 1947, hereafter called the Brussels Agreement, and desiring to this effect to extend from September 1, 1948 to September 1, 1951 the time stipulated in the first paragraph of Article 5 of the aforesaid Brussels Agreement and likewise desiring to this effect to extend from September 1, 1950 to September 1, 1951 the time stipulated in the second Protocol, signed in Brussels, on May 10, 1950 additional to the Brussels Agreement,

Have agreed as follows:

The date September 1, 1951 shall be considered as replacing the date September 1, 1950 wherever the latter date appears in the second Protocol, signed in Brussels, on May 10, 1950, additional to the aforesaid Brussels Agreement.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed the present Protocol.

Done in Brussels on January 24, 1951, in the English and French languages, the two texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of Belgium.

(Here follow the names of signatories for Belgium, Canada, Denmark, the United States of America, Luxembourg, the Netherlands.)



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 9 RECUEIL DES TRAITÉS

CA1EA19
-51709

DISPOSAL OF EXCESS PROPERTY

Agreement between CANADA and
the UNITED STATES OF AMERICA

Effected by Exchange of Notes

Signed at Ottawa April 11 and 18, 1951

In force April 18, 1951

DISPOSITIONS DES BIENS EN SURPLUS

Accord entre le CANADA et
les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Conclu par voie d'un Échange de Notes

Signées à Ottawa les 11 et 18 avril 1951

En vigueur le 18 avril 1951

LIBRARY



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 9 RECUEIL DES TRAITÉS

DISPOSAL OF EXCESS PROPERTY

Agreement between CANADA and
the UNITED STATES OF AMERICA

Effected by Exchange of Notes

Signed at Ottawa April 11 and 18, 1951

In force April 18, 1951

DISPOSITIONS DES BIENS EN SURPLUS

Accord entre le CANADA et
les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Conclu par voie d'un Échange de Notes

Signées à Ottawa les 11 et 18 avril 1951

En vigueur le 18 avril 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1953

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Note dated April 11, 1951, from the Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of the United States of America	4
II. Note dated April 18, 1951, from the Ambassador of the United States of America to the Secretary of State for External Affairs	10

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 11 avril 1951, adressée par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique	5
II. Note, en date du 18 avril 1951, adressée par l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	11

EXCHANGE OF NOTES (APRIL 11 AND 18, 1951) BETWEEN CANADA AND THE
UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN AGREEMENT CON-
CERNING THE DISPOSAL OF U.S. EXCESS PROPERTY IN CANADA.

I

*The Secretary of State for External Affairs to the
Ambassador of the United States of America*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

Ottawa, April 11, 1951.

No. 100

EXCELLENCY,

I. I have the honour to refer to the exchange of Notes between Canada and the United States of America of November 22nd and December 20th, 1944,* which constituted an agreement concerning the post-war disposition of United States defence projects in Canada, and to recent discussions concerning the disposal of United States excess property in Canada.

II. Under instructions from my Government, I have the honour to make the following proposals for the disposal of such United States property in Canada as has been or may be determined to be excess by United States Government agencies, and has been or may be so reported, as provided hereinafter:

1. The Government of the United States shall remove from Canada all of its property which it desires to retain.
2. The Government of Canada may arrange through its appropriate governmental agencies for the purchase from the Government of the United States of any remaining property which it the Government of Canada may wish to obtain for its own use and disposition, such purchases being made directly by the Canadian Government agencies concerned, and not through Crown Assets Disposal Corporation.
3. All other excess property shall be sold or disposed of by Crown Assets Disposal Corporation (CADC), an agency of the Canadian Government, in accordance with the following procedure:
 - (a) The United States reporting agencies shall provide reports of excess property on CADC designated forms. These reports of information in accordance with CADC Equipment and Material Codes, and such other information as may be mutually agreed.
 - (b) The United States reporting agencies will on the report of excess transfer all right, title and interest in the property to CADC, which will accept the transfer of such property subject to physical inspection.

*For text of Agreement of November 22nd and December 20th 1944, see Canada Treaty Series 1944, No. 35.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (11 ET 18 AVRIL 1951) ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONSTITUANT UN ACCORD RELATIF À LA DISPOSITION DES BIENS EN SURPLUS DES ÉTATS-UNIS SIS AU CANADA.

I

*Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à
l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Ottawa, le 11 avril 1951.

N° 100

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I. J'ai l'honneur de me référer à l'échange de notes des 22 novembre et 20 décembre 1944* entre le Canada et les États-Unis d'Amérique comportant un accord visant la disposition après la guerre des installations de défense des États-Unis au Canada, et aux pourparlers qui ont eu lieu récemment au sujet de la disposition des biens en surplus des États-Unis sis au Canada.

II. D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de formuler les propositions suivantes en vue de la disposition des biens des États-Unis sis au Canada qui ont été ou pourront être déclarés en surplus par les organismes du Gouvernement des États-Unis, et qui ont fait ou pourront faire l'objet d'un rapport en ce sens, selon les modalités énoncées ci-après:

1. Le Gouvernement des États-Unis retirera du Canada tous les biens des États-Unis qu'il désire conserver.
2. Le Gouvernement du Canada pourra, par les soins de ses organismes compétents, faire acheter du Gouvernement des États-Unis tous les biens restants qu'il désirera acquérir pour les affecter à son usage ou en disposer, ces biens devant être achetés directement par les organismes intéressés du Gouvernement canadien, et non pas par l'intermédiaire de la Corporation de disposition des biens de la Couronne.
3. Tous les autres biens en surplus seront vendus ou liquidés par la Corporation de disposition des biens de la Couronne (CDBC), organisme du Gouvernement canadien, de la manière suivante:
 - a) Les organismes des États-Unis chargés de fournir des rapports se serviront des formules désignées par la CDBC pour rédiger leurs rapports. Ces rapports renfermeront des détails sur l'état et l'âge des installations, des renseignements conformes aux codes relatifs aux installations et au matériel de la CDBC et les autres indications que les deux pays pourront juger nécessaires.
 - b) Dans leurs rapports sur les biens en surplus, les organismes compétents des États-Unis transféreront à la CDBC, qui en acceptera le transfert sous réserve d'inspection desdits biens, tous les droits, titres et intérêts relatifs aux biens en question. Les biens qui,

*Vous trouverez le texte de l'accord des 22 novembre et 20 décembre 1944 au numéro 35 du Recueil des Traités 1944.

Property which upon physical inspection is judged to be of a type or in a condition which would make economic disposal by CADC impracticable may be rejected and returned to the United States reporting agencies which may dispose of such property by abandonment, donation or sale under conditions to be agreed upon between CADC and the U.S. reporting agencies or may make other disposition not conflicting with Canadian public interest.

- (c) After the property has been taken into custody by CADC, reports of excess shall not be modified, cancelled or withdrawn except by mutual consent of the United States reporting agency and CADC.
- (d) If called upon by CADC the United States reporting agency shall at its expense assemble excess property at locations to be decided by mutual agreement.
- (e) The United States reporting agencies shall advise CADC of the names of the signing officers entitled to issue reports of excess.
- (f) CADC shall arrange and be responsible for the custody of excess property and shall take steps to accept custody within a reasonable time after the receipt of the report of excess, and shall endeavour to do so within three weeks.
- (g) Sales prices shall be determined by CADC after calling for bids, and shall be deemed to include duty and taxes payable by the purchaser to the Canadian Government. The acceptability of sales prices and the modification of the Equipment and Material Codes under which excess property has been declared by the United States, shall be at the discretion of CADC.
- (h) The manner of accounting for the receipts from sales shall be as follows: CADC shall retain and be accountable to the Canadian Government for that amount of the receipts collected on behalf of the Canadian Government as duties and taxes and the amount equal to the remainder of the receipts, less
 - (i) appropriate deductions for operational costs, including the cost of custodianship, shipping and restoration of premises as required, and
 - (ii) ten per cent of the remainder after the above deductions, to cover costs of administration,shall be paid to the appropriate United States reporting agency as proceeds to the United States from sales of property hereunder.
- (i) Settlement between the CADC and each reporting agency of the United States shall be made at such times as may be mutually agreed upon, but at least once every three months after the effective date of this agreement. Settlement shall be calculated in Canadian funds, which shall be converted into United States funds at the rate of exchange prevailing at the time of settlement.
- (j) If at any time CADC determine that excess property has no commercial value or that the estimated costs of care and handling of such property would exceed the estimated proceeds from its sale, such property may be destroyed or abandoned by CADC at its discretion. The account with respect to such property shall

lors de l'inspection, seront considérés comme appartenant à un type ou se trouvant dans un état qui mettrait la CDBC dans l'impossibilité d'en disposer d'une façon économique, pourront être refusés et renvoyés aux organismes compétents des États-Unis qui auront la faculté d'en disposer par voie d'abandon, de donation ou de vente à des conditions à fixer d'un commun accord par la CDBC et lesdits organismes des États-Unis, ou de les liquider de toute autre façon compatible avec l'intérêt public du Canada.

- c) Lorsque les biens auront été confiés à la garde de la CDBC, les rapports sur les biens en surplus ne pourront être modifiés, annulés ou retirés que par consentement mutuel de la CDBC et de l'organisme des États-Unis chargé de fournir des rapports.
- d) Si la CDBC leur en fait la demande, les organismes des États-Unis chargés de fournir des rapports réuniront à leurs frais les biens en surplus aux endroits qui seront désignés d'un commun accord.
- e) Les organismes des États-Unis chargés de fournir des rapports feront connaître à la CDBC les noms des fonctionnaires autorisés à signer et à présenter des rapports sur les biens en surplus.
- f) La CDBC se chargera de la garde des biens en surplus et fera en sorte d'en accepter la garde dans un délai raisonnable, qu'elle s'efforcera de limiter à trois semaines, après la réception des rapports sur les biens en surplus.
- g) Les prix de vente seront fixés par la CDBC après mise en adjudication et seront censés comprendre les droits et taxes que l'acheteur doit verser au Gouvernement canadien. L'acceptabilité des prix de vente et la modification des codes relatifs aux installations et au matériel sous le régime desquels lesdits biens ont été déclarés en surplus par les États-Unis sont laissées à la discrétion de la CDBC.
- h) La comptabilité des recettes produites par les ventes sera tenue comme il suit: la CDBC aura la garde et rendra compte au Gouvernement canadien du montant des recettes perçues pour le compte dudit Gouvernement à titre de droits et taxes, et un montant égal au reliquat des recettes, déduction faite
 - (i) des retenues nécessaires pour couvrir les dépenses de fonctionnement, y compris les frais de garde, d'expédition et de remise en état des lieux le cas échéant, et
 - (ii) de 10 p. 100 de ce qui restera après que les retenues ci-dessus auront été opérées, pour couvrir les frais d'administration, sera versé à l'organisme compétent des États-Unis chargé de fournir des rapports comme produit des ventes de biens prévues au présent accord à attribuer aux États-Unis.
- i) Le règlement des comptes entre la CDBC et chacun des organismes compétents des États-Unis auront lieu aux dates qui seront fixées d'un commun accord, mais au moins une fois par trimestre après la date où le présent accord aura pris effet. Ce règlement se fera en monnaie canadienne, qui sera convertie en monnaie des États-Unis au taux de change en vigueur le jour du règlement.
- j) Si, à un moment quelconque, la CDBC juge que certains biens en surplus n'ont aucune valeur commerciale ou que le coût estimatif de l'entretien et de la manutention de ces biens excéderait le

be closed and the United States reporting agency notified accordingly. In the event that operational costs incident to the disposal of excess property exceed the proceeds of sales, such excess costs are to be borne by Crown Assets Disposal Corporation.

III. In the case of excess property arising in remote locations, or involving special difficulties in disposal by CADC, modifications in the arrangements set out above may be made by mutual agreement between the agencies concerned.

IV. The terms of the arrangements contained in this Note extend to all United States Government-owned property now or hereafter located in Canada except alcoholic beverages and tobacco products, excess property resulting from the joint exercises of Canadian and United States forces taking place on Canadian territory, property utilized in connection with the Atomic Energy Programme, land or any interest in land, or property of the Government of the United States used in connection with diplomatic or consular functions.

V. If the foregoing proposals are acceptable to the United States Government, I have the honour to suggest that this Note and your confirmatory reply thereto shall constitute an Agreement between our two Governments on this matter, which will take effect upon receipt by the Government of Canada of your reply. The Agreement shall be terminable by either Government on thirty days' written notice to the other, with the understanding that in the event of such termination, CADC will continue with the sale or disposal of such property as may have already been reported to it.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

L. B. PEARSON

produit présumé de leur vente, elle aura la liberté de les détruire ou de les abandonner. Les comptes relatifs à ces biens seront clos, et l'organisme compétent des États-Unis sera prévenu en conséquence. Au cas où les dépenses de fonctionnement afférentes à la disposition des biens en surplus excéderaient le produit des ventes, l'excédent sera à la charge de la Corporation de disposition des biens de la Couronne.

III. Dans le cas des biens en surplus qui se trouvent dans des endroits éloignés ou dont la liquidation comporte des difficultés spéciales pour la CDBC, des modifications pourront être apportées d'un commun accord aux arrangements ci-dessus par les organismes intéressés.

IV. Les dispositions des arrangements proposés par la présente note s'étendent à tous les biens du Gouvernement des États-Unis qui se trouvent ou pourront se trouver au Canada à l'exception des boissons alcooliques et des produits du tabac, des biens en surplus résultant des manœuvres combinées des forces du Canada et des États-Unis se déroulant en territoire canadien, des biens utilisés dans le cadre du Programme d'énergie atomique, des terrains, des intérêts fonciers ou des biens du Gouvernement des États-Unis utilisés dans l'exercice des fonctions diplomatiques ou consulaires.

V. Les conditions énoncées ci-dessus rencontrent l'agrément du Gouvernement des États-Unis, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et votre réponse confirmative constituent à ce sujet entre nos deux Gouvernements un accord qui entrera en vigueur dès que le Gouvernement du Canada recevra votre réponse. Cet accord pourra être dénoncé par l'un ou l'autre Gouvernement moyennant un préavis par écrit de trente jours, étant bien entendu qu'en cas de dénonciation, la CDBC poursuivra la vente ou la liquidation des biens qui auront déjà fait l'objet d'un rapport à son intention.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

L. B. PEARSON

II

*The Ambassador of the United States of America to the
Secretary of State for External Affairs*

EMBASSY OF THE UNITED STATES OF AMERICA

Ottawa, April 18, 1951.

No. 317

EXCELLENCY,

I have the honor to acknowledge receipt of Your Excellency's Note No. 100 dated April 11, 1951, outlining provisions for the disposal of excess United States Government property in Canada through the agency of the Crown Assets Disposal Corporation.

The terms of the arrangements are acceptable to my Government and it is agreed that your note under reference and this reply shall be regarded as placing on record the understanding arrived at between our two Governments on this matter.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my most distinguished consideration.

STANLEY WOODWARD

II

*L'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique
au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures*

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ottawa, le 18 avril 1951.

N° 317

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note n° 100 de Votre Excellence, en date du 11 avril 1951, énonçant les mesures à prendre en vue de la disposition des biens en surplus des États-Unis au Canada par les soins de la Corporation de disposition des biens de la Couronne.

Les conditions prévues dans cette note rencontrent l'agrément de mon Gouvernement, qui accepte que votre note précitée et la présente réponse soient considérées comme sanctionnant officiellement l'accord intervenu à ce sujet entre nos deux Gouvernements.

Veillez, agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

STANLEY WOODWARD

Doc
an

Canada Foreign Affairs
10



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 10 TREATY SERIES

2A1B1G
-51714

REVISION DE LONDRES DE LA CONVENTION
INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE
LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

Signée le 2 juin 1934.

Instrument d'adhésion du Canada
déposé le 26 juin 1951.

En vigueur le 30 juillet 1951.

LONDON REVISION OF THE INTERNATIONAL
CONVENTION FOR THE PROTECTION OF
INDUSTRIAL PROPERTY.

Signed on June 2, 1934.

Instrument of Accession of Canada
deposited on June 26, 1951.

In force July 30, 1951.





CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 10 TREATY SERIES

REVISION DE LONDRES DE LA CONVENTION
INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE
LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

Signée le 2 juin 1934.

Instrument d'adhésion du Canada
déposé le 26 juin 1951.

En vigueur le 30 juillet 1951.

LONDON REVISION OF THE INTERNATIONAL
CONVENTION FOR THE PROTECTION OF
INDUSTRIAL PROPERTY.

Signed on June 2, 1934.

Instrument of Accession of Canada
deposited on June 26, 1951.

In force July 30, 1951.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Imprimeur de la Reine et | Queen's Printer and
Contrôleur de la Papeterie | Controller of Stationery
OTTAWA, 1952

Prix: 25 cents

Price: 25 cents

CONVENTION D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883 POUR LA PROTECTION DE
LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, REVISÉE À BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900,
À WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, À LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925 ET
À LONDRES, LE 2 JUIN 1934.

*Texte officiel français communiqué par le secrétaire d'État aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.*

Le Président du Reich Allemand; le Président du Bundesstaat d'Autriche;
Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des États-Unis du Brésil; le Président
de la République de Cuba; Sa Majesté le Roi de Danemark; le Président de la
République d'Espagne; le Président des États-Unis d'Amérique; le Président de
la République de Finlande; le Président de la République française; Sa Majesté
le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà
des mers, Empereur des Indes; Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume
de Hongrie; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son
Altesse Sérénissime le Prince de Liechtenstein; Sa Majesté le Sultan du Maroc;
le Président des États-Unis du Mexique; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa
Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République polonaise (au
nom de la Pologne et de la Ville libre de Dantzig); le Président de la République
portugaise; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil fédéral de la Confédération
suisse; le Président de la République tchécoslovaque; Son Altesse le Bey de
Tunisie; le Président de la République turque; Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

Ayant jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Con-
vention internationale du 20 mars 1883, portant création d'une Union inter-
nationale pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le
14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911 et à La Haye le 6 novembre 1925,
ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

*Suivent les noms des plénipotentiaires pour l'Allemagne, l'Autriche,
la Belgique, le Brésil, le Cuba, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis
d'Amérique, la Finlande, la France, la Syrie et le Liban, la Grande-
Bretagne et l'Irlande du Nord, le Commonwealth d'Australie, l'État
libre d'Irlande, la Hongrie, l'Italie, le Japon, le Liechtenstein, le Maroc,
le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la ville libre de
Dantzig, le Portugal, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie,
la Turquie et la Yougoslavie.*

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés
en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE PREMIER

1. Les pays auxquels s'applique la présente convention sont constitués à
l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle.

2. La protection de la propriété industrielle a pour objet les brevets d'in-
vention, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de
fabrique ou de commerce, le nom commercial et les indications de provenance
ou appellations d'origine, ainsi que la répression de la concurrence déloyale.

(Translation)

UNION CONVENTION OF PARIS, MARCH 20th, 1883, FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14th, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2nd, 1911, AT THE HAGUE, NOVEMBER 6th, 1925 AND AT LONDON, JUNE 2nd, 1934.

French official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

The President of the German Reich; the President of the Austrian Republic; His Majesty the King of the Belgians; the President of the United States of Brazil; the President of the Republic of Cuba; His Majesty the King of Denmark; the President of the Republic of Spain; the President of the United States of America; the President of the Republic of Finland; the President of the French Republic; His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary; His Majesty the King of Italy; His Majesty the Emperor of Japan; His Serene Highness the Prince of Liechtenstein; His Majesty the Sultan of Morocco; the President of the United States of Mexico; His Majesty the King of Norway; Her Majesty the Queen of the Netherlands; the President of the Polish Republic, in the name of Poland and of the Free City of Danzig; the President of the Portuguese Republic; His Majesty the King of Sweden; the Federal Council of the Swiss Confederation; the President of the Czechoslovak Republic; His Highness the Bey of Tunis; the President of the Turkish Republic; His Majesty the King of Yugoslavia,

Having deemed it expedient to make certain modifications in, and additions to, the International Convention of the 20th March, 1883, for the creation of an International Union for the Protection of Industrial Property, revised at Brussels on the 14th December, 1900, at Washington on the 2nd June, 1911, and at The Hague on the 6th November, 1925, have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Here follows the names of the plenipotentiaries for Germany, Austria, Belgium, Brazil, Cuba, Denmark, Spain, United States of America, Finland, France, Syria and Lebanon, Great Britain and Northern Ireland, the Commonwealth of Australia, the Irish Free State, Hungary, Italy, Japan, Liechtenstein, Morocco, Mexico, Norway, Netherlands, Poland, the Free City of Dantzig, Portugal, Sweden, Switzerland, Czechoslovakia, Tunis, Turkey and Yugoslavia.

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

ARTICLE 1

1. The countries to which the present Convention applies constitute themselves into a Union for the protection of industrial property.

2. The protection of industrial property is concerned with patents, utility models, industrial designs or models, trade marks, trade names and indications of source or appellations of origin, and the repression of unfair competition.

3. La propriété industrielle s'entend dans l'acception la plus large et s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles et extractives et à tous produits fabriqués ou naturels, par exemple: vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bétails, minéraux, eaux minérales, bières, fleurs, farines.

4. Parmi les brevets d'invention sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des pays de l'Union, telles que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, brevets et certificats d'addition, etc.

ARTICLE 2

1. Les ressortissants de chacun des pays de l'Union jouiront dans tous les autres pays de l'Union, en ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, le tout sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente convention. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.

2. Toutefois, aucune condition de domicile ou d'établissement dans le pays où la protection est réclamée ne peut être exigée des ressortissants de l'Union pour la jouissance d'aucun des droits de propriété industrielle.

3. Sont expressément réservées les dispositions de la législation de chacun des pays de l'Union relatives à la procédure judiciaire et administrative et à la compétence, ainsi qu'à l'élection de domicile ou à la constitution d'un mandataire, qui seraient requises par les lois sur la propriété industrielle.

ARTICLE 3

Sont assimilés aux ressortissants des pays de l'Union les ressortissants des pays ne faisant pas partie de l'Union qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'Union.

ARTICLE 4

A. 1. Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des pays de l'Union, ou son ayant cause, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres pays, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

2. Est reconnu comme donnant naissance au droit de priorité tout dépôt ayant la valeur d'un dépôt national régulier en vertu de la loi intérieure de chaque pays de l'Union ou de traités internationaux conclus entre plusieurs pays de l'Union.

B. En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque, et ces faits ne pourront faire naître aucun droit de tiers ni aucune possession personnelle. Les droits acquis par des tiers avant le jour de la première demande qui sert de base au droit de priorité sont réservés par l'effet de la législation intérieure de chaque pays de l'Union.

3. Industrial property is to be understood in the broadest sense and applies not only to industry and commerce properly so called, but likewise to agricultural and extractive industries and to all manufactured or natural products, for example, wines, corn, tobacco leaves, fruit, cattle, minerals, mineral waters, beer, flowers and flour.

4. Under the term "patents" are included the various kinds of industrial patents recognized by the laws of the countries of the Union, such as patents of importation, patents of improvement, patents and certificates of addition, etc.

ARTICLE 2

1. Persons within the jurisdiction of each of the countries of the Union shall, as regards the protection of industrial property, enjoy in all the other countries of the Union the advantages that their respective laws now grant, or may hereafter grant, to their nationals, without prejudice to the rights specially provided by the present Convention. Consequently they shall have the same protection as the latter, and the same legal remedy against any infringement of their rights, provided they observe the conditions and formalities imposed on nationals.

2. Nevertheless, no condition as to the possession of a domicile or establishment in the country where protection is claimed may be required of persons entitled to the benefits of the Union for the enjoyment of any industrial property rights.

3. The provisions of the laws of each of the countries of the Union relative to judicial and administrative procedure and competence, and to the choice of domicile or the authorization of an agent which may be required by the laws of industrial property, are expressly reserved.

ARTICLE 3

Persons within the jurisdiction of countries not forming part of the Union, who are domiciled or who have real and effective industrial or commercial establishments in the territory of one of the countries of the Union, are assimilated to persons within the jurisdiction of the countries of the Union.

ARTICLE 4

A. 1. Any person who has duly deposited an application for a patent, or for the registration of a utility model, industrial design or model or trade mark in one of the countries of the Union, or his legal representative or assignee, shall enjoy, for the purposes of deposit in the other countries, a right of priority during the periods hereinafter stated.

2. Every application which, under the domestic law of any country of the Union, or under international treaties concluded between several countries of the Union, is equivalent to a regular national application, shall be recognized as giving rise to a right of priority.

B. Consequently, a subsequent deposit in any of the other countries of the Union before the expiration of these periods shall not be invalidated through any acts accomplished in the interval, either, for instance, by another deposit, by publication or exploitation of the invention, by the putting on sale of copies of the design or model, or by use of the mark, and these acts cannot give rise to any rights of third parties or of personal possession. Rights acquired by third parties before the date of the first application which serves as a basis for the right of priority are reserved in accordance with the domestic legislation of each country of the Union.

C. 1. Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité, et de six mois pour les dessins ou modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce.

2. Ces délais commencent à courir de la date du dépôt de la première demande; le jour du dépôt n'est pas compris dans le délai.

3. Si le dernier jour du délai est un jour férié légal ou un jour où le Bureau n'est pas ouvert pour recevoir le dépôt des demandes dans le pays où la protection est réclamée, le délai sera prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

D. 1. Quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur sera tenu de faire une déclaration indiquant la date et le pays de ce dépôt. Chaque pays déterminera à quel moment, au plus tard, cette déclaration devra être effectuée.

2. Ces indications seront mentionnées dans les publications émanant de l'administration compétente, notamment sur les brevets et les descriptions y relatives.

3. Les pays de l'Union pourront exiger de celui qui fait une déclaration de priorité la production d'une copie de la demande (description, dessins, etc.) déposée antérieurement. La copie, certifiée conforme par l'administration qui aura reçu cette demande, sera dispensée de toute législation, et elle pourra en tous cas être déposée, exempte de frais, à n'importe quel moment dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande ultérieure. On pourra exiger qu'elle soit accompagnée d'un certificat de la date du dépôt émanant de cette administration, et d'une traduction.

4. D'autres formalités ne pourront être requises pour la déclaration de priorité au moment du dépôt de la demande. Chaque pays de l'Union déterminera les conséquences de l'omission des formalités prévues par le présent article, sans que ces conséquences puissent excéder la perte du droit de priorité.

5. Ultérieurement d'autres justifications pourront être demandées.

E. 1. Lorsqu'un dessin ou modèle industriel aura été déposé dans un pays en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'un modèle d'utilité, le délai de priorité ne sera que celui fixé pour les dessins ou modèles industriels.

2. En outre, il est permis de déposer dans un pays un modèle d'utilité en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'une demande de brevet et inversement.

F. Aucun pays de l'Union ne pourra refuser une demande de brevet pour le motif qu'elle contient la revendication de priorités multiples, à la condition qu'il y ait unité d'invention au sens de la loi du pays.

G. Si l'examen révèle qu'une demande de brevet est complexe, le demandeur pourra diviser la demande en un certain nombre de demandes divisionnaires en conservant comme date de chacune la date de la demande initiale et, s'il y a lieu, le bénéfice du droit de priorité.

H. La priorité ne peut être refusée pour le motif que certains éléments de l'invention pour lesquels on revendique la priorité ne figurent pas parmi les revendications formulées dans la demande au pays d'origine, pourvu que l'ensemble des pièces de la demande révèle d'une façon précise lesdits éléments.

C. 1. The above-mentioned periods of priority shall be twelve months for patents and utility models, and six months for industrial designs or models and trade marks.

2. These periods start from the date of deposit of the first application; the day of deposit is not included in the period.

3. If the last day of the period is a *dies non* or a day when the Office is not open to receive the deposit of applications in the country where protection is claimed, the period shall be extended until the first following working day.

D. 1. Any person desiring to take advantage of the priority of a previous deposit shall be bound to make a declaration giving particulars as to the date of such deposit and the country in which it was made. Each country will determine for itself the latest time at which such declaration must be made.

2. These particulars shall be mentioned in the publications issued by the competent authority, in particular on the patents and the specifications relating thereto.

3. The countries of the Union may require any person making a declaration of priority to produce a copy of the application (with the specification, drawings, etc.) previously deposited. The copy, certified as correct by the authority by whom the application was received, shall not require any legal authentication, and may in any case be deposited at any time within three months from the deposit of the subsequent application without payment of fee. They may require it to be accompanied by a certificate from the proper authority showing the date of the deposit, and also by a translation.

4. No other formalities may be required for the declaration of priority at the time of depositing the application. Each of the countries of the Union shall decide for itself what consequences shall follow the omission of the formalities prescribed by the present Article, but such consequences shall in no case be more serious than the loss of the right of priority.

5. Subsequently, further proof in support of the declaration may be required.

E. 1. Where an application for the registration of an industrial design or model is deposited in a country in virtue of a right of priority based on a previous deposit of an application for registration of a utility model, the period of priority shall only be that fixed for industrial designs or models.

2. Further, it is permissible to deposit in a country an application for the registration of a utility model in virtue of a right of priority based on the deposit of a patent application and *vice versa*.

F. No country of the Union may refuse an application for a patent on the ground that it contains multiple priority claims, provided that the application relates to one invention only within the meaning of the law of that country.

G. If examination reveals that an application for a patent contains more than one invention, the applicant may divide the application into the requisite number of divisional applications, and preserve as the date of each divisional application the date of the initial application and, if necessary, the benefit of the right of priority.

H. Priority may not be refused on the ground that certain elements of the invention for which priority is claimed do not appear in the claims formulated in the application in the country of origin, provided that the application documents as a whole disclose such elements in a precise manner.

ARTICLE 4 bis

1. Les brevets demandés dans les différents pays de l'Union par des ressortissants de l'Union seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres pays, adhérents ou non à l'Union.

2. Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés pendant le délai de priorité sont indépendants, tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance, qu'au point de vue de la durée normale.

3. Elle s'applique à tous les brevets existant au moment de sa mise en vigueur.

4. Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux pays, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

5. Les brevets obtenus avec le bénéfice de la priorité jouiront, dans les différents pays de l'Union, d'une durée égale à celle dont ils jouiraient s'ils étaient demandés ou délivrés sans le bénéfice de la priorité.

ARTICLE 4 ter

L'inventeur a le droit d'être mentionné comme tel dans le brevet.

ARTICLE 5

A. 1. L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

2. Toutefois, chacun des pays de l'Union aura la faculté de prendre les mesures législatives nécessaires pour prévenir les abus qui pourraient résulter de l'exercice du droit exclusif conféré par le brevet, par exemple faute d'exploitation.

3. Ces mesures ne pourront prévoir la déchéance du brevet que si la concession de licences obligatoires ne suffisait pas pour prévenir ces abus.

4. En tout cas, la concession d'une licence obligatoire ne pourra pas être demandée avant l'expiration de trois années à compter de la date de la délivrance du brevet, et cette licence ne pourra être accordée que si le breveté ne justifie pas d'excuses légitimes. Aucune action en déchéance ou en révocation d'un brevet ne pourra être introduite avant l'expiration de deux années à compter de la concession de la première licence obligatoire.

5. Les dispositions qui précèdent seront applicables, sous réserve des modifications nécessaires, aux modèles d'utilité.

B. La protection des dessins et modèles industriels ne peut être atteinte par une déchéance quelconque, soit pour défaut d'exploitation, soit pour introduction d'objets conformes à ceux qui sont protégés.

C. 1. Si, dans un pays, l'utilisation de la marque enregistrée est obligatoire, l'enregistrement ne pourra être annulé qu'après un délai équitable et si l'intéressé ne justifie pas des causes de son inaction.

2. L'emploi d'une marque de fabrique ou de commerce par le propriétaire, sous une forme qui diffère par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif de la marque dans la forme sous laquelle celle-ci a été enregistrée dans l'un des pays de l'Union, n'entraînera pas l'invalidation de l'enregistrement et ne diminuera pas la protection accordée à la marque.

ARTICLE 4 *bis*

1. Patents applied for in the various countries of the Union by persons entitled to the benefits of the Union shall be independent of the patents obtained for the same invention in the other countries, whether members of the Union or not.

2. This stipulation must be strictly interpreted, for example, it shall be understood to mean that patents applied for during the period of priority are independent, in respect of the grounds for refusal and for revocation, as well as in respect of their normal duration.

3. The stipulation applies to all patents existing at the time when it comes into effect.

4. Similarly it shall apply, in the case of the accession of new countries, to patents in existence either on one side or the other at the time of accession.

5. Patents obtained with the benefit of priority shall enjoy in the various countries of the Union a duration equal to that which they would have enjoyed if they had been applied for or issued without the benefit of priority.

ARTICLE 4 *ter*

The inventor has the right to be mentioned as such in the patent.

ARTICLE 5

A. 1. The importation by the patentee into the country where the patent has been granted of articles manufactured in any of the countries of the Union shall not entail revocation of the patent.

2. Nevertheless each of the countries of the Union shall have the right to take the necessary legislative measures to prevent the abuses which might result from the exercise of the exclusive rights conferred by the patent, for example, failure to work.

3. These measures shall not provide for the revocation of the patent unless the grant of compulsory licences is insufficient to prevent such abuses.

4. In any case, an application for the grant of a compulsory licence may not be made before the expiration of three years from the date of the issue of the patent, and this licence may only be granted if the patentee is unable to justify himself by legitimate reasons. No proceedings for the revocation of a patent may be instituted before the expiration of two years from the date of the granting of the first compulsory licence.

5. The foregoing provisions shall be applicable, *mutatis mutandis*, to utility models.

B. The protection of industrial designs and models may not, under any circumstances, be liable to revocation either by reason of non-working or by reason of the importation of articles corresponding to those which are protected.

C. 1. If, in any country, the utilization of a registered trade mark is compulsory, registration cannot be cancelled until after a reasonable period has elapsed, and then only if the person interested cannot justify the causes of his inaction.

2. The use of a trade mark by the proprietor in a form differing in elements which do not alter the distinctive character of the mark from the form in which it was registered in one of the countries of the Union shall not involve cancellation of the registration, and shall not prejudice the protection granted to such mark.

3. L'emploi simultané de la même marque sur des produits identiques ou similaires, par des établissements industriels ou commerciaux considérés comme copropriétaires de la marque d'après les dispositions de la loi nationale du pays où la protection est réclamée, n'empêchera pas l'enregistrement ni ne diminuera d'aucune façon la protection accordée à ladite marque dans n'importe quel pays de l'Union, pourvu que ledit emploi n'ait pas pour effet d'induire le public en erreur et qu'il ne soit pas contraire à l'intérêt public.

D. Aucun signe ou mention du brevet, du modèle d'utilité, de l'enregistrement de la marque de fabrique ou de commerce ou du dépôt du dessin ou modèle industriel ne sera exigé sur le produit, pour la reconnaissance du droit.

ARTICLE 5 bis

1. Un délai de grâce, qui devra être au minimum de trois mois, sera accordé pour le paiement des taxes prévues pour le maintien des droits de propriété industrielle, moyennant le versement d'une surtaxe, si la législation nationale en impose une.

2. Pour les brevets d'invention, les pays de l'Union s'engagent en outre, soit à porter le délai de grâce à six mois au moins, soit à prévoir la restauration du brevet tombé en déchéance par suite de non-paiement de taxes, ces mesures restant soumises aux conditions prévues par la législation intérieure.

ARTICLE 5 ter

Dans chacun des pays de l'Union ne seront pas considérés comme portant atteinte aux droits du breveté:

1° L'emploi, à bord des navires des autres pays de l'Union, des moyens faisant l'objet de son brevet dans le corps du navire, dans les machines, agrès, appareils et autres accessoires, lorsque ces navires pénétreront temporairement ou accidentellement dans les eaux du pays, sous réserve que ces moyens y soient employés exclusivement pour les besoins du navire;

2° L'emploi des moyens faisant l'objet du brevet dans la construction ou le fonctionnement des engins de locomotion aérienne ou terrestre des autres pays de l'Union ou des accessoires de ces engins, lorsque ceux-ci pénétreront temporairement ou accidentellement dans ce pays.

ARTICLE 6

A. Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement enregistrée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de l'Union sous les réserves indiquées ci-après. Ces pays pourront exiger, avant de procéder à l'enregistrement définitif, la production d'un certificat d'enregistrement au pays d'origine délivré par l'autorité compétente. Aucune législation ne sera requise pour ce certificat.

B. 1. Toutefois, pourront être refusées ou invalidées:

1° Les marques qui sont de nature à porter atteinte à des droits acquis par des tiers dans le pays où la protection est réclamée;

2° Les marques dépourvues de tout caractère distinctif, ou bien composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine des produits ou l'époque de production ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la protection est réclamée. Dans l'appréciation du caractère distinctif d'une marque, on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque;

3. The concurrent use of the same mark on identical or similar goods by industrial or commercial establishments who, under the provisions of the national law of the country where protection is claimed, are considered as co-proprietors of the mark, shall not prevent the registration nor prejudice in any manner the protection granted to the said mark in any country of the Union, provided that such use does not result in misleading the public, and is not contrary to the public interest.

D. No sign or mention of the patent, of the utility model, of the registration of the trade mark or of the deposit of the industrial design or model shall be required upon the product as a condition of recognition of the right to protection.

ARTICLE 5 bis

1. An extension of time of not less than three months shall be allowed for the payment of the prescribed fees for the maintenance of industrial property rights, on condition (if the national legislation of a country so provides) of the payment of a supplementary fee.

2. In the case of patents, the countries of the Union further undertake, either to increase the above-mentioned extension of time to not less than six months, or to provide for the restoration of a patent which has expired by reason of the non-payment of fees, subject in each case to the conditions prescribed by the domestic legislation.

ARTICLE 5 ter

In each of the countries of the Union the following shall not be considered as infringements of the rights of a patentee.

(1) The use on board vessels of other countries of the Union of a patented invention in the body of the vessel, in the machinery, tackle, apparatus and other accessories, when such vessels penetrate temporarily or accidentally into the territorial waters of the country, provided that such invention is used exclusively for the actual needs of the vessel.

(2) The use of a patented invention in the construction or working of aircraft or land vehicles of other countries of the Union, or of the accessories to such aircraft or vehicles, when such aircraft or vehicles penetrate temporarily or accidentally into the country.

ARTICLE 6

A. Every trade mark duly registered in the country of origin shall be admitted for deposit and protected in its original form in the other countries of the Union, subject to the reservations indicated below. These countries may, before proceeding to final registration, require the production of a certificate of registration in the country of origin, issued by the competent authority. No legalization shall be required for this certificate.

B. 1. Nevertheless, registration of the following may be refused or cancelled:

(1) Marks which are of such a nature as to infringe rights acquired by third parties in the country where protection is claimed.

(2) Marks which have no distinctive character, or which consist exclusively of signs or indications which serve in trade to designate the kind, quality, quantity, destination, value, place of origin of the goods or date of production, or which have become customary in the current language, or in the *bona fide* and recognized customs of the trade of the country where protection is claimed. In arriving at a decision as to the distinctive character of a mark, all the circumstances of the case must be taken into account, including the length of time during which the mark has been in use.

3° Les marques qui sont contraires à la morale ou à l'ordre public, notamment celles qui sont de nature à tromper le public. Il est entendu qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelques dispositions de la législation sur les marques, sauf le cas où cette disposition elle-même concerne l'ordre public.

2. Ne pourront être refusées dans les autres pays de l'Union les marques de fabrique ou de commerce pour le seul motif qu'elles ne diffèrent des marques protégées dans le pays d'origine que par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif et ne touchant pas à l'identité des marques dans la forme sous laquelle celles-ci ont été enregistrées audit pays d'origine.

C. Sera considéré comme pays d'origine le pays de l'Union où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, et, s'il n'a pas un tel établissement, le pays de l'Union où il a son domicile, et, s'il n'a pas de domicile dans l'Union, le pays de sa nationalité, au cas où il est ressortissant d'un pays de l'Union.

D. Lorsqu'une marque de fabrique ou de commerce aura été régulièrement enregistrée dans le pays d'origine, puis dans un ou plusieurs autres pays de l'Union, chacune de ces marques nationales sera considérée, dès la date à laquelle elle aura été enregistrée, comme indépendante de la marque dans le pays d'origine, pourvu qu'elle soit conforme à la législation intérieure du pays d'importation.

E. En aucun cas le renouvellement de l'enregistrement d'une marque dans le pays d'origine n'entraînera l'obligation de renouveler l'enregistrement dans les autres pays de l'Union où la marque aura été enregistrée.

F. Le bénéfice de la priorité reste acquis aux dépôts de marques effectués dans le délai de l'article 4, même lorsque l'enregistrement dans le pays d'origine n'intervient qu'après l'expiration de ce délai.

ARTICLE 6 bis

1. Les pays de l'Union s'engagent à refuser ou à invalider, soit d'office si la législation du pays le permet, soit à la requête de l'intéressé, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui constitue la reproduction, l'imitation ou la traduction, susceptibles de créer une confusion, d'une marque que l'autorité compétente du pays de l'enregistrement estimera y être notoirement connue comme étant déjà la marque d'une personne admise à bénéficier de la présente convention et utilisée pour des produits identiques ou similaires. Il en sera de même lorsque la partie essentielle de la marque constitue la reproduction d'une telle marque notoirement connue ou une imitation susceptible de créer une confusion avec celle-ci.

2. Un délai minimum de trois ans devra être accordé pour réclamer la radiation de ces marques. Le délai courra de la date de l'enregistrement de la marque.

3. Il ne sera pas fixé de délai pour réclamer la radiation des marques enregistrées de mauvaise foi.

ARTICLE 6 ter

1. Les pays de l'Union conviennent de refuser ou d'invalider l'enregistrement et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation, à défaut d'autorisation des pouvoirs compétents, soit comme marques de fabrique ou de commerce, soit comme éléments de ces marques, des armoiries, drapeaux et autres emblèmes d'État des pays de l'Union, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par eux, ainsi que toute imitation au point de vue héraldique.

(3) Marks which are contrary to morality or public order, in particular those of such a nature as to deceive the public. It is understood that a mark cannot be considered as contrary to public order for the sole reason that it does not conform to some stipulation of the laws concerning marks, except where such stipulation itself relates to public order.

2. Registration of trade marks in the other countries of the Union shall not be refused for the sole reason that such marks differ from the marks protected in the country of origin only by elements which do not alter the distinctive character and do not affect the identity of the marks registered in the said country of origin.

C. The country of the Union where the depositor has a real and effective industrial or commercial establishment; if he has not such an establishment, the country of the Union where he is domiciled, and if he is not domiciled in the Union, the country of his nationality if he is a person within the jurisdiction of one of the countries of the Union shall be considered as the country of origin.

D. When a trade mark has been duly registered in the country of origin and then in one or several other countries of the Union, each of these national marks shall be considered, as from the date of its registration, as independent of the mark in the country of origin, provided it conforms to the domestic legislation of the country of importation.

E. In no case shall the renewal of the registration of a mark in the country of origin involve the obligation to renew the registration of the mark in other countries of the Union where it has been registered.

F. The benefits of priority shall be accorded to applications for the registration of marks deposited within the period fixed by Article 4, notwithstanding the fact that registration in the country of origin may not be completed until after the expiration of such period.

ARTICLE 6 bis

1. The countries of the Union undertake to refuse or to cancel, either administratively if their legislation so permits, or at the request of an interested party, the registration of any trade mark which constitutes a reproduction, imitation or translation capable of creating confusion with a mark considered by the competent authority of the country of registration to be well known in that country as being already the mark of a person entitled to the benefits of the present Convention and utilized for identical or similar goods. These provisions shall also apply when the essential part of the mark constitutes a reproduction of any such well-known mark, or an imitation capable of creating confusion therewith.

2. A period of at least three years shall be allowed for claiming the removal of such marks. This period shall run from the date of registration of the mark.

3. There shall be no limit to the period within which application may be made for the removal of marks registered in bad faith.

ARTICLE 6 ter

1. The countries of the Union agree to refuse or to cancel the registration, and to prohibit by appropriate measures the utilization, without authorization by the competent authorities, either as trade marks or as elements of trade marks, of armorial bearings, flags and other State emblems of the countries of the Union, official signs and hall-marks indicating control or warranty adopted by them, and all imitations thereof from an heraldic point of view.

2. L'interdiction des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie s'appliquera seulement dans les cas où les marques qui les comprendront seront destinées à être utilisées sur des marchandises du même genre ou d'un genre similaire.

3. Pour l'application de ces dispositions, les pays de l'Union conviennent de se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, la liste des emblèmes d'État, signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie, qu'ils désirent ou désireront placer, d'une façon absolue ou dans certaines limites, sous la protection du présent article, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à cette liste. Chaque pays de l'Union mettra à la disposition du public, en temps utile, les listes notifiées.

4. Tout pays de l'Union pourra, dans un délai de douze mois à partir de la réception de la notification, transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international de Berne, au pays intéressé, ses objections éventuelles.

5. Pour les emblèmes d'État notoirement connus, les mesures prévues à l'alinéa premier s'appliqueront seulement aux marques enregistrées après le 6 novembre 1925.

6. Pour les emblèmes d'État qui ne seraient pas notoirement connus, et pour les signes et poinçons officiels, ces dispositions ne seront applicables qu'aux marques enregistrées plus de deux mois après réception de la notification prévue par l'alinéa 3.

7. En cas de mauvaise foi, les pays auront la faculté de faire radier même les marques enregistrées avant le 6 novembre 1925 et comportant des emblèmes d'État, signes et poinçons.

8. Les nationaux de chaque pays qui seraient autorisés à faire usage des emblèmes d'État, signes et poinçons de leur pays, pourront les utiliser, même s'il y avait similitude avec ceux d'un autre pays.

9. Les pays de l'Union s'engagent à interdire l'usage non autorisé, dans le commerce, des armoiries d'État des autres pays de l'Union, lorsque cet usage sera de nature à induire en erreur sur l'origine des produits.

10. Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'exercice, par les pays, de la faculté de refuser ou d'invalider, par application du 3° de l'alinéa premier de la lettre B de l'article 6, les marques contenant, sans autorisation, des armoiries, drapeaux, décorations et autres emblèmes d'État ou des signes et poinçons officiels adoptés par un pays de l'Union.

ARTICLE 6 *quater*

1. Lorsque, conformément à la législation d'un pays de l'Union, la cession d'une marque n'est valable que si elle a lieu en même temps que le transfert de l'entreprise ou du fonds de commerce auquel la marque appartient, il suffira, pour que cette validité soit admise, que la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce située dans ce pays soit transmise au cessionnaire, avec le droit exclusif d'y fabriquer ou d'y vendre les produits portant la marque cédée.

2. Cette disposition n'impose pas aux pays de l'Union l'obligation de considérer comme valable le transfert de toute marque dont l'usage par le cessionnaire serait, en fait, de nature à induire le public en erreur, notamment en ce qui concerne la provenance, la nature ou les qualités substantielles des produits auxquels la marque est appliquée.

ARTICLE 7

La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle à l'enregistrement de la marque.

2. The prohibition of the utilization of official signs and hall-marks indicating control or warranty shall apply solely in cases where the marks which contain them are intended to be utilized for the same or similar classes of goods.

3. For the application of these stipulations the countries of the Union agree to communicate mutually through the medium of the International Bureau of Berne, the list of State emblems and official signs and hall-marks indicating control or warranty which they desire, or may hereafter desire, to place wholly or within certain limits under the protection of the present Article, and all subsequent modifications of this list. Each country of the Union shall forthwith make the lists so communicated available to the public.

4. Any country of the Union may, within a period of twelve months from the receipt of the communication, transmit any objections which it may desire to offer to the country concerned through the medium of the International Bureau.

5. In the case of State emblems which are well known the measures prescribed by paragraph I shall apply solely to marks registered after the 6th November, 1925.

6. As regards State emblems which are not well known and official signs and hall-marks such stipulations shall be applicable only to marks registered more than two months after the receipt of the communications provided for in paragraph 3.

7. In cases of bad faith, however, each country shall be entitled to cause removal of marks, even though registered before the 6th November, 1925, if they contain State emblems, signs or hall-marks.

8. The nationals of each country who have been authorized to make use of State emblems signs or hall-marks of their country, may continue to use them even though they are similar to those of another country.

9. The countries of the Union undertake to prohibit the unauthorized use in trade of the State armorial bearings of the other countries of the Union, when such use is of a nature to cause deception as to the origin of the goods.

10. The above stipulations shall not prevent the countries from exercising the power given in the third subsection of paragraph I of Clause B of Article 6, to refuse or to cancel the registration of marks containing, without authorization, the armorial bearings, flags, decorations and other State emblems or official signs or hall-marks adopted by a country of the Union.

ARTICLE 6 *quater*

1. When, in conformity with the legislation of a country of the Union, the assignment of a trade mark is valid only if it takes place simultaneously with the transfer of the business or goodwill to which the mark belongs, it shall be sufficient to establish validity if the portion of the business or goodwill situated in that country, together with the exclusive right of manufacturing or selling in that country the goods bearing the mark assigned, is transferred to the assignee.

2. This provision does not impose upon the countries of the Union any obligation to consider valid the assignment of any mark of which the use by the assignee would, in fact, be of such a nature as to deceive the public, in particular as regards the origin, nature or substantial qualities of the goods to which the mark is applied.

ARTICLE 7

The nature of the goods to which the trade mark is to be applied can, in no case, form an obstacle to the registration of the mark.

ARTICLE 7 bis

1. Les pays de l'Union s'engagent à admettre au dépôt et à protéger les marques collectives appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial.

2. Chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles une marque collective sera protégée et il pourra refuser la protection si cette marque est contraire à l'intérêt public.

3. Cependant, la protection de ces marques ne pourra être refusée à aucune collectivité dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, pour le motif qu'elle n'est pas établie dans le pays où la protection est requise ou qu'elle n'est pas constituée conformément à la législation de ce pays.

ARTICLE 8

Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt ou d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

ARTICLE 9

1. Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

2. La saisie sera également effectuée dans le pays où l'apposition illicite aura eu lieu, ou dans le pays où aura été importé le produit.

3. La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de toute autre autorité compétente, soit d'une partie intéressée, personne physique ou morale, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

4. Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

5. Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition d'importation ou la saisie à l'intérieur.

6. Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, et en attendant que cette législation soit modifiée en conséquence, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux.

ARTICLE 10

1. Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité ou d'un pays déterminé, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

2. Sera en tout cas reconnu comme partie intéressée, que ce soit une personne physique ou morale, tout producteur, fabricant ou commerçant engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit et établi, soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située, soit dans le pays faussement indiqué, soit dans le pays où la fausse indication de provenance est employée.

ARTICLE 7 *bis*

1. The countries of the Union undertake to admit to deposit and to protect association marks belonging to associations the existence of which is not contrary to the law of the country of origin, even if such associations do not possess an industrial or commercial establishment.

2. Each country shall be the sole judge of the particular conditions under which an association mark shall be protected and may refuse protection if the mark is contrary to public interest.

3. Nevertheless, the protection of these marks may not be refused to any association of which the existence is not contrary to the law of the country of origin on the ground that such association is not established in the country where protection is sought or is not constituted according to the legislation of the latter country.

ARTICLE 8

A trade name shall be protected in all the countries of the Union without necessity of deposit or registration, whether or not it forms part of a trade mark.

ARTICLE 9

1. All goods illegally bearing a trade mark or trade name shall be seized on importation into those countries of the Union where this mark or name has a right to legal protection.

2. Seizure shall be effected equally in the country where the mark or name was illegally applied, or in the country into which the goods bearing it may have been imported.

3. The seizure shall take place at the request either of the Public Prosecutor or of any other competent authority or of any interested party whether an individual or a body of persons corporate or unincorporate in conformity with the domestic law of each country.

4. The authorities shall not be bound to effect the seizure of goods in transit.

5. If the laws of a country do not admit of seizure on importation, such seizure shall be replaced by prohibition of importation or seizure within such country.

6. If the laws of any country do not admit either of seizure upon importation, or of prohibition of importation, or of seizure within the country, and pending the requisite modification of these laws, these measures shall be replaced by the remedies available in such cases to nationals.

ARTICLE 10

1. The stipulations of the preceding Article shall be applicable to all goods which falsely bear as an indication of origin the name of a specified locality or country, when such indication is joined to a trade name of a fictitious character or used with fraudulent intention.

2. Any producer, manufacturer or trader, whether an individual or a body of persons corporate or unincorporate, engaged in the production, manufacture, or trade of such goods, and established either in the locality falsely indicated as the place of origin, in the district where the locality is situated, or in the country falsely indicated, or in the country where the false indication of origin is used, shall in any case be deemed a party interested.

ARTICLE 10 *bis*

1. Les pays de l'Union sont tenus d'assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

2. Constitue un acte de concurrence déloyale tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale.

3. Notamment devront être interdits:

1° Tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;

2° Les allégations fausses, dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent.

ARTICLE 10 *ter*

1. Les pays de l'Union s'engagent à assurer aux ressortissants des autres pays de l'Union des recours légaux appropriés pour réprimer efficacement tous les actes visés aux articles 9, 10 et 10 *bis*.

2. Ils s'engagent, en outre, à prévoir des mesures pour permettre aux syndicats et associations représentant les industriels, producteurs ou commerçants intéressés et dont l'existence n'est pas contraire aux lois de leurs pays, d'agir en justice ou auprès des autorités administratives, en vue de la répression des actes prévus par les articles 9, 10 et 10 *bis*, dans la mesure où la loi du pays dans lequel la protection est réclamée le permet aux syndicats et associations de ce pays.

ARTICLE 11

1. Les pays de l'Union accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues organisées sur le territoire de l'un d'eux.

2. Cette protection temporaire ne prolongera pas les délais de l'article 4. Si, plus tard, le droit de priorité est invoqué, l'administration de chaque pays pourra faire partir le délai de la date de l'introduction du produit dans l'exposition.

3. Chaque pays pourra exiger, comme preuve de l'identité de l'objet exposé et de la date d'introduction, les pièces justificatives qu'il jugera nécessaires.

ARTICLE 12

1. Chacun des pays de l'Union s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.

2. Ce service publiera une feuille périodique officielle. Il publiera régulièrement:

a) Les noms des titulaires des brevets délivrés, avec une brève désignation des inventions brevetées;

b) Les reproductions des marques enregistrées.

ARTICLE 10 *bis*

1. The countries of the Union are bound to assure to persons entitled to the benefits of the Union an effective protection against unfair competition.

2. Every act of competition contrary to honest practices in industrial or commercial matters constitutes an act of unfair competition.

3. The following acts among others shall be prohibited:

(1) All manner of acts of such a nature as to create confusion by any means whatsoever with the establishment, the goods, or the industrial or commercial activities of a competitor;

(2) False allegations, in the course of trade, of such a nature as to discredit the establishment, the goods, or the industrial or commercial activities of a competitor.

ARTICLE 10 *ter*

1. The countries of the Union undertake to assure to persons within the jurisdiction of other countries of the Union appropriate legal remedies to repress effectively all acts referred to in Articles 9, 10 and 10 *bis*.

2. They undertake, further, to provide measures to permit syndicates and associations which represent industrialists, producers or traders interested, and of which the existence is not contrary to the laws of their country, to take proceedings in the Courts or before the administrative authorities with a view to securing repression of the acts referred to in Articles 9, 10 and 10 *bis* so far as the law of the country in which protection is claimed permits such action to the syndicates and associations of that country.

ARTICLE 11

1. The countries of the Union shall, in conformity with their domestic legislation, grant temporary protection to patentable inventions, utility models, industrial designs or models, and trade marks, in respect of goods exhibited at official, or officially recognized, international exhibitions held in the territory of one of them.

2. This temporary protection shall not prolong the periods of priority by Article 4. If, at a later date, the right of priority is invoked, the Administration of each country may date the period of priority as from the date of introduction of the goods into the exhibition.

3. Each country may require, as proof of the identity of the object exhibited, and of the date of its introduction into the exhibition, such evidence as it may consider necessary.

ARTICLE 12

1. Each of the countries of the Union undertakes to establish a special Government department for industrial property, and a central office for communication to the public of patents, utility models, industrial designs or models, and trade marks.

2. This department shall publish an official periodical journal. It shall also publish regularly:

(a) The names of the patentees of patents issued, with a brief title of the patented inventions;

(b) Representations of registered trade marks.

ARTICLE 13

1. L'Office international institué à Berne sous le nom de Bureau international pour la protection de la propriété industrielle est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

2. La langue officielle du Bureau international est la langue française.

3. Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété industrielle; il les réunit et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union.

4. Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le Bureau international, sont répartis entre les administrations des pays de l'Union dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessous mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par lesdites administrations, soit par des sociétés ou des particuliers, seront payés à part.

5. Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des pays de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la propriété industrielle, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin. Le Directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les pays de l'Union.

6. Les dépenses ordinaires du Bureau international seront supportées en commun par les pays de l'Union. Jusqu'à nouvel ordre, elles ne pourront pas dépasser la somme de cent vingt mille francs suisses par année. Cette somme pourra être augmentée au besoin, par décision unanime d'une des conférences prévues à l'article 14.

7. Les dépenses ordinaires ne comprennent pas les frais afférents aux travaux des conférences de plénipotentiaires ou administratives, ni les frais que pourront entraîner des travaux spéciaux ou des publications effectués conformément aux décisions d'une conférence. Ces frais, dont le montant annuel ne pourra dépasser 20,000 francs suisses, seront répartis entre les pays de l'Union proportionnellement à la contribution qu'ils payent pour le fonctionnement du Bureau international, suivant les dispositions de l'alinéa 8 ci-après.

8. Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays de l'Union et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

	Unités		Unités
1 ^{re} classe	25	4 ^e classe	10
2 ^e classe	20	5 ^e classe	5
3 ^e classe	15	6 ^e classe	3

Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

9. Chacun des pays de l'Union désignera, au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé. Toutefois, chaque pays de l'Union pourra déclarer ultérieurement qu'il désire être rangé dans une autre classe.

ARTICLE 13

1. The International Office established at Berne under the name "Bureau international pour la Protection de la Propriété industrielle" is placed under the high authority of the Government of the Swiss Confederation, which regulates its organization and supervises its working.

2. The official language of the International Bureau is French.

3. The International Bureau centralizes information of every kind relating to the protection of industrial property and collates and publishes it. It studies matters of general utility which interest the Union, and edits, with the help of documents supplied to it by the various Administrations, a periodical journal in French, dealing with questions concerning the object of the Union.

4. The numbers of this journal, as well as all the documents published by the International Bureau, are circulated among the Administrations of the countries of the Union in the proportion of the number of contributing units as mentioned below. Such further copies as may be desired, either by the said Administrations, or by societies or private persons, shall be paid for separately.

5. The International Bureau shall at all times hold itself at the service of countries of the Union, in order to supply them with any special information they may need on questions relating to the international system of industrial property. The Director of the International Bureau will furnish an annual report on its working, which shall be communicated to all the countries of the Union.

6. The ordinary expenses of the International Bureau shall be borne by the countries of the Union in common. Until fresh sanction is given, they must not exceed the sum of 120,000 Swiss francs per annum. This sum may be increased, in case of necessity, by a unanimous decision of one of the conferences referred to in Article 14.

7. Ordinary expenses do not include expenses relating to diplomatic or administrative conferences, or those caused by special work or publications effected in conformity with the decisions of a conference. These expenses, the annual total of which may not exceed 20,000 Swiss francs, shall be shared by the countries of the Union in proportion to the contribution which they make towards the working of the International Bureau in accordance with the provisions of paragraph 8 below.

8. To determine the quota which each country should contribute to this common total of expenses, the countries of the Union and those which may afterwards join the Union are divided into six classes, each contributing in the proportion of a certain number of units, namely:

	Units		Units
1st class.....	25	4th class.....	10
2nd class.....	20	5th class.....	5
3rd class.....	15	6th class.....	3

These co-efficients are multiplied by the number of countries in each class, and the sum of the products thus obtained gives the number of units by which the total expense has to be divided. The quotient gives the amount of the unit of expense.

9. Each of the countries of the Union will designate at the time of its accession the class in which it wishes to be placed. Nevertheless, each country of the Union may declare subsequently that it desires to be placed in another class.

10. Le Gouvernement de la Confédération suisse surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres administrations.

ARTICLE 14

1. La présente convention sera soumise à des revisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

2. A cet effet, des conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays de l'Union entre les délégués desdits pays.

3. L'administration du pays où doit siéger la conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette conférence.

4. Le directeur du Bureau international assistera aux séances des conférences, et prendra part aux discussions sans voix délibérative.

ARTICLE 15

Il est entendu que les pays de l'Union se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 16

1. Les pays qui n'ont point pris part à la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

2. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

3. Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente convention, et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans la demande d'adhésion.

ARTICLE 16 bis

1. Chacun des pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente convention est applicable à tout ou partie de ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou tous autres territoires soumis à son autorité, ou tous territoires sous suzeraineté, et la convention s'appliquera à tous les territoires désignés dans la notification un mois après l'envoi de la communication faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays de l'Union, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans la notification. A défaut de cette notification, la convention ne s'appliquera pas à ces territoires.

2. Chacun des pays de l'Union peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la présente convention cesse d'être applicable à tout ou partie des territoires qui ont fait l'objet de la notification prévue à l'alinéa qui précède, et la convention cessera de s'appliquer dans les territoires désignés dans cette notification douze mois après réception de la notification adressée au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. Toutes les notifications faites au Gouvernement de la Confédération suisse, conformément aux dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article, seront communiquées par ce gouvernement à tous les pays de l'Union.

10. The Government of the Swiss Confederation superintends the expenses of the International Bureau, advances the necessary funds and renders an annual account, which will be communicated to all the other Administrations.

ARTICLE 14

1. The present Convention shall be submitted to periodical revisions with a view to the introduction of amendments calculated to improve the system of the Union.

2. For this purpose, Conferences shall be held successively in one of the countries of the Union, among the delegates of the said countries.

3. The Administration of the country in which the Conference is to be held will make preparations for the work of that Conference with the assistance of the International Bureau.

4. The Director of the International Bureau will be present at the meetings of the Conferences, and will take part in the discussions, but without the right of voting.

ARTICLE 15

It is understood that the countries of the Union respectively reserve to themselves the right to make separately, as between themselves, special agreements for the protection of industrial property, in so far as such agreements do not contravene the stipulations of the present Convention.

ARTICLE 16

1. Countries which are not parties to the present Convention shall be allowed to accede to it upon their request.

2. This accession shall be notified through diplomatic channels to the Government of the Swiss Confederation, and by the latter to all the other countries.

3. It shall entail, as a matter of right, accession to all the clauses, and admission to all the advantages stipulated in the present Convention, and shall take effect one month after the dispatch of the notification by the Government of the Swiss Confederation to the other countries of the Union, unless a subsequent date has been indicated in the notice of accession.

ARTICLE 16 *bis*

1. Any country of the Union may at any time notify in writing to the Government of the Swiss Confederation that the present Convention shall apply to all or any of its Colonies, Protectorates, Territories under Mandate or any other Territories subject to its authority, or any Territories under suzerainty, and the Convention shall apply to all the Territories named in such notification one month after the despatch of the communication made by the Government of the Swiss Confederation to the other countries of the Union, provided that a later date has not been indicated in such notification. Failing such notification, the Convention shall not apply to any such Territories.

2. Any country of the Union may, at any time, notify in writing to the Government of the Swiss Confederation that the present Convention shall cease to apply to all or any of the Territories which have been made the subject of a notification under the preceding paragraph, and the Convention shall cease to apply in the Territories named in such notification twelve months after the receipt of the notification addressed to the Government of the Swiss Confederation.

3. All notifications given to the Government of the Swiss Confederation in accordance with the provisions of paragraphs 1 and 2 of the present Article shall be communicated by that Government to all the countries of the Union.

ARTICLE 17

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de ceux des pays de l'Union qui sont tenus d'en provoquer l'application, ce qu'ils s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

ARTICLE 17 bis

1. La convention demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

2. Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays au nom duquel elle aura été faite, la convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

ARTICLE 18

1. Le présent acte sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés à Londres au plus tard le 1^{er} juillet 1938. Il entrera en vigueur entre les pays au nom desquels il aura été ratifié un mois après cette date. Toutefois, si auparavant il était ratifié au nom de six pays au moins, il entrerait en vigueur entre ces pays un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifié par le Gouvernement de la Confédération suisse, et pour les pays au nom desquels il serait ratifié ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

2. Les pays au nom desquels l'instrument de ratification n'aura pas été déposé dans le délai visé à l'alinéa précédent seront admis à l'adhésion aux termes de l'article 16.

3. Le présent acte remplacera, dans les rapports entre les pays auxquels il s'applique, la Convention d'union de Paris de 1883 et les actes de revision subséquents.

4. En ce qui concerne les pays auxquels le présent acte ne s'applique pas, mais auxquels s'applique la Convention d'union de Paris révisée à La Haye en 1925, cette dernière restera en vigueur.

5. De même, en ce qui concerne les pays auxquels ne s'appliquent ni le présent acte, ni la Convention d'union de Paris révisée à La Haye, la Convention d'union de Paris révisée à Washington en 1911 restera en vigueur.

ARTICLE 19

Le présent acte sera signé en un seul exemplaire, lequel sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des gouvernements des pays de l'Union.

Fait à Londres, en un seul exemplaire, le 2 juin 1934.

(Suivent les noms des signataires pour l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, les États-Unis du Brésil, le Cuba, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, l'Australie, la Hongrie, l'Italie, le Japon, le Liechtenstein, le Maroc, les États-Unis du Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Suède, la Syrie et le Liban, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Turquie et la Yougoslavie.)

ARTICLE 17

The carrying out of the reciprocal engagements contained in the present Convention is subject, so far as necessary, to the observance of the formalities and rules established by the constitutional laws of those of the countries of the Union which are bound to procure their application, which they engage to do with as little delay as possible.

ARTICLE 17 *bis*

1. The Convention shall remain in force for an unlimited time, till the expiry of one year from the date of its denunciation.

2. This denunciation shall be addressed to the Government of the Swiss Confederation. It shall only affect the country in whose name the denunciation is made, the Convention remaining in operation as regards the other countries of the Union.

ARTICLE 18

1. The present Act shall be ratified and the instruments of ratification deposited in London not later than the 1st July, 1938. It shall come into force, between the countries in whose names it shall have been ratified, one month after that date. Nevertheless, if before that date it has been ratified in the name of at least six countries, it shall come into force, between those countries, one month after the deposit of the sixth ratification has been notified to them by the Government of the Swiss Confederation and, in the case of countries in whose names it shall be ratified at a later date, one month after the notification of each of such ratifications.

2. The countries in whose names the instrument of ratification has not been deposited within the period contemplated by the preceding paragraph shall be entitled to accede in accordance with the terms of Article 16.

3. The present Act shall, as regards the relations between the countries to which it applies, replace the Convention of the Union of Paris of 1883 and the subsequent Revisions.

4. As regards the countries to which the present Act does not apply, but to which the Convention of the Union of Paris revised at The Hague in 1925 applies, the latter shall remain in force.

5. Similarly, as regards countries to which neither the present Act nor the Convention of the Union of Paris revised at The Hague applies, the Convention of the Union of Paris, revised at Washington in 1911, shall remain in force.

ARTICLE 19

The present Act shall be signed in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. A certified copy shall be forwarded by the latter to each of the Governments of the countries of the Union.

Done at London, in a single copy, the 2nd June, 1934.

(Here follow the names of the signatories for Germany, Austria, Belgium, the United States of Brazil, Cuba, Denmark, Spain, the United States of America, Finland, France, Great Britain and Northern Ireland, Australia, Hungary, Italy, Japan, Liechtenstein, Morocco, the United States of Mexico, Norway, the Netherlands, Poland, Portugal, Sweden, Syria and Lebanon, Switzerland, Czechoslovakia, Tunisia, Turkey and Yugoslavia.)



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 11 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEAN
-SITH

AIR TRANSPORT SERVICES

Agreement between CANADA and IRELAND

Amending the Annex to the Agreement
of August 8, 1947

Effected by Exchange of Notes

Signed at Dublin July 9, 1951

In force July 9, 1951

SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS

Accord entre le CANADA et l'IRLANDE

Modifiant l'Annexe à l'Accord
du 8 août 1947

Conclu par voie d'un Échange de Notes

Signées à Dublin le 9 juillet 1951

En vigueur le 9 juillet 1951



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 11 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR TRANSPORT SERVICES

Agreement between CANADA and IRELAND

Amending the Annex to the Agreement
of August 8, 1947

Effected by Exchange of Notes

Signed at Dublin July 9, 1951

In force July 9, 1951

SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS

Accord entre le CANADA et l'IRLANDE

Modifiant l'Annexe à l'Accord
du 8 août 1947

Conclu par voie d'un Échange de Notes

Signées à Dublin le 9 juillet 1951

En vigueur le 9 juillet 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1953

SUMMARY

	PAGE
I. Note dated July 9, 1951, from the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Canada to the Minister for External Affairs of Ireland	4
II. Note dated July 9, 1951 from the Minister for Ex- ternal Affairs of Ireland to the Ambassador Extra- ordinary and Plenipotentiary of Canada	6

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note en date du 9 juillet 1951, adressée par l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada au Ministre des Affaires extérieures de l'Irlande....	5
II. Note en date du 9 juillet 1951, adressée par le Ministre des Affaires extérieures de l'Irlande à l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada	7

EXCHANGE OF NOTES (JULY 9, 1951) BETWEEN CANADA AND IRELAND CONSTITUTING AN AGREEMENT AMENDING THE ANNEX TO THE AIR AGREEMENT OF AUGUST 8, 1947.*

I

*The Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Canada to the
Minister for External Affairs of Ireland*

CANADIAN EMBASSY

Dublin, July 9, 1951.

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the Agreement for Air Services between Canada and Ireland signed in Dublin on the 8th August, 1947, and to recent discussions directed to amend the Annex to the Agreement.

My Government proposes that the text of the Annex should be amended to read as follows:

1. An airline or airlines designated by the Government of Canada may put down or take on at Shannon international traffic in passengers, cargo and mail on the route hereinafter specified.

2. The specified route to be operated by the designated airline or airlines of the Government of Canada shall be Montreal via intermediate points to Shannon and points in countries beyond in both directions.

3. It is agreed that all eastbound aircraft on the routes covered in this Annex shall stop at Shannon Airport and all westbound aircraft on the same routes shall stop at Shannon Airport.

4. Trans-Canada Airlines shall, for the operation of these services, be deemed to be qualified to fulfil the conditions referred to in Article II, paragraph (b) of this Agreement.

5. (a) An airline or airlines designated by the Government of Ireland may put down or take on at Montreal international traffic in passengers, cargo and mail coming from or destined for Ireland.

(b) An airline or airlines designated by the Government of Ireland may also put down or take on at Gander international traffic in passengers, cargo and mail coming from or destined for points in countries other than Ireland on the route hereinafter specified.

6. The specified route to be operated by the designated airline or airlines of the Government of Ireland shall be Shannon via intermediate points to Gander and/or Montreal and points in countries beyond in both directions.

*For the text of the Agreement of August 8, 1947, see Canada Treaty Series 1947, No. 19.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (9 JUILLET 1951) ENTRE LE CANADA ET L'IRLANDE COM-
PORTANT UN ACCORD MODIFIANT L'ANNEXE À L'ACCORD RELATIF
AUX SERVICES AÉRIENS, SIGNÉ LE 8 AOÛT 1947.*

I

*L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada
au Ministre des Affaires extérieures de l'Irlande*

AMBASSADE DU CANADA

DUBLIN, le 9 juillet 1951.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord relatif aux services aériens signé à Dublin, le 8 août 1947, entre le Canada et l'Irlande, ainsi qu'aux récents entretiens visant à en modifier l'annexe.

Mon Gouvernement propose que le texte de l'annexe soit modifié comme il suit:

1. Une ou plusieurs entreprises de transports aériens désignées par le Gouvernement du Canada pourront débarquer ou embarquer à Shannon, en trafic international, des passagers, des marchandises et du courrier, sur la route indiquée ci-après.

2. La route à exploiter par la ou les entreprises de transports aériens désignées du Gouvernement du Canada sera la suivante: de Montréal via des points intermédiaires à Shannon et à des points dans des pays situés au delà, dans les deux sens.

3. Il est convenu que tous les aéronefs allant vers l'est sur les routes visées dans la présente annexe feront escale à l'aéroport de Shannon et que tous les aéronefs allant vers l'ouest sur les mêmes routes feront escale à l'aéroport de Shannon.

4. Les lignes aériennes Trans-Canada seront, pour l'exploitation de ces services, considérées comme étant en mesure de remplir les conditions visées au paragraphe b) de l'article II du présent accord.

5. a) Une ou plusieurs entreprises de transports aériens désignées par le Gouvernement de l'Irlande pourront débarquer ou embarquer à Montréal, en trafic international, des passagers, des marchandises et du courrier en provenance et à destination de l'Irlande.

b) Une ou plusieurs entreprises de transports aériens désignées par le Gouvernement de l'Irlande pourront également débarquer ou embarquer à Gander, en trafic international, des passagers, des marchandises et du courrier en provenance ou à destination de points situés dans des pays autres que l'Irlande, sur la route indiquée ci-après.

6. La route à exploiter par la ou les entreprises de transports aériens désignées du Gouvernement de l'Irlande sera la suivante: de Shannon via des points intermédiaires à Gander et (ou) Montréal et des points dans des pays situés au delà, dans les deux sens.

*Vous trouverez le texte de l'Accord du 8 août 1947, au numéro 19 du Recueil des Traités du Canada, 1947.

7. Subject to Article 3 above, the airlines designated by each contracting party shall enjoy, while operating an agreed service on a specified route, the following privileges:

- (a) to fly without landing across the territory of the other contracting party;
- (b) to make stops in the said territory for non-traffic purposes.

8. Tariffs to be charged by the designated airlines referred to in this Annex shall be agreed in the first instance between them, having due regard to the rates fixed by any Tariff Conference of airlines operating in the area. Any tariff so agreed will be subject to the approval of the competent aeronautical authorities of the contracting parties. In the event of disagreement between the airlines, the competent aeronautical authorities of the contracting parties shall endeavour to reach an agreement. Should the competent aeronautical authorities or subsequently the contracting parties themselves fail to agree, the matter in dispute will be referred to arbitration as provided for in Article VI of this Agreement.

If you are agreeable to this proposal, it is suggested that this note and your reply should constitute an exchange of notes amending the Annex of the Agreement as above set forth.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

W. F. A. TURGEON.

II

*The Minister for External Affairs of Ireland
to the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Canada*

ROINN GNÓTHAI EACHTRACHA

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

Baile Atha Cliath

DUBLIN, July 9, 1951.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of 9th July, 1951, in which you propose that the Annex to the Agreement for Air Services, signed in Dublin on the 8th August, 1947, should be amended to read as follows:—

(See note I)

- 1. An airline or
.....Article VI of this Agreement.

I have the honour to inform you that this proposal is acceptable to my Government, and that they accept, also, your suggestion that Your Excellency's Note and this reply should constitute an amendment of the Annex to the Agreement as above set forth.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

PROINSEAS MAC AOGAIN.

7. Sous réserve de l'article 3 ci-dessus, les entreprises de transports aériens désignées par chaque Partie contractante jouiront, pendant toute la durée de l'exploitation d'un service convenu sur une route indiquée des privilèges suivants:

- a) Survoler sans escale le territoire de l'autre Partie contractante;
- b) Faire des escales sur ledit territoire pour des raisons non commerciales.

8. Les tarifs à appliquer par les entreprises de transports aériens désignées, visées dans la présente annexe, seront déterminés en premier lieu par voie d'accord entre elles, compte dûment tenu des taux fixés par toute conférence des tarifs des entreprises de transports aériens assurant des services dans la région. Tout tarif ainsi fixé sera soumis à l'approbation des autorités aéronautiques compétentes des deux Parties contractantes. En cas de désaccord entre les entreprises de transports aériens, les autorités aéronautiques compétentes des Parties contractantes s'efforceront de parvenir à un accord. Au cas où les autorités aéronautiques compétentes ou, par la suite, les Parties contractantes elles-mêmes ne parviendraient pas à se mettre d'accord, la question litigieuse sera soumise à arbitrage ainsi qu'il est prévu à l'article VI du présent accord.

Si cette proposition rencontre votre agrément, la présente note ainsi que votre réponse pourraient constituer un échange de notes modifiant l'annexe à l'accord dans le sens indiqué ci-dessus.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

W. F. A. TURGEON.

II

*Le Ministre des Affaires extérieures de l'Irlande
à l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada*

ROINN GNOTHAI EACHTRACHA

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Baile Atha Cliath

DUBLIN, le 9 juillet 1951.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 9 juillet 1951, par laquelle vous proposez que l'annexe à l'accord relatif aux services aériens, signé à Dublin le 8 août 1947, soit modifié comme il suit:

(Voir Note I)

"1. Une ou plusieurs entreprises de transports aériens.....
.....à l'Article VI du présent accord."

J'ai l'honneur de vous faire savoir que mon Gouvernement donne son agrément à cette proposition et accepte que votre note et la présente réponse constituent un échange de notes modifiant l'annexe à l'accord relatif aux services aériens entre nos deux pays.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance renouvelée de ma très haute considération.

PROINSEAS MAC AOGAIN.

v. Doc
en

12

Canada External Affairs Section



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS **1951 No. 12** TREATY SERIES

CAIEA 111
-51715

SÉPULTURES MILITAIRES

Accord entre le COMMONWEALTH BRITANNIQUE
et la BELGIQUE.

Signé à Bruxelles, le 20 juillet 1951.

En vigueur le 20 juillet 1951.

WAR GRAVES

Agreement between the BRITISH COMMONWEALTH
and BELGIUM.

Signed at Brussels on July 20, 1951.

In force July 20, 1951.





CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 12 TREATY SERIES

SÉPULTURES MILITAIRES

Accord entre le COMMONWEALTH BRITANNIQUE
et la BELGIQUE.

Signé à Bruxelles, le 20 juillet 1951.

En vigueur le 20 juillet 1951.

WAR GRAVES

Agreement between the BRITISH COMMONWEALTH
and BELGIUM.

Signed at Brussels on July 20, 1951.

In force July 20, 1951.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Imprimeur de la Reine et | Queen's Printer and
Contrôleur de la Papeterie | Controller of Stationery
OTTAWA, 1952

Prix: 25 cents

Price: 25 cents

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DE L'AUSTRALIE, DU CANADA, DE L'INDE, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DU PAKISTAN ET DE L'UNION SUD-AFRICAINE SUR LES CIMETIÈRES, LES SÉPULTURES ET LES MONUMENTS MILITAIRES DU COMMONWEALTH BRITANNIQUE EN TERRITOIRE BELGE.

Le Gouvernement belge d'une part,

et

Les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Australie, du Canada, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan et de l'Union Sud-Africaine (appelés ci-après "les pays du Commonwealth") d'autre part:

Désireux de proroger, sous réserve de modifications, les dispositions de l'Accord, signé à Bruxelles, le 13 juin 1919, entre le Gouvernement belge et le Gouvernement britannique, intitulé "Accord entre le Gouvernement belge et le Gouvernement britannique au sujet des sépultures militaires britanniques en territoire belge (appelé ci-après "l'Accord de 1919") et

Désirant en outre prendre des mesures relatives aux cimetières, sépultures et monuments de membres des forces armées des pays du Commonwealth, qui sont tombés au cours de la guerre 1939-1945 et qui ont été inhumés en territoire belge:

Ont décidé de conclure un accord aux fins précitées et sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

Le présent Accord s'applique aux cimetières, sépultures et monuments visés par l'Accord de 1919, ainsi qu'aux cimetières et sépultures situés en territoire belge, dans lesquels sont enterrés les corps des membres des Forces Armées des pays du Commonwealth tombés au cours de la guerre 1939-1945 et aux monuments qui sont ou pourront être érigés en leur honneur.

Dans le présent Accord, les expressions suivantes auront la signification qui leur est attribuée ci-après:

L'Expression "Cimetières, sépultures et monuments militaires du Commonwealth" comprend les cimetières, sépultures et monuments visés par l'Accord de 1919 ainsi que ceux de la guerre 1939-1945; si besoin en est, une distinction sera faite en employant les expressions "Cimetières, sépultures et monuments militaires 1914-1918 du Commonwealth" et "Cimetières, sépultures et monuments militaires 1939-1945 du Commonwealth" suivant les cas;

L'Expression "La Commission" désigne la Commission impériale des sépultures militaires constituée par la Charte Royale du 21 mai 1917.

ARTICLE 2

La Commission est reconnue par le Gouvernement belge comme le seul organisme chargé par les pays du Commonwealth de veiller en permanence sur le territoire belge à la conservation des cimetières, sépultures et monuments militaires du Commonwealth.

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF BELGIUM AND THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, AUSTRALIA, CANADA, INDIA, NEW ZEALAND, PAKISTAN AND THE UNION OF SOUTH AFRICA RESPECTING THE WAR CEMETERIES, GRAVES AND MEMORIALS OF THE BRITISH COMMONWEALTH IN BELGIAN TERRITORY.

The Government of Belgium of the one part:

and

The Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Australia, Canada, India, New Zealand, Pakistan and the Union of South Africa (hereinafter referred to as "the Commonwealth countries") of the other part:

Desiring to continue, subject to modifications, the provisions of an Agreement, signed at Brussels, on the 13th day of June 1919, between the Belgian Government and the British Government and entitled "Agreement between the Belgian Government and the British Government respecting British Military Graves in Belgian territory" (hereinafter referred to as "The Agreement of 1919"): and

Desiring further to make provision with regard to the Cemeteries, Graves and Memorials of members of the Armed Forces of the Commonwealth countries, who have fallen as a result of the War of 1939-1945 and have been interred in Belgian territory:

Have decided to conclude an Agreement for the purposes above-mentioned and have accordingly agreed as follows:—

ARTICLE 1

The present Agreement applies to the Cemeteries, Graves and Memorials for which provision was made by the Agreement of 1919 and also to the Cemeteries and Graves in Belgian territory in which are buried the bodies of members of the Armed Forces of the Commonwealth countries fallen in the War of 1939-45 and the Memorials erected, or which may be erected, in their honour.

In the present Agreement, the following expressions have the following meanings, respectively:—

"Commonwealth War Cemeteries, Graves and Memorials" include respectively both those for which provision was made by the Agreement of 1919 and those resulting from the War of 1939-45; where necessary, those of the two wars are distinguished as "Commonwealth 1914-18 War Cemeteries, Graves and Memorials" and "Commonwealth 1939-45 War Cemeteries, Graves and Memorials", respectively;

"The Commission" means the Imperial War Graves Commission incorporated by Royal Charter dated 21st May 1917.

ARTICLE 2

The Commission is recognised by the Belgian Government as the sole authority charged on behalf of the Commonwealth countries with the permanent care in Belgian territory of Commonwealth War Cemeteries, Graves and Memorials.

Le Gouvernement belge reconnaît à la Commission le droit d'agir en territoire belge en qualité d'association jouissant des droits civils d'un individu dans toutes les questions relatives aux cimetières, sépultures et monuments militaires du Commonwealth.

ARTICLE 3

Le Gouvernement belge accorde gratuitement et à perpétuité à la Commission le droit d'user librement des terrains situés en territoire belge choisis et utilisés soit comme cimetières permanents de la guerre 1939-1945 du Commonwealth, soit pour l'érection de monuments en l'honneur de membres des Forces Armées des pays du Commonwealth tombés au cours de la guerre 1939-1945. Lesdits terrains resteront toutefois la propriété de l'État belge.

Le Gouvernement belge s'engage à inviter les administrations communales à concéder gratuitement les terrains nécessaires dans leurs cimetières.

En outre, le Gouvernement belge confirme en ce qui concerne les cimetières, sépultures et monuments militaires 1914-1918 du Commonwealth, le droit d'user librement et à perpétuité des terrains qu'ils occupent en vertu de l'Accord anglo-franco-belge du 9 août 1917 et des dispositions de l'Accord de 1919.

ARTICLE 4

La Commission pourra transférer dans les cimetières militaires du Commonwealth les sépultures militaires du Commonwealth qui ne se trouvent pas dans lesdits cimetières, lorsqu'elle le jugera nécessaire soit parce que ces sépultures sont isolées soit pour toute autre raison.

Le Gouvernement belge chargera les autorités belges compétentes d'accorder les autorisations nécessaires en vue de l'exhumation et du transport des corps qui doivent être transférés.

Si, pour grouper les sépultures visées au paragraphe 1 du présent article, la Commission estime nécessaire de créer de nouveaux cimetières, elle soumettra des propositions au Gouvernement belge qui examinera avec bienveillance si des mesures peuvent être prises pour acquérir les terrains nécessaires, conformément aux dispositions de l'article 3.

ARTICLE 5

Le Gouvernement belge reconnaît à la Commission le droit d'assurer à ses propres frais l'aménagement, la construction, l'entretien et la garde des cimetières militaires 1939-1945 du Commonwealth.

La Commission est en conséquence autorisée à enclore les cimetières visés au paragraphe 1 du présent article, à les aménager et à les construire suivant un plan approuvé par elle, à y établir des monuments funéraires ou d'autres constructions, à y faire des plantations, à réglementer la visite des cimetières et à désigner les personnes chargées de les garder. Ces personnes pourront être des ressortissants des pays du Commonwealth.

Les questions relatives à l'aménagement des sépultures militaires 1939-1945 du Commonwealth situées dans les cimetières communaux seront réglées par la Commission et les autorités communales conjointement avec le Ministre compétent ou l'administration centrale intéressées.

La Commission est en outre autorisée à assurer l'aménagement des sépultures militaires 1939-1945 du Commonwealth situées dans des cimetières appartenant à l'État ou à des communes qui contiennent en outre des sépultures militaires belges ou alliées. Si la Commission estime qu'il conviendrait d'adopter un plan commun d'aménagement dans un cimetière mixte, elle soumettra ces propositions aux autorités belges compétentes qui statueront.

The Belgian Government recognises the right of the Commission to act in Belgian territory as an Association possessing the civil rights of an individual in all that concerns the Commonwealth War Cemeteries, Graves and Memorials.

ARTICLE 3

The Belgian Government grants to the Commission free of cost and in perpetuity the free use of the lands situated in Belgian territory, chosen and utilised either as permanent Commonwealth 1939-45 War Cemeteries or for the construction of monuments to commemorate members of the Armed Forces of the Commonwealth countries fallen in the War of 1939-45. Nevertheless the said lands shall remain the property of the Belgian State.

The Belgian Government undertakes to invite the communal authorities to grant free of cost the necessary ground in their Cemeteries.

The Belgian Government further confirms in regard to the Commonwealth 1914-18 War Cemeteries, Graves and Memorials, the grant of the free and perpetual use of the lands occupied by the same in virtue of the Anglo-Franco-Belgian Agreement of the 9th August 1917 and the provisions of the Agreement of 1919.

ARTICLE 4

The Commission shall be at liberty to transfer into Commonwealth War Cemeteries such Commonwealth War Graves lying outside those Cemeteries as it may deem necessary whether on account of the isolated position of any such Graves or for any other reason.

The Belgian Government will arrange for the competent Belgian authorities to grant the necessary permits for the exhumation and transport of the bodies to be so transferred.

If, in order to group together any such Graves as are referred to in paragraph (1) of this Article, the Commission shall recognise as necessary the creation of new Cemeteries, it shall submit its proposals to the Belgian Government, who will favourably consider whether steps can be taken for the acquisition of the land for the purpose in accordance with the provisions of Article 3.

ARTICLE 5

As regards the Commonwealth 1939-45 War Cemeteries, the Belgian Government recognises the right of the Commission at its own cost to ensure and provide for the lay-out, construction maintenance and control of the same.

The Commission is accordingly authorised to enclose the Cemeteries referred to in paragraph (1) of this Article, to lay them out and construct them on a system approved by the Commission to erect in them sepulchral monuments or other structures, to make plantations in them, to enact regulations governing visits to them, and to select persons to take charge of them. Such persons may be nationals of the Commonwealth countries.

Questions relative to the lay-out of Commonwealth 1939-45 War Graves situated in Communal Cemeteries shall be decided by the Commission and the Communal authorities with the assistance of the competent Minister or central authority concerned.

The Commission is further authorised to provide for the lay-out of Commonwealth 1939-45 War Graves situated in Cemeteries belonging to the State or Communes which, in addition to such Graves, contain also Belgian or allied military Graves. When the Commission considers it desirable that a common system of lay-out should be adopted for a mixed Cemetery, it shall submit its proposals to the competent Belgian authority, who shall decide the matter.

ARTICLE 6

En ce qui concerne les cimetières, les sépultures et les monuments militaires 1914-1918 du Commonwealth, le présent Accord proroge expressément et maintient en vigueur le droit que la Commission a exercé jusqu'à présent en vertu de l'Accord de 1919, d'assurer à ses propres frais l'aménagement desdits cimetières, sépultures et monuments, d'édicter et de maintenir en application les règlements relatifs aux visites auxdits cimetières, et de désigner les personnes chargées de les garder; celles-ci pourront être des ressortissants des pays du Commonwealth.

En outre, le Gouvernement belge reconnaît à la Commission la liberté d'affecter, si elle le juge utile, le terrain libre dans lesdits cimetières à des sépultures militaires 1939-1945 du Commonwealth, d'y établir de nouveaux monuments, constructions ou plantations et d'y apporter les modifications qu'elle jugera nécessaires.

ARTICLE 7

L'exhumation des corps reposant dans les cimetières et sépultures militaires du Commonwealth pour être transportés (soit tels quels, soit après incinération) dans une partie quelconque du Commonwealth ou vers toute autre destination en dehors de la Belgique ou du territoire belge où ils sont inhumés, étant contraire à la politique ou du territoire belge où ils sont inhumés, étant contraire à la politique déclarée des pays du Commonwealth, ne sera pas autorisée et le Gouvernement belge s'engage à donner les instructions nécessaires aux autorités compétentes pour qu'elles rejettent toute demande d'autorisation d'exhumer ou de transporter ces corps.

L'exhumation desdits corps, pour être réunis ou regroupés en Belgique ou sur le territoire belge, ne pourra avoir lieu que si elle est faite par la Commission ou avec son autorisation expresse.

ARTICLE 8

Les demandes d'autorisation pour ériger un monument destiné à rappeler un fait d'armes des Forces Armées des pays du Commonwealth ou d'une unité de celles-ci seront présentées par la Commission à l'agrément du Gouvernement belge.

Si une demande de cette nature était adressée directement au Gouvernement belge, celui-ci la transmettrait à la Commission avant de prendre une décision et examinerait, d'accord avec la Commission, la suite qui doit lui être réservée.

ARTICLE 9

Le Comité anglo-belge constitué par la Commission en vertu des dispositions de l'article 6 de l'Accord de 1919 sera remplacé par un Comité mixte institué par la Commission, qui sera appelé Comité mixte du Commonwealth et de la Belgique et qui sera composé de la manière indiquée à l'article suivant. Ce Comité sera chargé de représenter la Commission en territoire belge auprès des autorités militaires et civiles compétentes et d'exercer notamment au nom de la Commission tout ou partie des droits qui lui sont reconnus par le présent Accord. Ce Comité aura qualité pour accomplir au nom de la Commission, dans les limites des pouvoirs que la Commission lui délèguera, tous les actes civils nécessaires pour remplir sa mission.

ARTICLE 6

As regards the Commonwealth 1914-18 War Cemeteries, Graves and Memorials, the present Agreement expressly preserves and continues the rights of the Commission, as hitherto exercised pursuant to the Agreement of 1919, to ensure and provide at its own cost for the maintenance of the said Cemeteries, Graves and Memorials, to enact or continue regulations governing visits to such Cemeteries and to select the persons to take charge of them, who may be nationals of the Commonwealth countries.

The Belgian Government further agrees that the Commission shall be at liberty, if it sees fit, to utilise vacant space in any such Cemeteries for the reception of Commonwealth 1939-45 War Graves and to establish such additional monuments, structures or plantations and make such improvements therein as it may consider necessary.

ARTICLE 7

The exhumation of bodies from the Commonwealth War Cemeteries and Graves for transport (whether in their existing state or after cremation) to any part of the Commonwealth or to any other destination outside Belgium or the Belgian territory where they are respectively interred, being contrary to the declared policy of the Commonwealth countries, no such exhumation shall be permitted, and the Belgian Government undertakes to instruct the competent authorities to refuse all applications for permission to effect such exhumations or removals of bodies.

The exhumation of such bodies for purposes of concentration or regrouping within Belgium or Belgian territory, respectively, shall only be permitted if effected by or with the express authority of the Commission.

ARTICLE 8

Requests for permission to erect any monument designed to recall a feat of arms of the Armed Forces of the Commonwealth countries or of any unit of those forces shall be presented by the Commission to the Belgian Government for its concurrence.

Should a request of this nature be made direct to the Belgian Government, the latter shall refer it to the Commission before giving any decision, and shall consider in agreement with the Commission what action shall be taken thereon.

ARTICLE 9

In place of the mixed Anglo-Belgian Committee appointed by the Commission pursuant to the provisions of Article 6 of the Agreement of 1919, the Commission shall appoint a joint Committee, to be entitled the Commonwealth-Belgian Joint Committee and composed as laid down in the next following Article, to represent the Commission in Belgian territory in its relations with the appropriate authorities, both military and civil, and especially to exercise in the name of the Commission all or part of the rights reserved to it under the present Agreement. This Committee shall be competent to perform in the name of the Commission and within the limits of the powers delegated to it by the latter, all civil acts necessary to enable it to fulfil its objects.

ARTICLE 10

Le Comité visé à l'article 9 du présent Accord sera composé de vingt membres au plus, parmi lesquels il y aura au plus huit membres d'honneur dont quatre représenteront la Belgique et dont les autres représenteront les pays du Commonwealth et au plus douze membres techniques dont six représenteront la Belgique et dont les autres représenteront les pays précités.

Les membres belges seront nommés par la Commission, sur recommandation du Gouvernement belge, qui sera demandée et transmise par la voie diplomatique.

Les membres d'honneur belges seront choisis parmi les personnes qui se sont illustrées dans la Marine, l'Armée ou l'Aviation, les Lettres, les Arts ou les Sciences.

Les membres techniques belges seront choisis en raison des fonctions administratives qu'ils occupent et représenteront les départements ministériels que le Gouvernement belge et la Commission désigneront de commun accord. Ils cesseront de faire partie du Comité du jour où ils cesseront de remplir leurs fonctions dans le Département. Le Gouvernement belge s'engage à notifier à la Commission tout changement intervenu parmi les membres techniques belges.

La Commission désignera le Secrétaire Général du Comité.

ARTICLE 11

Le Gouvernement belge convient d'assimiler la Commission à l'État belge pour l'application des lois relatives aux taxes et impôts directs au profit de l'État, des provinces et des communes et aux droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, de succession et de timbre.

La Commission pourra importer ou acheter en Belgique, en exemption de tous impôts (droits d'entrée, droits d'accise, et taxes assimilées au timbre) le matériel, les approvisionnements et les marchandises nécessaires à ses propres besoins ou à l'aménagement, la décoration et l'entretien des cimetières et des sépultures militaires et à l'édification et à l'entretien des monuments commémoratifs.

La Commission bénéficiera de la même exemption pour tous les travaux et prestations qu'elle commandera directement aux mêmes fins.

La Commission prendra les mesures nécessaires pour qu'aucune des marchandises importées ou achetées en exemption d'impôts ne soit cédée en Belgique, sans l'accord préalable du Gouvernement belge.

Les véhicules à moteur importés temporairement par la Commission et destinés à son usage ou à celui de ses membres de nationalité étrangère (non belge) bénéficieront de la franchise temporaire des droits d'entrée et de la taxe de luxe.

Les modalités d'application des exemptions prévues par le présent article seront établies par les autorités compétentes en accord avec la Commission.

Le Gouvernement belge est d'accord pour que, dans tout cas particulier prévu au présent article, un certificat signé au nom de la Commission et attestant que l'exemption est demandée en vue de l'exercice officiel des fonctions de la Commission soit accepté par les autorités intéressées comme preuve suffisante pour obtenir l'exemption. Le Secrétaire Général du Comité mixte enverra audit Gouvernement, chaque fois qu'il y aura lieu de le faire, la liste des fonctionnaires de la Commission autorisés à signer ces certificats.

ARTICLE 10

The Committee referred to in Article 9 hereof shall be composed of not more than twenty members comprising not more than eight honorary members of whom four shall represent Belgium and the others the Commonwealth countries, and not more than twelve official members, of whom six shall represent Belgium and the others the Commonwealth countries.

The Belgian members shall be appointed by the Commission on the recommendation of the Belgian Government which shall be requested and transmitted through the diplomatic channel.

The Belgian honorary members shall be chosen from persons who have won distinction in the Navy, Army or Air Force, in Letters, Art or Science.

The Belgian official members shall be chosen in virtue of the administrative functions exercised by them and shall be representatives from such Government Departments as may be agreed upon between the Belgian Government and the Commission. They shall cease to form part of the Committee from the day when they vacate their functions in the Departments. The Belgian Government undertakes to notify the Commission of all changes which may take place amongst the Belgian official members.

The Commission shall appoint the Secretary-General of the Committee.

ARTICLE 11

The Belgian Government agrees to treat the Commission on the same footing as the Belgian State for the purpose of the application of the laws relating to direct taxes and duties imposed for the benefit of the State, the provinces and the communes, and the laws relating to registration fees, court fees, mortgage fees, succession duties and stamp duties.

The Commission may import into or buy in Belgium, free of all duties (import duties, excise duties and taxes assimilated to stamp duties) the equipment, supplies and commodities necessary for its own needs or for the laying out, embellishment and maintenance of the military Cemeteries and Graves and for the construction and maintenance of commemorative monuments.

The Commission shall benefit from the same exemption in respect of all works and goods or services which it orders directly for the same purposes.

The Commission shall take the necessary steps to ensure that no commodities imported or bought duty free are disposed of in Belgium without the previous consent of the Belgian Government.

Motor vehicles imported temporarily by the Commission and intended for the use of the Commission or of its officials of foreign (non-Belgian) nationality shall benefit by temporary exemption from import duties and luxury tax.

The methods of applying the exemptions provided for in the present Article shall be settled by the competent authorities in agreement with the Commission.

The Belgian Government agrees that in any particular case under this Article a certificate signed on behalf of the Commission to the effect that the exemption is claimed for the purpose of the official exercise of the Commission's functions shall be accepted by the authorities concerned as sufficient evidence to that effect. The officials of the Commission having competence to sign such certificates shall be notified from time to time to the said Government by the Secretary-General of the Joint Committee.

ARTICLE 12

Dans l'exercice des droits que lui confère le présent Accord, la Commission devra se conformer aux lois et règlements en vigueur en Belgique et sur le territoire belge, sauf si les dispositions du présent Accord l'en dispensent.

ARTICLE 13

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature et, à partir de ce moment, l'Accord de 1919 (sous réserve des dispositions de l'article 3, paragraphe 2, et de l'article 6, paragraphe 1 du présent Accord) prendra fin, sans préjudice de tout ce qui aura été fait en vertu dudit Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord qu'ils ont revêtu de leur sceau.

Fait à Bruxelles, le 20 juillet 1951, dans les langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé aux Archives du Gouvernement belge, qui en délivrera des copies certifiées conformes aux autres Gouvernements signataires.

(Suivent les noms des signataires pour la Belgique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Australie, le Canada, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan et l'Union Sud-Africaine.)

ARTICLE 12

In exercising the rights conferred by the present Agreement, the Commission shall conform to the laws and regulations in force in Belgium and Belgian territory save in so far as it is exempted from so doing by the provisions of the present Agreement.

ARTICLE 13

The present Agreement shall come into force as from the date of signature and therefrom the Agreement of 1919 shall (subject to the provisions of Article 3 paragraph (2) and Article 6 paragraph (1) of the present Agreement) terminate but without prejudice to anything previously done under it.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Brussels, this 20th day of July 1951, in French and English, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of Belgium, by whom certified copies shall be sent to the other signatory Governments.

(Here follow the names of the signatories for Belgium, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Australia, Canada, India, New Zealand, Pakistan and the Union of South Africa.)



CANADA

TREATY SERIES **1951 No. 13** RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEAIC
ESTER

DOUBLE TAXATION

Taxes on Income

Agreement between CANADA and SWEDEN.

Signed at Ottawa April 6, 1951.

Ratifications exchanged at
Stockholm September 1, 1951.

In force September 1, 1951.

DOUBLES IMPOSITIONS

Impôts sur le revenu

Accord entre le CANADA et la SUÈDE.

Signé à Ottawa le 6 avril 1951.

Échange des instruments de ratification
à Stockholm le 1^{er} septembre 1951.

En vigueur le 1^{er} septembre 1951.



CANADA

TREATY SERIES **1951 No. 13** RECUEIL DES TRAITÉS

DOUBLE TAXATION

Taxes on Income

Agreement between CANADA and SWEDEN.

Signed at Ottawa April 6, 1951.

Ratifications exchanged at
Stockholm September 1, 1951.

In force September 1, 1951.

DOUBLES IMPOSITIONS

Impôts sur le revenu

Accord entre le CANADA et la SUÈDE.

Signé à Ottawa le 6 avril 1951.

Échange des instruments de ratification
à Stockholm le 1^{er} septembre 1951.

En vigueur le 1^{er} septembre 1951.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1952

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE ROYAL GOVERNMENT OF SWEDEN FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE ESTABLISHMENT OF RULES FOR RECIPROCAL FISCAL ASSISTANCE IN THE MATTER OF INCOME TAXES.

The Government of Canada and the Royal Government of Sweden

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income

Agree as follows:

ARTICLE I

1. The taxes which are subject to this agreement are:

(a) In Canada:

Income taxes, including surtaxes, which are imposed by the Government of Canada.

(b) In Sweden:

The State income tax, including coupon tax.

2. This Agreement shall also apply to any other taxes of a substantially similar character imposed by Canada subsequent to the signing of this Agreement, and to any other State taxes of a substantially similar character imposed by Sweden subsequent to the signing of this Agreement.

ARTICLE II

1. In the present Agreement, unless the context otherwise requires:

(a) The terms "one of the territories" and "the other territory" mean Sweden or Canada, as the context requires;

(b) The term "tax" means Swedish tax or Canadian tax, as the context requires;

(c) The term "person" includes any body of persons, corporate or not corporate;

(d) The term "company" includes any body corporate;

(e) The terms "resident of Sweden" and "resident of Canada" mean respectively any person who is resident in Sweden for the purposes of Swedish tax and not resident in Canada for the purposes of Canadian tax and any person who is resident in Canada for the purposes of Canadian tax and not resident in Sweden for the purposes of Swedish tax; a company shall be regarded as resident in Canada if its business is managed and controlled in Canada and as resident in Sweden if it is incorporated under the laws of Sweden and its business is not managed and controlled in Canada, or if it is not so incorporated but its business is managed and controlled in Sweden;

(f) The terms "resident of one of the territories" and "resident of the other territory" mean a person who is a resident of Sweden or a person who is a resident of Canada, as the context requires;

**AVTAL MELLAN CANADAS REGERING OCH KUNGL. SVENSKA REGERINGEN
FÖR UNDVIKANDE AV DUBBELBESKATTNING SAMT FASTSTÄLLANDE AV
BESTÄMMELSER ANGÅENDE ÖMSESIDIG HANDRÄCKNING IFRÅGA OM
INKOMSTSKATTER.**

Canadas regering och Kungl. svenska regeringen

hava, föranledda av önskan att ingå ett avtal för undvikande av dubbelbeskattning och förhindrande av skatteflykt beträffande inkomstskatter,

ingått följande överenskommelse:

ARTIKEL I

1. De skatter, som avses i detta avtal, äro:

a) I Sverige:

Statlig inkomstskatt, kupongskatt däri inbegripen.

b) I Canada:

Inkomstskatter, tilläggsskatter, (surtaxes) däri inbegripna, vilka påläggas av Canadas regering.

2. Detta avtal skall även tillämpas å alla andra statsskatter av i huvudsak likartat slag, som påläggas av Sverige efter undertecknandet av detta avtal, och å alla andra skatter av i huvudsak likartat slag, som påläggas av Canada efter undertecknandet av detta avtal.

ARTIKEL II

1. Där icke sammanhanget till annat föranleder, skola i detta avtal följande uttryck hava nedan angiven betydelse:

a) Uttrycken "en av staterna" och "den andra staten" åsyfta Sverige eller Canada, alltefter som sammanhanget kräver.

b) Uttrycket "skatt" åsyftar svensk skatt eller canadensisk skatt, alltefter som sammanhanget kräver.

c) Uttrycket "person" inbegriper varje sammanslutning av personer, vare sig denna utgör en juridisk person eller icke.

d) Uttrycket "bolag" inbegriper varje slag av juridisk person.

e) Uttrycken "person, bosatt i Sverige" och "person, bosatt i Canada" åsyfta varje person, som enligt svenska beskattningsregler anses bosatt (eller stadigvarande vistas) i Sverige och som enligt canadensiska beskattningsregler icke anses bosatt i Canada, respektive varje person, som enligt canadensiska beskattningsregler anses bosatt i Canada och som enligt svenska beskattningsregler icke anses bosatt (eller stadigvarande vistas) i Sverige; ett bolag anses vara bosatt i Sverige, om bolaget bildats enligt svensk lag och ledningen och övervakningen av dess rörelse icke äger rum i Canada eller om bolaget visserligen icke bildats enligt svensk lag men ledningen och övervakningen av dess rörelse äger rum i Sverige, samt anses bosatt i Canada, om ledningen och övervakningen av dess rörelse äger rum i Canada.

f) Uttrycken "person, bosatt i en av staterna" och "person, bosatt i den andra staten" åsyfta en person, som är bosatt i Sverige, eller en person, som är bosatt i Canada, alltefter som sammanhanget kräver.

- (g) The terms "Swedish enterprise" and "Canadian enterprise" mean respectively an industrial or commercial enterprise or undertaking carried on by a resident of Sweden and an industrial or commercial enterprise or undertaking carried on by a resident of Canada; and the terms "enterprise of one of the territories" and "enterprise of the other territory" mean a Swedish enterprise or a Canadian enterprise, as the context requires;
- (h) The term "permanent establishment" when used with respect to an enterprise of one of the territories, means a branch, office, factory, or other fixed place of business, a mine, quarry or any other place of natural resources subject to exploitation. It also includes a place where building construction is carried on by contract for a period of at least one year, but does not include an agency unless the agent has, and habitually exercises, a general authority to negotiate and conclude contracts on behalf of the enterprise or has a stock of merchandise from which he regularly fills orders on its behalf. In this connexion—
- (i) An enterprise of one of the territories shall not be deemed to have a permanent establishment in the other territory merely because it carries on business dealings in that other territory through a *bona fide* broker or general commission agent acting in the ordinary course of his business as such;
 - (ii) The fact that an enterprise of one of the territories maintains in the other territory a fixed place of business exclusively for the purchase of goods or merchandise shall not of itself constitute that fixed place of business a permanent establishment of the enterprise;
 - (iii) The fact that a company which is a resident of one of the territories has a subsidiary company which is a resident of the other territory or which carries on a trade or business in that other territory (whether through a permanent establishment or otherwise) shall not of itself constitute that subsidiary company a permanent establishment of its parent company.

2. The term "industrial or commercial profits", as used in the present Agreement, does not include income in the form of dividends, interest, rents or royalties, management charges, or remuneration for labour or personal services.

Subject to the provisions of this Agreement such items of income shall be taxed separately or together with industrial and commercial profits in accordance with the laws of the Contracting States.

3. In the application of the provisions of the present Agreement by one of the Contracting States any term not otherwise defined shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the laws of that Contracting State relating to the taxes which are the subject of the present Agreement.

ARTICLE III

1. The industrial or commercial profits of a Swedish enterprise shall not be subject to Canadian tax unless the enterprise is engaged in trade or business in Canada through a permanent establishment situated therein. If it is so engaged, tax may be imposed on those profits by Canada, but only on so much of them as is attributable to that permanent establishment.

- g) Uttrycken "svenskt företag" och "canadensiskt företag" betyda ett rörelseidkande företag, som bedrives av en person, bosatt i Sverige, respektive ett rörelseidkande företag, som bedrives av en person, bosatt i Canada; uttrycken "företag i en av staterna" och "företag i den andra staten" betyda ett svenskt företag eller ett canadensiskt företag, alltefter som sammanhanget kräver.
- h) Uttrycket "fast driftställe", då det användes beträffande ett företag i en av staterna, innefattar filial, kontor, fabrik eller annat fast affärsställe samt gruva, stenbrott eller annan naturtillgång, som är föremål för bearbetning. Uttrycket ifråga innefattar även plats för byggnadsföretag, som utföres å entreprenad under en tidrymd av minst ett år, men inbegriper däremot icke en agentur, med mindre agenten har och regelbundet utnyttjar en allmän fullmakt att förhandla och sluta avtal å företagets vägnar eller har ett varulager, från vilket han regelbundet effektuerar order å företagets vägnar. Med avseende härå märkes följande:
- I) Ett företag i en av staterna anses icke hava ett fast driftställe i den andra staten allenast å den grund, att företaget uppehåller affärsförbindelser i den andra staten genom förmedling av en fullt fristående mäklare eller kommissionär, som därvidlag endast fullgör uppdrag, som tillhöra hans vanliga affärsverksamhet.
 - II) Den omständigheten, att ett företag i en av staterna har ett fast affärsställe i den andra staten uteslutande för inköp av varor, skall icke i och för sig medföra, att detta affärsställe betraktas såsom ett fast driftställe för företaget.
 - III) Den omständigheten, att ett bolag, som anses bosatt i en av staterna, har ett dotterbolag, som anses bosatt i den andra staten eller som driver rörelse i denna andra stat (vare sig detta sker från ett fast driftställe eller annorledes), skall icke i och för sig medföra att dotterbolaget betraktas såsom ett fast driftställe för moderbolaget.

2. Då uttrycket "inkomst av rörelse" användes i detta avtal, inbegripes däri icke inkomst genom utdelning, ränta, ersättning för nyttjande av egendom, royalty, gottgörelse för särskilda uppdrag eller ersättning för arbete eller tjänst.

Med iakttagande av bestämmelserna i detta avtal skola dylika inkomstslag i överensstämmelse med lagarna i de avtalsslutande staterna beskattas antingen för sig eller tillsammans med inkomst av rörelse.

3. Då en av de avtalsslutande staterna tillämpar bestämmelserna i detta avtal skall, såvitt icke sammanhanget annorlunda kräver, varje däri förekommande uttryck, vars innebörd icke särskilt angivits, anses hava den betydelse, som uttrycket har enligt lagarna inom den ifrågavarande staten rörande sådana skatter, som äro föremål för avtalet.

ARTIKEL III

1. Inkomst av rörelse, åtnjuten av ett svenskt företag, skall icke bliva föremål för beskattning i Canada, för såvitt icke företaget bedriver rörelse i Canada från ett därstädes beläget fast driftställe. Om företaget bedriver rörelse på nyss angivet sätt, äger Canada beskatta inkomsten men endast så stor del därav, som är hänförlig till det fasta driftstället.

2. The industrial or commercial profits of a Canadian enterprise shall not be subject to Swedish tax unless the enterprise is engaged in trade or business in Sweden through a permanent establishment situated therein. If it is so engaged, tax may be imposed on those profits by Sweden, but only on so much of them as is attributable to that permanent establishment.

3. Where an enterprise of one of the territories is engaged in trade or business in the other territory through a permanent establishment situated therein, there shall be attributed to such permanent establishment the industrial or commercial profits which it might be expected to derive in that other territory if it were an independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing at arm's length with the enterprise of which it is a permanent establishment.

4. No portion of any profits arising to an enterprise of one of the territories shall be attributed to a permanent establishment situated in the other territory by reason of the mere purchase of goods or merchandise within that other territory by the enterprise.

5. Where a company which is a resident of one of the territories derives profits or income from sources within the other territory, the Government of that other territory shall not impose any form of taxation on dividends paid by the company to persons not resident in that other territory, or any tax in the nature of an undistributed profits tax on undistributed profits of the company, by reason of the fact that those dividends or undistributed profits represent, in whole or in part, profits or income so derived.

ARTICLE IV

Where

- (a) an enterprise of one of the territories participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other territory, or
 - (b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of one of the territories and an enterprise of the other territory, and
- in either case conditions are made or imposed between the two enterprises, in their commercial or financial relations, which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would but for those conditions have accrued to one of the enterprises but by reason of those conditions have not so accrued may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

ARTICLE V

Notwithstanding the provisions of Articles III and IV, profits which a resident of one of the territories derives from operating ships or aircraft shall be exempt from tax in the other territory.

ARTICLE VI

1. The rate of Canadian tax on dividends derived from sources within Canada by a resident of Sweden shall not exceed 15 per cent.

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, the Canadian tax on dividends paid to a company which is a resident of Sweden by a company resident in Canada, more than 50 per cent of whose shares which have under all circumstances full voting rights are owned by the former company, shall not exceed 5 per cent.

2. Inkomst av rörelse, åtnjuten av ett canadensiskt företag, skall icke bliva föremål för beskattning i Sverige, för såvitt icke företaget bedriver rörelse i Sverige från ett därstädes beläget fast driftställe. Om företaget bedriver rörelse på nyss angivet sätt, äger Sverige beskatta inkomsten men endast så stor del därav, som är hänförlig till det fasta driftstället.

3. Då ett företag i en av staterna bedriver rörelse i den andra staten från ett därstädes beläget fast driftställe, skall till det fasta driftstället hänföras den inkomst av rörelse, som driftställe kan antagas skola hava åtnjutit i denna andra stat, därest driftstället varit ett oberoende företag med samma eller liknande verksamhet, bedriven under samma eller liknande villkor, samt driftstället självständigt avslutat affärer med det företag, till vilket det fasta driftstället hör.

4. Ingen del av den inkomst, som uppkommer för ett företag i en av staterna, må anses hänförlig till ett fast driftställe i den andra staten allenast av den anledningen, att företaget inköper varor i denna andra stat.

5. Då ett bolag, som anses bosatt i en av staterna, uppbär inkomst från inkomstkällor inom den andra staten, får regeringen i denna andra stat icke påföra någon skatt å utdelning, som av bolaget utbetalas till personer, som icke äro bosatta i denna andra stat, och ej heller någon skatt å bolagets icke utdelade vinst å den grund att utdelningen eller den icke utdelade vinsten helt eller delvis utgöres av inkomst, uppburen på sätt nyss angivits.

ARTIKEL IV

Beträffande sådana fall, då

- a) ett företag i en av staterna direkt eller indirekt deltagar i ledningen eller övervakningen av ett företag i den andra staten eller äger del i detta företags kapital eller
 - b) samma personer direkt eller indirekt deltaga i ledningen eller övervakningen av såväl ett företag i en av staterna som ett företag i den andra staten eller äga del i båda dessa företags kapital,
- skall iakttagas följande:

Om mellan företagen i handels—eller andra ekonomiska förbindelser avtalas eller föreskrivas villkor, som avvika från dem som skulle hava avtalats mellan två av varandra oberoende företag, må alla vinster, som skulle hava tillkommit det ena företaget om sagda villkor icke funnits men som på grund av villkoren ifråga icke tillkommit detta företag, inräknas i detta företags inkomster och beskattas i överensstämmelse därmed.

ARTIKEL V

Oberoende av bestämmelserna i artiklarna III och IV skall inkomst, som en person, bosatt i en av staterna, förvärvar genom utövande av sjöfart eller luftfart, vara undantagen från beskattning i den andra staten.

ARTIKEL VI

1. Den canadensiska skattesatsen å utdelning, som en i Sverige bosatt person uppbär från inkomstkällor i Canada, må icke överstiga 15 procent.

Utöver vad i föregående stycke sägs gäller, att den canadensiska skatten å utdelning icke må överstiga 5 procent i sådana fall, då ett bolag, som anses bosatt i Canada, utbetalar utdelning till ett bolag, som anses bosatt i Sverige och som äger mera än 50 procent av de aktier i förstnämnda bolag, vilka under alla förhållanden hava fullt röstvärde.

2. The rate of Swedish coupon tax on dividends paid to a resident of Canada shall not exceed 15 per cent.

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph the Swedish coupon tax on dividends paid to a company which is a resident of Canada by a company resident in Sweden, more than 50 per cent of whose shares which have under all circumstances full voting rights are owned by the former company, shall not exceed 5 per cent.

3. The rate of Canadian tax on interest, rents, royalties or similar payments from sources within Canada received by a resident of Sweden shall not exceed 15 per cent.

4. The phrase "rents, royalties or similar payments" in paragraph 3 of this Article includes any payment

- (i) for the use in Canada of property,
- (ii) in respect of an invention used in Canada, or
- (iii) for any property, trade name, design or other thing whatsoever used or sold in Canada.

ARTICLE VII

Copyright royalties and other like payments made in respect of the production or reproduction of any literary, dramatic, musical or artistic work (but not including rents or royalties in respect of motion picture films) and derived from sources within one of the territories by a resident of the other territory shall be exempt from tax in that first-mentioned territory.

ARTICLE VIII

1. Income of whatever nature derived from real property within the territory of Canada (other than income from mortgages or bonds secured by real property but including a royalty paid in respect of any extraction of natural resources) by a resident of Sweden shall be exempt from tax in Sweden.

2. Any capital sum derived from sources within one of the territories from the sale of patent rights by a resident of the other territory shall be exempt from tax in that first-mentioned territory.

ARTICLE IX

1. Remuneration (other than pensions) paid by Sweden to an individual for services rendered to Sweden in the discharge of governmental functions shall be exempt from Canadian tax if the individual is a citizen of Sweden.

2. Remuneration (other than pensions) paid by Canada to an individual for services rendered to Canada in the discharge of governmental functions shall be exempt from Swedish tax.

3. The provisions of this Article shall not apply to payments in respect of services rendered in connection with any trade or business carried on by either of the Contracting Governments for purposes of profit.

2. Skattesatsen ifråga om svensk kupongskatt å utdelning, som utbetalas till en i Canada bosatt person, må icke överstiga 15 procent.

Utöver vad i föregående stycke sägs gäller, att den svenska kupongskatten å utdelning icke må överstiga 5 procent i sådana fall, då ett bolag, som anses bosatt i Sverige, utbetalar utdelning till ett bolag, som anses bosatt i Canada och som äger mera än 50 procent av de aktier i förstnämnda bolag, vilka under alla förhållanden have fullt röstvärde.

3. Den canadensiska skattesatsen å räntor, ersättningar för nyttjande av egendom, royalties eller liknande utbetalningar, som en i Sverige bosatt person uppbär från inkomstkällor i Canada, må icke överstiga 15 procent.

4. Uttrycket "ersättningar för nyttjande av egendom, royalties eller liknande utbetalningar" i punkt 3 av denna artikel inbegriper varje slag av ersättning

- I) för nyttjande av egendom i Canada,
- II) i samband med utnyttjandet i Canada av en uppfinning,
- III) för varje slag av egendom, firmanamn, ritning eller vad annat som helst, som nyttjats eller sålts i Canada.

ARTIKEL VII

Royalties för utnyttjande av författarrätt (copyright royalties) samt andra likartade ersättningar för litterära, dramatiska, musikaliska eller konstnärliga arbeten (med undantag för royalty eller liknande ersättning för kinematografisk film), som från inkomstkällor i den ena staten förvärfvas av en person, som är bosatt i den andra staten, skola vara undantagna från skatt i förstnämnda stat.

ARTIKEL VIII

1. Inkomst av vad slag som helst, som härflyter av fast egendom inom Canada (härunder inbegripet royalty, som erlægges för utnyttjandet av naturtillgångar, men icke inkomst härflytande av inteckningar eller obligationer med säkerhet i fast egendom) och som uppbäres av en person, bosatt i Sverige, skall vara undantagen från skatt i Sverige.

2. Kapitalbelopp, som uppbäres från inkomstkällor inom en av staterna genom försäljning av patenträttigheter av en person, vilken är bosatt i den andra staten, skall vara undantaget från skatt i förstnämnda stat.

ARTIKEL IX

1. Ersättningar (dock icke pensioner), som Sverige utbetalar till en fysisk person för arbete, som denne utfört i samma stats tjänst, skola vara undantagna från canadensisk skatt, därest personen ifråga är svensk medborgare.

2. Ersättningar (dock icke pensioner), som Canada utbetalar till en fysisk person för arbete, som denne utfört i samma stats tjänst, skola vara undantagna från svensk skatt.

3. Bestämmelserna i denna artikel äro icke tillämpliga å utbetalningar, vilka utgöra ersättning för tjänster, utförda i samband med rörelse, som någon av de fördragsslutande regeringarna bedrivit i förvärvssyfte.

ARTICLE X

1. An individual who is a resident of Sweden shall be exempt from Canadian tax on profits or remuneration in respect of personal (including professional) services performed within Canada in any taxation year if—

- (a) he is present within Canada for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days during that year, and
- (b) the services are performed for or on behalf of a person resident in Sweden.

2. An individual who is a resident of Canada shall be exempt from Swedish tax on profits or remuneration in respect of personal (including professional) services performed within Sweden in any year of assessment if—

- (a) he is present within Sweden for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days during that year, and
- (b) the services are performed for or on behalf of a person resident in Canada.

3. The provisions of this Article shall not apply to the profits or remuneration of public entertainers such as stage, motion picture or radio artists, musicians and athletes.

ARTICLE XI

1. Any pension or annuity derived from sources within Canada by an individual who is a resident of Sweden shall be exempt from Canadian tax.

2. Any pension or annuity derived from sources within Sweden by an individual who is a resident of Canada shall be exempt from Swedish tax.

3. The term “annuity” means a stated sum payable periodically at stated times, during life or during a specified or ascertainable period of time, under an obligation to make the payments in return for adequate and full consideration in money or money’s worth.

ARTICLE XII

A professor or teacher from one of the territories who receives remuneration for teaching, during a period of temporary residence not exceeding two years, at a university, college or other establishment for further education in the other territory, shall be exempt from tax in that other territory in respect of that remuneration.

ARTICLE XIII

A student or business apprentice from one of the territories who is receiving full-time education or training in the other territory shall be exempt from tax in that other territory on payments made to him by persons in the first-mentioned territory for the purposes of his maintenance, education or training.

ARTICLE XIV

A resident of one of the territories shall be exempt in the other territory from any tax on gains from the sale, transfer, or exchange of capital assets.

ARTIKEL X

1. En fysisk person, som är bosatt i Sverige, skall vara befriad från canadensisk skatt å inkomst av personligt arbete (utövandet av fria yrken därunder inbegripet), som utförts i Canada under ett beskattningsår, under förutsättning

- a) att han vistas i Canada under en tidrymd eller tidrymder, som sammanlagt icke överstiga 183 dagar under beskattningsåret, och
- b) att arbetet utförts för eller på uppdrag av en person, bosatt i Sverige.

2. En fysisk person, som är bosatt i Canada, skall vara befriad från svensk skatt å inkomst av personligt arbete (utövandet av fria yrken därunder inbegripet), som utförts i Sverige under ett beskattningsår, under förutsättning

- a) att han vistas i Sverige under en tidrymd eller tidrymder, som sammanlagt icke överstiga 183 dagar under beskattningsåret, och
- b) att arbetet utförts för eller på uppdrag av en person, bosatt i Canada.

3. Bestämmelserna i denna artikel äro icke tillämpliga på inkomster, som förvärvats av skådespelare, filmskådespelare, radioartister, musiker, idrottsmän och dylika, vilka yrkesmässigt ägna sig åt offentlig nöjesverksamhet.

ARTIKEL XI

1. Pensioner och livräntor, uppburna från inkomstkällor i Canada av en fysisk person, som är bosatt i Sverige, skola vara undantagna från canadensisk skatt.

2. Pensioner och livräntor, uppburna från inkomstkällor i Sverige av en fysisk person, som är bosatt i Canada, skola vara undantagna från svensk skatt.

3. Med "livränta" förstås ett fastställt belopp, som skall utbetalas periodiskt på fastställda tider under vederbörandes hela livstid eller under annan angiven eller fastställbar tidsperiod och som utgår på grund av en förpliktelse att verkställa dessa utbetalningar såsom ersättning för ett däremot fullt svarande vederlag i penningar eller penningars värde.

ARTIKEL XII

En professor eller lärare från den ena staten, som uppbär ersättning för undervisning vid universitet, högskola eller annan undervisningsanstalt för högre utbildning i den andra staten under tillfällig vistelse därstädes, ej överstigande två år, skall vara befriad från beskattning i sistnämnda stat för ifrågavarande ersättning.

ARTIKEL XIII

En studerande eller affärs—eller hantverkspraktikant från den ena staten, som åtnjuter heldags undervisning eller utbildning i den andra staten, är befriad från skattskyldighet i denna andra stat för belopp, som utbetalas till honom av personer i den förstnämnda staten till bestridande av hans uppehälle, undervisning eller utbildning.

ARTIKEL XIV

En person, som är bosatt i en av staterna, skall vara befriad från skatt i den andra staten å vinst på grund av försäljning, överlåtelse eller byte av förmögenhetstillgångar.

ARTICLE XV

1. As far as may be in accordance with the provisions of the Income Tax Act Canada agrees to allow as a deduction from Canadian Tax on any income derived from sources within Sweden the appropriate amount of Swedish tax paid thereon.

The special tax payable in Sweden by public entertainers such as theatre and radio artists, musicians and athletes (*bevillningsavgifter för vissa offentliga föreställningar*) shall be regarded, for purposes of this paragraph, as Swedish tax.

2. Income from sources within Canada which under the laws of Canada and in accordance with this Agreement is subject to tax in Canada either directly or by deduction shall be exempt from Swedish tax:

Provided that where such income is a dividend paid by a company being a resident of Canada to a person resident in Sweden, not being a company, Swedish tax may be charged on the gross amount of the dividend, but the amount of Swedish tax chargeable shall be reduced by a sum equal to 15 per cent of the amount of the dividend so charged:

Provided further that where such income is of a kind mentioned in paragraph 3, of Article VI, (other than a royalty or like payment described in Article VII or VIII) paid by a resident of Canada to a person resident in Sweden, whether a company or not, Swedish tax may be charged on the gross amount of such income but the amount of Swedish tax chargeable shall be reduced by a sum equal to 15 per cent of the amount of such income so charged.

3. For the purposes of this Article, profits or remuneration for personal (including professional) services performed in one of the territories shall be deemed to be income from sources within that territory, and the services of an individual whose services are wholly or mainly performed in ships or aircraft operated by a resident of one of the territories shall be deemed to be performed in that territory.

4. The graduated rate of Swedish tax to be imposed on residents of Sweden may be calculated as though income exempted under this Agreement were included in the amount of the total income.

ARTICLE XVI

The citizens of one of the contracting States, residing within the other contracting State, shall not be subjected to more burdensome taxes than the citizens of the last-mentioned State.

ARTICLE XVII

Where under the provisions of this Agreement a resident of Canada is exempt or entitled to relief from Swedish tax, similar exemption or relief shall be applied to the undivided estates of deceased persons in so far as one or more of the beneficiaries is a resident of Canada.

ARTICLE XVIII

1. The competent authorities of the contracting States will exchange information of a fiscal nature which is available to them, or which they are able to obtain under their own legislation and which would be useful to

ARTIKEL XV

1. I den omfattning, som överensstämmer med föreskrifterna i canadensisk skattelagstiftning (Income Tax Act), förbinder sig Canada att från den canadensiska skatt, som påföres inkomst från inkomstkällor i Sverige, medgiva avdrag med vederbörligt belopp för den svenska skatt, som erlagts för inkomsten.

Den bevillningsavgift för vissa offentliga föreställningar, som i Sverige uttages av skådespelare, radioartister, musiker, idrottsmän och dylika, vilka yrkesmässigt ägna sig åt offentlig nöjesverksamhet, skall vid tillämpningen av förevarande artikel anses såsom en svensk skatt.

2. Inkomst från inkomstkällor inom Canada, vilken inkomst enligt lagarna i Canada och i överensstämmelse med detta avtal är underkastad beskattning i Canada vare sig direkt eller genom skatteavdrag, skall vara undantagen från beskattning i Sverige, dock med nedan angivna undantag:

I sådana fall, då inkomsten utgöres av utdelning från ett bolag, som anses bosatt i Canada, till en i Sverige bosatt betalningsmottagare, som icke är ett bolag, skall svensk skatt beräknas å utdelningens bruttobelopp men skall från den i enlighet härmed påförda svenska skatten avdragas ett belopp, motsvarande 15 procent av det sålunda beskattade beloppet.

I sådana fall, då inkomsten är av det slag som angives i artikel VI punkt 3 (med undantag för sådan royalty eller liknande ersättning som conförmäles i artiklarna VII eller VIII) och beloppet erlägges av en i Canada bosatt person till en i Sverige bosatt betalningsmottagare—vare sig denne är ett bolag eller icke—skall svensk skatt beräknas å inkomstens bruttobelopp men skall från den i enlighet härmed påförda svenska skatten avdragas ett belopp, motsvarande 15 procent av det sålunda beskattade beloppet.

3. Vid tillämpningen av denna artikel skall inkomst av personligt arbete (utövandet av fria yrken därunder inbegripet) som utförts i en av staterna, anses utgöra inkomst från inkomstkällor inom samma stat. Då arbetet helt och hållet eller till huvudsaklig del fullgöres ombord å fartyg eller luftfartyg, som användes i en verksamhet, vilken utövas av en person, bosatt i en av staterna, skall arbetet anses hava utförts i denna stat.

4. Svensk progressiv skatt, som påföres personer, bosatta i Sverige, må beräknas efter den skattesats, som skulle varit tillämplig, om även sådan inkomst, som enligt detta avtal är undantagen från beskattning, inräknats i den skattepliktiga inkomsten.

ARTIKEL XVI

Medborgare i en av de avtalsslutande staterna, som äro bosatta i den andra staten, må icke bliva föremål för mera betungande skatter än medborgarna i sistnämnda stat.

ARTIKEL XVII

Då enligt föreskrifterna i detta avtal en person, bosatt i Canada, är befriad från eller berättigad till nedsättning av svensk skatt, skall motsvarande befrielse eller nedsättning komma ett oskift dödsbo till godo, i den mån en eller flera av dödsbodelägarna äro bosatta i Canada.

ARTIKEL XVIII

1. Behöriga myndigheter i de avtalsslutande staterna skola utbyta sådana upplysningar rörande beskattningsfrågor, som äro tillgängliga för dem eller som de kunna inhämta jämlikt sin egen lagstiftning och som skulle bidra

assure the regular assessment and collection of the taxes referred to in this Agreement, as well as the application with respect to these taxes of the legal provisions relative to the prevention of fiscal fraud.

The information so exchanged shall retain its secret nature and shall not be disclosed to persons other than those charged with assessment and collection of the taxes referred to in this Agreement.

The provisions of this Article shall not in any case be considered as requiring one of the contracting States to disclose to the other State information other than that which its own fiscal legislation permits it to obtain, or information of which the furnishing would involve the disclosure of industrial, commercial or professional secrets or trade processes.

Neither shall these provisions be considered as imposing on one of the two contracting States the obligation to perform an administrative act which would be contrary to its regulations or practices.

2. The term "competent authorities" means, in the case of Canada, the Minister of National Revenue or his authorized representative; and in the case of Sweden, the Finance Ministry.

ARTICLE XIX

1. Any taxpayer who shows proof that the action of the revenue authorities of the two contracting States has resulted in double taxation with respect to the taxes referred to in this Agreement, may lodge a claim with the State in which he resides. Should the claim be upheld, the competent authority of this State may come to an agreement with the competent authority of the other State with a view to equitable avoidance of the double taxation.

2. The competent authorities of the two contracting States may likewise come to an agreement for the purpose of overcoming double taxation in cases not otherwise provided by this Agreement, as well as in the case where the interpretation or the application of this Agreement gives rise to difficulties or doubts.

ARTICLE XX

The Agreement between Sweden and Canada dated 21st November, 1929, for reciprocal exemption from income tax of profits accruing from the business of shipping shall not have effect for any period for which the present Agreement has effect.

ARTICLE XXI

1. This Agreement is drafted in the Swedish and English languages, the two texts having equal force. It shall be ratified by the Contracting Governments. Ratification by His Majesty the King of Sweden shall be subject to the consent of the Riksdag.

2. The Instruments of Ratification shall be exchanged at Stockholm with the shortest delay.

till att säkerställa regelmässig taxering och uppbörd ifråga om i detta avtal avsedda skatter eller säkerställa tillämpningen beträffande dessa skatter av de lagbestämmelser, som avse att förhindra skattebedrägeri.

De sålunda utbytta upplysningarna skola förbliva hemliga och må icke yppas för andra personer än dem, som handlägga frågor rörande taxering till och uppbörd av de i detta avtal avsedda skatterna.

Bestämmelserna i denna artikel skola icke i något fall anses medföra en förpliktelse för en av de avtalsslutande staterna att till den andra staten lämna andra upplysningar än sådana, som staten enligt sin egen skattelagstiftning är berättigad erhålla, eller att lämna sådana upplysningar, som skulle innebära röjandet av någon industri—, handels—eller yrkeshemlighet eller något i verksamheten nyttjat förfaringssätt.

Ej heller skola dessa bestämmelser anses medföra skyldighet för någon av de avtalsslutande staterna att företaga en förvaltningsåtgärd, som skulle strida mot dess lagstiftning eller rättspraxis.

2. Uttrycket "behöriga myndigheter" betyder för Sveriges vidkommande Kungl. finansdepartementet och för Canadas vidkommande ministern för skatteärenden (the Minister of National Revenue) eller hans befullmäktigade ombud.

ARTIKEL XIX

1. Kan skattskyldig visa att beskattningsmyndigheterna i de två avtalsslutande staterna vidtagit åtgärder, som medfört dubbelbeskattning ifråga om de i detta avtal avsedda skatterna, äger han framställa erinran mot dubbelbeskattningen hos den stat, i vilken han är bosatt. Anses erinran grundad kan behörig myndighet i denna stat träffa överenskommelse med den behöriga myndigheten i den andra staten i syfte att på skäligt sätt undanröja dubbelbeskattningen.

2. Behöriga myndigheter i de två avtalsslutande staterna må jämväl träffa särskild överenskommelse såväl för undanröjande av dubbelbeskattning i fall, rörande vilka föreskrifter saknas i detta avtal, som ock i sådana fall, då tolkningen eller tillämpningen av avtalet medför svårigheter eller tvivelsmål.

ARTIKEL XX

Avtalet den 21 november 1929 mellan Sverige och Canada angående ömsesidigt fritagande från inkomstskatt av inkomster härrörande från rederirörelse skall icke tillämpas under tid, då föreliggande avtal är gällande.

ARTIKEL XXI

1. Detta avtal är upprättat på svenska och engelska språken; båda texterna äga lika vitsord. Avtalet skall ratificeras av de avtalsslutande staterna. Hans Maj:t Konungens av Sverige ratifikation skall ske med riksdagens samtycke.

2. Ratifikationsinstrumenten skola utväxlas i Stockholm snarast möjligt.

3. The present Agreement shall come into force on the date on which the Instruments of Ratification are exchanged and shall thereupon have effect:

(a) In Sweden:

- (i) as respects tax on income which is assessed in or after the calendar year beginning on 1st January, 1951, being income for which preliminary tax is payable during the period 1st March, 1950, to 28th February, 1951, or any succeeding period;
- (ii) as respects coupon tax on dividends payable on or after 1st January, 1950.

(b) In Canada:

- (i) as respects income tax, including surtax, for the taxation year 1950 and subsequent taxation years;
- (ii) as respects the tax levied under Part II of the Income Tax Act, amounts paid or credited to non-residents on or after 1st January, 1950.

ARTICLE XXII

The present Agreement shall continue in effect indefinitely but either of the contracting States may, on or before 30th June in any calendar year, give to the other State written notice of termination and, in such event, the present Agreement shall cease to be effective—

(a) In Sweden:

- (i) as respects tax on income for which preliminary tax is payable after the last day of February, in the calendar year next following that in which the notice is given;
- (ii) as respects coupon tax on dividends payable on or after 1st January in the calendar year next following that in which the notice is given.

(b) In Canada:

- (i) as respects income tax, including surtax, for the taxation year next following that in which the notice is given;
- (ii) as respects tax levied under Part II of the Income Tax Act, amounts paid or credited to non-residents on or after the 1st January in the calendar year next following that in which the notice is given.

Done in duplicate, at Ottawa this 6th day of April, 1951.

For the Government of Canada:

D. C. ABBOTT.

For the Royal Government of Sweden:

PER WIJKMAN.

3. Föreliggande avtal skall träda i kraft å den dag, då utväxling av ratifikationshandlingarna sker, och skall därefter äga tillämpning:

a) I Sverige:

- I) beträffande sådan skatt å inkomst, som utgår på grund av taxering under eller efter det kalenderår, som börjar den 1 januari 1951, varmed avses inkomst för vilken preliminär skatt skall erläggas under tiden den 1 mars 1950—den 28 februari 1951 eller under någon följande tidsperiod;
- II) beträffande kupongskatt å utdelning, som förfaller till betalning den 1 januari 1950 eller senare.

b) I Canada:

- I) beträffande inkomstskatt, tilläggsskatt (surtax) däri inbegripen, avseende beskattningsåret 1950 eller följande beskattningsår;
- II) beträffande skatt, påförd enligt avdelning II av Income Tax Act, såvitt fråga är om belopp, som den 1 januari 1950 eller senare erlagts till eller gottskrivits i Canada icke bosatta personer.

ARTIKEL XXII

Avtalet skall förbliva i kraft utan tidsbegränsning, men envar av de avtalsslutande staterna äger att senast den 30 juni under ett kalenderår skriftligen uppsäga avtalet hos den andra staten. I händelse av sådan uppsägning skall avtalet upphöra att gälla:

a) I Sverige:

- I) beträffande skatt å sådan inkomst, för vilken preliminär skatt skall erläggas efter den sista februari kalenderåret närmast efter det, varunder uppsägningen ägde rum;
- II) beträffande kupongskatt å utdelning, som förfaller till betalning å eller efter den 1 januari kalenderåret närmast efter det, varunder uppsägningen ägde rum.

b) I Canada:

- I) beträffande inkomstskatt, tilläggsskatt (surtax) däri inbegripen, för beskattningsåret närmast efter det, varunder uppsägningen ägde rum;
- II) beträffande skatt, påförd enligt avdelning II av Income Tax Act, såvitt fråga är om belopp, som erlagts till eller gottskrivits i Canada icke bosatta personer å eller efter den 1 januari kalenderåret närmast efter det, varunder uppsägningen ägde rum.

Som skedde i Ottawa i dubbla exemplar den 6 april, 1951.

För Canadas regering:

D. C. ABBOTT

För Kungl. svenska regeringen:

PER WIJCKMAN

(Traduction)

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE TENDANT À ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET ÉTABLIR DES RÈGLES D'ASSISTANCE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU.

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement Royal de Suède,

Désireux de conclure un accord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}

1. Les impôts visés par le présent accord sont:

a) Au Canada:

Les impôts sur le revenu, y compris les surtaxes, qui sont levés par le Gouvernement du Canada.

b) En Suède:

L'impôt d'État sur le revenu, y compris l'impôt sur les coupons.

2. Le présent accord s'appliquera également à tous les autres impôts fondés sur des principes analogues, qui pourront être levés par le Canada postérieurement à la signature du présent accord, et à tous les autres impôts d'État fondés sur des principes analogues, qui pourront être levés par la Suède postérieurement à la signature du présent accord.

ARTICLE II

1. Dans le présent accord, à moins que le contexte ne s'y oppose:

a) Les expressions "un des territoires" et "l'autre territoire" désignent la Suède ou le Canada, suivant que l'exige le contexte;

b) Le terme "impôt" désigne l'impôt suédois ou l'impôt canadien, suivant que l'exige le contexte;

c) Le terme "personne" comprend tout groupement de personnes, constitué ou non en société;

d) Le terme "société" comprend tout corps constitué;

e) Les expressions "personne résidant en Suède" et "personne résidant au Canada" désignent respectivement toute personne qui, du point de vue de l'impôt suédois, a sa résidence en Suède et qui, du point de vue de l'impôt canadien, n'a pas sa résidence au Canada, et toute personne qui, du point de vue de l'impôt canadien, a sa résidence au Canada et qui, du point de vue de l'impôt suédois, n'a pas sa résidence en Suède; une société sera considérée comme ayant son siège au Canada si ses affaires sont gérées et dirigées au Canada et comme ayant son siège en Suède si elle a été constituée conformément à la législation suédoise et si ses affaires ne sont pas gérées et dirigées au Canada, ou si, n'ayant pas été ainsi constituée, ses affaires sont gérées et dirigées en Suède;

f) Les expressions "personne résidant dans l'un des territoires" et "personne résidant dans l'autre territoire" désignent une personne résidant en Suède ou une personne résidant au Canada, suivant que l'exige le contexte;

- g) Les expressions “entreprise suédoise” et “entreprise canadienne” désignent respectivement une entreprise ou un établissement industriel ou commercial exploité par une personne résidant en Suède et une entreprise ou un établissement industriel ou commercial exploité par une personne résidant au Canada; les expressions “entreprise de l’un des territoires” et “entreprise de l’autre territoire” désignent une entreprise suédoise ou une entreprise canadienne, suivant que l’exige le contexte;
- h) L’expression “établissement stable”, lorsqu’elle est appliquée à une entreprise de l’un des territoires, désigne une succursale, un bureau, une fabrique ou tout autre centre d’affaires fixe, une mine, une carrière ou tout autre lieu où se trouvent des ressources naturelles exploitables. Cette expression comprend également un chantier où des travaux de construction sont exécutés à forfait pendant une période d’au moins un an, mais elle ne comprend pas une agence, à moins que l’agent ne soit investi du pouvoir général de négocier et de conclure des contrats pour le compte de l’entreprise en question et qu’il n’exerce habituellement ce pouvoir, ou qu’il n’exécute ordinairement des commandes pour le compte de cette entreprise au moyen d’un stock de marchandises dont il dispose. A ce point de vue—
- (i) Une entreprise de l’un des territoires ne sera pas considérée comme ayant un établissement stable dans l’autre territoire du seul fait qu’elle entretient des relations d’affaires dans cet autre territoire par l’entremise d’un courtier ou commissionnaire général autorisé, agissant à ce titre dans le cours habituel de ses affaires;
 - (ii) Le fait qu’une entreprise de l’un des territoires possède dans l’autre territoire un centre d’affaires fixe qui se borne à l’achat de produits ou de marchandises ne suffira pas, à lui seul, pour faire assimiler ce centre d’affaires fixe à un établissement stable de l’entreprise;
 - (iii) Le fait qu’une société dont le siège se trouve sur l’un des territoires ait une filiale ayant son siège dans l’autre territoire ou exerçant une activité commerciale ou industrielle dans cet autre territoire (soit par les soins d’un établissement stable, soit d’une autre manière) ne suffira pas, à lui seul, pour faire assimiler cette filiale à un établissement stable de la société mère.

2. Au sens du présent accord, l’expression “bénéfices industriels ou commerciaux” ne comprend pas les éléments de revenu sous forme de dividendes, d’intérêt, de loyers ou de redevances, de frais de gestion, ou de rémunération du travail ou de services personnels.

Sous réserve des dispositions du présent accord, ces éléments de revenu seront assujettis à l’impôt séparément ou conjointement avec les bénéfices industriels ou commerciaux selon les lois des États contractants.

3. Pour l’application des dispositions du présent accord par l’un des États contractants, tout terme ou expression n’ayant pas fait l’objet d’une autre définition aura, sauf indication contraire du contexte, le sens qui lui est attribué dans la législation de cet État contractant relative aux impôts visés par le présent accord.

ARTICLE III

1. Les bénéfices industriels ou commerciaux d’une entreprise suédoise ne seront soumis à l’impôt canadien que si l’entreprise exerce une activité industrielle ou commerciale au Canada par l’intermédiaire d’un établissement

stable situé dans ce pays. Dans ce cas, lesdits bénéfices pourront être soumis à l'impôt par le Canada, mais seulement pour autant qu'ils proviennent de cet établissement stable.

2. Les bénéfices industriels ou commerciaux d'une entreprise canadienne ne seront soumis à l'impôt suédois que si l'entreprise exerce une activité industrielle ou commerciale en Suède par l'intermédiaire d'un établissement stable situé dans ce pays. Dans ce cas, lesdits bénéfices pourront être soumis à l'impôt par la Suède mais seulement pour autant qu'ils proviennent de cet établissement stable.

3. Si une entreprise de l'un des territoires exerce une activité industrielle ou commerciale dans l'autre territoire par l'intermédiaire d'un établissement stable situé dans cet autre territoire, il sera attribué audit établissement stable les bénéfices industriels et commerciaux qu'il pourrait raisonnablement produire dans cet autre territoire s'il s'agissait d'une entreprise indépendante se livrant aux mêmes activités ou à des activités analogues dans des conditions identiques ou comparables et traitant au mieux de ses intérêts l'entreprise dont il est un établissement stable.

4. Aucune part des bénéfices réalisés par une entreprise de l'un des territoires ne sera attribuée à un établissement stable situé dans l'autre territoire pour le simple motif que l'achat de produits ou de marchandises a été effectué par l'entreprise dans les limites de cet autre territoire.

5. Si une société dont le siège se trouve dans l'un des territoires tire des bénéfices ou des revenus de sources situées dans l'autre territoire, le Gouvernement de cet autre territoire ne soumettra à aucune forme d'imposition les dividendes distribués par la société aux personnes ne résidant pas dans cet autre territoire, ni à un impôt analogue à l'impôt sur les bénéfices non répartis frappant les bénéfices non répartis de la société, en raison du fait que ces dividendes ou bénéfices non répartis représentent, en totalité ou en partie, des bénéfices ou des revenus provenant desdites sources.

ARTICLE IV

Si

- a) une entreprise de l'un des territoires participe directement ou indirectement à la gestion, à la direction ou au capital d'une entreprise de l'autre territoire, ou si
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la gestion, à la direction ou au capital d'une entreprise de l'un des territoires et d'une entreprise de l'autre territoire, et
si dans l'un ou l'autre cas sont établies ou imposées, dans les relations commerciales ou financières des deux entreprises, des conditions qui diffèrent de celles qui existeraient entre des entreprises indépendantes,
les bénéfices qui seraient normalement revenus à l'une des deux entreprises, mais qui du fait de ces conditions ne lui sont pas revenus, pourront être ajoutés aux bénéfices de ladite entreprise et imposés en conséquence.

ARTICLE V

Nonobstant les dispositions des articles III et IV, les bénéfices qu'une personne résidant dans l'un des territoires tire de l'exploitation de navires ou d'aéronefs seront exonérés de l'impôt dans l'autre territoire.

ARTICLE VI

1. Le taux de l'impôt canadien sur les dividendes tirés de sources situées au Canada par une personne résidant en Suède n'excédera pas 15 p. 100.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, l'impôt canadien sur les dividendes versés à une société qui a son siège en Suède par une société qui a son siège au Canada, dont plus de 50 p. 100 des actions comportant en toutes circonstances pleins droits de vote appartiennent à la première société, n'excédera pas 5 p. 100.

2. Le taux de l'impôt suédois sur les coupons frappant les dividendes versés à une personne résidant au Canada n'excédera pas 15 p. 100.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, l'impôt suédois sur les coupons frappant les dividendes versés à une société qui a son siège au Canada par une société qui a son siège en Suède, dont plus de 50 p. 100 des actions comportant en toutes circonstances pleins droits de vote appartiennent à la première société, n'excédera pas 5 p. 100.

3. Le taux de l'impôt canadien sur les intérêts, loyers, redevances ou autres revenus analogues provenant de sources situées au Canada et perçus par une personne résidant en Suède, n'excédera pas 15 p. 100.

4. L'expression "loyers, redevances ou autres revenus analogues" employée au paragraphe 3 du présent article comprend tout paiement relatif

- (i) à la jouissance de biens immobiliers au Canada,
- (ii) à une invention utilisée au Canada, ou
- (iii) à tout bien, raison ou nom commercial, dessin ou autre chose utilisé ou vendu au Canada.

ARTICLE VII

Les droits d'auteur et autres paiements analogues versés en contre-partie de la production ou de la reproduction d'une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique (à l'exclusion des droits de location ou des redevances afférents aux films cinématographiques) dont la source se trouve dans l'un des territoires et dont bénéficie une personne résidant dans l'autre territoire, seront exonérés de l'impôt dans le premier territoire.

ARTICLE VIII

1. Tout revenu tiré de biens immobiliers situés au Canada (à l'exclusion des revenus provenant d'hypothèques ou d'obligations garanties par des biens immobiliers, mais y compris les redevances versées pour l'extraction des ressources naturelles) par une personne résidant en Suède sera exonéré de l'impôt en Suède.

2. Toute somme en capital tirée, en rémunération de la vente de droits de brevet, de sources situées dans l'un des territoires par une personne résidant dans l'autre territoire sera exonérée de l'impôt dans le premier territoire.

ARTICLE IX

1. Les rémunérations (autres que les pensions) versées par la Suède à une personne physique en contre-partie de services rendus à la Suède dans l'exercice de fonctions publiques, seront exonérées de l'impôt canadien, si ladite personne est un ressortissant suédois.

2. Les rémunérations (autres que les pensions) versées par le Canada à une personne physique en contre-partie de services rendus au Canada dans l'exercice de fonctions publiques, seront exonérées de l'impôt suédois.

3. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux sommes versées pour les services rendus relativement à une activité industrielle ou commerciale à but lucratif exercée par l'un ou l'autre des Gouvernements contractants.

ARTICLE X

1. Toute personne physique résidant en Suède sera exonérée de l'impôt canadien sur les bénéfices ou rémunérations perçus en contre-partie de services personnels (y compris ceux des membres des professions libérales) rendus au Canada au cours d'une année d'imposition quelconque:

- a) Si la durée du ou des séjours de cette personne au Canada, au cours de cette année, ne dépasse pas au total 183 jours, et
- b) Si les services ont été rendus pour le compte ou au nom d'une personne résidant en Suède.

2. Toute personne physique résidant au Canada sera exonérée de l'impôt suédois sur les bénéfices ou rémunérations perçus en contre-partie de services personnels (y compris ceux des membres des professions libérales) rendus en Suède au cours d'une année d'imposition quelconque:

- a) Si la durée du ou des séjours de cette personne en Suède, au cours de cette année ne dépasse pas au total 183 jours, et
- b) Si les services ont été rendus pour le compte ou au nom d'une personne résidant au Canada.

3. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux bénéfices ou rémunérations des artistes du spectacle, de la scène, de l'écran ou de la radio, ni à ceux des musiciens et des athlètes.

ARTICLE XI

1. Toute pension ou rente que tire de sources situées au Canada une personne physique résidant en Suède sera exonérée de l'impôt canadien.

2. Toute pension ou rente que tire de sources situées en Suède une personne physique résidant au Canada sera exonérée de l'impôt suédois.

3. Le terme "rente" désigne une somme déterminée payable périodiquement à des dates fixes, la vie durant ou pendant une durée définie ou définissable, en vertu d'un engagement d'effectuer les paiements en échanges du versement total de sommes suffisantes d'argent ou de valeurs équivalentes.

ARTICLE XII

Tout professeur ou instituteur de l'un des territoires qui touche une rémunération pour l'enseignement qu'il donne, pendant un séjour temporaire d'au plus deux ans, dans une université, un collège ou tout autre établissement d'enseignement supérieur de l'autre territoire, sera exonéré de l'impôt dans cet autre territoire en ce qui concerne cette rémunération.

ARTICLE XIII

Les étudiants ou les apprentis de l'un des territoires, dont tout le temps est consacré à recevoir un enseignement ou une formation professionnelle dans l'autre territoire, seront exonérés de l'impôt dans ce dernier territoire en ce qui concerne les sommes que leur versent des personnes se trouvant dans le premier territoire pour assurer leur entretien, leur instruction ou leur formation professionnelle.

ARTICLE XIV

Toute personne résidant dans l'un des territoires sera exonérée dans l'autre territoire de tout impôt sur les bénéfices réalisés sur les ventes, les transferts ou les échanges d'avoirs en capital.

ARTICLE XV

1. Dans toute la mesure compatible avec les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu, le Canada consent à déduire de l'impôt canadien sur les revenus provenant de sources situées en Suède le montant approprié de l'impôt suédois versé de ce chef.

L'impôt spécial payable en Suède par les artistes de la scène et de la radio, les musiciens et les athlètes (*bevillningsavgifter för vissa offentliga föreställningar*) sera considéré, aux fins du présent paragraphe, comme un impôt suédois.

2. Les revenus provenant de sources situées au Canada, qui, aux termes de la législation canadienne et conformément au présent accord, sont imposables au Canada, soit directement soit par voie de retenue, seront exonérés de l'impôt suédois.

Il est entendu que, lorsque ce revenu est un dividende versé par une société dont le siège est au Canada à une personne résidant en Suède, qui n'est pas une société, l'impôt suédois peut être prélevé sur le montant brut du dividende, mais le montant de l'impôt suédois exigible sera réduit d'une somme égale à 15 p. 100 du montant du dividende ainsi imposé.

Il est également entendu que, lorsque ce revenu appartient à l'une des catégories mentionnées au paragraphe 3 de l'article VI (à l'exclusion des redevances ou paiements analogues visés aux articles VII et VIII) et est versé par une personne résidant au Canada à une personne résidant en Suède, que ce soit une société ou non, l'impôt suédois peut être prélevé sur le montant brut du revenu en question, mais le montant de l'impôt suédois exigible sera réduit d'une somme égale à 15 p. 100 du montant du revenu ainsi imposé.

3. Aux fins du présent article, les bénéfices ou rémunérations relatifs à des services personnels (y compris ceux des membres des professions libérales) rendus dans l'un des territoires seront considérés comme des revenus ayant leur source sur ce territoire, et les services qu'une personne physique a rendus exclusivement ou principalement sur des navires ou des aéronefs exploités par une personne résidant dans l'un des territoires, seront considérés comme rendus dans ce territoire.

4. Le taux progressif de l'impôt suédois auquel seront assujéties les personnes résidant en Suède pourra être calculé comme si les revenus exonérés aux termes du présent accord était compris dans le montant total des revenus.

ARTICLE XVI

Les ressortissants de l'un des États contractants, résidant sur le territoire de l'autre État contractant, ne seront pas assujétis à des impôts plus lourds que ceux auxquels sont assujétis les ressortissants de ce dernier État.

ARTICLE XVII

Lorsque les dispositions du présent accord prévoient qu'une personne résidant au Canada bénéficiera de l'exonération ou sera admise au dégrèvement en ce qui concerne l'impôt suédois, des privilèges analogues d'exonération et de dégrèvement seront étendus aux successions indivises dans la mesure où un ou plusieurs des ayants droit sont des personnes résidant au Canada.

ARTICLE XVIII

1. Les autorités compétentes des États contractants échangeront tous les renseignements d'ordre fiscal qu'ils détiennent ou qu'ils sont en mesure de recueillir en vertu de leur propre législation et qui leur seraient utiles pour assurer l'établissement et le recouvrement régulier des impôts visés par le présent accord ainsi que l'application, en ce qui concerne ces impôts, des dispositions législatives relatives à la répression des fraudes fiscales.

Les renseignements ainsi échangés conserveront un caractère secret et ne seront pas communiqués à des personnes autres que celles qui sont chargées de déterminer l'assiette et de procéder au recouvrement des impôts visés par le présent accord.

Les dispositions du présent article ne pourront, en aucun cas, être considérées comme imposant à l'un des États contractants l'obligation de communiquer à l'autre État, soit des renseignements autres que ceux que sa propre législation fiscale lui permet d'obtenir, soit des renseignements dont la production impliquerait la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel ou la divulgation de procédés de fabrication.

Ces dispositions ne pourront non plus être considérées comme imposant à l'un des États contractants l'obligation d'accomplir des actes administratifs qui ne seraient pas conformes à sa réglementation ou à ses pratiques.

2. L'expression "autorités compétentes" désigne, dans le cas du Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé et, dans le cas de la Suède, le ministère des Finances.

ARTICLE XIX

1. Tout contribuable qui prouve que les mesures prises par les autorités fiscales des deux États contractants ont entraîné pour lui une double imposition en ce qui concerne les impôts visés par le présent accord peut adresser une demande à l'État dans lequel il réside. Si le bien-fondé de cette demande est reconnu, l'autorité compétente de cet État peut s'entendre avec l'autorité compétente de l'autre État pour éviter de façon équitable la double imposition.

2. Les autorités compétentes des deux États contractants peuvent également s'entendre pour supprimer la double imposition dans les cas non réglés par le présent accord, ainsi que dans les cas où l'interprétation ou l'application du présent accord donnerait lieu à des difficultés ou à des doutes.

ARTICLE XX

L'accord intervenu entre la Suède et le Canada, en date du 21 novembre 1929, relatif à l'exonération réciproque de l'impôt sur le revenu dans le cas des bénéfices réalisés par les entreprises de transports maritimes, ne sera pas appliqué pendant toute la durée du présent accord.

ARTICLE XXI

1. Le présent accord est rédigé en langues suédoise et anglaise, les deux textes faisant également foi. Il sera ratifié par les deux Gouvernements contractants. Sa ratification par Sa Majesté le Roi de Suède aura lieu avec l'assentiment du Riksdag.

2. Les instruments de ratification seront échangés à Stockholm aussitôt que possible.

3. Le présent accord entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification et il produira alors ses effets:

a) En Suède:

- (i) en ce qui concerne l'impôt sur le revenu établi pendant ou après l'année civile commençant le 1^{er} janvier 1951, soit sur le revenu pour lequel l'impôt préliminaire est payable au cours de la période comprise entre le 1^{er} mars 1950 et le 28 février 1951, ou pendant toute période postérieure;
- (ii) en ce qui concerne l'impôt sur les coupons frappant les dividendes payables le 1^{er} janvier 1950 ou après cette date.

b) Au Canada:

- (i) en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, y compris la surtaxe, pour l'année d'imposition 1950 et les années d'imposition suivantes;
- (ii) en ce qui concerne l'impôt prélevé aux termes de la Partie II de la Loi de l'impôt sur le revenu, sur les sommes versées ou créditées à des non-résidents à compter du 1^{er} janvier 1950.

ARTICLE XXII

Le présent accord demeurera en vigueur pendant une durée indéterminée, mais chacun des États contractants pourra, au plus tard le 30 juin de chaque année civile, donner à l'autre État contractant un avis écrit de dénonciation et, dans ce cas, le présent accord cessera de produire ses effets.

a) En Suède:

- (i) en ce qui concerne l'impôt sur le revenu pour lequel un impôt préliminaire est payable après le dernier jour de février de l'année civile suivant celle où l'avis a été donné;
- (ii) en ce qui concerne l'impôt sur les coupons frappant les dividendes payable à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle où l'avis a été donné.

b) Au Canada:

- (i) en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, y compris la surtaxe, pour l'année d'imposition suivant celle où l'avis a été donné;
- (ii) en ce qui concerne l'impôt prélevé aux termes de la Partie II de la Loi de l'impôt sur le revenu, sur les sommes versées ou créditées à des non-résidents à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle où l'avis a été donné.

Fait à Ottawa, en double exemplaire, le 6 avril 1951.

Pour le Gouvernement du Canada:

D. C. ABBOTT.

Pour le Gouvernement Royal de Suède:

PER WIJCKMAN.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 14 RECUEIL DES TRAITÉS

UNEMPLOYMENT INSURANCE BENEFITS

CAIEA10
-51714

Agreement between CANADA and
the UNITED STATES OF AMERICA

Amending Agreement of March 6
and 12, 1942

Effected by Exchange of Notes

Signed at Ottawa July 31 and
September 11, 1951

Entered into force September 11, 1951;
operative retroactively from
April 1, 1951

LES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Accord entre le CANADA et
les ÉTATS-UNIS d'AMÉRIQUE

Modifiant l'Accord des 6 et 12 mars 1942

Conclu par voie d'un Échange de Notes

Signées à Ottawa le 31 juillet et le
11 septembre 1951

En vigueur le 11 septembre 1951
avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1951





CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 14 RECUEIL DES TRAITÉS

UNEMPLOYMENT INSURANCE BENEFITS

Agreement between CANADA and
the UNITED STATES OF AMERICA

Amending Agreement of March 6
and 12, 1942

Effected by Exchange of Notes

Signed at Ottawa July 31 and
September 11, 1951

Entered into force September 11, 1951;
operative retroactively from
April 1, 1951

LES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Accord entre le CANADA et
les ÉTATS-UNIS d'AMÉRIQUE

Modifiant l'Accord des 6 et 12 mars 1942

Conclu par voie d'un Échange de Notes

Signées à Ottawa le 31 juillet et le
11 septembre 1951

En vigueur le 11 septembre 1951
avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Imprimeur de la Reine et | Queen's Printer and
Contrôleur de la Papeterie | Controller of Stationery
OTTAWA, 1953

Prix: 25 cents

Price: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Note dated July 31, 1951, from the Minister of the United States of America to the Secretary of State for External Affairs	4
II. Note dated September 11, 1951, from the Acting Under-Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of the United States of America...	6

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 31 juillet 1951, adressée par le Ministre des États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	5
II. Note, en date du 11 septembre 1951, adressée par le Sous-Secrétaire d'État Suppléant aux Affaires exté- rieures à l'Ambassadeur des États-Unis au Canada..	7

EXCHANGE OF NOTES (JULY 31 AND SEPTEMBER 11, 1951) BETWEEN CANADA
AND THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN AGREEMENT
AMENDING THE AGREEMENT OF MARCH 12, 1942, RESPECTING UNEMPLOY-
MENT INSURANCE.*

I

*The Minister of the United States of America to the
Secretary of State for External Affairs*

EMBASSY OF THE UNITED STATES OF AMERICA

OTTAWA, July 31, 1951.

No. 30

EXCELLENCY:

I have the honor to state that discussions have recently taken place between representatives of the Unemployment Insurance Commission of Canada and the Bureau of Employment Security in the United States Department of Labor on matters of mutual interest arising under the laws of both countries with respect to unemployment insurance benefits. These discussions related to mutually desirable changes in the procedural detail set forth in the Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on unemployment insurance benefits, effected by an exchange of notes at Ottawa on March 6 and 12, 1942, and also to reflect the fact that the name of the United States agency involved has been changed. That Agreement provides, in Article VII, that it may be amended by mutual arrangement evidenced by an exchange of notes between the two Governments. In order to make the necessary and mutually agreed upon changes in the aforesaid agreement, the Government of the United States is prepared to make with the Government of Canada an amendment to the Agreement of 1942, such amendment being annexed to this note as an appendix. If the proposed amendment is acceptable to the Government of Canada, the Government of the United States of America will regard this note together with your reply note concurring therein as constituting an agreement between the two Governments in force on the date of your reply note, the amendment set forth in the Appendix to be operative retroactively as of April 1, 1951.

Accept, Excellency, the assurances of my most distinguished consideration.

DON C. BLISS.

* For Agreement of March 12, 1942, see Canada Treaty Series 1942 No. 4.

ÉCHANGE DE NOTES (31 JUILLET ET 11 SEPTEMBRE 1951) ENTRE LE CANADA ET
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONSTITUANT UN ACCORD MODIFIANT
L'ACCORD SUR LES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE DU 12
MARS 1942.*

(Traduction)

I

*Le Ministre des États-Unis d'Amérique
au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures*

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

OTTAWA, le 31 juillet 1951.

N° 30

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que des conversations ont eu lieu récemment entre les représentants de la Commission d'assurance-chômage du Canada et le Bureau de sécurité en matière de placement (Bureau of Employment Security) du Ministère du Travail des États-Unis concernant des questions d'intérêt mutuel ressortissant à la législation des deux pays sur les prestations d'assurance-chômage. Ces entretiens ont porté sur les dispositions jugées souhaitables de part et d'autre pour modifier les modalités d'application fixées dans l'Accord sur les prestations d'assurance-chômage intervenu à Ottawa les 6 et 12 mars 1942 par voie d'échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, et pour indiquer que l'organisme américain compétent a changé de nom. L'article VII du texte en question prévoit que les Parties peuvent d'un commun accord en modifier les dispositions au moyen d'un échange de notes entre les deux Gouvernements. Afin d'effectuer les changements reconnus nécessaires à l'accord susmentionné, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique est disposé à apporter à l'Accord de 1942, de concert avec le Gouvernement canadien, la modification dont le texte est annexé à la présente note. Si ce projet de modification rencontre l'agrément du Gouvernement canadien, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique considérera la présente note, ainsi que votre réponse confirmative, comme constituant entre nos deux gouvernements un accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse, le texte modificateur annexé à la présente note devant être rétroactif au 1^{er} avril 1951.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

DON C. BLISS.

* Vous trouverez l'accord du 12 mars 1942 au N° 4 du Recueil des Traités du Canada 1942.

Appendix

**AMENDMENT TO THE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA
AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ON
UNEMPLOYMENT INSURANCE BENEFITS.**

ARTICLE I (a) (iii)

“Federal agency” means the agency authorized to administer those provisions of the laws of the United States of America which relate to the Federal-State unemployment insurance programs.

ARTICLE III

The Government of the United States of America agrees that the Federal agency will recommend to each of the states that it carry out the provisions herein contained and Canada agrees to carry out such provisions: Provided that if any state does not substantially carry out any such provisions, the Unemployment insurance Commission of Canada may suspend the operation of such provisions with reference to such state.

ARTICLE VI

To avoid the duplication of unemployment insurance payments with respect to the same period of unemployment, the order in which an individual who has benefit rights under the unemployment insurance laws of two or more jurisdictions shall exhaust or otherwise terminate his rights to benefits shall be determined jointly by the Federal agency of the United States of America and the Unemployment Insurance Commission of Canada in such manner as to be reasonable and just as between all affected interests.

II

*The Acting Under-Secretary of State for External Affairs
to the Ambassador of the United States of America*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, September 11, 1951.

No. 2-251

EXCELLENCY:

I have the honour to refer to Your Excellency's Note No. 30 of July 31, 1951, in which you proposed the amendment of certain articles of the Agreement of March 12, 1942, between the United States of America and Canada on Unemployment Insurance Benefits.

The appropriate Canadian authorities agree that Article I (a) (iii), III and VI be amended to read as follows:—

(See appendix to note I)

“Federal agency” means

.....between all affected interests.

I confirm that your Note and this reply thereto shall constitute an agreement between the two countries and shall take effect on today's date, to be operative retroactively as of April 1, 1951.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

ESCOTT REID.

Annexe

**MODIFICATION DE L'ACCORD INTERVENU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU
CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU SUJET
DES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE.**

ARTICLE I a) (iii)

“Agence fédérale” désigne l'organisme préposé à l'application des dispositions de la législation des États-Unis d'Amérique relative aux programmes d'assurance-chômage des Gouvernements fédéral et des États.

ARTICLE III

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique convient que l'Agence Fédérale recommandera à chaque État d'appliquer les dispositions du présent accord, et le Canada s'engage à appliquer lesdites dispositions. Toutefois, si un État n'applique pas les points essentiels de l'une quelconque desdites dispositions, la Commission d'assurance-chômage du Canada pourra suspendre l'exécution de ladite disposition vis-à-vis ledit État.

ARTICLE VI

Afin d'éviter qu'il y ait double paiement de prestations d'assurance-chômage pour une même période de chômage, l'ordre dans lequel s'éteindront ou prendront fin de toute autre manière les droits à prestations d'une personne bénéficiant des lois d'assurance-chômage de deux ou plusieurs juridictions, sera déterminé d'un commun accord par l'Agence fédérale des États-Unis d'Amérique et la Commission d'assurance-chômage du Canada, de façon à accorder un traitement juste et raisonnable à toutes les parties intéressées.

II

*Le Sous-Secrétaire d'État Suppléant aux Affaires extérieures
à l'Ambassadeur des États-Unis au Canada*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 11 septembre 1951.

N° 2-251

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer à la note n° 30 du 31 juillet 1951, par laquelle Votre Excellence propose la modification de certains articles de l'Accord du 12 mars 1942 intervenu entre les États-Unis d'Amérique et le Canada au sujet des prestations d'assurance-chômage.

Les autorités canadiennes compétentes acceptent que les articles I a) (iii), III et VI soient modifiés de la façon suivante:

(Voir Annexe à la note I)

“Agence fédérale” désigne

.....à toutes les parties intéressées.

Je confirme que votre Note et la présente réponse constitueront entre nos deux pays un accord qui entrera en vigueur à la date de ce jour, avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1951.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

ESCOTT REID.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 15 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEAN
- 51713

TRADE

Agreement between CANADA and the
UNION OF SOUTH AFRICA

Effectuated by Exchange of Notes

Signed at Ottawa
January 3 and 16, 1951

In force January 1st, 1951

COMMERCE

Accord entre le CANADA et
l'UNION SUD-AFRICAINE

Conclu par un Échange de Notes

Signées à Ottawa
les 3 et 16 janvier 1951

En vigueur le 1^{er} janvier 1951



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 15 RECUEIL DES TRAITÉS

TRADE

Agreement between CANADA and the
UNION OF SOUTH AFRICA

Effected by Exchange of Notes

Signed at Ottawa
January 3 and 16, 1951

In force January 1st, 1951

COMMERCE

Accord entre le CANADA et
l'UNION SUD-AFRICAINE

Conclu par un Échange de Notes

Signées à Ottawa
les 3 et 16 janvier 1951

En vigueur le 1^{er} janvier 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationary Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1953.

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Note, dated January 3, 1951, from the High Commissioner for the Union of South Africa to the Secretary of State for External Affairs	4
II. Note, dated January 16, 1951, from the Secretary of State for External Affairs to the High Commissioner for the Union of South Africa	6

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note en date du 3 janvier 1951, adressée par le Haut Commissaire de l'Union Sud-Africaine au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	5
II. Note en date du 16 janvier 1951 adressée par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures au Haut Commissaire de l'Union Sud-Africaine	7

EXCHANGE OF NOTES (3 AND 16 JANUARY 1951) BETWEEN CANADA AND
THE UNION OF SOUTH AFRICA CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARD-
ING THE TEMPORARY SUSPENSION OF THE MARGIN OF PREFERENCE ON
UNMANUFACTURED LOGS.

I

*The High Commissioner for the Union of South Africa to
the Secretary of State for External Affairs*

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

OTTAWA, January 3, 1951

T. 9/7/3

SIR,

I have the honour to refer to the Notes exchanged at Ottawa on the 22nd and 24th February, 1950*, in terms of which it was agreed to suspend, until the 31st December, 1950, the margins of preference on unmanufactured logs, classified under Union tariff sub-items 279 (a) (i) and (ii), which are guaranteed to Canada by virtue of the Trade Agreement of 1932 between the Union and Canadian Governments.

I have now been directed by the Union Government to propose that the margins of preference on unmanufactured logs be suspended for a further period, on the understanding —

- (a) That such temporary suspension of the preferences in question will be effective only until the 31 December, 1951, subject, however, to any extension of this arrangement which may be agreed between the two Governments on or before that date;
- (b) That the temporary suspension of preference will apply only in respect of logs which, being required for specific industrial purposes, are admitted under rebate of duty pursuant to a recommendation of the South African Board of Trade and Industries; and
- (c) That imports from Canada under tariff sub-items 270 (a) (i) and (ii) will continue to enjoy duty free entry into the Union of South Africa.

If the arrangements set out above are acceptable to the Canadian Government, it is understood that this Note and your confirmatory reply thereto will be regarded as constituting an agreement between our two Governments effective the 1st January, 1951.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

A. A. ROBERTS.

* For the text of the Agreement of 22 and 24 February, 1950, See Canada Treaty Series 1950. No. 17.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (3 ET 16 JANVIER 1951) ENTRE LE CANADA ET L'UNION
SUD-AFRICAINE CONSTITUANT UN ACCORD CONCERNANT LA SUSPEN-
SION TEMPORAIRE DE LA MARGE DE PRÉFÉRENCE APPLICABLE AU BOIS
EN GRUME.

I

*Le Haut Commissaire de l'Union Sud-Africaine au
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures*

HAUT COMMISSARIAT

OTTAWA, le 3 janvier 1951.

T. 9/7/3

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux Notes échangées à Ottawa, les 22 et 24 février 1950,* aux termes desquelles il a été convenu de suspendre jusqu'au 31 décembre 1950 les marges de préférence accordées au Canada, pour le bois en grume visé à la position 279 a), (i) et (ii) du Tarif de l'Union, en vertu de l'Accord commercial de 1932 entre les Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Canada.

Je suis maintenant chargé par mon Gouvernement de proposer que soit prolongée la période de la suspension des marges de préférence applicables au bois en grume, à condition:

- a) Que cette suspension temporaire des préférences en question ne demeure en vigueur que jusqu'au 31 décembre 1951, sous réserve, cependant, de toute prorogation du présent arrangement qui pourrait intervenir entre les deux Gouvernements, à ladite date ou antérieurement.
- b) Que la suspension temporaire des préférences ne s'applique qu'à l'égard du bois en grume requis pour des fins industrielles déterminées et admis moyennant une réduction de droits conforme à la recommandation du *South African Board of Trade and Industries*; et
- c) Que les produits importés du Canada sous le régime de la position tarifaire 279 a) (i) et (ii) continuent d'être admis en franchise dans l'Union Sud-Africaine.

Si les arrangements ci-dessus recueillent l'agrément du Gouvernement canadien, il est entendu que la présente Note et votre réponse confirmative seront considérées comme constituant à cet égard entre nos deux Gouvernements un accord ayant pris effet le 1^{er} janvier 1951.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

A. A. ROBERTS.

*On trouvera le texte de l'Accord des 22 et 24 février 1950, au numéro 17 du Recueil des Traités 1950.

II

*The Secretary of State for External Affairs
to the High Commissioner for the Union of South Africa*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, January 16, 1951.

No. E5

SIR,

I have the honour to refer to the Notes exchanged at Ottawa on the 22 and 24 of February, 1950, in terms of which it was agreed to suspend until the 31 of December, 1950, the margins of preference on unmanufactured logs, classified under Union Tariff sub-items 279 (a) (i) and (ii), which are guaranteed to Canada by virtue of the Trade Agreement of 1932 between the Union and Canadian Governments.

I now acknowledge receipt of your Note of 3 January, 1951, and have the honour to inform you that the Canadian Government agrees with the Union Government's proposal that the margins of preference on unmanufactured logs be suspended for a further period on the understanding—

(See Note I)

“(a) That such temporary suspension.....
.....into the Union of South Africa.”

The Canadian Government agrees that your Note and this reply shall constitute an agreement between our two Governments on this matter with effect from the 1st of January, 1951.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

A. D. P. HEENEY,
*for Secretary of State for
External Affairs.*

II

*Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures au
Haut Commissaire de l'Union Sud-Africaine*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 16 janvier 1951.

N° E5

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur de me référer aux notes échangées à Ottawa, les 22 et 24 février 1950, aux termes desquelles il a été convenu de suspendre jusqu'au 31 décembre 1950 les marges de préférence accordées au Canada, pour le bois en grume visé à la position 279 a), (i) et (ii), du Tarif de l'Union, en vertu de l'Accord commercial de 1932 entre les Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Canada.

J'accuse aujourd'hui réception de votre note du 3 janvier 1951 et j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement du Canada accepte la proposition du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine tendant à prolonger la période de suspension des marges de préférence applicables au bois en grume, à condition:

(Voir Note I)

“a) Que cette suspension temporaire
.....dans l'Union Sud-Africaine.”

Le Gouvernement canadien consent à considérer votre note et la présente réponse comme constituant à cet égard entre nos deux Gouvernements un accord ayant pris effet le 1^{er} janvier 1951.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Haut Commissaire,

Votre obéissant serviteur,

A. D. P. HEENEY,
pour le secrétaire d'État
aux Affaires extérieures.

v. Doc
an
E

16



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 16 TREATY SERIES

CAIEAIO
-5171*

SÉPULTURES MILITAIRES

Accord entre le COMMONWEALTH BRITANNIQUE
et les PAYS-BAS.

Signé à La Haye le 10 juillet 1951.

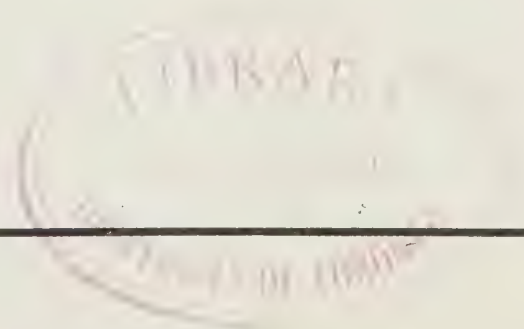
En vigueur le 10 juillet 1951.

WAR GRAVES

Agreement between the BRITISH COMMONWEALTH
and the NETHERLANDS.

Signed at The Hague July 10, 1951.

In force July 10, 1951.





CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 16 TREATY SERIES

SÉPULTURES MILITAIRES

Accord entre le COMMONWEALTH BRITANNIQUE
et les PAYS-BAS.

Signé à La Haye le 10 juillet 1951.

En vigueur le 10 juillet 1951.

WAR GRAVES

Agreement between the BRITISH COMMONWEALTH
and the NETHERLANDS.

Signed at The Hague July 10, 1951.

In force July 10, 1951.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Imprimeur de la Reine et | Queen's Printer and
Contrôleur de la Papeterie | Controller of Stationery
Ottawa, 1952.

Prix: 25 cents

Price: 25 cents

OVEREENKOMST TUSSEN NEDERLAND EN HET BRITSE GEMENEBEST INZAKE OORLOGSGRAVEN

OVEREENKOMST

TUSSEN

DE REGERING VAN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

EN

DE REGERINGEN VAN HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT - BRITANNIË EN NOORD - IERLAND, CANADA, AUSTRALIË, NIEUW-ZEELAND, DE UNIE VAN ZUID-AFRIKA, INDIA EN PAKISTAN NOPENS DE GRAVEN VAN LEDEN VAN DE STRIJDKRACHTEN VAN HET BRITSE GEMENEBEST OP NEDERLANDS GRONDGEBIED.

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden enerzijds en

De Regeringen van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, Canada, Australië, Nieuw-Zeeland, de Unie van Zuid-Afrika, India en Pakistan (in deze Overeenkomst aangeduid met „de Landen van het Gemenebest”) anderzijds,

Bezield door de gemeenschappelijke wens, de nagedachtenis te eren van die leden van de Strijdkrachten van de Landen van het Gemenebest, die gedurende de oorlogen van 1914-1918 en van 1939-1945 zijn gevallen op het slagveld of overleden en op Nederlands grondgebied begraven,

Wensende voorzieningen te treffen ten aanzien van de begraafplaatsen, graven en gedenktekenen voor deze leden van de Strijdkrachten van de Landen van het Gemenebest,

Zijn het navolgende overeengekomen:

ARTIKEL 1

(1) Onder „Begraafplaatsen, graven en gedenktekenen van het Gemenebest” worden verstaan de begraafplaatsen en graven op Nederlands grondgebied, waarin begraven zijn de stoffelijke overschotten van leden van de Strijdkrachten van de Landen van het Gemenebest, die gevallen zijn of overleden in de oorlogen van 1914-1918 en van 1939-1945 en de gedenktekenen, welke te hunner ere zijn of nog zullen worden opgericht;

(2) Onder „de Commissie” wordt verstaan de Imperial War Graves Commission, ingesteld bij Royal Charter, verleend door Zijne Majesteit de Koning van Groot-Britannië, Ierland en de Britse overzeese Dominions;

(3) Onder de uitdrukking „Nederlands grondgebied” wordt in deze Overeenkomst verstaan het grondgebied van Nederland, Suriname en de Nederlandse Antillen.

ARTIKEL 2

De Commissie wordt door de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden erkend als de enige autoriteit, die vanwege de Landen van het Gemenebest is belast met de blijvende zorg voor de begraafplaatsen, graven en gedenktekenen van het Gemenebest op Nederlands grondgebied.

BRITISH COMMONWEALTH-NETHERLANDS WAR GRAVES AGREEMENT

AGREEMENT

BETWEEN

THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT
BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, CANADA, AUSTRALIA,
NEW ZEALAND, THE UNION OF SOUTH-AFRICA, INDIA
AND PAKISTAN

AND

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
RELATIVE TO THE GRAVES OF MEMBERS OF THE ARMED
FORCES OF THE BRITISH COMMONWEALTH IN NETHER-
LANDS TERRITORIES.

The Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand, the Union of South Africa, India and Pakistan (in the present Agreement referred to as "the Commonwealth Countries") on the one hand and

The Government of the Kingdom of the Netherlands on the other hand,

Animated by a common desire to honour the memory of the members of the Armed Forces of the Commonwealth Countries, who in the wars of 1914-1918 and 1939-1945 have fallen on the field of battle or have died and are buried in Netherlands territories,

Desiring to make provision with regard to the cemeteries, graves and memorials of these members of the Armed Forces of the Commonwealth Countries,

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

(1) "Commonwealth cemeteries, graves and memorials" means the cemeteries and graves in Netherlands territories in which are buried the bodies of members of the Armed Forces of the Commonwealth Countries, fallen or died in the wars of 1914-1918 and 1939-1945 and the memorials erected, or which may be erected, in their honour;

(2) "the Commission" means the Imperial War Graves Commission incorporated by Royal Charter granted by His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas;

(3) For the purposes of the present Agreement the expression "Netherlands territories" means the territory of the Netherlands, Surinam and the Netherlands Antilles.

ARTICLE 2

The Commission is recognised by the Government of the Kingdom of the Netherlands as the sole authority charged on behalf of the Commonwealth Countries with the permanent care in Netherlands territories of Commonwealth cemeteries, graves and memorials.

ARTIKEL 3

(1) De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden zal de eigendom verwerven van de voor de begraafplaatsen, graven en gedenktekenen van het Gemeenebest benodigde grond en zal het gebruik ervan kosteloos aan de Commissie toestaan voor de duur van 50 jaren, welke termijn telkenmale verlengd zal worden zo lang de grond wordt gebruikt voor het in deze Overeenkomst omschreven doel.

(2) Telkens wanneer de Commissie het nodig oordeelt nieuwe kerkhoven aan te leggen met het oog op het bijeenbrengen van graven van het Gemeenebest, stelt zij haar voorstellen op schrift en doet deze toekomen aan de Nederlandse Minister van Oorlog, die zal nagaan of de mogelijkheid bestaat de benodigde grond te verwerven, teneinde deze tot het bovengenoemde doel aan de Commissie ter beschikking te stellen gedurende een periode en onder voorwaarden als omschreven in lid (1) van dit artikel.

ARTIKEL 4

Zonder toestemming der Commissie mogen de stoffelijke resten van leden van de Strijdkrachten van de Landen van het Gemeenebest niet worden opgegraven teneinde deze te verwijderen van de begraafplaatsen van het Gemeenebest of uit de graven, waarin zij rusten. De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden neemt op zich de plaatselijke autoriteiten uit te nodigen om alle aanvragen voor toestemming tot het opgraven en het overbrengen van deze stoffelijke resten te weigeren, tenzij deze ingediend zijn door tussenkomst van de Commissie.

ARTIKEL 5

(1) De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden erkent het recht van de Commissie om op Nederlands grondgebied op te treden als een rechtspersoonlijkheid bezittend zedelijk lichaam, teneinde het onderhoud van de begraafplaatsen, graven en gedenktekenen van het Gemeenebest te verzekeren.

(2) De Commissie is dientengevolge gemachtigd de begraafplaatsen van het Gemeenebest te omheinen, ze aan te leggen overeenkomstig een door haarzelf goedgekeurd ontwerp, daarin grafmonumenten of andere passende bouwwerken op te richten en beplantingen aan te brengen, voorschriften vast te stellen nopens bezoek en personen te kiezen, die ook Brits onderdaan mogen zijn, om de zorg ervoor en het onderhoud ervan op zich te nemen.

(3) De Commissie is verder bevoegd te voorzien in de aanleg en het onderhoud van de graven van het Gemeenebest op algemene en bijzondere begraafplaatsen, in overeenstemming met de bevoegde autoriteiten.

(4) Indien graven van het Gemeenebest gelegen zijn te midden van graven van Nederlandse of geallieerde militairen en de Commissie het wenselijk acht, dat een gemeenschappelijk systeem van aanleg wordt aanvaard dan legt zij voorstellen ter goedkeuring voor aan de Nederlandse Minister van Oorlog.

(5) Met betrekking tot de machtiging, verleend in artikel 5 (2) van deze Overeenkomst, houdt de Commissie zich aan de op Nederlands grondgebied geldende wetten en voorschriften ten aanzien van begraafplaatsen, graven, gedenktekenen en andere bouwwerken.

(6) De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden beschouwt de Commissie met betrekking tot de in haar dienst door Nederlandse burgerwerklieden verrichte werkzaamheden, van het tijdstip van de aanvang dier werkzaamheden af, als werkgever in de zin der Sociale Verzekeringswetgeving.

ARTICLE 3

(1) The Government of the Kingdom of the Netherlands shall acquire the ownership of the land required for Commonwealth cemeteries, graves and memorials, and shall grant the use of it free of cost to the Commission for a period of 50 years which shall be perpetually renewed for as long as the land is used for the purposes set forth in the present Agreement.

(2) Whenever the Commission considers necessary the creation of new cemeteries with a view to the grouping of Commonwealth graves, it shall formulate its proposals and shall transmit them to the Netherlands Minister of War who will consider the possibility of acquiring the necessary land to be granted to the Commission for the above-mentioned purposes for a period and under the conditions as prescribed in sub-paragraph (1) of this Article.

ARTICLE 4

The bodies of members of the Armed Forces of the Commonwealth Countries shall not, without the consent of the Commission, be exhumed for the purpose of removal from the Commonwealth cemeteries or graves in which they rest. The Government of the Kingdom of the Netherlands undertakes to invite the competent local authorities to refuse all applications for permission for the exhumation of any of these bodies or for their removal, unless preferred through the Commission.

ARTICLE 5

(1) The Government of the Kingdom of the Netherlands recognises the right of the Commission to act in Netherlands territories as an association, possessing the civil rights of an individual, to ensure the upkeep of Commonwealth cemeteries, graves and memorials.

(2) The Commission is accordingly authorised to enclose the Commonwealth cemeteries, to lay them out according to a scheme approved by itself, to erect in them sepulchral monuments or other suitable structures, to make plantations in them, to enact regulations governing visits to them and to select persons, who may be British subjects, to take charge of and maintain them.

(3) The Commission is further authorised to provide for the laying out and maintenance of Commonwealth graves in publicly or privately owned cemeteries in agreement with the competent authorities.

(4) When any Commonwealth graves are among military graves of Netherlands or Allied soldiers and the Commission considers it desirable that a common system of laying out should be adopted, it shall submit its proposals to the Netherlands Minister of War for approval.

(5) Subject to the authorisation granted in Article 5 (2) of the present Agreement, the Commission shall conform to the laws and regulations in force in Netherlands territories relating to cemeteries, graves, memorials and other structures.

(6) The Government of the Kingdom of the Netherlands shall regard the Commission in respect of work done in its service by Netherlands civilian employees, to be as from the date on which such work was first started an employer within the meaning of the Social Insurance legislation.

ARTIKEL 6

(1) Alle verzoeken om toestemming tot het oprichten van een gedenkteken buiten een begraafplaats van het Gemeenebest bedoeld als herinnering aan een wapenfeit van een onderdeel of formatie der Strijkrachten van de Landen van het Gemeenebest, worden door de Commissie aan de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden ter goedkeuring voorgelegd.

(2) Mocht een verzoek van deze aard door een andere persoon of instantie dan de Commissie tot de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden worden gericht dan legt deze Regering het voor aan de Commissie alvorens een beslissing te nemen en zal in overeenstemming met de Commissie overwegen, welke stappen te dien aanzien zullen worden genomen.

ARTIKEL 7

(1) De Commissie benoemt een gemengd Comité met leden van het Gemeenebest en van Nederland om de Commissie op Nederlands grondgebied te vertegenwoordigen in haar betrekkingen tot de Nederlandse autoriteiten, zowel militaire als burgerlijke en in het bijzonder om namens de Commissie geheel of ten dele de rechten uit te oefenen, welke haar toegekend worden bij deze Overeenkomst.

(2) Dit Comité is bevoegd om namens de Commissie en binnen de grenzen van de bevoegdheid, door laatstgenoemde gedelegeerd, alle burgerrechtelijke handelingen te verrichten, welke nodig zijn om het in staat te stellen zijn doelstellingen te verwezenlijken.

ARTIKEL 8

(1) Het in het voorafgaande artikel genoemde Comité bestaat uit niet meer dan 20 leden, en wel uit niet meer dan 8 ereleden, waarvan vier Nederlandse onderdanen zijn en de anderen onderdanen van de Landen van het Gemeenebest en uit niet meer dan 12 ambtelijke leden, waarvan er 6 Nederlandse onderdanen zijn en de anderen onderdanen van de Landen van het Gemeenebest.

(2) Alle leden worden door de Commissie benoemd, Evenwel vindt, voor zover het de Nederlandse leden betreft, de benoeming plaats op aanbeveling van de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden, welke aanbeveling langs diplomatieke weg wordt verzocht en overgebracht.

(3) De Nederlandse ereleden worden gekozen uit personen, die zich hebben onderscheiden bij het leger, de vloot, de luchtmacht, in de letterkunde, de wetenschap of de kunst.

(4) De Nederlandse ambtelijke leden worden gekozen als vertegenwoordigers van die Departementen van de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden of die erkende Nederlandse Organisaties, waaromtrent overeenstemming zal zijn verkregen tussen deze Regering en de Commissie, en zij houden op deel uit te maken van het Comité vanaf de dag, waarop zij hun functie bij het onderhavige Departement of de Organisatie neerleggen. De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden verbindt zich de Commissie te verwittigen omtrent alle wijzigingen, welke zich ten aanzien van de Nederlandse ambtelijke leden mochten voordoen.

(5) De Commissie benoemt de Secretaris-Generaal van het Gemengde Comité.

ARTICLE 6

(1) Any request for permission to erect outside a Commonwealth cemetery a commemorative monument designed to recall a feat of arms of any unit or formation of the Armed Forces of the Commonwealth Countries shall be presented by the Commission to the Government of the Kingdom of the Netherlands for approval.

(2) Should a request of this nature be made by any person or body other than the Commission to the Government of the Kingdom of the Netherlands the latter shall refer it to the Commission before giving any decision and shall consider in agreement with the Commission what action shall be taken thereon.

ARTICLE 7

(1) The Commission shall appoint a Commonwealth-Netherlands Joint Committee to represent the Commission in Netherlands territories in its relations with the Netherlands authorities, both military and civil, and especially to exercise in the name of the Commission all or part of the rights reserved to it under the present Agreement.

(2) This Committee shall be competent to perform in the name of the Commission and within the limits of the powers delegated to it by the latter all civil acts necessary to enable it to fulfil its object.

ARTICLE 8

(1) The Committee referred to in the preceding Article shall be composed of not more than twenty members, consisting of not more than eight honorary members, of whom four shall be nationals of the Netherlands and the others nationals of the Commonwealth Countries, and not more than twelve official members, of whom six shall be nationals of the Netherlands and the others nationals of the Commonwealth Countries.

(2) All the members shall be appointed by the Commission.

Nevertheless so far as the Netherlands members are concerned the appointment shall take place on the recommendation of the Government of the Kingdom of the Netherlands, which recommendation shall be requested and transmitted through diplomatic channels.

(3) The Netherlands honorary members shall be chosen from persons who have won distinction in the Army, the Navy, the Air Force, in Letters, Science or Art.

(4) The Netherlands official members shall be chosen as representing such Departments of the Government of the Kingdom of the Netherlands or such recognized Netherlands Organisations as may be agreed upon between that Government and the Commission, and shall cease to form part of the Committee from the day when they vacate their functions in the Departments or Organisations concerned. The Government of the Kingdom of the Netherlands undertakes to notify the Commission of all changes which may take place among the Netherlands official members.

(5) The Commission shall appoint the Secretary General of the Joint Committee.

ARTIKEL 9

(1) De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden neemt op zich de Commissie vrij te stellen van alle tegenwoordige of toekomstige belastingen, retributies en andere door het Rijk, de Provincie of gemeente opgelegde lasten of heffingen van welke aard ook, welke anders aan de Commissie zouden kunnen worden opgelegd in verband met de uitoefening van haar officiële werkzaamheden overeenkomstig deze Overeenkomst. De wijze, waarop aan vorenbedoelde vrijstellingen uitvoering wordt gegeven zal door de Commissie rechtstreeks met de er bij betrokken autoriteiten worden geregeld.

(2) De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden stemt er in toe, dat in elk afzonderlijk geval, bedoeld in dit artikel, de er bij betrokken autoriteiten een namens de Commissie ondertekende verklaring, behelzende dat vrijstelling wordt verzocht in verband met de uitoefening van de officiële werkzaamheden van de Commissie, als voldoende bewijs terzake aanvaarden. De Secretaris-Generaal van het gemengde Comité deelt van tijd tot tijd aan de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden mede, welke functionarissen der Commissie bevoegd zijn zodanige verklaringen te ondertekenen.

ARTIKEL 10

Deze Overeenkomst treedt in werking op de dag van ondertekening.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, hiertoe behoorlijk gevolmachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te 's-Gravenhage, de tiende Juli 1951 in de Nederlandse en Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, hetwelk nedergelegd zal worden in het archief van de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en waarvan gewaarmerkte afschriften zullen worden verstrekt aan de andere Regeringen, welke partij zijn bij de onderhavige Overeenkomst.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden:

(w.g.) STIKKER

Voor de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland:

(w.g.) PHILIP NICHOLS

Voor de Regering van Canada:

(w.g.) PIERRE DUPUY

Voor de Regering van Australië:

(w.g.) ALFRED STIRLING

Voor de Regering van Nieuw-Zeeland:

(w.g.) J. BRENNAN

Voor de Regering van de Unie van Zuid-Afrika:

(w.g.) D. B. BOSMAN

Voor de Regering van India:

(w.g.) P. N. MENON

Voor de Regering van Pakistan:

(w.g.) S. LAL SHAH BOKHARI

ARTICLE 9

(1) The Government of the Kingdom of the Netherlands undertakes to exempt the Commission from all present or future taxes, dues or other State or local charges or impositions of whatever nature with which the Commission might otherwise be chargeable in the carrying out of its official functions in accordance with the present Agreement. The procedure for implementing the foregoing exemption shall be arranged by the Commission direct with the competent authorities concerned.

(2) The Government of the Kingdom of the Netherlands agrees that in any particular case under this Article a certificate signed on behalf of the Commission to the effect that the exemption is claimed for the purpose of the official exercise of the Commission's functions shall be accepted by the authorities concerned as sufficient evidence to that effect. The officials of the Commission having competence to sign such certificates shall be notified from time to time to the Government of the Kingdom of the Netherlands by the Secretary General of the Joint Committee.

ARTICLE 10

The present Agreement shall come into force on the date of its signature.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement.

Done at The Hague on the 10th day of July 1951, in English and in Dutch, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which certified copies shall be furnished to the other Governments, parties to the present Agreement.

For the Government of the United Kingdom
Great Britain and Northern Ireland:

(Sgd.) PHILIP NICHOLS

For the Government of Canada:

(Sgd.) PIERRE DUPUY

For the Government of Australia:

(Sgd.) ALFRED STIRLING

For the Government of New Zealand:

(Sgd.) J. BRENNAN

For the Government of the Union of South-Africa:

(Sgd.) D. B. BOSMAN

For the Government of India:

(Sgd.) P. N. MENON

For the Government of Pakistan:

(Sgd.) S. LAL SHAH BOKHARI

For the Government of the Kingdom of the Netherlands:

(Sgd.) STIKKER

(Traduction)

ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DU CANADA, DE L'AUSTRALIE, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DE L'UNION SUD-AFRICAINE, DE L'INDE ET DU PAKISTAN ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS SUR LES SÉPULTURES DES MEMBRES DES FORCES ARMÉES DU COMMONWEALTH BRITANNIQUE EN TERRITOIRE NÉERLANDAIS.

ACCORD

ENTRE

LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DU CANADA, DE L'AUSTRALIE, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DE L'UNION SUD-AFRICAINE, DE L'INDE ET DU PAKISTAN

ET

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS SUR LES SÉPULTURES DES MEMBRES DES FORCES ARMÉES DU COMMONWEALTH BRITANNIQUE EN TERRITOIRE NÉERLANDAIS.

Les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud-Africaine, de l'Inde et du Pakistan (appelés ci-après "les pays du Commonwealth"), et

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

Animés d'un commun désir d'honorer la mémoire des membres des forces armées des pays du Commonwealth, qui sont tombés sur le champ de bataille ou sont morts, au cours des guerres de 1914-1918 et 1939-1945, et ont été inhumés en territoire néerlandais,

Désireux de prendre des mesures relatives aux cimetières, sépultures et monuments de ces membres des forces armées des pays du Commonwealth, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

1. L'expression "cimetières, sépultures et monuments du Commonwealth" désigne les cimetières et les sépultures situés en territoire néerlandais dans lesquels sont enterrés les corps des membres des forces armées des pays du Commonwealth, tombés ou morts au cours des guerres de 1914-1918 et 1939-1945, et les monuments qui sont ou pourront être érigés en leur honneur;

2. L'expression "la Commission" désigne la Commission impériale des sépultures militaires constituée par Charte royale de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers;

3. Aux fins du présent Accord l'expression "territoire néerlandais" désigne le territoire des Pays-Bas, de Surinam et des Antilles néerlandaises.

ARTICLE 2

La Commission est reconnue par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas comme le seul organisme chargé par les pays du Commonwealth de veiller en permanence sur le territoire néerlandais à l'entretien des cimetières, sépultures et monuments du Commonwealth.

ARTICLE 3

1. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas acquerra la propriété des terrains voulus pour les cimetières, sépultures et monuments du Commonwealth, et en accordera gratuitement l'usage à la Commission pendant une période de 50 ans, qui se renouvellera à perpétuité aussi longtemps que les terrains serviront aux fins énoncées dans le présent Accord.

2. Chaque fois que la Commission jugera nécessaire de créer de nouveaux cimetières en vue de grouper les sépultures du Commonwealth, elle devra formuler des propositions et les transmettre au Ministre de la Guerre néerlandais qui étudiera la possibilité d'acquérir les terrains qu'il serait nécessaire d'accorder à la Commission aux fins énoncées ci-dessus pendant la période et aux conditions prescrites au paragraphe 1^{er} du présent article.

ARTICLE 4

Les corps des membres des forces armées des pays du Commonwealth ne pourront pas, sans le consentement de la Commission, être exhumés en vue d'être transportés hors des cimetières ou des sépultures du Commonwealth où ils reposent. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas s'engage à inviter les autorités locales compétentes à rejeter toutes demandes d'autorisation visant l'exhumation ou le transport de ces corps, qui ne seront pas présentées par la Commission.

ARTICLE 5

1. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas reconnaît à la Commission le droit d'agir en territoire néerlandais en qualité d'association jouissant des droits civils d'un simple particulier en vue d'assurer l'entretien des cimetières, sépultures et monuments du Commonwealth.

2. La Commission est en conséquence autorisée à enclore les cimetières du Commonwealth, à les aménager suivant un plan approuvé par elle, à y établir des monuments funéraires ou d'autres constructions appropriées, à y faire des plantations, à réglementer la visite des cimetières et à désigner les personnes chargées de les garder et de les entretenir, ces personnes pouvant être des sujets britanniques.

3. La Commission est en outre autorisée à assurer, d'accord avec les autorités compétentes, l'aménagement et l'entretien des sépultures du Commonwealth dans les cimetières publics ou privés.

4. Lorsque des sépultures du Commonwealth se trouvent parmi des sépultures militaires de soldats néerlandais ou alliés et que la Commission estime qu'il conviendrait d'adopter un plan commun d'aménagement, celle-ci doit présenter à cette fin des propositions à l'approbation du Ministre de la Guerre néerlandais.

5. Sous réserve de l'autorisation accordée au paragraphe 2 de l'article 5 du présent Accord, la Commission devra se conformer aux lois et règlements en vigueur sur le territoire néerlandais en ce qui concerne les cimetières, sépultures, les monuments militaires et autres constructions.

3. Dans le cas du travail accompli par les civils néerlandais pendant qu'ils sont à l'emploi de la Commission, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas considérera la Commission comme employeur au sens de la législation sur les assurances sociales, à compter de la date où ce travail a été entrepris.

ARTICLE 6

1. Toute demande d'autorisation en vue d'ériger en dehors d'un cimetière du Commonwealth un monument commémoratif destiné à rappeler un fait d'armes accompli par une unité ou une formation des forces armées des pays du Commonwealth devra être présentée par la Commission à l'approbation du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

2. Si le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas reçoit une demande de cette nature d'une personne ou d'un organisme autre que la Commission, il la transmettra à la Commission avant de prendre une décision et examinera, de concert avec la Commission, la suite à y donner.

ARTICLE 7

1. La Commission instituera un Comité mixte du Commonwealth et des Pays-Bas, qui sera chargé de la représenter en territoire néerlandais auprès des autorités civiles et militaires néerlandaises, et notamment d'exercer en son nom tout ou partie des droits qui lui sont reconnus par le présent Accord.

2. Ce Comité aura qualité pour accomplir, au nom de la Commission et dans les limites des pouvoirs qui lui seront délégués par celle-ci, tous les actes civils nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 8

1. Le Comité visé à l'article précédent sera composé de vingt membres au plus, parmi lesquels il y aura au plus huit membres d'honneur dont quatre seront des ressortissants des Pays-Bas et les autres des ressortissants de pays du Commonwealth, et au plus douze membres actifs dont six seront des ressortissants des Pays-Bas et les autres des ressortissants des pays du Commonwealth.

2. Tous les membres seront désigné par la Commission. Toutefois, les membres néerlandais seront désignés sur la proposition du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas qui sera demandée et transmise par la voie diplomatique.

3. Les membres d'honneur néerlandais seront choisis parmi les personnes qui se sont distinguées dans l'Armée, la Marine ou l'Aviation, ou dans les lettres, les arts ou les sciences.

4. Les membres actifs néerlandais seront choisis à titre de représentants des ministères du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas ou des organismes néerlandais reconnus, que ledit Gouvernement et la Commission désigneront d'un commun accord; ils cesseront de faire partie du Comité à compter du jour où ils cesseront de remplir leurs fonctions dans les ministères ou les organismes en question. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas s'engage à notifier à la Commission tout changement pouvant intervenir parmi les membres actifs néerlandais.

5. La Commission nommera le secrétaire général du Comité mixte.

ARTICLE 9

1. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas s'engage à exonérer la Commission de tous impôts, droits ou autres taxes ou contributions locales ou d'État de quelque nature qu'elles soient, dont elle serait ou pourrait être normalement redevable dans l'accomplissement de ses fonctions officielles en

conformité du présent Accord. Les modalités d'application des exonérations prévues au présent paragraphe seront établies par voie d'accord direct entre la Commission et les autorités compétentes.

2. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas est d'accord pour que, dans tout cas particulier prévu au présent article, un certificat signé au nom de la Commission et attestant que l'exonération est demandée en vue de l'exercice officiel des fonctions de la Commission soit accepté par les autorités intéressées comme preuve suffisante pour donner lieu à exonération. Le secrétaire général du Comité mixte communiquera au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, chaque fois qu'il y aura lieu de le faire, la liste des fonctionnaires de la Commission autorisés à signer ces certificats.

ARTICLE 10

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à La Haye, le 10 juillet 1951, dans les langues anglaise et hollandaise, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, et dont des copies certifiées conformes seront remises aux autres Gouvernements contractants.

(Suivent les noms des signataires pour les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud-Africaine, de l'Inde, du Pakistan et du Royaume des Pays-Bas.)



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 17 RECUEIL DES TRAITÉS

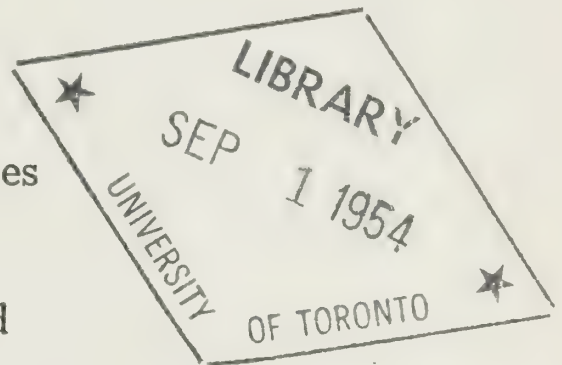
CAIEA10
-51717

CLAIMS

Agreement between CANADA
and FRANCE

Effected by Exchange of Notes

Signed at Ottawa June 26 and
July 4, 1951



In force July 4, 1951

RÉCLAMATIONS

Accord entre le CANADA
et la FRANCE

Intervenu par un Échange de Notes

Signées à Ottawa le 26 juin et le
4 juillet 1951

En vigueur le 4 juillet 1951



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 17 RECEUIL DES TRAITÉS

CLAIMS

Agreement between CANADA
and FRANCE

Effected by Exchange of Notes

Signed at Ottawa June 26 and
July 4, 1951

In force July 4, 1951

RÉCLAMATIONS

Accord entre le CANADA
et la FRANCE

Intervenu par un Échange de Notes

Signées à Ottawa le 26 juin et le
4 juillet 1951

En vigueur le 4 juillet 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1954.

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Note, dated June 26, 1951, from the Acting Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of France in Canada	4
French translation of Note I	5
II. Note, dated July 4, 1951, from the Ambassador of France in Canada to the Secretary of State for External Affairs	8
English translation of Note II	9

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 26 juin 1951, adressée par le Secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur de France au Canada	4
Traduction française de la Note I	5
II. Note, en date du 4 juillet 1951, adressée par l'Ambassadeur de France au Canada au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	8
Traduction anglaise de la Note II	9

EXCHANGE OF NOTES (JUNE 26 AND JULY 4, 1951) BETWEEN CANADA AND FRANCE CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE SETTLEMENT OF CANADA'S CLAIM IN RESPECT OF MILITARY RELIEF AND THE CLAIM OF FRANCE IN RESPECT OF FRENCH VESSELS REQUISITIONED BY CANADA DURING THE WAR.

I

The Acting Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of France in Canada

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, June 26, 1951.

No. E76

EXCELLENCY,

In March, 1950, an Interim Agreement was reached between your Minister of Foreign Affairs and the Canadian Ambassador in France pending final settlement of Canada's claim in respect of military relief. This claim of the Government of Canada against the Government of France in the amount of U.S. \$13,455,414.98 is for reimbursement in respect of Canada's share of the value of supplies distributed to the civilian population of Metropolitan France and to the French Zones of Germany and Austria by the combined military authorities under the Supreme Allied Command.

2. In February and April, 1950, the lump sum of \$1,150,000 was agreed upon as the amount of compensation due by the Government of Canada to the Government of France in respect of French vessels requisitioned by Canada during the war, the conditions and method of payment of this amount to be a matter for discussion between our two governments. This claim is made by your Government on behalf of the owners of vessels concerned.

3. During recent discussions in Paris between representatives of our two governments, it was agreed that full and final settlement of these two claims arising from the war should be made under one agreement in the manner and terms set forth in the following paragraphs.

4. The Government of France agrees that the amount of the compensation referred to in paragraph 2 above due to the Government of France in respect of vessels requisitioned during the war shall be offset against the claim of the Government of Canada, referred to in paragraph 1 above, and agrees that this shall constitute full and final settlement of the claim of the Government of France referred to in paragraph 2 above and the Government of France agrees to take any steps and obtain any releases, consents, waivers or other documents that the government of Canada considers necessary to extinguish any claim in respect of French vessels and the cargoes of such vessels requisitioned by the Government of Canada during the last war; and the Government of France agrees to indemnify the Government of Canada against any claim by it or its

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (26 JUIN ET 4 JUILLET 1951) ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LES FOURNITURES FAITES AUX POPULATIONS CIVILES PAR LES AUTORITÉS MILITAIRES CANADIENNES ET L'INDEMNITÉ RELATIVE AUX NAVIRES FRANÇAIS RÉQUISITIONNÉS PAR LE CANADA DURANT LA GUERRE.

I

Le Secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur de France au Canada

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 26 juin 1951.

No. E76

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En mars 1950, un accord provisoire fut conclu entre le Ministre des Affaires Étrangères de votre pays et l'Ambassadeur du Canada en France dans l'attente d'un règlement définitif de la créance du Canada relative aux fournitures faites aux populations civiles par les forces armées du Canada. Cette créance du Gouvernement canadien sur le Gouvernement français, d'un montant de 13,455,414.98 dollars des États-Unis, représente le remboursement de la quote-part du Canada dans la valeur des fournitures faites aux populations civiles de la France métropolitaine et aux zones françaises d'Allemagne et d'Autriche par les autorités militaires mixtes relevant du Commandement suprême allié.

2. En février et avril 1950, on fixa d'un commun accord à \$1,150,000, le montant global de l'indemnité à verser par le Gouvernement canadien au Gouvernement français au titre des navires français réquisitionnés par le Canada pendant la guerre, les conditions et modalités du paiement de cette somme devant faire l'objet de pourparlers entre les deux Gouvernements. Cette demande était présentée par votre Gouvernement au nom des propriétaires des navires en question.

3. Au cours des négociations qui ont eu lieu récemment à Paris entre les représentants de nos deux Gouvernements, il a décidé que le règlement complet et définitif de ces deux créances nées de la guerre se ferait par le moyen d'un seul accord, selon les modalités et dans les conditions énoncées dans les paragraphes qui suivent.

4. Le Gouvernement français convient que le montant de l'indemnité mentionnée au paragraphe 2 ci-dessus et due au Gouvernement français au titre des navires réquisitionnés pendant la guerre sera déduit de la créance du Gouvernement canadien dont il est question au paragraphe 1 ci-dessus, et que cet arrangement constituera un règlement complet et définitif de la créance du Gouvernement français dont il est question au paragraphe 2 ci-dessus; le Gouvernement français s'engage à prendre toutes dispositions ainsi qu'à obtenir tous consentements, quittances, renonciations ou tous autres documents que le Gouvernement canadien jugera nécessaires pour l'extinction de toute créance relative aux navires français et à leurs cargaisons qui furent réquisitionnés par le Gouvernement canadien pendant la dernière guerre; et le Gouvernement français s'engage à garantir le Gouvernement canadien contre toute réclamation de sa part ou de la part de ses nationaux ou des propriétaires desdits

nationals or the owners of the said vessels in respect of the vessels or their cargoes; and for the purpose of this Agreement the expression "owners" shall be deemed to include all persons having an interest in or a claim in respect of the said vessels or their cargoes.

5. The Government of Canada, in view of the above settlement and of representations concerning adjustments in the accounts of military relief supplies and in consideration of the serious long-term effects of the war on the French economy, agrees to accept an amount of U.S. \$7,535,580 in French francs in full and final settlement of the claim referred to in paragraph 1 above.

6. The Government of France agrees to deposit from time to time as requested to the credit of the Government of Canada in special accounts established for this purpose, French francs not exceeding the equivalent in value of U.S. \$7,535,580 including payments equivalent to U.S. \$1,000,000 already made on account under the arrangement referred to in paragraph 1 above. French francs so transferred to the account of the Government of Canada will be credited under this settlement in terms of U.S. dollars at the rate of exchange established in accordance with the rules and regulations of the International Monetary Fund or, in the absence of such a rate, at the rate of exchange used by the Government of France in its official transactions on the date each such deposit is made.

7. Any deposits into the special accounts may be used by the Government of Canada:

- (a) to meet any of its current expenditures in France;
- (b) to purchase and improve real property for Canadian diplomatic and consular establishments in France;
- (c) to purchase in France furniture and furnishings for Canadian Government establishments both in France and in other countries;
- (d) to meet the costs of educational and cultural programmes which the Canadian Government may undertake or arrange in France;
- (e) to provide for any other expenditures which might later be agreed upon between our two governments.

The Canadian Government considers that deposits into the special accounts at the rate of the equivalent of U.S. \$500,000 every six months will be sufficient to meet its requirements under items (a), (b) and (c) above. The requirements of the Government of Canada to meet the costs of educational and cultural programmes in France will be the subject for discussion between our two governments when inauguration of such programmes is being considered.

8. If the present note correctly sets out the understanding reached between the representatives of our two governments in regard to the foregoing, I have the honour to suggest that this note and your reply be regarded as constituting an agreement between our two governments.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

BROOKE CLAXTON.

navires en ce qui concerne les navires ou leurs cargaisons. Dans le présent Accord, le mot "propriétaires" sera considéré comme désignant toutes personnes ayant des intérêts dans lesdits navires ou leurs cargaisons, ou possédant des droits sur lesdits navires ou leurs cargaisons.

5. Compte tenu du règlement prévu ci-dessus et des demandes qui ont été présentées en vue d'une révision du montant des comptes de fournitures faites aux populations civiles, et eu égard aux graves conséquences de caractère durable que la guerre a entraînées pour l'économie française, le Gouvernement canadien convient d'accepter en francs français la somme de 7,535,580 dollars des États-Unis en règlement complet et définitif de la créance dont il est fait mention au paragraphe 1 ci-dessus.

6. Le Gouvernement français s'engage à déposer de temps à autre au crédit du Gouvernement canadien, au fur et à mesure de ses demandes, et dans des comptes spéciaux ouverts à cette fin, des francs français à concurrence de la contre-valeur de 7,535,580 dollars des États-Unis, ce chiffre comprenant le montant de la contre-valeur de 1,000,000 de dollars des États-Unis déjà versés en acompte aux termes de l'arrangement mentionné au paragraphe 1 ci-dessus. Les francs français ainsi déposés au compte du Gouvernement canadien seront comptabilisés, aux termes du présent Accord, par référence au dollar des États-Unis au cours de change établi conformément à la réglementation du Fonds monétaire international ou, à défaut d'un tel cours, au cours de change utilisé par le Gouvernement français dans ses opérations officielles du jour de chaque versement.

7. Toute somme versée aux comptes spéciaux pourra être utilisée par le Gouvernement canadien:

- a) à la couverture de ses dépenses courantes en France;
- b) à l'acquisition et à l'amélioration d'immeubles pour les services diplomatiques et consulaires canadiens en France;
- c) à l'achat de mobiliers et d'autres pièces d'ameublement pour les services du Gouvernement canadien en France et dans tous autres pays;
- d) à la couverture des dépenses occasionnées par les programmes culturels que le Gouvernement canadien pourra créer ou développer en France;
- e) à toutes autres dépenses sur lesquelles nos deux Gouvernements pourraient éventuellement se mettre d'accord.

Le Gouvernement canadien estime que des versements aux comptes spéciaux à raison de la contre-valeur de 500,000 dollars des États-Unis par semestre suffiront pour satisfaire les besoins prévus aux alinéas a), b) et c) ci-dessus. Les besoins du Gouvernement canadien en ce qui concerne les programmes culturels qu'il compte réaliser en France feront l'objet de pourparlers entre nos deux Gouvernements lorsque la mise en œuvre de ces programmes sera envisagée.

8. Si la présente note expose exactement les conditions de l'entente à laquelle sont arrivés les représentants de nos deux Gouvernements à l'égard de ce qui précède, j'ai l'honneur de proposer que cette note et votre réponse soient considérées comme constituant un accord entre nos deux Gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

BROOKE CLAXTON.

II

*L'Ambassadeur de France au Canada
au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures*

AMBASSADE DE FRANCE

OTTAWA, le 4 juillet 1951.

No. 98

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser sous le N° E-76 le 26 juin 1951 et qui est rédigée dans les termes suivants:

(Voir Note I)

"En mars 1950,
.....la mise en œuvre de ces programmes sera envisagée."

Cette lettre expose exactement les conditions de l'entente intervenue entre les représentants de nos deux Gouvernements au sujet de ce qui précède. Au nom du Gouvernement français, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je considère cette lettre et la présente réponse comme constituant un accord entre nos deux Gouvernements, l'un et l'autre texte faisant également foi.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

HUBERT GUÉRIN.

II

(TRANSLATION)

*The French Ambassador in Canada
to the Secretary of State for External Affairs*

FRENCH EMBASSY

OTTAWA, July 4, 1951.

No. 98

SIR:

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. E-76 of June 26, 1951, which is worded as follows:

(See Note I)

"In March, 1950,
when inauguration of such programmes is being considered".

That letter sets forth accurately the terms of the agreement concluded between the representatives of our two Governments with regard to the above. On behalf of the French Government, I have the honour to inform you that I regard that letter and this reply as constituting an agreement between our two Governments, both texts being authentic.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

HUBERT GUÉRIN.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 18 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEA10
-51T18

CO-OPERATIVE ECONOMIC DEVELOPMENT OF PAKISTAN

Agreement between CANADA and
PAKISTAN

Effected by Exchange of Notes

Signed at Karachi September 10, 1951

In force September 10, 1951

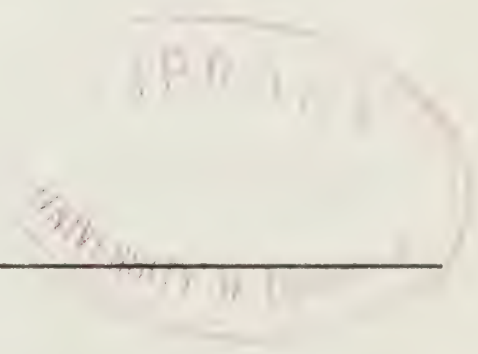
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PAKISTAN SUR UNE BASE COOPÉRATIVE

Accord entre le Canada et le
PAKISTAN

Conclu par voie d'Échange de Notes

Signées à Karachi, le 10 septembre 1951

En vigueur le 10 septembre 1951





CANADA

TREATY SERIES **1951 No. 18** RECUEIL DES TRAITÉS

CO-OPERATIVE ECONOMIC DEVELOPMENT OF PAKISTAN

Agreement between CANADA and
PAKISTAN

Effected by Exchange of Notes

Signed at Karachi September 10, 1951

In force September 10, 1951

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PAKISTAN SUR UNE BASE COOPÉRATIVE

Accord entre le Canada et le
PAKISTAN

Conclu par voie d'Échange de Notes

Signées à Karachi, le 10 septembre 1951

En vigueur le 10 septembre 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1953

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Note dated September 10, 1951, from the High Commissioner for Canada in Pakistan to the Deputy Minister for Finance and Economic Affairs of Pakistan	4
II. Note dated September 10, 1951, from the Deputy Minister for Finance and Economic Affairs of Pakistan to the High Commissioner for Canada in Pakistan	8

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 10 septembre 1951, adressée par le Haut Commissaire du Canada au Pakistan au Sous-Ministre des Finances et des Affaires économiques du Pakistan	5
II. Note, en date du 10 septembre 1951, adressée par le Sous-Ministre des Finances et des Affaires économiques du Pakistan au Haut Commissaire du Canada au Pakistan	9

EXCHANGE OF NOTES (SEPTEMBER 10, 1951) BETWEEN CANADA AND PAKISTAN
GIVING FORMAL EFFECT TO THE STATEMENT OF PRINCIPLES AGREED
BETWEEN THE TWO COUNTRIES FOR CO-OPERATIVE ECONOMIC DEVELOP-
MENT OF PAKISTAN.

I

*The High Commissioner for Canada in Pakistan to the
Deputy Minister for Finance and Economic
Affairs of Pakistan*

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

KARACHI,

September 10, 1951.

SIR,

I have the honour to refer to recent discussions between the officials of our two governments concerning the Colombo Plan for Co-operative Economic Development in South and South-East Asia. The officials reached agreement on the general principles under which all Canadian assistance to the Government of Pakistan under the plan should be made available.

As you know, it is the practice of the Parliament of Canada to vote funds on an annual basis and the amounts provided must be reviewed from year to year. For this year certain funds have been provided for the Colombo Plan and the Government of Canada now wishes to establish agreed principles to guide the activities of our respective governments in the furtherance of the plan.

For this purpose I attach a "Statement of Principles agreed between the Government of Canada and the Government of Pakistan for Co-operative Economic Development in Pakistan".

If the attached statement is agreeable to your Government, this note and your reply to that effect will constitute an agreement on this subject, effective from the date of your reply.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

DAVID M. JOHNSON,
High Commissioner for Canada.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (10 SEPTEMBRE 1951) ENTRE LE CANADA ET LE PAKISTAN
METTANT, OFFICIELLEMENT EN VIGUEUR LA DÉCLARATION DE PRINCIPES
FORMULÉE D'UN COMMUN ACCORD PAR LES DEUX PAYS EN VUE
DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PAKISTAN SUR UNE BASE
COOPÉRATIVE.

I

Le Haut Commissaire du Canada au Pakistan
au Sous-Ministre des Finances et des Affaires économiques du Pakistan

HAUT COMMISSARIAT

KARACHI,

le 10 septembre 1951.

MONSIEUR LE SOUS-MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre certains hauts fonctionnaires de nos deux Gouvernements au sujet du Plan de Colombo pour le développement économique du Sud et du Sud-Est de l'Asie sur une base coopérative. Ces hauts fonctionnaires sont tombés d'accord sur les principes généraux qui régleront la fourniture de l'assistance que le Canada apportera au Gouvernement du Pakistan en vertu du Plan.

Comme vous le savez, il est d'usage que le Parlement du Canada vote des crédits pour la durée d'une année et les sommes ainsi prévues doivent tous les ans faire l'objet d'un nouvel examen. Certaines sommes ayant été affectées cette année à l'exécution du Plan de Colombo, le Gouvernement canadien désire arrêter les principes communs qui orienteront l'action de nos deux Gouvernements dans la mise en œuvre du Plan.

A cette fin, je joins à la présente note la "Déclaration de principes formulée d'un commun accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Pakistan en vue du développement économique du Pakistan sur une base coopérative".

Si cette déclaration rencontre l'agrément de votre Gouvernement, la présente note et votre réponse dans ce sens constitueront à ce sujet un accord qui prendra effet à la date de votre réponse.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Sous-Ministre, votre obéissant serviteur.

Le Haut Commissaire du Canada,

DAVID M. JOHNSON.

September 10, 1951.

COLOMBO PLAN

STATEMENT OF PRINCIPLES agreed between the Government of Canada and the Government of Pakistan for cooperative Economic Development of Pakistan.

The Governments of Canada and Pakistan, together with other governments, took part in London in 1950 in drawing up the Colombo Plan for Co-operative Economic Development in South and South-East Asia. The Governments of Canada and Pakistan now desire to co-operate for their mutual benefit, and in particular for the achievement of the purposes of the Colombo Plan, by promoting the economic development of Pakistan. Therefore the Governments of Canada and Pakistan now wish to establish agreed principles under which economic aid from Canada will be provided to Pakistan for the purposes of the Colombo Plan, and according to which supplementary agreements may be made to cover specific programmes.

The Governments of Canada and Pakistan agree to the establishment of the following principles:

1. All economic aid supplied by the Government of Canada to the Government of Pakistan under the Colombo Plan shall consist of goods and services in accordance with specific programmes agreed upon from time to time between the two governments. Similarly, agreement will be reached on the methods of procurement and transfer.

2. In order that Canadian aid may cover different types of projects, different forms of financing may be used; in particular, Canadian aid will be available on either a grant or a loan basis, depending on the nature of each specific programme and the uses to which the goods and services supplied under it are put.

3. The particular terms of each specific programme will be a matter for agreement between the two governments, subject to the following general provisions:

- (a) *Grants*: In any specific programme under which goods financed by grants from the Canadian Government are sold or otherwise distributed to the Pakistan public "counterpart funds" will normally be set aside. The Pakistan Government will set up a special account for these funds and will keep separate records of the amounts placed in the account in connection with each specific programme. It will pay into this account the rupee equivalent of the Canadian expenditures on goods and services supplied under any such programme. The Government of Pakistan will from time to time report to the Government of Canada the position of this account and will supply a certificate from the Auditor General of Pakistan. The two governments will from time to time agree on the economic development projects in Pakistan to be financed from this account.
- (b) *Loans*: For the specific programmes which are agreed to be appropriate for financing by means of loans the terms of the loans will be determined by the two governments. These terms will relate primarily to the commercial character of the particular project in question, to its anticipated earnings, and to its anticipated effects on the foreign exchange position of Pakistan.

Le 10 septembre 1951.

PLAN DE COLOMBO

DÉCLARATION DE PRINCIPES formulée d'un commun accord par le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Pakistan en vue du développement économique du Pakistan sur une base coopérative

Les Gouvernements du Canada et du Pakistan, ayant participé avec d'autres gouvernements, réunis à Londres en 1950, à l'élaboration du Plan de Colombo pour le développement économique du Sud et du Sud-Est de l'Asie sur une base coopérative; souhaitant coopérer à l'avancement de leurs intérêts communs, et notamment à la réalisation des fins du Plan de Colombo, en favorisant le développement économique du Pakistan; désireux d'arrêter à cette fin certains principes communs aux termes desquels le Canada fournira de l'aide économique au Pakistan en exécution du Plan de Colombo et dans le cadre desquels des accords complémentaires visant certains programmes particuliers pourront intervenir ultérieurement, conviennent d'établir les principes suivants:

1. Toute aide économique que le Gouvernement du Canada fournira au Gouvernement du Pakistan aux termes du Plan de Colombo consistera en biens et services, conformément aux programmes particuliers arrêtés de temps à autre d'un commun accord par les deux États. Ceux-ci s'entendront également sur les modalités d'acquisition et de transfert.

2. Afin que l'aide canadienne s'applique à diverses catégories de projets, il sera permis de recourir à différentes méthodes de financement; ainsi l'aide du Canada prendra la forme de subventions ou de prêts, selon la nature de chaque projet envisagé et l'emploi auquel on destine les biens et services fournis dans le cadre de ce programme.

3. Les conditions particulières de chaque programme feront l'objet d'un accord entre les deux Gouvernements, compte tenu des dispositions générales suivantes:

- a) *Subventions*: Pour tout programme particulier sous le régime duquel des marchandises financées par les subventions du Gouvernement canadien sont vendues ou autrement distribuées à la population du Pakistan, des "fonds de contre-partie" seront normalement mis de côté. Le Gouvernement pakistanaï ouvrira un compte spécial pour ces fonds et inscrira séparément les sommes portées à ce compte à l'égard de chaque programme particulier. Il versera à ce compte la contre-valeur en roupies des fonds affectés par le Canada aux biens et services fournis en vertu de tout programme de cette nature. Le Gouvernement pakistanaï présentera périodiquement au Gouvernement canadien un rapport sur l'état du compte en question et lui remettra un certificat de l'auditeur général du Pakistan. Les deux Gouvernements s'entendront de temps à autre sur les projets de développement économique du Pakistan qui seront financés au moyen de ce compte.
- b) *Prêts*: A l'égard des programmes particuliers qui sont jugés d'un commun accord propres à être financés par voie de prêts, les conditions desdits prêts seront fixés par les deux Gouvernements. Ces conditions porteront au premier chef sur le caractère commercial du projet particulier en question, sur le rendement qu'on en attend et sur les effets qu'il est censé avoir sur le compte de devises étrangères du Pakistan.

II

*The Deputy Minister for Finance and Economic Affairs of Pakistan
to the High Commissioner for Canada in Pakistan.*

MINISTRY OF ECONOMIC AFFAIRS

September 10, 1951.

SIR,

I have your note of today with regard to the recent discussions between representatives of our two governments for the purpose of reaching an agreement on the general principles under which all Canadian assistance to the Government of Pakistan under the Colombo Plan for Co-operative Economic Development in South and South-East Asia should be made available. I am glad to confirm that the "Statement of Principles" annexed to your note is acceptable to my Government. Your note and my reply will, therefore, constitute an agreement between our two governments on this subject.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

GHAYASUDDIN PATHAN,
*Deputy Minister
for Finance and Economic Affairs*

II

*Le Sous-Ministre des Finances et des Affaires économiques du Pakistan
au Haut Commissaire du Canada au Pakistan*

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Le 10 septembre 1951.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'accuse réception de votre note en date de ce jour relative aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre les représentants de nos deux Gouvernements concernant la conclusion d'un accord sur les principes généraux qui régleront la fourniture de l'assistance que le Canada apportera au Gouvernement du Pakistan aux termes du Plan de Colombo pour le développement économique du Sud et du Sud-Est de l'Asie sur une base coopérative. Je suis heureux de vous confirmer que la "Déclaration de principes" jointe à votre note rencontre l'agrément de mon Gouvernement. Votre note et ma réponse constitueront donc un accord entre nos deux Gouvernements à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Haut Commissaire,

Votre obéissant serviteur,

*Le Sous-Ministre des Finances et des
Affaires économiques*
GHAYASUDDIN PATHAN.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 19 RECUEIL DES TRAITÉS

DOUBLE TAXATION (Taxes on Income)

Agreement between CANADA and
the UNITED KINGDOM

Extending to certain Colonial
Territories the Double Taxation
Agreement of June 5, 1946

Effected by Exchange of Notes
Signed at Ottawa, July 27, and
August 14, 1951

Agreement of June 5, 1946 (as modified)
shall apply to Colonial Territories as
from September 25, 1951

DOUBLES IMPOSITIONS (Impôts sur le revenu)

Accord entre le CANADA et le
ROYAUME-UNI

Étendant à certains territoires coloniaux
l'Accord relatif aux doubles impositions,
intervenue le 5 juin 1946

Intervenue par un Échange de Notes
Signées à Ottawa les 27 juillet et
14 août 1951

L'Accord du 5 juin 1946, tel que modifié,
s'appliquera aux territoires coloniaux
à compter du 25 septembre 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1953.

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Note, dated July 27, 1951, from the High Commissioner for the United Kingdom to the Acting Secretary of State for External Affairs	4
Appendix	6
II. Note, dated August 14, 1951, from the Secretary of State for External Affairs to the High Commissioner for the United Kingdom	8

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 27 juillet 1951, adressée par le Haut Commissaire du Royaume-Uni au Secrétaire d'État par intérim aux Affaires extérieures.....	5
Annexe	7
II. Note, en date du 14 août 1951, adressée par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures au Haut Commissaire du Royaume-Uni	9

EXCHANGE OF NOTES (27 JULY AND 14 AUGUST 1951) CONSTITUTING AN
AGREEMENT EXTENDING TO CERTAIN COLONIAL TERRITORIES THE
CANADA—UNITED KINGDOM DOUBLE TAXATION AGREEMENT OF
JUNE 5, 1946.*

I

*The High Commissioner for the United Kingdom to the
Acting Secretary of State for External Affairs*

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

27th July, 1951.

No. 41

SIR,

I have the honour to inform you that my Government, in accordance with Article XV of the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of Canada for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income, dated 5th June, 1946, has instructed me to give notice of its desire that the Agreement shall extend to the Governments of certain Colonial territories which have been consulted and have expressed their wish for the extension. The names of the territories, the dates from which it is suggested the extension should have effect in relation to them, and the taxes concerned, are listed in the appendix hereto.

2. The extension, it is suggested, shall have effect in Canada as respects income taxes, including surtaxes, for the taxation year 1951 and subsequent years.

3. In relation to the territories listed in the Appendix, Article VI (3) of the Agreement will require modification as follows. For "shall be exempt from (United Kingdom) surtax" there shall be deemed to be substituted "Shall not be liable to tax in (the territory) at a rate in excess of the rate applicable to a company".

4. It is proposed that this notification and the Canadian Government's written acceptance shall be regarded as putting on record the agreement of the two Governments that the Double Taxation Agreement as modified shall apply to the territories named on the sixtieth day after the date below.

5. Subject to the concurrence of the Canadian Government it is proposed that this exchange of documents shall be published in the London Gazette and an announcement issued to the United Kingdom press. It is assumed that suitable publicity will also be given in Canada to the extension of the Agreement.

I have the honour to be, Sir,

Your most obedient servant,

J. THOMSON

For the High Commissioner.

* For the text of the Agreement of June 5, 1946, See Canada Treaty Series 1946, No. 17.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (27 JUILLET ET 14 AOÛT 1951) COMPORTANT UN ACCORD
ÉTENDANT À CERTAINS TERRITOIRES COLONIAUX L'ACCORD RELATIF
AUX DOUBLES IMPOSITIONS, INTERVENU LE 5 JUIN 1946 ENTRE LE
CANADA ET LE ROYAUME-UNI.*

I

Le Haut Commissaire du Royaume-Uni
au Secrétaire d'État par intérim aux Affaires extérieures
HAUT COMMISSARIAT

OTTAWA, le 27 juillet 1951.

N° 41

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, conformément à l'article 15 de l'Accord intervenu le 5 juin 1946 entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Canada, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, mon Gouvernement m'a chargé de vous informer de son désir d'étendre cet Accord aux gouvernements de certains territoires coloniaux qui, ayant été consultés à ce sujet, ont manifesté le souhait de bénéficier d'une telle extension. Les noms de ces territoires, les dates auxquelles on aimerait que l'extension entre en vigueur à leur égard, ainsi que les impôts en cause sont énumérés à l'Annexe ci-jointe.

2. Il est proposé que l'extension s'applique au Canada en ce qui concerne les impôts sur le revenu (y compris les surtaxes) pour l'année fiscale 1951 et les années ultérieures.

3. Pour ce qui est des territoires énumérés à l'Annexe, l'article 6 (3) de l'Accord devra être modifié ainsi qu'il suit. Aux mots "seront exonérés de la surtaxe (du Royaume-Uni)" devront être substitués les mots "ne seront pas assujettis dans (le territoire) à un taux d'impôt dépassant le taux applicable à une société".

4. Il est proposé que la présente notification et l'agrément par écrit du Gouvernement canadien soient considérés comme consacrant l'accord de nos deux gouvernements portant que l'Accord relatif aux doubles impositions, tel qu'il est modifié, s'appliquera aux territoires énumérés à l'Annexe à compter du soixantième jour qui suivra la date indiquée plus loin.

5. Sous réserve de l'agrément du Gouvernement canadien, il est proposé que le présent échange de documents soit publié dans la *London Gazette* et qu'un communiqué sur le sujet soit remis aux journaux du Royaume-Uni. Il est à présumer que le Canada donnera la publicité qui convient à l'extension de cet Accord.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre,

Votre très obéissant serviteur,

J. THOMSON,
Pour le Haut Commissaire.

* On trouvera le texte de l'Accord du 5 juin 1946 au numéro 17 du Recueil des Traités, 1946.

APPENDIX

CANADA

<i>Territory</i>	<i>Date from which the extension is to be effective in the Territory</i>	<i>Taxes to which the Agreement is to apply in the Territory</i>
Aden Colony	1st April, 1951	The income tax. (including super tax)
Antigua	1st January, 1951	The income tax.
Barbados	1st January, 1951	The income tax.
British Honduras	1st January, 1951	The income tax. (including surtax)
Cyprus	1st January, 1951	The income tax.
Falkland Islands	1st January, 1951	The income tax.
Fiji	1st January, 1951	Normal tax and surtax
Gambia	1st January, 1951	The income tax.
Gold Coast	1st April, 1951	The income tax.
Grenada	1st January, 1951	The income tax
Jamaica	1st January, 1951	The income tax. (including surtax)
Mauritius	1st July, 1951	The income tax.
Montserrat	1st January, 1951	The income tax.
Nigeria	1st April, 1951	The income tax.
Nyasaland	1st April, 1951	The income tax. (including surtax)
St. Christopher and Nevis	1st January, 1951	The income tax.
St. Vincent	1st January, 1951	The income tax.
Seychelles	1st January, 1951	The income tax.
Sierra Leone	1st April, 1951	The income tax; the duty on profits charged under the Concessions Ordinance, 1931; the Diamond Industry Profit Tax
Trinidad	1st January, 1951	The income tax.
Virgin Islands	1st January, 1951	The income tax.

ANNEXE

CANADA

<i>Territoire</i>	<i>Date à laquelle l'extension entrera en vigueur dans le territoire</i>	<i>Impôts auxquels l'Accord s'appliquera dans le territoire</i>
Aden	1 ^{er} avril 1951	Impôt sur le revenu (y compris la surtaxe)
Antigua	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Barbade	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Honduras britannique	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu (y compris la surtaxe)
Chypre	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Îles Falkland	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Îles Fidji	1 ^{er} janvier 1951	Impôt normal et surtaxe
Gambie	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Côte de l'Or	1 ^{er} avril 1951	Impôt sur le revenu
Grenade	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Jamaïque	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu (y compris la surtaxe)
Île Maurice	1 ^{er} juillet 1951	Impôt sur le revenu
Montserrat	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Nigeria	1 ^{er} avril 1951	Impôt sur le revenu
Nyassaland	1 ^{er} avril 1951	Impôt sur le revenu (y compris la surtaxe)
Saint-Christophe et Névis	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Saint-Vincent	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Seychelles	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Sierra-Leone	1 ^{er} avril 1951	Impôt sur le revenu; le droit sur les bénéfices est perçu en vertu du Décret sur les con- cessions (1931); l'impôt sur les bénéfices de l'industrie du diamant.
Trinidad	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu
Îles Vierges	1 ^{er} janvier 1951	Impôt sur le revenu

II

*The Secretary of State for External Affairs to the
High Commissioner for the United Kingdom*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, August 14, 1951.

No. E-57

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. 41 of July 27, 1951, regarding the income tax agreement between Canada and the United Kingdom which reads as follows:

(See note I)

"I have the honour to.....
.....the extension of the Agreement."

2. The terms of the foregoing note are acceptable to the Canadian Government and I have the honour to confirm that the note under reference together with my present reply thereto shall be regarded as putting on record the agreement of the two Governments that the Double Taxation Agreement as modified shall apply to the territories named on the sixtieth day after July 27, 1951.

3. I am also in a position to inform you that the Canadian Government has no objection to the publication of this exchange of documents in the *London Gazette* and to the release of an appropriate announcement to the United Kingdom Press. The Canadian authorities, for their part, propose to have the present exchange of notes published in the *Canada Gazette* and to issue a brief statement to the Canadian press.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

A. D. P. HEENEY,
*For the Secretary of State
for External Affairs.*

II

*Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures au
Haut Commissaire du Royaume-Uni*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 14 août 1951.

N° E-57

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 41, en date du 27 juillet 1951, relative à l'Accord sur l'impôt sur le revenu entre le Canada et le Royaume-Uni et ainsi conçue:

(Voir Note I)

“J'ai l'honneur de
.....l'extension de cet Accord.”

2. Le texte de la note précitée rencontre l'agrément du Gouvernement canadien et j'ai l'honneur de vous confirmer que la note visée et la présente réponse seront considérées comme consacrant l'accord de nos deux gouvernements portant que l'Accord relatif aux doubles impositions, tel qu'il est modifié, s'appliquera aux territoires désignés à compter du sixantième jour qui suivra le 27 juillet 1951.

3. Je suis également en mesure de vous faire savoir que le Gouvernement canadien ne voit pas d'objection à ce que cet échange de documents soit publié dans la *London Gazette* et qu'un communiqué approprié sur le sujet soit remis aux journaux du Royaume-Uni. Pour leur part, les autorités canadiennes se proposent de publier cet échange de notes dans la *Gazette du Canada* et de remettre aux journaux canadiens un bref communiqué sur le sujet.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Haut Commissaire,
Votre obéissant serviteur.

A. D. P. HEENEY,
*Pour le Secrétaire d'État aux
Affaires extérieures.*



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 20 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEA10
-51720

INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION

Convention (No. 88) concerning the
organization of the employment service

Adopted by the General Conference of I.L.O.
at its thirty-first session,
San Francisco, July 9, 1948

Instrument of ratification of Canada
registered with the Director General of I.L.O.
August 24, 1950.

In force for Canada August 24, 1951

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Convention (N° 88) concernant l'organisation
du service de l'emploi

Adoptée par la Conférence générale de l'O.I.T.
à sa trente et unième session,
San-Francisco le 9 juillet 1948

Instrument de ratification du Canada
enregistré auprès du Directeur général
du B.I.T. le 24 août 1950.

En vigueur pour le Canada le 24 août 1951



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 20 RECUEIL DES TRAITÉS

INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION

Convention (No. 88) concerning the
organization of the employment service

Adopted by the General Conference of I.L.O.
at its thirty-first session,
San Francisco, July 9, 1948

Instrument of ratification of Canada
registered with the Director General of I.L.O.
August 24, 1950.

In force for Canada August 24, 1951

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Convention (N° 88) concernant l'organisation
du service de l'emploi

Adoptée par la Conférence générale de l'O.I.T.
à sa trente et unième session,
San-Francisco le 9 juillet 1948

Instrument de ratification du Canada
enregistré auprès du Directeur général
du B.I.T. le 24 août 1950.

En vigueur pour le Canada le 24 août 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and | Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery | Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1953

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

CONVENTION (NO. 88) CONCERNING THE ORGANISATION OF THE EMPLOYMENT SERVICE

The General Conference of the International Labour Organisation,
Having been convened at San Francisco by the Governing Body of the
International Labour Office, and having met in its Thirty-first Session
on 17 June 1948, and

Having decided upon the adoption of certain proposals concerning the
organisation of the employment service, which is included in the
fourth item on the agenda of the session, and

Having determined that these proposals shall take the form of an
international Convention,

adopts this ninth day of July of the year one thousand nine hundred and forty-eight the following Convention, which may be cited as the Employment Service Convention, 1948:

ARTICLE 1

1. Each member of the International Labour Organisation for which this Convention is in force shall maintain or ensure the maintenance of a free public employment service.

2. The essential duty of the employment service shall be to ensure, in co-operation where necessary with other public and private bodies concerned, the best possible organisation of the employment market as an integral part of the national programme for the achievement and maintenance of full employment and the development and use of productive resources.

ARTICLE 2

The employment service shall consist of a national system of employment offices under the direction of a national authority.

ARTICLE 3

1. The system shall comprise a network of local and, where appropriate, regional offices, sufficient in number to serve each geographical area of the country and conveniently located for employers and workers.

2. The organisation of the network shall—

(a) be reviewed—

(i) whenever significant changes occur in the distribution of economic activity and of the working population, and

(ii) whenever the competent authority considers a review desirable to assess the experience gained during a period of experimental operation; and

(b) be revised whenever such review shows revision to be necessary.

ARTICLE 4

1. Suitable arrangements shall be made through advisory committees for the co-operation of representatives of employers and workers in the organisation and operation of the employment service and in the development of employment service policy.

CONVENTION (N° 88) CONCERNANT L'ORGANISATION DU SERVICE DE L'EMPLOI

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,
Convoquée à San-Francisco par le Conseil d'administration du Bureau
international du Travail, et s'y étant réunie le 17 juin 1948, en sa
trente et unième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'organisation
du service de l'emploi, question qui est comprise dans le quatrième
point à l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une conven-
tion internationale,

adopte, ce neuvième jour de juillet mil neuf cent quarante-huit, la convention
ci-après, qui sera dénommée Convention sur le service de l'emploi, 1948:

ARTICLE 1

1. Chaque Membre de l'Organisation internationale du Travail pour lequel
la présente convention est en vigueur doit entretenir ou veiller à ce que soit
entretenu un service public et gratuit de l'emploi.

2. La tâche essentielle du service de l'emploi doit être de réaliser, en
coopération, s'il y a lieu, avec d'autres organismes publics et privés intéressés,
la meilleure organisation possible du marché de l'emploi comme partie
intégrante du programme national tendant à assurer et à maintenir le plein
emploi ainsi qu'à développer et à utiliser les ressources productives.

ARTICLE 2

Le service de l'emploi doit être constitué par un système national de
bureaux de l'emploi placés sous le contrôle d'une autorité nationale.

ARTICLE 3

1. Le système doit comprendre un réseau de bureaux locaux et, s'il y a
lieu, de bureaux régionaux, en nombre suffisant pour desservir chacune des
régions géographiques du pays, et commodément situés pour les employeurs et
les travailleurs.

2. L'organisation du réseau:

a) doit faire l'objet d'un examen général:

(i) lorsque des changements importants se sont produits dans la
répartition de l'activité économique et de la population active;

(ii) lorsque l'autorité compétente considère qu'un examen général est
souhaitable pour apprécier l'expérience acquise au cours d'une
période d'essai;

b) doit être révisée lorsqu'un tel examen aura fait apparaître la nécessité
d'une révision.

ARTICLE 4

1. Des arrangements appropriés doivent être pris par voie de commissions
consultatives, en vue d'assurer la coopération de représentants des employeurs
et des travailleurs à l'organisation et au fonctionnement du service de l'emploi,
ainsi qu'au développement de la politique du service de l'emploi.

2. These arrangements shall provide for one or more national advisory committees and where necessary for regional and local committees.

3. The representatives of employers and workers on these committees shall be appointed in equal numbers after consultation with representative organisations of employers and workers, where such organisations exist.

ARTICLE 5

The general policy of the employment service in regard to referral of workers to available employment shall be developed after consultation of representatives of employers and workers through the advisory committees provided for in Article 4.

ARTICLE 6

The employment service shall be so organised as to ensure effective recruitment and placement, and for this purpose shall—

- (a) assist workers to find suitable employment and assist employers to find suitable workers, and more particularly shall, in accordance with rules framed on a national basis—
 - (i) register applicants for employment, take note of their occupational qualifications, experience and desires, interview them for employment, evaluate if necessary their physical and vocational capacity, and assist them where appropriate to obtain vocational guidance or vocational training or retraining,
 - (ii) obtain from employers precise information on vacancies notified by them to the service and the requirements to be met by the workers whom they are seeking,
 - (iii) refer to available employment applicants with suitable skills and physical capacity,
 - (iv) refer applicants and vacancies from one employment office to another, in cases in which the applicants cannot be suitably placed or the vacancies suitably filled by the original office or in which other circumstances warrant such action;
- (b) take appropriate measures to—
 - (i) facilitate occupational mobility with a view to adjusting the supply of labour to employment opportunities in the various occupations,
 - (ii) facilitate geographical mobility with a view to assisting the movement of workers to areas with suitable employment opportunities,
 - (iii) facilitate temporary transfers of workers from one area to another as a means of meeting temporary local maladjustments in the supply or the demand for workers,
 - (iv) facilitate any movement of workers from one country to another which may have been approved by the government concerned;
- (c) collect and analyse, in co-operation where appropriate with other authorities and with management and trade unions, the fullest available information on the situation of the employment market and its probable evolution, both in the country as a whole and in the

2. Ces arrangements doivent prévoir l'institution d'une ou de plusieurs commissions nationales consultatives et, s'il y a lieu, de commissions régionales et locales.

3. Les représentants des employeurs et des travailleurs dans ces commissions doivent être désignés en nombre égal, après consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, là où de telles organisations existent.

ARTICLE 5

La politique générale du service de l'emploi, lorsqu'il s'agit de diriger les travailleurs vers les emplois disponibles, doit être arrêtée après consultation de représentants des employeurs et des travailleurs par l'intermédiaire des commissions consultatives prévues à l'article 4.

ARTICLE 6

Le service de l'emploi doit être organisé de manière à assurer l'efficacité du recrutement et du placement des travailleurs; à cette fin, il doit:

- a) aider les travailleurs à trouver un emploi convenable et les employeurs à recruter des travailleurs qui conviennent aux besoins des entreprises; plus particulièrement, il doit, conformément aux règles formulées sur le plan national:
 - (i) enregistrer les demandeurs d'emploi, prendre note de leurs qualifications professionnelles, de leur expérience et de leurs goûts, les interroger aux fins de leur emploi, contrôler, si besoin est, leurs aptitudes physiques et professionnelles, et les aider à obtenir, lorsqu'il y a lieu, une orientation, une formation ou une réadaptation professionnelles;
 - (ii) obtenir des employeurs des informations précises sur les emplois vacants notifiés par eux au service, et sur les conditions que doivent remplir les travailleurs qu'ils recherchent pour occuper ces emplois;
 - (iii) diriger vers les emplois vacants les candidats possédant les aptitudes professionnelles et physiques requises;
 - (iv) organiser la compensation des offres et des demandes d'emploi d'un bureau à un autre, lorsque le bureau consulté en premier lieu n'est pas en mesure de placer convenablement les candidats ou de pourvoir convenablement aux emplois vacants, ou lorsque d'autres circonstances le justifient;
- b) prendre des mesures appropriées pour:
 - (i) faciliter la mobilité professionnelle en vue d'ajuster l'offre de main-d'œuvre aux possibilités d'emploi dans les diverses professions;
 - (ii) faciliter la mobilité géographique en vue d'aider au déplacement de travailleurs vers les régions offrant des possibilités d'emploi convenables;
 - (iii) faciliter les transferts temporaires de travailleurs d'une région à une autre, en vue de pallier un déséquilibre local et momentané entre l'offre et la demande de main-d'œuvre;
 - (iv) faciliter d'un pays à un autre tels déplacements de travailleurs qui auraient été agréés par les gouvernements intéressés;
- c) recueillir et analyser, en collaboration, s'il y a lieu, avec d'autres autorités ainsi qu'avec les employeurs et les syndicats, toutes les informations dont on dispose sur la situation du marché de l'emploi et

different industries, occupations and areas, and make such information available systematically and promptly to the public authorities, the employers' and workers' organisations concerned, and the general public;

- (d) co-operate in the administration of unemployment insurance and assistance and of other measures for the relief of the unemployed; and
- (e) assist, as necessary, other public and private bodies in social and economic planning calculated to ensure a favourable employment situation.

ARTICLE 7

Measures shall be taken—

- (a) to facilitate within the various employment offices specialisation by occupations and by industries, such as agriculture and any other branch of activity in which such specialisation may be useful; and
- (b) to meet adequately the needs of particular categories of applicants for employment, such as disabled persons.

ARTICLE 8

Special arrangements for juveniles shall be initiated and developed within the framework of the employment and vocational guidance services.

ARTICLE 9

1. The staff of the employment service shall be composed of public officials whose status and conditions of service are such that they are independent of changes of government and of improper external influences and, subject to the needs of the service, are assured of stability of employment.

2. Subject to any conditions for recruitment to the public service which may be prescribed by national laws or regulations, the staff of the employment service shall be recruited with sole regard to their qualifications for the performance of their duties.

3. The means of ascertaining such qualifications shall be determined by the competent authority.

4. The staff of the employment service shall be adequately trained for the performance of their duties.

ARTICLE 10

The employment service and other public authorities where appropriate shall, in co-operation with employers' and workers' organisations and other interested bodies, take all possible measures to encourage full use of employment service facilities by employers and workers on a voluntary basis.

ARTICLE 11

The competent authorities shall take the necessary measures to secure effective co-operation between the public employment service and private employment agencies not conducted with a view to profit.

son évolution probable, à la fois dans l'ensemble du pays et dans les différentes industries, professions ou régions, et mettre systématiquement et rapidement ces informations à la disposition des autorités publiques, des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées ainsi que du public;

- d) collaborer à l'administration de l'assurance-chômage et de l'assistance-chômage et à l'application d'autres mesures destinées à venir en aide aux chômeurs;
- e) aider, autant qu'il est nécessaire, d'autres organismes publics ou privés dans l'élaboration de plans sociaux et économiques de nature à influencer favorablement la situation de l'emploi.

ARTICLE 7

Des mesures doivent être prises pour:

- a) faciliter, au sein des différents bureaux de l'emploi, la spécialisation par professions et par industries, telles que l'agriculture ou toutes autres branches d'activité où cette spécialisation peut être utile;
- b) répondre de façon satisfaisante aux besoins de catégories particulières de demandeurs d'emploi, tels que les invalides.

ARTICLE 8

Des mesures spéciales visant les adolescents doivent être prises et développées dans le cadre des services de l'emploi et de l'orientation professionnelle.

ARTICLE 9

1. Le personnel du service de l'emploi doit être composé d'agents publics bénéficiant d'un statut et de conditions de service qui les rendent indépendants de tout changement de gouvernement et de toute influence extérieure indue, et qui, sous réserve des besoins du service, leur assurent la stabilité dans leur emploi.

2. Sous réserve des conditions auxquelles la législation nationale soumettrait le recrutement des membres des services publics, les agents du service de l'emploi doivent être recrutés uniquement sur la base de l'aptitude du candidat à remplir les tâches qu'il aura à assumer.

3. Les moyens de vérifier ces aptitudes doivent être déterminés par l'autorité compétente.

4. Les agents du service de l'emploi doivent recevoir une formation appropriée pour l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 10

Toutes mesures possibles doivent être prises par le service de l'emploi, et, s'il y a lieu, par d'autres autorités publiques, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et avec d'autres organismes intéressés, pour encourager la pleine utilisation du service de l'emploi par les employeurs et les travailleurs sur une base volontaire.

ARTICLE 11

Les autorités compétentes doivent prendre toutes mesures nécessaires pour assurer une coopération efficace entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés à fins non lucratives.

ARTICLE 12

1. In the case of a Member the territory of which includes large areas where, by reason of the sparseness of the population or the stage of development of the area, the competent authority considers it impracticable to enforce the provisions of this Convention, the authority may exempt such areas from the application of this Convention either generally or with such exceptions in respect of particular undertakings or occupations as it thinks fit.

2. Each Member shall indicate in its first annual report upon the application of this Convention submitted under Article 22 of the Constitution of the International Labour Organisation any areas in respect of which it proposes to have recourse to the provisions of the present Article and shall give the reasons for which it proposes to have recourse thereto; no Member shall, after the date of its first annual report, have recourse to the provisions of the present Article except in respect of areas so indicated.

3. Each Member having recourse to the provisions of the present Article shall indicate in subsequent annual reports any areas in respect of which it renounces the right to have recourse to the provisions of the present Article.

ARTICLE 13

1. In respect of the territories referred to in Article 35 of the Constitution of the International Labour Organisation as amended by the Constitution of the International Labour Organisation Instrument of Amendment, 1946, other than the territories referred to in paragraphs 4 and 5 of the said Article as so amended, each Member of the Organisation which ratifies this Convention shall communicate to the Director-General of the International Labour Office as soon as possible after ratification a declaration stating—

- (a) the territories in respect of which it undertakes that the provisions of the Convention shall be applied without modification;
- (b) the territories in respect of which it undertakes that the provisions of the Convention shall be applied subject to modifications, together with details of the said modifications;
- (c) the territories in respect of which the Convention is inapplicable and in such cases the grounds on which it is inapplicable;
- (d) the territories in respect of which it reserves its decision.

2. The undertakings referred to in subparagraphs (a) and (b) of paragraph 1 of this Article shall be deemed to be an integral part of the ratification and shall have the force of ratification.

3. Any Member may at any time by a subsequent declaration cancel in whole or in part any reservations made in its original declaration in virtue of subparagraphs (b), (c) or (d) of paragraph 1 of this Article.

4. Any Member may, at any time at which the Convention is subject to denunciation in accordance with the provisions of Article 17, communicate to the Director-General a declaration modifying in any other respect the terms of any former declaration and stating the present position in respect of such territories as it may specify.

ARTICLE 14

1. Where the subject matter of this Convention is within the self-governing powers of any non-metropolitan territory, the Member responsible for the international relations of that territory may, in agreement with the

ARTICLE 12

1. Lorsque le territoire d'un Membre comprend de vastes régions où, en raison du caractère clairsemé de la population ou en raison de l'état de leur développement, l'autorité compétente estime impraticable d'appliquer les dispositions de la présente convention, elle peut exempter lesdites régions de l'application de la convention, soit d'une manière générale, soit avec les exceptions qu'elle juge appropriées à l'égard de certains établissements ou de certains travaux.

2. Tout Membre doit indiquer, dans son premier rapport annuel à soumettre sur l'application de la présente convention en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, toute région pour laquelle il se propose d'avoir recours aux dispositions du présent article, et doit donner les raisons pour lesquelles il se propose d'avoir recours à ces dispositions. Par la suite, aucun Membre ne pourra recourir aux dispositions du présent article, sauf en ce qui concerne les régions qu'il aura ainsi indiquées.

3. Tout Membre recourant aux dispositions du présent article doit indiquer, dans ses rapports annuels ultérieurs, les régions pour lesquelles il renonce au droit de recourir auxdites dispositions.

ARTICLE 13

1. En ce qui concerne les territoires mentionnés par l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail telle qu'elle a été amendée par l'instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1946, à l'exclusion des territoires visés par les paragraphes 4 et 5 dudit article ainsi amendé, tout Membre de l'Organisation qui ratifie la présente convention doit communiquer au Directeur général du Bureau international du Travail dans le plus bref délai possible après sa ratification, une déclaration faisant connaître:

- a) les territoires pour lesquels il s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées sans modification;
- b) les territoires pour lesquels il s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées avec des modifications, et en quoi consistent lesdites modifications;
- c) les territoires auxquels la convention est inapplicable et, dans ces cas, les raisons pour lesquelles elle est inapplicable;
- d) les territoires pour lesquels il réserve sa décision.

2. Les engagements mentionnés aux alinéas a) et b) du premier paragraphe du présent article seront réputés parties intégrantes de la ratification et porteront des effets identiques.

3. Tout Membre pourra renoncer par une nouvelle déclaration à tout ou partie des réserves contenues dans sa déclaration antérieure en vertu des alinéas b), c) et d) du paragraphe 1 du présent article.

4. Tout Membre pourra, pendant les périodes au cours desquelles la présente convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 17, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation dans des territoires déterminés.

ARTICLE 14

1. Lorsque les questions traitées par la présente convention entrent dans le cadre de la compétence propre des autorités d'un territoire non métropolitain, le Membre responsable des relations internationales de ce territoire, en accord

government of the territory, communicate to the Director-General of the International Labour Office a declaration accepting on behalf of the territory the obligations of this Convention.

2. A declaration accepting the obligations of this Convention may be communicated to the Director-General of the International Labour Office—

- (a) by two or more Members of the Organisation in respect of any territory which is under their joint authority; or
- (b) by any international authority responsible for the administration of any territory, in virtue of the Charter of the United Nations or otherwise, in respect of any such territory.

3. Declarations communicated to the Director-General of the International Labour Office in accordance with the preceding paragraphs of this Article shall indicate whether the provisions of the Convention will be applied in the territory concerned without modification or subject to modifications; when the declaration indicates that the provisions of the Convention will be applied subject to modifications, it shall give details of the said modifications.

4. The Member, Members or international authority concerned may at any time by a subsequent declaration renounce in whole or in part the right to have recourse to any modification indicated in any former declaration.

5. The Member, Members or international authority concerned may, at any time at which this Convention is subject to denunciation in accordance with the provisions of Article 17, communicate to the Director-General a declaration modifying in any other respect the terms of any former declaration and stating the present position in respect of the application of the Convention.

ARTICLE 15

The formal ratifications of this Convention shall be communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration.

ARTICLE 16

1. This Convention shall be binding only upon those Members of the International Labour Organisation whose ratifications have been registered with the Director-General.

2. It shall come into force twelve months after the date on which the ratifications of two Members have been registered with the Director-General.

3. Thereafter, this Convention shall come into force for any Member twelve months after the date on which its ratification has been registered.

ARTICLE 17

1. A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered.

2. Each Member which has ratified this Convention and which does not, within the year following the expiration of the period of ten years mentioned in the preceding paragraph, exercise the right of denunciation provided for in this Article, will be bound for another period of ten years and, thereafter may denounce this Convention at the expiration of each period of ten years under the terms provided for in this Article.

avec le gouvernement dudit territoire, pourra communiquer au Directeur général du Bureau international du Travail une déclaration d'acceptation, au nom de ce territoire, des obligations de la présente convention.

2. Une déclaration d'acceptation des obligations de la présente convention peut être communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail:

- a) par deux ou plusieurs Membres de l'Organisation pour un territoire placé sous leur autorité conjointe;
- b) par toute autorité internationale responsable de l'administration d'un territoire en vertu des dispositions de la Charte des Nations Unies ou de toute autre disposition en vigueur, à l'égard de ce territoire.

3. Les déclarations communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail, conformément aux dispositions des paragraphes précédents du présent article, doivent indiquer si les dispositions de la convention seront appliquées dans le territoire avec ou sans modification; lorsque la déclaration indique que les dispositions de la convention s'appliquent sous réserve de modifications, elle doit spécifier en quoi consistent lesdites modifications.

4. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront renoncer entièrement ou partiellement par une déclaration ultérieure au droit d'invoquer une modification indiquée dans une déclaration antérieure.

5. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront, pendant les périodes au cours desquelles la convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 17, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation en ce qui concerne l'application de cette convention.

ARTICLE 15

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 16

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 17

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 18

1. The Director-General of the International Labour Office shall notify all Members of the International Labour Organisation of the registration of all ratifications, declarations and denunciations communicated to him by the Members of the Organisation.

2. When notifying the Members of the Organisation of the registration of the second ratification communicated to him, the Director-General shall draw the attention of the Members of the Organisation to the date upon which the Convention will come into force.

ARTICLE 19

The Director-General of the International Labour Office shall communicate to the Secretary-General of the United Nations for registration in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations full particulars of all ratifications, declarations and acts of denunciation registered by him in accordance with the provisions of the preceding Articles.

ARTICLE 20

At the expiration of each period of ten years after the coming into force of this Convention, the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision in whole or in part.

ARTICLE 21

1. Should the Conference adopt a new Convention revising this Convention in whole or in part, then, unless the new Convention otherwise provides,

(a) the ratification by a Member of the new revising Convention shall *ipso jure* involve the immediate denunciation of this Convention, notwithstanding the provisions of Article 17 above, if and when the new revising Convention shall have come into force;

(b) as from the date when the new revising Convention comes into force this Convention shall cease to be open to ratification by the Members.

2. This Convention shall in any case remain in force in its actual form and content for those Members which have ratified it but have not ratified the revising Convention.

ARTICLE 22

The English and French versions of the text of this Convention are equally authoritative.

The foregoing is the authentic text of the Convention duly adopted by the General Conference of the International Labour Organisation during its Thirty-first Session which was held at San Francisco and declared closed the tenth day of July 1948.

In faith whereof we have appended our signatures this thirty-first day of August 1948.

The President of the Conference,

JUSTIN GODART

*The Director-General of the International
Labour Office,*

EDWARD PHELAN

Registered with the United Nations by the International Labour Organisation on 22 August, 1950 under number 898.

ARTICLE 18

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 19

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications, de toutes déclarations et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 20

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

ARTICLE 21

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

- a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 17 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur;
- b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant revision.

ARTICLE 22

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa trente et unième session qui s'est tenue à San-Francisco et qui a été déclarée close le dix juillet 1948.

En foi de quoi ont apposé leurs signatures, ce trente et unième jour d'août 1948:

Le Président de la Conférence,

JUSTIN GODART

*Le Directeur général du Bureau international
du Travail,*

EDWARD PHELAN

Enregistrée sous le numéro 898 aux Nations Unies le 22 août 1950 par l'Organisation internationale du Travail.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 21 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEAID
-51T21

IMMIGRATION

Agreement between CANADA and
PAKISTAN

Effected by Exchange of Notes

Signed at Karachi October 23, 1951

In force October 23, 1951

IMMIGRATION

Accord entre le Canada et le
PAKISTAN

Intervenu par un Échange de Notes

Signées à Karachi le 23 octobre 1951

En vigueur le 23 octobre 1951



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 21 RECUEIL DES TRAITÉS

IMMIGRATION

Agreement between CANADA and
PAKISTAN

Effected by Exchange of Notes

Signed at Karachi October 23, 1951

In force October 23, 1951

IMMIGRATION

Accord entre le Canada et le
PAKISTAN

Intervenu par un Échange de Notes

Signées à Karachi le 23 octobre 1951

En vigueur le 23 octobre 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1953

SUMMARY

	PAGE
I. Note dated October 23, 1951 from the Acting High Commissioner for Canada to Pakistan to the Minister for Foreign Affairs and Commonwealth Relations of Pakistan	4
II. Note dated October 23, 1951 from the Minister for Foreign Affairs and Commonwealth Relations of Pakistan to the Acting High Commissioner for Canada to Pakistan	6

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note en date du 23 octobre 1951, adressée par le Haut Commissaire suppléant du Canada au Pakistan au Ministre des Affaires étrangères et des Relations du Commonwealth du Pakistan	5
II. Note en date du 23 octobre 1951, adressée par le Ministre des Affaires étrangères et des Relations du Commonwealth du Pakistan au Haut Commissaire suppléant du Canada au Pakistan	7

EXCHANGE OF NOTES (OCTOBER 23, 1951) BETWEEN CANADA AND PAKISTAN
CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ENTRY TO CANADA FOR
PERMANENT RESIDENCE OF CITIZENS OF PAKISTAN.

I

*The Acting High Commissioner for Canada to Pakistan to the
Minister for Foreign Affairs and Commonwealth
Relations of Pakistan*

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

KARACHI, October 23, 1951.

SIR,

With reference to recent discussions regarding the entry to Canada for permanent residence of citizens of Pakistan, I have the honour to propose that an Agreement be concluded between the Government of Canada and the Government of Pakistan containing the following provisions:

1. In the twelve months period commencing on the 1st day of January, 1951, and in each succeeding twelve months period thereafter, the admission to Canada for permanent residence of one hundred citizens of Pakistan, including both sexes and all ages, shall be authorized provided the immigrants comply with the provisions of the Canadian Immigration Act.
2. In addition to the citizens of Pakistan whose entry to Canada for permanent residence is authorized in accordance with paragraph 1 above, a citizen of Pakistan who can otherwise comply with the provisions of the Canadian Immigration Act may be admitted to Canada for permanent residence if he or she is the husband, wife or unmarried child under twenty-one years of age of any Canadian citizen legally admitted to and resident in Canada and if the settlement arrangements in Canada are shown to the Canadian authorities to be satisfactory.
3. The provisions of Canadian Order-in-Council P.C. 2115 dated the 16th day of September, 1930, as amended by Order-in-Council P.C. 6229 of the 28th day of December, 1950, shall not apply to citizens of Pakistan.
4. The admission to Canada as non-immigrants of citizens of Pakistan shall not be affected by the preceding paragraphs.

If the Government of Pakistan accepts the foregoing provisions, the Government of Canada has the honour to suggest that the present note and the reply thereto of the Government of Pakistan shall constitute an Agreement between the two Governments which may be terminated by either Government on giving six months notice.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

G. S. MURRAY.

ÉCHANGE DE NOTES (23 OCTOBRE 1951) ENTRE LE CANADA ET LE PAKISTAN
COMPORTANT UN ACCORD RELATIF À L'ENTRÉE AU CANADA DES
CITOYENS PAKISTANAIS DÉSIREUX DE S'Y ÉTABLIR

(Traduction)

I

*Le Haut Commissaire suppléant du Canada au Pakistan au
Ministre des Affaires étrangères et des Relations
du Commonwealth du Pakistan*

HAUT COMMISSARIAT

KARACHI, le 23 octobre 1951.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux entretiens qui ont eu lieu récemment au sujet de l'entrée au Canada des citoyens pakistanais désireux de s'y établir, j'ai l'honneur de proposer la conclusion, entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Pakistan, d'un accord renfermant les dispositions suivantes:

1. Au cours de la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 1951, et dans chaque période consécutive de douze mois par la suite, cent citoyens du Pakistan, sans distinction de sexe ni d'âge, seront autorisés à entrer au Canada pour s'y établir pourvu qu'ils satisfassent aux dispositions de la Loi de l'immigration du Canada.
2. Outre les citoyens du Pakistan autorisés à entrer au Canada pour s'y établir en conformité du paragraphe 1 ci-dessus, pourra être admis à venir s'établir au Canada tout citoyen du Pakistan qui, en plus de satisfaire aux dispositions de la Loi de l'immigration du Canada, est le mari, l'épouse ou l'enfant célibataire âgé de moins de 21 ans d'un citoyen canadien légalement admis et résidant au Canada, à condition que les mesures prises au Canada en vue de son établissement soient jugées satisfaisantes par les autorités canadiennes.
3. Les dispositions de l'arrêté en conseil C.P. 2115 du 16 septembre 1930, modifié par l'arrêté en conseil C.P. 6229 du 28 décembre 1950, ne s'appliqueront pas aux citoyens du Pakistan.
4. Les paragraphes précédents n'auront aucun effet sur l'entrée au Canada de citoyens du Pakistan à titre de non-immigrants.

Si le Gouvernement du Pakistan souscrit aux dispositions précitées, le Gouvernement du Canada a l'honneur de proposer que la présente note et la réponse qu'y fera le Gouvernement du Pakistan constituent entre nos deux Gouvernements un accord pouvant être dénoncé par l'un ou l'autre des deux Gouvernements moyennant un préavis de six mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

G. S. MURRAY.

II

*The Minister for Foreign Affairs and Commonwealth
Relations of Pakistan to the Acting High
Commissioner for Canada to Pakistan*

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AND COMMONWEALTH RELATIONS

KARACHI, 23rd October, 1951.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of 23rd October, 1951, in which you inform me that the Government of Canada proposes to conclude with the Government of Pakistan an Agreement regarding the entry of citizens of Pakistan to Canada for permanent residence.

The provisions set forth in your note under reference are acceptable to the Government of Pakistan and I am authorized to confirm that your note and this reply constitute an agreement between the two Governments which may be terminated by either Government on giving six months' notice.

I shall be glad if you will convey to your Government my Government's appreciation of your Government's gesture in making this proposal.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

MUHAMMAD ZAFRULLA KHAN

II

*Le Ministre des Affaires étrangères et des Relations
du Commonwealth du Pakistan
au Haut Commissaire suppléant du Canada au Pakistan*

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DES RELATIONS DU COMMONWEALTH

KARACHI, le 23 octobre 1951.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 23 octobre 1951, par laquelle vous me faites savoir que le Gouvernement du Canada propose de conclure avec le Gouvernement du Pakistan un accord relatif à l'entrée au Canada des citoyens pakistanais désireux de s'y établir.

Les dispositions contenues dans votre note précitée rencontrent l'agrément du Gouvernement du Pakistan et je suis autorisé à vous confirmer que votre note et la présente réponse constituent entre nos deux Gouvernements un accord pouvant être dénoncé par l'un ou l'autre des deux gouvernements moyennant un préavis de six mois.

Je vous prie, au nom de mon Gouvernement, de vouloir bien remercier votre Gouvernement de l'initiative qu'il a prise à cet égard.

Veillez agréer, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma très haute considération.

MUHAMMAD ZAFRULLA KHAN



CANADA

External Affairs, Sept 1-

TREATY SERIES **1951** **No. 22** RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEAIO
-51722

DOUBLE TAXATION

Taxes on Income

Convention between Canada and the
United States of America
Modifying and Supplementing the
Convention and Accompanying
Protocol of March 4, 1942

Signed at Ottawa June 12, 1950

Ratifications exchanged at
Washington November 21, 1951

Entered into force November 21, 1951

DOUBLES IMPOSITIONS

Impôts sur le revenu

Convention entre le Canada et les
États-Unis d'Amérique pour modifier
et compléter la Convention et le
Protocole y annexé en date du
4 mars 1942

Signée à Ottawa le 12 juin 1950

Échange des instruments de ratification à
Washington le 21 novembre 1951

Entrée en vigueur le 21 novembre 1951



CANADA

TREATY SERIES **1951 No. 22** RECUEIL DES TRAITÉS

DOUBLE TAXATION

Taxes on Income

Convention between Canada and the
United States of America
Modifying and Supplementing the
Convention and Accompanying
Protocol of March 4, 1942

Signed at Ottawa June 12, 1950

Ratifications exchanged at
Washington November 21, 1951

Entered into force November 21, 1951

DOUBLES IMPOSITIONS

Impôts sur le revenu

Convention entre le Canada et les
États-Unis d'Amérique pour modifier
et compléter la Convention et le
Protocole y annexé en date du
4 mars 1942

Signée à Ottawa le 12 juin 1950

Échange des instruments de ratification à
Washington le 21 novembre 1951

Entrée en vigueur le 21 novembre 1951

SUMMARY

	PAGE
I Text of the Agreement.....	4
II Protocol of Exchange of instruments of ratification.	14
III Letter, dated February 20, 1951, from the Under-Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of the United States of America to Canada	16

SOMMAIRE

	PAGE
I Texte de l'Accord.....	5
II Protocole d'échange des instruments de ratification	15
III Lettre, en date du 20 février 1951, adressée par le Sous-Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Ca- nada	17

I

CONVENTION BETWEEN CANADA AND THE UNITED STATES OF AMERICA MODIFYING AND SUPPLEMENTING THE CONVENTION AND ACCOMPANYING PROTOCOL OF MARCH 4, 1942 FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION IN THE CASE OF INCOME TAXES *

The Government of Canada and the Government of the United States of America, being desirous of modifying and supplementing in certain respects the Convention and accompanying Protocol for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in the case of income taxes, signed at Washington on March 4, 1942, have decided to conclude a supplementary Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries:

The Government of Canada:

Douglas Charles Abbott, Minister of Finance in the Government of Canada,
and

The Government of the United States of America:

Julian F. Harrington, Chargé d'Affaires ad interim of the United States of America at Ottawa,

who, having communicated to one another their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

ARTICLE I

The provisions of the Convention and Protocol between Canada and the United States of America, signed at Washington on March 4, 1942, are hereby modified and supplemented as follows:

(a) By adding at the end of paragraph 1 of Article III the following new sentence:

"In the determination of the net industrial and commercial profits of the permanent establishment there shall be allowed as deductions all expenses, wherever incurred, reasonably allocable to the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so allocable."

(b) By amending Article VI to read as follows:

"1. (a) Remuneration, wages or salary (other than pensions) paid to an individual by the United States of America, or by any agency, instrumentality or political subdivision thereof, in respect of services rendered in the discharge of governmental functions, shall be exempt from Canadian tax if the individual is either a citizen of the United States of America, or is not ordinarily resident in Canada or is ordinarily resident in Canada solely for the purpose of rendering those services.

(b) Remuneration, wages or salary (other than pensions) paid to an individual, other than a citizen of the United States of America, by Canada, or by any agency, instrumentality or political subdivision thereof, in respect of services rendered in the discharge of governmental functions, shall be exempt from United States tax.

* For the text of the Convention and the Protocol of March 4, 1942, see Treaty Series 1942, No. 2.

I

(Traduction)

CONVENTION ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, POUR MODIFIER ET COMPLÉTER LA CONVENTION ET LE PROTOCOLE QUI L'ACCOMPAGNE EN DATE DU 4 MARS 1942, TENDANT À ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET À PRÉVENIR LA FRAUDE FISCALE EN MA- TIÈRE D'IMPÔT SUR LE REVENU*

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, désireux de modifier et de compléter à certains égards la Convention et le Protocole tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôt sur le revenu, signés à Washington le 4 mars 1942, ont décidé de conclure à cette fin une Convention complémentaire et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs:

Le Gouvernement du Canada:

Douglas Charles Abbott, Ministre des Finances dans le Gouvernement du Canada, et

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique:

Julian F. Harrington, Chargé d'affaires ad interim des États-Unis d'Amérique au Canada,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}

Les dispositions de la Convention et du Protocole entre les États-Unis d'Amérique et le Canada, signés à Washington le 4 mars 1942, sont par les présentes modifiées et complétées ainsi qu'il suit:

a) En ajoutant à la fin du paragraphe 1 de l'Article III une nouvelle phrase ainsi conçue:

"Dans la détermination des bénéfices nets de source industrielle et commerciale d'un établissement stable, déduction devra être faite de toutes dépenses, en quelque endroit qu'elles aient été effectuées, qui peuvent raisonnablement être imputées à l'établissement stable, y compris les frais de direction et d'administration générale ainsi imputables".

b) En modifiant l'Article VI qui se lira désormais ainsi:

"1. a) Tout salaire ou traitement ou toutes rémunérations (autres que les pensions) versés à un particulier par les États-Unis d'Amérique ou par tout organisme, service ou subdivision politique des États-Unis pour des services rendus dans l'exercice de fonctions gouvernementales, sont exonérés de l'impôt canadien si l'intéressé est citoyen des États-Unis d'Amérique ou ne réside pas habituellement au Canada, ou ne réside habituellement au Canada que pour rendre ces services.

b) Tout salaire ou traitement ou toutes rémunérations (autres que les pensions) versés à un particulier, autre qu'un citoyen des États-Unis d'Amérique, par le Canada ou par tout organisme, service ou subdivision politique du Canada pour des services rendus dans l'exercice de fonctions gouvernementales sont exonérés de l'impôt des États-Unis.

* Vous trouverez le texte de la Convention et du Protocole signés le 4 mars 1942 au numéro 2 du Recueil des Traités, 1942.

"2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not apply to payments in respect of services rendered in connection with any trade or business carried on for purposes of profit by either of the contracting States or by any agency, instrumentality or political subdivision thereof.

"3. (a) The United States of America agrees to exempt from its income tax income derived from sources outside the United States of America by a member of the Canadian forces or by a citizen of Canada serving or employed by the Government of Canada at defense establishments in the United States of America, or by the wife or minor children of such member or citizen.

(b) The same principle shall apply, *mutatis mutandis*, to income derived from sources outside Canada by a member of the United States forces or by a citizen of the United States of America serving or employed by the Government of the United States of America at defense establishments in Canada, or by the wife or minor children of such member or citizen."

(c) There is inserted immediately after Article VI the following new Article:

"ARTICLE VI A

"Pensions (including Government pensions) and life annuities derived from within one of the contracting States by a resident of the other contracting State shall be exempt from taxation in the former State."

(d) By amending Article VII to read as follows:

"1. A resident of Canada shall be exempt from United States tax upon compensation for personal (including professional) services performed during the taxable year within the United States of America if he is present therein for a period or periods not exceeding a total of 183 days during the taxable year and either of the following conditions is met—

(a) his compensation is received for such personal services performed as an officer or employee of a resident or corporation or other entity of Canada, or

(b) his compensation received for such personal services does not exceed \$5,000.

"2. The provisions of paragraph 1 (a) of this Article shall have no application to the professional earnings of such individuals as actors, artists, musicians and professional athletes.

"3. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article shall apply, *mutatis mutandis*, to a resident of the United States of America with respect to compensation for such personal services performed in Canada."

(e) There is inserted immediately after Article VIII the following new Article:

"ARTICLE VIII A

"A professor or teacher who is a resident of one of the contracting States and who temporarily visits the other contracting State for the purpose of teaching, for a period not exceeding two years, at a university, college, school or other educational institution in such other State, shall be exempted by such other State from tax on his remuneration for such teaching for such period."

“2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent Article ne s’appliquent pas aux paiements afférents à des services rendus relativement à une ou à des affaires à but lucratif par l’un ou l’autre des États contractants ou par tout organisme, service ou subdivision politique desdits États.

“3. a) Les États-Unis d’Amérique conviennent d’exonérer de l’impôt américain sur le revenu les revenus provenant de sources extérieures aux États-Unis d’Amérique et reçus par les membres des forces armées du Canada ou par les citoyens du Canada au service ou à l’emploi du Gouvernement du Canada dans des établissements de défense situés aux États-Unis d’Amérique, ou par les épouses ou les enfants mineurs desdits membres ou citoyens.

b) Le même principe s’appliquera, *mutatis mutandis*, aux revenus provenant de sources situées à l’extérieur du Canada et reçus par les membres des forces armées des États-Unis ou par les citoyens des États-Unis d’Amérique au service ou à l’emploi du Gouvernement des États-Unis d’Amérique dans des établissements de défense situés au Canada, ou par les épouses ou les enfants mineurs desdits membres ou citoyens”.

c) En insérant immédiatement après l’Article VI un nouvel article ainsi conçu:

“ARTICLE VI A

“Les pensions (y compris les pensions de l’État) et les rentes viagères que retire de sources situées dans l’un des États contractants tout résident de l’autre État contractant seront exonérées de l’impôt dans le premier État”.

d) En modifiant l’Article VII, qui se lira désormais ainsi:

“1. Les résidents du Canada sont exonérés de l’impôt des États-Unis sur toute rétribution reçue pour des services personnels (y compris les services professionnels) rendus, au cours d’une année d’imposition, dans le territoire des États-Unis d’Amérique, s’ils ont été dans ledit territoire pendant une ou plusieurs périodes ne dépassant pas au total 183 jours durant l’année d’imposition, et si l’une ou l’autre des conditions suivantes est réalisée:

a) que la rétribution dont il s’agit ait été reçue pour des services personnels rendus en qualité d’agent ou d’employé d’un résident ou d’une société constituée ou autre personne morale du Canada, ou

b) que la rétribution reçue pour des services personnels ne dépasse pas \$5,000.

“2. Les dispositions de l’alinéa 1 a) du présent article ne s’appliquent pas aux revenus professionnels des particuliers tels qu’acteurs, artistes, musiciens et athlètes de profession.

“3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article s’appliquent, *mutatis mutandis*, aux résidents des États-Unis d’Amérique dans le cas de tels services personnels rendus au Canada.

e) En insérant immédiatement après l’Article VIII un nouvel article ainsi conçu:

“ARTICLE VIII A

“Tout professeur ou instituteur qui réside dans l’un des États contractants et fait un séjour temporaire dans l’autre État contractant afin d’enseigner, pendant une période n’excédant pas deux ans, dans une université, un collège, une école ou une autre institution d’enseignement dans cet autre État, est exonéré par cet autre État de l’impôt sur la rémunération qu’il reçoit pour cet enseignement pendant ladite période”.

(f) Paragraph 1 of Article XI is amended by striking out "engaged in trade or business in the former State and having no office or place of business therein" and inserting in lieu thereof "having a permanent establishment in the former State."

(g) Article XII is amended to read as follows:

"1. Dividends and interest paid by a corporation organized under the laws of Canada to a recipient, other than a citizen or resident of the United States of America or a corporation organized under the laws of the United States of America, shall be exempt from all income taxes imposed by the United States of America.

"2. Dividends and interest paid by a corporation organized under the laws of the United States of America whose business is not managed and controlled in Canada to a recipient, other than a resident of Canada or a corporation whose business is managed and controlled in Canada, shall be exempt from all taxes imposed by Canada".

(h) Article XIII is amended to read as follows:

"1. Corporations organized under the laws of Canada, more than 50 percent of the outstanding voting stock of which is owned, directly or indirectly, throughout the last half of the taxable year by individual residents of Canada, other than citizens of the United States of America, shall be exempt from any taxes imposed by the United States of America with respect to accumulated or undistributed earnings, profits, income, or surplus of such corporations."

"2. Corporations organized under the laws of the United States of America, more than 50 percent of the outstanding voting stock of which is owned, directly or indirectly, throughout the last half of the taxable year by individual residents of the United States of America shall be exempt from any taxes imposed by Canada in the nature of undistributed profits tax on undistributed profits of the corporation with respect to accumulated or undistributed earnings, profits, income, or surplus of such corporations."

(i) There is inserted immediately after Article XIII the following new Article:

"ARTICLE XIII A

"1. A resident or corporation organized under the laws of Canada deriving from sources within the United States of America rentals from real property may elect for any taxable year to be subject to the tax imposed by the United States of America on a net basis as if such resident or corporation were engaged in trade or business within the United States of America through a permanent establishment therein during such taxable year.

"2. Rentals from real property derived from sources within Canada by an individual or corporation resident in the United States of America shall receive tax treatment by Canada not less favorable than that accorded under Section 99, The Income Tax Act, as in effect on the date on which this Article goes into effect."

(j) There is inserted immediately after Article XIII A, as inserted by subparagraph (i) of this Article, the following new Article:

"ARTICLE XIII B

"Director's fees paid by a corporation to an individual residing in one of the contracting States for services at Directors' meetings held in that State shall be exempt from tax by the other State."

(k) There is inserted immediately after Article XIII B, as inserted by subparagraph (j) of this Article, the following new Article:

f) En modifiant le paragraphe 1 de l'Article XI par la suppression des mots "ne font ni commerce ni affaires ni n'ont aucun bureau ou place d'affaires dans le premier État" et leur remplacement par les mots "n'ont pas d'établissement stable dans le premier État".

g) En modifiant l'Article XII pour qu'il se lise ainsi:

"1. Les dividendes et les intérêts versés par une société constituée en vertu des lois du Canada à un bénéficiaire autre qu'un citoyen ou un résident des États-Unis d'Amérique ou une société constituée en vertu des lois des États-Unis d'Amérique sont exonérés de tout impôt sur le revenu appliqué par les États-Unis d'Amérique.

"2. Les dividendes et les intérêts versés par une société constituée en vertu des lois des États-Unis d'Amérique et dont les affaires ne sont pas gérées et dirigées au Canada, à un bénéficiaire autre qu'un résident du Canada ou une société dont les affaires sont gérées et dirigées au Canada, sont exonérés de tout impôt appliqué par le Canada".

h) En modifiant l'Article XIII pour qu'il se lise ainsi:

"1. Les sociétés constituées en vertu des lois du Canada, dont plus de 50 p. 100 des actions émises et donnant droit de vote ont appartenu directement ou indirectement, pendant la seconde moitié de l'année d'imposition, à des particuliers résidant au Canada et autres que des citoyens des États-Unis d'Amérique, sont exonérées de tout impôt appliqué par les États-Unis d'Amérique sur les recettes, bénéfices, revenus et excédents accumulés ou non répartis desdites sociétés.

"2. Les sociétés constituées en vertu des lois des États-Unis d'Amérique, dont plus de 50 p. 100 des actions émises et donnant droit de vote ont appartenu directement ou indirectement, pendant la seconde moitié de l'année d'imposition, à des particuliers résidant aux États-Unis d'Amérique, sont exonérées de tout impôt appliqué par le Canada et constituant un impôt sur les bénéfices non répartis des sociétés, y compris les recettes, bénéfices, revenus et excédents accumulés ou non répartis, desdites sociétés".

i) En insérant immédiatement après l'Article XIII un nouvel article ainsi conçu:

"ARTICLE XIII A

"1. Un résident, ou une société constituée en vertu des lois du Canada, qui retire de sources situées aux États-Unis d'Amérique des loyers de biens immeubles, peut choisir pour toute année d'imposition d'être assujetti, sur la base de son revenu net, à l'impôt des États-Unis d'Amérique, comme si ledit résident ou ladite société avait exercé, pendant ladite année, une profession ou des affaires aux États-Unis d'Amérique, par l'entremise d'un établissement stable situé dans ce pays.

"2. Les loyers de biens immeubles, retirés de sources situées au Canada par un particulier ou une société résidant aux États-Unis d'Amérique, seront soumis par le Canada, aux fins de l'impôt, à un traitement non moins favorable que celui accordé aux termes de l'article 99 de la Loi de l'Impôt sur le revenu, telle qu'elle sera appliquée à la date où le présent Article entrera en vigueur".

j) En insérant immédiatement après l'Article XIII A, inséré par l'alinéa i) du présent Article, un nouvel article ainsi conçu:

"ARTICLE XIII B

"Les jetons de présence remis par une société à un résident de l'un ou l'autre État contractant pour ses services lors de réunions d'administrateurs tenues dans cet État sont exonérés de l'impôt par l'autre État."

k) En insérant immédiatement après l'Article XIII B, inséré par l'alinéa j) du présent Article, un nouvel article ainsi conçu:

“ARTICLE XIII C

“Royalties for the right to use copyrights of in respect of the right to produce or reproduce any literary, dramatic, musical, or artistic work (but not inclusive of rents or royalties in respect of motion picture films) derived from sources within one of the contracting States by a resident or corporation or other entity of the other contracting State not engaged in trade or business in the former State through a permanent establishment shall be exempt from tax imposed by such former State.”

(l) Article XV is amended as follows:

(A) By striking out of the first paragraph thereof, effective January 1, 1949, the following:

“In accordance with the provisions of Section 8 of the Income War Tax Act as in effect on the day of the entry into force of this Convention,”

and inserting in lieu thereof the following:

“1. As far as may be in accordance with the provisions of The Income Tax Act,”

(B) By striking out of the second paragraph thereof the following:

“In accordance with the provisions of Section 131 of the United States Internal Revenue Code as in effect on the day of the entry into force of this Convention,”

and inserting in lieu thereof the following:

“2. As far as may be in accordance with the provisions of the United States Internal Revenue Code,”

(m) Article XVII is amended by inserting immediately after the words “items of income” the following: “(other than income within the scope of paragraph 1 (b) of Article VI)”.

(n) There is inserted immediately after Article XVIII the following new Article:

“ARTICLE XVIII A

“To avoid withholding of both United States tax and Canadian tax with respect to compensation for personal services performed by a resident of one of the contracting States while temporarily present in the other State—

(a) The Commissioner may, with the approval of the Secretary of the Treasury, by regulations specify the circumstances under which such compensation of a resident of the United States of America temporarily performing personal services in Canada may be exempted from deduction and withholding of United States tax, and

(b) The appropriate Canadian authority may by regulations specify the circumstances under which such compensation of a resident of Canada temporarily performing personal services in the United States may be exempted from deduction and withholding of Canadian tax.”

(o) Paragraph 3 (f) of the Protocol is amended by inserting at the end of the first sentence thereof the following sentence:

“The use of substantial equipment or machinery within one of the contracting States at any time in any taxable year by an enterprise of the other contracting State shall constitute a permanent establishment of such enterprise in the former State for such taxable year.”

“ARTICLE XIII C

“Les redevances concernant l'utilisation de droits d'auteur ou le droit de produire ou de reproduire toute œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique (à l'exclusion des frais de location ou des redevances visant les films cinématographiques), et retirées de sources situées sur le territoire de l'un des États contractants par un résident ou une société ou autre personne morale de l'autre État contractant n'exerçant pas une profession ou des affaires dans le premier État par l'entremise d'un établissement stable, sont exonérées de l'impôt par le premier État”.

1) En modifiant l'Article XV de la façon suivante:

(A) En supprimant du premier paragraphe de cet article à compter du 1^{er} janvier 1949, les mots qui suivent:

“Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu en vigueur à la date de la mise en application de la présente Convention”,

pour y substituer les mots suivants:

“1. Dans la mesure où le permettent les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu”.

(B) En supprimant du deuxième paragraphe de cet article les mots qui suivent:

“En conformité des dispositions de l'Article 131 du Code fiscal (Internal Revenue Code) des États-Unis, en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention”,

pour y substituer les mots suivants:

“2. Dans la mesure où le permettent les dispositions du Code fiscal (Internal Revenue Code) des États-Unis”.

m) En modifiant l'Article XVII par l'insertion, immédiatement après les mots “chefs de revenu”, des mots suivants: “(autres que les revenus visés à l'alinéa 1 b) de l'Article VI)”.

n) En insérant immédiatement après l'Article XVIII un nouvel article ainsi conçu:

“ARTICLE XVIII A

“Pour éviter que ne soient retenus à la fois l'impôt des États-Unis et l'impôt du Canada sur la rétribution reçue pour des services personnels par un résident de l'un des États contractants séjournant dans l'autre État:

a) Le Commissaire peut, avec le consentement du Secrétaire du Trésor, déterminer par règlement les circonstances dans lesquelles une telle rétribution reçue par un résident des États-Unis pour des services personnels rendus pendant un séjour au Canada pourra être exemptée de la déduction et de la retenue de l'impôt des États-Unis, et

b) L'autorité canadienne compétente peut déterminer par des règlements les circonstances dans lesquelles une telle rétribution reçue par un résident du Canada pour des services personnels rendus pendant un séjour aux États-Unis pourra être exempté de la déduction et de la retenue de l'impôt du Canada”.

o) En modifiant l'alinéa 3 f) du Protocole par l'insertion, à la fin de la première phrase dudit alinéa, de la phrase suivante:

“L'utilisation d'une quantité considérable de matériel ou de machinerie dans l'un des États contractants, pendant toute partie d'une année d'imposition quelconque, par une entreprise de l'autre État contractant, constituera pour cette entreprise un établissement stable dans le premier État pendant ladite année d'imposition”.

(p) By striking out paragraph 6 of the Protocol and inserting in lieu thereof the following:

“6. The term ‘subsidiary corporation’ as used in Article XI of this Convention means a corporation 95 percent of whose shares (other than Directors’ qualifying shares) having full voting rights are beneficially owned by another corporation, provided that (except in the case of a corporation the chief business of which is the making of loans) ordinarily not more than one-quarter of the gross income of such subsidiary corporation is derived from interest and dividends other than interest and dividends received from its subsidiary corporations.”

(q) By changing “Article VI” in paragraphs 8 and 9 of the Protocol to read “Article VI A”.

(r) Paragraph 10 of the Protocol is amended to read as follows:

“10. The term ‘permanent establishment’ as used in Article XI of this Convention, shall not be deemed to include an office used solely for the purchase of merchandise.”

ARTICLE II

1. The present supplementary Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Washington as soon as possible.

2. The present supplementary Convention shall, except as provided in Article I(l)(A), become effective with respect only to taxable years beginning on or after the first day of January of the calendar year in which occurs the exchange of the instruments of ratification. It shall continue effective indefinitely as though it were an integral part of the Convention of March 4, 1942, subject to the provisions of Article XXII of that Convention with respect to termination.

IN WITNESS WHEREOF the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their respective seals.

DONE, in duplicate, at Ottawa this 12th day of June 1950.

For the Government of Canada:

D. C. ABBOTT

For the Government of the United States of America:

JULIAN F. HARRINGTON

p) En supprimant le paragraphe 6 du Protocole et y substituant le suivant:

“6. L’expression “filiale” employée à l’Article XI de la présente Convention désigne toute société dont 95 p. 100 des actions (autres que les actions statutaires des administrateurs) donnant tous droits de vote sont détenues avec jouissance des dividendes par une autre société, à condition que (sauf dans le cas d’une société dont l’activité principale consiste à effectuer des prêts) le quart au plus du revenu brut de ladite société provienne habituellement d’intérêts et de dividendes autres que ceux reçus de sa filiale”.

q) En substituant, dans les alinéas 8 et 9 du Protocole, les mots “Article VI A” aux mots “Article VI”.

r) En modifiant l’alinéa 10 du Protocole pour qu’il se lise ainsi:

“10. L’expression “établissement stable” employé à l’Article XI de la présente Convention ne sera pas interprétée comme s’appliquant à un bureau qui sert seulement à l’achat de marchandises.

ARTICLE II

1. La présente Convention complémentaire sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Washington aussitôt que possible.

2. La présente Convention complémentaire, sous réserve des dispositions de l’Article I (1) (A), ne s’appliquera qu’aux années d’imposition commençant dans l’année civile au cours de laquelle se sera effectué l’échange des instruments de ratification. Elle restera en vigueur pour une durée indéterminée, au même titre que si elle faisait partie intégrante de la Convention signée le 4 mars 1942, sous réserve toutefois des dispositions de l’Article XXII de cette Convention, relatif à la dénonciation.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires prénommés ont signé la présente Convention et l’ont revêtue de leurs cachets.

FAIT en double exemplaire à Ottawa, ce 12^e jour de juin 1950.

Pour le Gouvernement du Canada:

D. C. ABBOTT

Pour le Gouvernement des États-Unis d’Amérique:

JULIAN F. HARRINGTON

II

PROTOCOL OF EXCHANGE

The undersigned, W. D. Matthews, Minister of Canada to the United States of America, and James E. Webb, Acting Secretary of State of the United States of America, being duly authorized thereto by their respective Governments, have met for the purpose of exchanging the instruments of ratification by their respective Governments of the convention between Canada and the United States of America, signed at Ottawa on June 12, 1950, modifying and supplementing in certain respects the convention and accompanying protocol for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in the case of income tax signed at Washington on March 4, 1942, and, the respective instruments of ratification of the supplementary convention aforesaid having been compared and found to be in due form, the exchange took place this day.

As recited in the ratification on the part of the United States of America, the Senate of the United States of America, in its resolution of September 17, 1951, advising and consenting to the ratification of the supplementary convention aforesaid, expressed a certain reservation with respect thereto, as follows:

“The Government of the United States of America does not accept paragraph 2 of Article VII, as amended by Article I (d) of the supplementing convention, relating to professional earnings of individuals such as actors, artists, musicians and athletes.”

The text of the said reservation was communicated by the Government of the United States of America to the Government of Canada. The Government of Canada has accepted the said reservation. Accordingly, it is understood by the two Governments that the supplementary convention aforesaid, upon entry into force in accordance with its provisions, is modified in accordance with the said reservation, so that, in effect, paragraph 2 of Article VII of the convention of March 4, 1942, as amended by Article I (d) of the aforesaid supplementary convention of June 12, 1950, is deemed to be deleted.

IN WITNESS WHEREOF, the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol of Exchange.

DONE in duplicate at Washington this twenty-first day of November, 1951.

For the Government of Canada:

W. D. MATTHEWS

For the Government of the United States of America:

JAMES E. WEBB

II

PROTOCOLE D'ÉCHANGE DES INSTRUMENTS DE RATIFICATION

Les soussignés, W. D. Matthews, Ministre du Canada aux États-Unis d'Amérique, et James E. Webb, Secrétaire d'État par intérim des États-Unis d'Amérique, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, s'étant réunis en vue de procéder à l'échange des instruments de ratification de leurs Gouvernements respectifs, concernant la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, signée à Ottawa le 12 juin 1950, pour modifier et compléter à certains égards la Convention et le Protocole y annexé tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôt sur le revenu, signés à Washington le 4 mars 1942, et les instruments de ratification respectifs de la susdite convention complémentaire ayant été collationnés et reconnus en bonne et due forme, l'échange en a été opéré ce jour.

Selon le texte reproduit dans la ratification déposée par les États-Unis d'Amérique, le Sénat des États-Unis d'Amérique, dans la résolution qu'il a adoptée le 17 septembre 1951 pour recommander et autoriser la ratification de la susdite convention complémentaire, a exprimé à ce sujet une certaine réserve ainsi conçue:

“Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'accepte pas le paragraphe 2 de l'Article VII, modifié par l'Article 1^{er} d) de la convention complémentaire, concernant les revenus professionnels des acteurs, artistes, musiciens et athlètes de profession”.

Le texte de cette réserve ayant été communiqué au Gouvernement du Canada par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada ayant accepté ladite réserve, les deux Gouvernements sont d'accord pour que, lors de son entrée en vigueur aux termes de ses dispositions, la susdite convention complémentaire soit modifiée conformément à ladite réserve et que le paragraphe 2 de l'Article VII de la Convention du 4 mars 1942, modifié par l'Article 1^{er} d) de la susdite convention complémentaire du 12 juin 1950, soit effectivement considéré comme nul.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole d'échange des instruments de ratification.

FAIT en double exemplaire à Washington, le 21 novembre 1951.

Pour le Gouvernement du Canada:

W. D. MATTHEWS

Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique:

JAMES E. WEBB

III

*The Under-Secretary of State for External Affairs to the
Ambassador of the United States of America to Canada*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, February 20, 1951.

DEAR MR. AMBASSADOR:

The question has arisen as to the meaning of the words "managed and controlled" as used in Paragraph 2 of Article XII of the Convention of March 4, 1942, between Canada and the United States of America, as amended by Article 1 (g) of the Supplementary Convention of June 12, 1950.

I have consulted with our taxation authorities. It is our view, having regard to presently existing judicial decisions, that, so long as the stock control of the corporation is not in Canada, its directors' meetings and shareholders' meetings are not held in Canada and its "management-control" is not in Canada, the corporation is not managed and controlled in Canada. For this purpose the "management-control" of the corporation is not in Canada if the policies governing the operations and supervision of the corporation are not settled in Canada even though its entire operations are carried on, and such supervision is exercised, in Canada.

It is also our view that the term "resident" as used in Article XII as amended does not include a corporation.

Yours sincerely,

A. D. P. HEENEY

III

*Le Sous-Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à
l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Canada*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 20 février 1951.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

La question s'est posée de savoir quel sens il fallait donner aux mots "gérées et dirigées" employés au paragraphe 2 de l'Article XII de la Convention du 4 mars 1942 entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, modifié par l'Article 1 g) de la Convention complémentaire du 12 juin 1950.

Après avoir consulté les autorités fiscales, nous sommes d'avis, eu égard aux décisions judiciaires rendues jusqu'ici, qu'aussi longtemps que la majorité des actions de la société ne se trouvent pas au Canada, que les réunions des administrateurs et celles des actionnaires n'ont pas lieu au Canada et que la "gestion-direction" de la société ne s'exerce pas au Canada, la société n'est pas gérée ni dirigée au Canada. A ce point de vue, la "gestion-direction" de la société ne s'exerce pas au Canada si les principes qui régissent les opérations et l'inspection de la société ne sont pas arrêtés au Canada, lors même que toutes les opérations et ladite inspection ont lieu au Canada.

Nous estimons en outre que le terme "résident" employé à l'Article XII modifié ne s'applique pas à une société constituée.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma très haute considération.

A. D. P. HEENEY



CANADA,

23
External Affairs, Sept 1952

TREATY SERIES 1951 No. 23 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEA10
-51723

DOUBLE TAXATION
ESTATE TAXES AND SUCCESSION DUTIES

Convention between Canada
and the United States of America.
Modifying and Supplementing
Convention of June 8, 1944.

Signed at Ottawa June 12, 1950.

Ratifications exchanged at
Washington November 21, 1951.

Entered into force November 21, 1951.

DOUBLES IMPOSITIONS
IMPÔTS ET DROITS DE SUCCESSION.

Convention entre le Canada
et les États-Unis d'Amérique
pour modifier et compléter
la Convention du 8 juin 1944.

Signée à Ottawa le 12 juin 1950.

Échange des instruments de
ratification à Washington
le 21 novembre 1951.

Entrée en vigueur le 21 novembre 1951.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 23 RECUEIL DES TRAITÉS

DOUBLE TAXATION
ESTATE TAXES AND SUCCESSION DUTIES

Convention between Canada
and the United States of America
Modifying and Supplementing
Convention of June 8, 1944.

Signed at Ottawa June 12, 1950.

Ratifications exchanged at
Washington November 21, 1951.

Entered into force November 21, 1951.

DOUBLES IMPOSITIONS
IMPÔTS ET DROITS DE SUCCESSION.

Convention entre le Canada
et les États-Unis d'Amérique
pour modifier et compléter
la Convention du 8 juin 1944.

Signée à Ottawa le 12 juin 1950.

Échange des instruments de
ratification à Washington
le 21 novembre 1951.

Entrée en vigueur le 21 novembre 1951.

SUMMARY

	PAGE
Text of the Agreement.....	4
Protocol of Exchange of Instruments of Ratification...	10

SOMMAIRE

	PAGE
Texte de l'Accord.....	5
Protocole d'échange des instruments de ratification...	11

CONVENTION BETWEEN CANADA AND THE UNITED STATES OF AMERICA
MODIFYING AND SUPPLEMENTING THE CONVENTION OF JUNE 8, 1944
FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF
FISCAL EVASION IN THE CASE OF ESTATE TAXES AND SUCCESSION
DUTIES

The Government of Canada and the Government of the United States of America, being desirous of modifying and supplementing in certain respects the Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in the case of estate taxes and succession duties, signed at Ottawa on June 8, 1944, have decided to conclude a supplementary Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries:

The Government of Canada:

Douglas Charles Abbott, Minister of Finance in the Government of Canada, and

The Government of the United States of America:

Julian F. Harrington, Chargé d'Affaires ad interim of the United States of America at Ottawa

who, having communicated to one another their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

ARTICLE I

The provisions of Articles II to VI, inclusive, of the Convention of June 8, 1944, between Canada and the United States of America, are hereby abrogated with respect to estates of decedents dying on or after the day of the entry into force of the present Convention, and are replaced by the provisions of Articles II to VI, inclusive, of the present Convention.

ARTICLE II

Where a person dies a citizen of the United States of America or domiciled in the United States of America or Canada, the situs of any rights or interests, legal or equitable, in or over any of the following classes of property which for the purposes of tax form or are deemed to form part of the estate of such person or pass or are deemed to pass on his death, shall, for the purpose of the imposition of tax and for the purposes of the credit to be allowed under Article V, be determined exclusively in accordance with the following rules, but in cases not within such rules the situs of such rights or interests shall be determined for these purposes in accordance with the laws in force in the other contracting State:

- (a) Immovable property (otherwise than by way of security) shall be deemed to be situated at the place where such property is located;
- (b) Tangible movable property (otherwise than by way of security and other than such property for which specific provision is hereinafter made), bank or currency notes and other forms of currency recognized as legal tender in the place of issue, shall be deemed to be situated at the place where located at the time of death, or, if in transitu, at the place of destination;

(Traduction)

CONVENTION ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, POUR MODIFIER ET COMPLÉTER LA CONVENTION DU 8 JUIN 1944, EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR LA FRAUDE FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS ET DROITS DE SUCCESSION.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada, désireux de modifier et de compléter à certains égards la Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir les fraudes fiscales dans le cas des impôts et droits de succession, signée le 8 juin 1944, ont décidé de conclure une convention complémentaire à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

Le Gouvernement du Canada:

Douglas Charles Abbott, Ministre des Finances dans le Gouvernement du Canada, et

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique:

Julian F. Harrington, Chargé d'affaires *ad interim* des États-Unis d'Amérique à Ottawa

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1^{er}

Les dispositions des articles II à VI inclusivement, de la Convention du 8 juin 1944, conclue entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, sont abrogées en ce qui concerne les biens des personnes décédées le jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention ou après ce jour, et sont remplacées par les dispositions des articles II à VI inclusivement de la présente Convention.

ARTICLE II

Si le défunt, au moment de sa mort, était citoyen des États-Unis d'Amérique ou était domicilié aux États-Unis d'Amérique ou au Canada, la situation des droits ou intérêts, légaux ou fondés sur l'équité, relatifs à des catégories de biens énumérées ci-après, qui, pour les fins de l'imposition, font partie ou sont considérées comme faisant partie de la succession du défunt ou sont transmis ou considérés comme étant transmis lors de son décès, sera, pour les fins de l'imposition et pour les fins de la déduction accordée à l'article V, déterminée exclusivement en conformité des règles qui suivent; dans les cas non visés par ces règles, la situation desdits droits ou intérêts sera déterminée pour ces fins conformément aux lois en vigueur dans l'autre État contractant:

- a) Les biens immeubles (autres que ceux qui servent de garantie) sont réputés situés au lieu de leur emplacement;
- b) Les biens meubles tangibles (autres que ceux qui servent de garantie et que ceux visés ci-après par des dispositions particulières), les billets de banque ou coupures et autres formes de monnaie reconnues comme moyen de paiement légal au lieu de leur émission, sont réputés situés au lieu où ils se trouvent au moment du décès, ou lorsqu'ils sont en transit, à leur lieu de destination;

- (c) Debts (including bills of exchange and promissory notes, whether negotiable or not), secured or unsecured and whether under seal or not, excluding the forms of indebtedness for which specific provision is hereinbefore or hereinafter made, shall be deemed to be situated at the place where the debtor was resident at the time of death, or, if the debtor is a company, at the place where the company is incorporated;
- (d) Bank accounts shall be deemed to be situated at the place where the bank or branch thereof, at which the account was kept, is located;
- (e) Securities issued by any government, municipality or public authority shall be deemed, if in bearer form, to be situated at the place where located at the time of death and, if inscribed or registered, to be situated at the place where inscribed or registered as provided by the issuing authority;
- (f) Shares, stock, bonds, debentures or debenture stock in a company (including any such property held by a nominee, whether the beneficial ownership is evidenced by scrip certificates or otherwise) shall be deemed to be situated at the place where the company is incorporated;
- (g) Moneys, payable under a policy of assurance or insurance, or under an annuity contract, whether under seal or not, shall be deemed to be situated where the policy or annuity contract provides that the moneys shall be payable, or, in the absence of any such provision, at the place of residence of the issuer, or, if a company, at the place where the company is incorporated;
- (h) Shares in a partnership shall be deemed to be situated at the place where its business is principally carried on;
- (i) Ships and aircraft and shares thereof shall be deemed to be situated at the place of registration of the ship or aircraft;
- (j) Goodwill as a trade, business or professional asset shall be deemed to be situated at the place where the trade, business or profession to which it pertains is carried on;
- (k) Patents, trade-marks and designs shall be deemed to be situated at the place where they are registered;
- (l) Copyright, franchises, and rights or licenses to use any copyrighted material, patent, trade-mark or design shall be deemed to be situated at the place where the rights arising therefrom are exercisable;
- (m) Rights or causes of action *ex delicto* surviving for the benefit of an estate of a deceased person shall be deemed to be situated at the place where such rights or causes of action arose;
- (n) Judgment debts shall be deemed to be situated at the place where the judgment is recorded;

provided that this Article shall not be construed as increasing the liability of the estate of any person under the estate tax laws of the United States of America.

ARTICLE III

1. Allowance for debts shall be determined in accordance with the laws of the contracting State imposing the tax.

2. Domicile shall be determined in accordance with the laws in the contracting State imposing the tax on the basis of domicile.

- c) Les dettes (y compris les lettres de change et les billets à ordre, négociables ou non), garanties ou non et scellées ou non, à l'exclusion des formes de créance pour lesquelles il est stipulé d'une manière spécifique ci-dessus ou ci-après, sont réputées situées à l'endroit où résidait le débiteur au moment de son décès, ou, si le débiteur est une société, au lieu où la société a son siège;
- d) Les comptes en banque sont réputés situés au lieu où est située la banque, ou sa succursale, où était tenu le compte;
- e) Les titres émis par un gouvernement, municipalité ou autre autorité publique sont réputés, s'ils sont au porteur, situés à l'endroit où ils se trouvent au moment du décès, et, s'ils sont inscrits ou nominatifs, au lieu d'inscription ou d'enregistrement indiqué par l'émetteur;
- f) Les actions, valeurs, obligations, débentures ou capital-débentures d'une compagnie (y compris les biens de cette nature détenus par un délégué et dont propriété utile est attestée par des certificats d'actions ou autrement), sont réputés situés au lieu où la société a été constituée;
- g) Les sommes payables en vertu d'une police d'assurance ou d'un contrat de rente, scellés ou non, sont réputées situées à l'endroit où elles sont payables aux termes de la police ou du contrat ou, en l'absence de toute disposition à cet effet, au lieu de résidence de l'émetteur ou, s'il s'agit d'une compagnie, au siège social de cette dernière;
- h) Les parts d'une association sont réputées situées au lieu où s'exercent principalement les opérations de ladite association;
- i) Les navires et aéronefs et les actions y afférentes sont réputés situés au lieu où le navire ou l'aéronef est immatriculé;
- j) L'achalandage, en tant que valeur d'actif dans un commerce, une entreprise ou l'exercice d'une profession, est réputé situé au lieu où est exercée ladite profession ou l'activité de ladite entreprise ou dudit commerce;
- k) Les brevets, marques de commerce et dessins de fabrique sont réputés situés au lieu où ils sont enregistrés;
- l) Les droits d'auteurs, concessions et droits ou licences pour l'utilisation de tout article protégé par un droit d'auteur, de tout brevet, marque de commerce ou dessin de fabrique, sont réputés situés au lieu où les droits y afférents peuvent être exercés;
- m) Les droits ou causes d'actions *ex delicto* survivant au bénéfice de la succession d'un défunt sont réputés situés au lieu où ont pris naissance ces droits ou causes d'action;
- n) Les dettes entérinées par la cour sont réputées situées au lieu où le jugement est consigné;

sous la réserve que le présent Article ne sera interprété en aucun cas comme augmentant les obligations qui incombent à une succession aux termes des lois régissant les droits successoraux (Estate Tax) des États-Unis d'Amérique

ARTICLE III

1. Les déductions pour dettes sont déterminées conformément aux lois de l'État contractant qui impose les droits de succession.

2. Le domicile est déterminé en conformité des lois de l'État contractant qui impose les droits de succession sur la base du domicile.

ARTICLE IV

Where one of the contracting States imposes taxes by reason of the property's being situated therein such State shall, if the decedent was domiciled in the other contracting State:

- (a) for the purpose of determining the tax or rates, take into account only property situated in such State, and
- (b) allow as an exemption an amount not less than an amount which bears the same ratio to the specific exemption that would be allowed if such State were imposing the tax by reason of the decedent's being domiciled therein, as the value of the property situated in such State bears to the entire value of the property wherever situated.

ARTICLE V

1. Where either contracting State imposes taxes by reason of a decedent's being domiciled therein or being a citizen thereof, that contracting State shall allow against so much of its taxes (as otherwise computed) as is attributable to property situated in the other contracting State a credit (not exceeding the amount of the taxes so attributable) equal to so much of the taxes imposed by the other contracting State as is attributable to such property.

2. Where each contracting State imposes taxes on any property situated outside both contracting States, each contracting State shall allow against so much of its taxes (as otherwise computed) as is attributable to such property a credit which bears the same proportion to the amount of its taxes so attributable or to the amount of the other contracting State's taxes attributable to the same property, whichever is the less, as the former amount bears to the sum of both amounts.

3. For the purposes of this Article, the amount of the taxes of a contracting State attributable to any property shall be ascertained after taking into account any credit, allowance or relief, or any remission or reduction of taxes, other than the credit authorized by this Article.

ARTICLE VI

1. Any claim for a credit or for a refund of taxes founded on the provisions of the Convention signed on June 8, 1944, or of the present supplementary Convention, shall be made within six years from the date of death of the decedent in respect of whose estate the claim is made, or, in the case of a reversionary interest where payment of taxes is deferred until the date on which the interest falls into possession, within six years from that date.

2. Any such refund shall be made without payment of interest on the amount so refunded.

ARTICLE VII

1. The present supplementary Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Washington as soon as possible.

2. The present supplementary Convention shall enter into force on the day of the exchange of the instruments of ratification and shall be applicable to estates or successions in the case of persons who die on or after that date, except as otherwise provided in Article VI. It shall continue effective indefinitely as though it were an integral part of the Convention of June 8, 1944, subject to the provisions of Article XIV of that Convention with respect to termination.

ARTICLE IV

Lorsque l'un des États contractants perçoit des droits du fait que les biens sont situés sur son territoire, ledit État doit, si le défunt était domicilié dans l'autre État contractant:

- a) tenir compte, dans la détermination du taux ou des taux des droits, des seuls biens situés dans ledit État, et
- b) accorder à titre d'exemption une somme non moindre qu'une somme qui sera dans le même rapport avec l'exemption exacte qu'accorderait cet État s'il prélevait le droit du fait que le défunt était domicilié sur son territoire, que la valeur des biens situés dans cet État avec la valeur globale des biens, où qu'ils soient situés.

ARTICLE V

1. Lorsque l'un des États contractants impose des droits du fait qu'une personne décédée était domiciliée dans son territoire ou était ressortissante dudit État, celui-ci doit accorder sur le montant de ses droits (calculé par ailleurs) qui frappent les biens situés dans l'autre État contractant, un crédit (n'excédant pas le montant desdits droits) égal au montant des droits imposés par l'autre État contractant et qui frappent lesdits biens.

2. Lorsque les États contractants imposent l'un et l'autre des droits sur des biens situés en dehors des deux États contractants, chaque État contractant doit accorder, sur le montant de ses droits (calculé par ailleurs) qui frappent lesdits biens, un crédit dont le rapport avec le montant desdits droits ou avec le montant des droits de l'autre État contractant qui frappent les mêmes biens, selon le moindre des deux, sera le même qu'entre le premier montant et la somme des deux montants.

3. Aux fins du présent article, le montant des droits d'un État contractant qui frappent un bien quelconque doit être déterminé compte tenu des crédits, déductions, remise ou réductions de droits, autres que le crédit autorisé au présent article.

ARTICLE VI

1. Toute réclamation de crédit ou de remboursement de droits fondés sur les dispositions de la Convention signée le 8 juin 1944, ou de la présente Convention complémentaire, doit être présentée dans les six ans de la date du décès du *de cujus* à l'égard de la succession duquel la réclamation est faite, ou, dans le cas d'un intérêt réversible lorsque le paiement du droit est différé jusqu'à la date où l'intérêt échoit en possession, dans les six ans de cette date.

2. Tout semblable remboursement doit être fait sans paiement d'intérêts sur le montant ainsi remboursé.

ARTICLE VII

1. La présente Convention complémentaire sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Washington, le plus tôt possible.

2. La présente Convention complémentaire entrera en vigueur le jour où seront échangés les instruments de ratification et s'appliquera aux avoirs et aux successions des personnes dont le décès aura lieu à cette date ou plus tard, sauf disposition contraire de l'article VI. Elle continuera à avoir effet, indéfiniment, comme si elle faisait partie intégrante de la Convention du 8 juin 1944, sous réserve des dispositions de l'article XIV de cette Convention concernant la dénonciation.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their respective seals.

Done in duplicate, at Ottawa this 12th day of June, 1950.

For the Government of Canada:

D. C. ABBOTT

For the Government of the United States of America:

JULIAN F. HARRINGTON

PROTOCOL OF EXCHANGE OF INSTRUMENTS OF RATIFICATION

The undersigned, W. D. MATTHEWS, Minister of Canada to the United States of America, and JAMES E. WEBB, Acting Secretary of State of the United States of America, being duly authorized thereto by their respective Governments, have met for the purpose of exchanging the instruments of ratification by their respective Governments of the convention between Canada and the United States of America, signed at Ottawa on June 12, 1950, modifying and supplementing in certain respects the convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion in the case of estate taxes and succession duties signed at Ottawa on June 8, 1944, and, the respective instruments of ratification of the supplementary convention aforesaid having been compared and found to be in due form, the exchange took place this day.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol of Exchange.

Done in duplicate at Washington this twenty-first day of November, 1951.

For the Government of Canada:

W. D. MATTHEWS

*For the Government of the
United States of America:*

JAMES E. WEBB

En foi de quoi les plénipotentiaires prénommés ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Ottawa, ce 12^e jour de juin 1950.

Pour le Gouvernement du Canada:

D. C. ABBOTT

*Pour le Gouvernement des
États-Unis d'Amérique:*

JULIAN F. HARRINGTON

PROTOCOLE D'ÉCHANGE DES INSTRUMENTS DE RATIFICATION

Les soussignés, W. D. MATTHEWS, Ministre du Canada aux États-Unis d'Amérique, et JAMES E. WEBB, Secrétaire d'État par intérim des États-Unis d'Amérique, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, s'étant réunis en vue de procéder à l'échange des instruments de ratification de leurs Gouvernements respectifs, concernant la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, signée à Ottawa le 12 juin 1950, pour modifier et compléter à certains égards la Convention signée à Ottawa le 8 juin 1944 en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts et droits de succession, et les instruments de ratification respectifs de la susdite convention complémentaire ayant été collationnés et reconnus en bonne et due forme, l'échange en a été opéré ce jour.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole d'échange des instruments de ratification.

Fait en double exemplaire à Washington, le 21 novembre 1951.

Pour le gouvernement du Canada:

W. D. MATTHEWS

*Pour le gouvernement des
États-Unis d'Amérique:*

JAMES E. WEBB



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 24 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEAID
- 51734

COMMERCE

Agreement between CANADA
and VENEZUELA

Renewing for one year the commercial
modus vivendi of October 11, 1950

Effected by Exchange of Notes

Signed at Caracas October 10 and 11, 1951

In force October 11, 1951

COMMERCE

Accord entre le CANADA et
le VENEZUELA

Renouvelant pour une année le *modus*
vivendi commercial du 11 octobre 1950

Conclu par voie d'un échange de notes

Signées à Caracas les 10 et 11 octobre 1951

En vigueur le 11 octobre 1951





CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 24 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Agreement between CANADA
and VENEZUELA

Renewing for one year the commercial
modus vivendi of October 11, 1950

Effected by Exchange of Notes

Signed at Caracas October 10 and 11, 1951

In force October 11, 1951

COMMERCE

Accord entre le CANADA et
le VENEZUELA

Renouvelant pour une année le *modus*
vivendi commercial du 11 octobre 1950

Conclu par voie d'un échange de notes

Signées à Caracas les 10 et 11 octobre 1951

En vigueur le 11 octobre 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer, and | Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationary | Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1953.

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Note, dated October 10, 1951, from the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Great Britain to Venezuela to the Minister for Foreign Affairs of Venezuela	4
II. Note, dated October 11, 1951, from the Minister for Foreign Affairs of Venezuela to the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Great Britain to Venezuela	5
English translation of Note II	5
French translation of Notes I and II	6-7

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 10 octobre 1951, adressée par l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Grande-Bretagne au Venezuela au Ministre des Affaires étrangères du Venezuela	4
II. Note, en date du 11 octobre 1951, adressée par le Ministre des Affaires étrangères du Venezuela à l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Grande-Bretagne au Venezuela	5
Traduction anglaise de la note II	5
Traduction française des notes I et II	6-7

EXCHANGE OF NOTES (OCTOBER 10 AND 11, 1951) BETWEEN CANADA AND
VENEZUELA CONSTITUTING AN AGREEMENT TO RENEW THE TERMS
OF THE COMMERCIAL MODUS VIVENDI OF OCTOBER 11, 1950, FOR A
FURTHER PERIOD OF ONE YEAR*

I

*The Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Great Britain to
Venezuela to the Minister for Foreign Affairs of Venezuela*

BRITISH EMBASSY

CARACAS, 10th October, 1951.

Note No. 162

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the *Modus Vivendi* regarding commercial relations between Canada and Venezuela which was signed in Caracas on October 11th, 1950. Article Six of the Agreement provides that it shall remain in effect for one year following the date of signature and may be renewed for equal periods.

It is the feeling of the Canadian Government that this *Modus Vivendi* has had a salutary effect on trade relations between Canada and Venezuela and, therefore, I have the honour to propose that it be extended for a period of one year, from October 11th, 1951.

Should Your Excellency's Government concur in this proposal, may I suggest that this Note, together with Your Excellency's reply, should be considered as constituting an Agreement between Canada and Venezuela to renew the terms of the *Modus Vivendi* of October 11th, 1950, for a further period of one year.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

R. W. URQUHART.

*For text of the Agreement of October 11, 1950, see Canada Treaty Series 1950 No. 16.

II

*The Minister for Foreign Affairs of Venezuela to the Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary of Great Britain to Venezuela*

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES

CARACAS 11 de Octubre de 1951.

No. 004712 E-
Sección de Economía

Señor Embajador:

Con referencia a la atenta comunicación de Vuestra Excelencia No. 162 de fecha 10 de octubre en curso, tengo a honra dejar constancia por la presente nota de que he sido autorizado por mi Gobierno para renovar sin modificaciones por el término de un año, hasta el 11 de octubre de 1952, el *Modus-Vivendi* comercial concluído entre los Estados Unidos de Venezuela y Canadá, en Caracas el 11 de octubre de 1950.

Válgome de la oportunidad para renovar à Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

LUIS E. GOMEZ RUIZ.

II

(Translation)

*The Minister for Foreign Affairs of Venezuela to the
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Great Britain to Venezuela*

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

CARACAS, 11th October, 1951.

No. 004712 E-
Economic Section

MR. AMBASSADOR,

With reference to your Excellency's Note No. 162 of 10th October I have the honour to assure you by the present note that I have been authorized by my Government to renew without modification for the period of one year, namely until 11th October, 1952, the commercial *modus vivendi* concluded between the United States of Venezuela and Canada on 11th October, 1950.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my most distinguished consideration.

LUIS E. GOMEZ RUIZ.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (10 ET 11 OCTOBRE 1951) ENTRE LE CANADA ET LE VENEZUELA CONSTITUANT UN ACCORD PORTANT RENOUVELLEMENT POUR UNE AUTRE ANNÉE DES DISPOSITIONS DU *MODUS VIVENDI* COMMERCIAL SIGNÉ LE 11 OCTOBRE 1950*

I

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Grande-Bretagne au Venezuela au Ministre des Affaires étrangères du Venezuela

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE

CARACAS, le 10 octobre 1951.

N° 162

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer au *modus vivendi* régissant les relations commerciales entre le Canada et le Venezuela, signé à Caracas le 11 octobre 1950. Aux termes de son article six, cet accord devait demeurer en vigueur pendant un an à compter de la date de la signature et être renouvelable d'année en année.

Comme le Gouvernement canadien estime que ce *modus vivendi* a produit un effet salulaire sur les relations commerciales qui existent entre le Canada et le Venezuela, j'ai l'honneur d'en proposer la prorogation pour une année à partir du 11 octobre 1951.

Si cette proposition rencontre l'agrément de votre Gouvernement, la présente note et la réponse de Votre Excellence pourraient être considérées comme constituant entre le Canada et le Venezuela un accord portant renouvellement pour une autre année des dispositions du *modus vivendi* signé le 11 octobre 1950.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

R. W. URQHART.

* Vous trouverez le texte de l'Accord du 11 octobre 1950 au numéro 16 du Recueil des Traités 1950.

II

*Le Ministre des Affaires étrangères du Venezuela à l'Ambassadeur
extraordinaire et plénipotentiaire de Grande-Bretagne au Venezuela*

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

CARACAS, le 11 octobre 1951.

N° 004712 E-
Division économique

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à la note n° 162 de Votre Excellence, en date du 10 octobre, j'ai l'honneur de vous faire savoir par la présente note que mon Gouvernement m'autorise à renouveler sans modification pour une année, savoir jusqu'au 11 octobre 1952, le *modus vivendi* commercial conclu le 11 octobre 1950 entre les États-Unis du Venezuela et le Canada.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

LUIS E. COMEZ RUIZ.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 25 RECUEIL DES TRAITÉS

CA/EA10
-51725

CO-OPERATIVE ECONOMIC DEVELOPMENT OF INDIA

Agreement between CANADA
and INDIA

Effected by Exchange of Notes

Signed at New Delhi on September 10, 1951

In force September 10, 1951

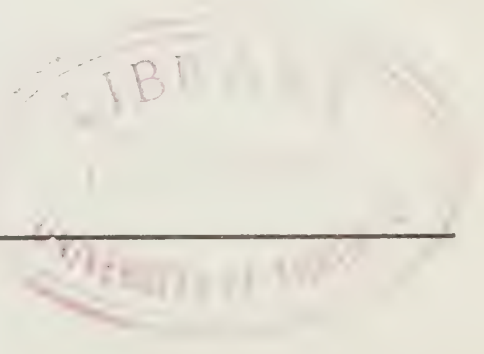
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'INDE SUR UNE BASE COOPÉRATIVE

Accord entre le CANADA
et l'INDE

Conclu par voie d'Échange de Notes

Signées à la Nouvelle-Delhi le 10 septembre 1951

En vigueur le 10 septembre 1951





CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 25 RECUEIL DES TRAITÉS

CO-OPERATIVE ECONOMIC DEVELOPMENT OF INDIA

Agreement between CANADA
and INDIA

Effected by Exchange of Notes

Signed at New Delhi on September 10, 1951

In force September 10, 1951

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'INDE SUR UNE BASE COOPÉRATIVE

Accord entre le CANADA
et l'INDE

Conclu par voie d'Échange de Notes

Signées à la Nouvelle-Delhi le 10 septembre 1951

En vigueur le 10 septembre 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and | Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery | Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1953

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Note dated September 10, 1951, from the Acting High Commissioner for Canada in India to the Secretary for Commonwealth Relations in the Ministry of External Affairs of India	4
II. Note dated September 10, 1951, from the Secretary to the Government of India to the Acting High Commissioner for Canada in India	8

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note en date du 10 septembre 1951, adressée par le Haut Commissaire suppléant du Canada dans l'Inde au Secrétaire aux Relations du Commonwealth dans le Ministère des Affaires extérieures de l'Inde	5
II. Note en date du 10 septembre 1951, adressée par le Secrétaire auprès du Gouvernement de l'Inde au Haut Commissaire du Canada dans l'Inde	9

EXCHANGE OF NOTES (SEPTEMBER 10, 1951) BETWEEN CANADA AND INDIA
GIVING FORMAL EFFECT TO THE STATEMENT OF PRINCIPLES AGREED
BETWEEN THE TWO COUNTRIES FOR CO-OPERATIVE ECONOMIC
DEVELOPMENT OF INDIA.

I

*The Acting High Commissioner for Canada in India to the Secretary
for Commonwealth Relations in the Ministry of
External Affairs of India.*

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

September 10, 1951.

SIR:

I have the honour to refer to recent discussions between the officials of our two Governments concerning the Colombo Plan for Co-operative Economic Development in South and South-East Asia. The officials reached agreement on the general principles under which all Canadian assistance to the Government of India under the Plan should be made available.

As you know, it is the practice of the Parliament of Canada to vote funds on an annual basis and the amounts provided must be reviewed from year to year. For this year certain funds have been provided for the Colombo Plan and the Government of Canada now wishes to establish agreed principles to guide the activities of our respective governments in the furtherance of the Plan.

For this purpose I attach a "Statement of Principles agreed between the Government of Canada and the Government of India for Co-operative Economic Development in India."

If the attached statement is agreeable to your Government, this note and your reply to that effect will constitute an agreement on this subject, effective from the date of your reply.

I have the honour to be, Sir

Your obedient servant,

RICHARD GREW,

Acting High Commissioner.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (10 SEPTEMBRE 1951) ENTRE LE CANADA ET L'INDE
METTANT OFFICIELLEMENT EN VIGUEUR LA DÉCLARATION DE PRINCIPES
FORMULÉE D'UN COMMUN ACCORD PAR LES DEUX PAYS EN VUE
DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'INDE SUR UNE BASE CO-
OPÉRATIVE.

I

*Le Haut Commissaire suppléant du Canada dans l'Inde
au Secrétaire aux Relations du Commonwealth
dans le Ministère des Affaires extérieures de l'Inde*

HAUT COMMISSARIAT DU CANADA

Le 10 septembre 1951.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

J'ai l'honneur de me référer aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre certains hauts fonctionnaires de nos deux Gouvernements au sujet du Plan de Colombo pour le développement économique du Sud et du Sud-Est de l'Asie sur une base coopérative. Ces hauts fonctionnaires sont tombés d'accord sur les principes généraux qui régleront la fourniture de l'assistance que le Canada apportera au Gouvernement de l'Inde en vertu du Plan.

Comme vous le savez, il est d'usage que le Parlement du Canada vote des crédits pour la durée d'une année et les sommes ainsi prévues doivent tous les ans faire l'objet d'un nouvel examen. Certaines sommes ayant été affectées cette année à l'exécution du Plan de Colombo, le Gouvernement canadien désire arrêter les principes communs qui orienteront l'action de nos deux Gouvernements dans la mise en œuvre du Plan.

A cette fin, je joins à la présente note la "Déclaration de principes formulée d'un commun accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Inde en vue du développement économique de l'Inde sur une base coopérative".

Si cette déclaration rencontre l'agrément de votre Gouvernement, la présente note et votre réponse dans ce sens constitueront à ce sujet un accord qui prendra effet à la date de votre réponse.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Secrétaire,

votre obéissant serviteur,

RICHARD GREW,

Haut Commissaire suppléant.

COLOMBO PLAN

Statement of Principles agreed between the Government of Canada and the Government of India for Co-operative Economic Development of India.

The Governments of Canada and India, together with other governments, took part in London in 1950 in drawing up the Colombo Plan for Co-operative Economic Development in South and South-East Asia. The Governments of Canada and India now desire to co-operate for their mutual benefit, and in particular for the achievement of the purposes of the Colombo Plan, by promoting the economic development of India. Therefore the Governments of Canada and India now wish to establish agreed principles under which economic aid from Canada will be provided to India for the purposes of the Colombo Plan, and according to which supplementary agreements may be made to cover specific programmes.

The Governments of Canada and India agree to the establishment of the following principles:

1. All economic aid supplied by the Government of Canada to the Government of India under the Colombo Plan shall consist of goods and services in accordance with specific programmes agreed upon from time to time between the two governments. Similarly, agreement will be reached on the methods of procurement and transfer.

2. In order that Canadian aid may cover different types of projects, different forms of financing may be used; in particular, Canadian aid will be available on either a grant or a loan basis, depending on the nature of each specific programme and the uses to which the goods and services supplied under it are put.

3. The particular terms of each specific programme will be a matter for agreement between the two governments, subject to the following general provisions:

- (a) *Grants:* In any specific programme under which goods financed by grants from the Canadian Government are sold or otherwise distributed to the Indian public "counter-part funds" will normally be set aside. The Indian Government will set up a special account for these funds and will keep separate records of the amounts placed in the account in connection with each specific programme. It will pay into this account the rupee equivalent of the Canadian expenditures on goods and services supplied under any such programme. The Government of India will from time to time report to the Government of Canada the position of this account and will supply a certificate from the Comptroller and Auditor-General of India. The two Governments will from time to time agree on the economic development projects in India to be financed from this account.
- (b) *Loans:* For the specific programmes which are agreed to be appropriate for financing by means of loans the terms of the loans will be determined by the two Governments. These terms will relate primarily to the commercial character of the particular project in question, to its anticipated earnings, and to its anticipated effects on the foreign exchange position of India.

PLAN DE COLOMBO

Déclaration de principes formulée d'un commun accord par le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Inde en vue du développement économique de l'Inde sur une base coopérative.

Les Gouvernements du Canada et de l'Inde, ayant participé avec d'autres gouvernements, réunis à Londres en 1950, à l'élaboration du Plan de Colombo pour le développement économique du Sud et du Sud-Est de l'Asie sur une base coopérative; souhaitant coopérer à l'avancement de leurs intérêts communs, et notamment à la réalisation des objectifs du Plan de Colombo, en favorisant le développement économique de l'Inde; désireux d'arrêter à cette fin certains principes communs aux termes desquels le Canada fournira de l'aide économique à l'Inde en exécution du Plan de Colombo et dans le cadre desquels des accords complémentaires visant certains programmes particuliers pourront intervenir ultérieurement, conviennent d'établir les principes suivants:

1. Toute aide économique que le Gouvernement du Canada fournira au Gouvernement de l'Inde aux termes du Plan de Colombo consistera en biens et services, conformément aux programmes particuliers arrêtés de temps à autre d'un commun accord par les deux États. Ceux-ci s'entendront également sur les modalités d'acquisition et de transfert.

2. Afin que l'aide canadienne s'applique à diverses catégories de projets, il sera permis de recourir à différentes méthodes de financement; ainsi l'aide du Canada prendra la forme de subventions ou de prêts, selon la nature de chaque projet envisagé et l'emploi auquel on destine les biens et services fournis dans le cadre de ce programme.

3. Les conditions particulières de chaque programme feront l'objet d'un accord entre les deux Gouvernements, compte tenu des dispositions générales suivantes:

- a) *Subventions*: Pour tout programme particulier sous le régime duquel des marchandises financées par les subventions du Gouvernement canadien sont vendues ou autrement distribuées à la population de l'Inde, des "fonds de contre-partie" seront normalement mis de côté. Le Gouvernement indien ouvrira un compte spécial pour ces fonds et inscrira séparément les sommes portées à ce compte à l'égard de chaque programme particulier. Il versera à ce compte la contre-valeur en roupies des fonds affectés par le Canada aux biens et services fournis en vertu de tout programme de cette nature. Le Gouvernement indien présentera périodiquement au Gouvernement canadien un rapport sur l'état du compte en question et lui remettra un certificat du contrôleur et auditeur général de l'Inde. Les deux Gouvernements s'entendront de temps à autre sur les projets de développement économique de l'Inde qui seront financés au moyen de ce compte.
- b) *Prêts*: A l'égard des programmes particuliers qui sont jugés d'un commun accord propres à être financés par voie de prêts, les conditions desdits prêts seront fixées par les deux Gouvernements. Ces conditions porteront au premier chef sur le caractère commercial du projet particulier en question, sur le rendement qu'on en attend et sur les effets qu'il est censé avoir sur le compte de devises étrangères de l'Inde.

II

*The Secretary to the Government of India
to the Acting High Commissioner for Canada in India*

MINISTRY OF EXTERNAL AFFAIRS

New Delhi, September 10, 1951.

SIR:

I have the honour to refer to your Note of today's date with which you have attached the "Statement of Principles agreed between the Government of Canada and the Government of India for Co-operative Economic Development of India". The Government of India agree that Canadian assistance to the Government of India under the Colombo Plan should be made available in accordance with this Statement of Principles. The Government of India also agree that your Note and this reply will constitute an agreement on this subject which will take effect from today.

Yours faithfully,
S. DUTT

II

*Le Secrétaire auprès du Gouvernement de l'Inde au
Haut Commissaire du Canada dans l'Inde*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Nouvelle-Delhi, le 10 septembre 1951.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur de me référer à votre note en date de ce jour à laquelle vous avez bien voulu joindre la "Déclaration de principes formulée d'un commun accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Inde en vue du développement économique de l'Inde sur une base coopérative". Le Gouvernement de l'Inde accepte que l'aide canadienne octroyée au Gouvernement de l'Inde dans le cadre du Plan de Colombo soit fournie conformément à cette Déclaration de principes. Il consent également à ce que votre note et la présente réponse constituent à ce sujet un accord qui entrera en vigueur à dater d'aujourd'hui.

Veillez agréer, monsieur le Haut Commissaire, l'expression de ma très haute considération.

S. DUTT



CANADA

External Affairs, 1951 N

TREATY SERIES 1951 No. 26 RECUEIL DES TRAITÉS

CA1EA10
-51T26

AIR TRANSPORT SERVICES

Agreement between CANADA
and AUSTRALIA

Amending the Annex to the
Agreement of June 11, 1946

Effectuated by Exchange of Notes

Signed at Canberra March 16, 1951

In force March 16, 1951

SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS

Accord entre le CANADA
et l'AUSTRALIE

Amendant l'Annexe à l'Accord
du 11 juin 1946

Réalisé par un Échange de Notes

Signé à Canberra le 16 mars 1951

En vigueur le 16 mars 1951

LIBRARY



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 26 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR TRANSPORT SERVICES

Agreement between CANADA
and AUSTRALIA

Amending the Annex to the
Agreement of June 11, 1946

Effected by Exchange of Notes

Signed at Canberra March 16, 1951

In force March 16, 1951

SERVICES DE TRANSPORTS AÉRIENS

Accord entre le CANADA
et l'AUSTRALIE

Amendant l'Annexe à l'Accord
du 11 juin 1946

Réalisé par un Échange de Notes

Signé à Canberra le 16 mars 1951

En vigueur le 16 mars 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and | Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery | Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1952

Price: 25 cents.

Prix: 25 cents.

SUMMARY

	PAGE
I Note, dated March 16, 1951 from the Acting High Commissioner for Canada in Australia to the Minister for External Affairs of Australia.....	4
II Note, dated March 16, 1951 from the Minister of State for External Affairs of Australia to the Acting High Commissioner for Canada in Australia.....	6

SOMMAIRE

	PAGE
I Note, en date du 16 mars 1951, adressée par le Haut Commissaire suppléant du Canada en Australie au Ministre des Affaires extérieures d'Australie.....	5
II Note, en date du 16 mars 1951, adressée par le Ministre d'État aux Affaires extérieures d'Australie au Haut Commissaire suppléant du Canada en Australie	7

EXCHANGE OF NOTES AMENDING PARAGRAPH 4 OF THE ANNEX TO THE
CANADA-AUSTRALIA AIR TRANSPORT AGREEMENT OF 11 JUNE, 1946 *

I

*The Acting High Commissioner for Canada in Australia
to the Minister for External Affairs of Australia*

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

March 16, 1951.

No. 4/51/206-3

SIR,

I have the honour to refer to the agreement between Canada and Australia for air services between the two countries signed in Ottawa on June 11th, 1946, and in particular to paragraph 4 of the Annex to this agreement, which reads as follows:

“The route to be operated by the designated airline of the Government of Canada shall be:

Vancouver to Sydney via such intermediate stopping places as may be mutually agreed—in both directions.”

In June 1949, when the concurrence of the Australian Government was given to the designation by the Canadian Government of Canadian Pacific Air Lines to operate an air service between Canada and Australia, the Canadian Pacific Air Lines, in its application to the Australian civil aviation authorities for an operating licence, provided full details of its proposed route between Vancouver and Sydney.

The Canadian Government now wishes to obtain the concurrence of the Australian Government to a change in the route to be operated by Canadian Pacific Air Lines between Vancouver and Sydney which will permit that airline to operate its flight between Vancouver and Sydney via Auckland, New Zealand. The route would then become Vancouver-San Francisco-Honolulu-Canton Island-Fiji-Auckland-Sydney in both directions. The Canadian Government understands that the Australian Government is prepared to give its concurrence to this change subject to the condition that the airline designated by the Government of Canada shall pick up at Sydney only traffic destined for points beyond New Zealand and shall set down in Sydney only traffic which originated at points beyond New Zealand.

For its part, the Canadian Government is agreeable to authorizing the designated airline of the Australian Government also to operate air services between Sydney and Vancouver on the route mentioned in the preceding paragraph.

* For the text of the Agreement of June 11, 1946 see Treaty Series 1946 No. 22.

(Translation)

ÉCHANGE DE NOTES MODIFIANT LE PARAGRAPHE 4 DE L'ANNEXE À L'ACCORD
RELATIF AUX TRANSPORTS AÉRIENS SIGNÉ ENTRE LE CANADA ET L'AUS-
TRALIE LE 11 JUIN 1946 *

I

*Le Haut Commissaire suppléant du Canada en Australie
au Ministre des Affaires extérieures d'Australie*

HAUT COMMISSARIAT DU CANADA

Le 16 mars 1951.

N° 4/51/206-3

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord entre le Canada et l'Australie relatif aux services de transports aériens reliant les deux pays, signé à Ottawa, le 11 juin 1946, et notamment au paragraphe 4 de l'Annexe audit Accord, qui se lit ainsi:

“La route à exploiter par l'entreprise de transports aériens désignée du Gouvernement canadien sera la suivante: de Vancouver à Sydney, via les ports d'escale intermédiaires qui pourront être fixés par voie d'accord mutuel—dans les deux sens”.

Lorsque le Gouvernement australien a autorisé le Gouvernement canadien, en juin 1949, à désigner les *Canadian Pacific Air Lines* pour exploiter un service de transports aériens entre le Canada et l'Australie, les *Canadian Pacific Air Lines* ont fourni, dans la demande qu'ils ont adressée aux autorités de l'aviation civile de l'Australie en vue d'obtenir une licence d'exploitation, tous les détails nécessaires concernant la route qu'ils se proposaient d'emprunter entre Vancouver et Sydney.

Le Gouvernement du Canada désire maintenant faire approuver par le Gouvernement de l'Australie l'introduction d'un changement dans la route que les *Canadian Pacific Air Lines* exploiteront entre Vancouver et Sydney, de façon qu'il soit permis à cette entreprise de transports aériens d'assurer son service entre Vancouver et Sydney via Auckland (Nouvelle-Zélande). La nouvelle route serait ainsi Vancouver-San-Francisco-Honolulu-île Canton-îles Fidji-Auckland-Sydney dans les deux sens. Le Gouvernement canadien croit savoir que le Gouvernement australien est disposé à donner son approbation à ce changement à la condition que l'entreprise de transports aériens désignée par le Gouvernement du Canada n'embarque à Sydney que les passagers, les marchandises et le courrier à destination de points situés au delà de la Nouvelle-Zélande et ne débarque à Sydney que les passagers, les marchandises et le courrier en provenance de points situés au delà de la Nouvelle-Zélande.

Pour sa part, le Gouvernement canadien est disposé à autoriser l'entreprise de transports aériens désignée par le Gouvernement australien à exploiter également des services de transports aériens entre Sydney et Vancouver sur la route mentionnée au paragraphe précédent.

Si cette proposition rencontre l'agrément du Gouvernement australien, la présente Note et la réponse confirmative de Votre Excellence seront considérées comme consacrant l'accord intervenu à ce sujet entre nos deux Gouvernements, conformément aux dispositions de l'accord aérien citées au premier paragraphe de la présente Note.

* Vous trouverez le texte de l'accord du 11 juin 1946 au numéro 22 du Recueil des Traités 1946.

If this proposal is acceptable to the Australian Government this note and your reply thereto accepting the proposal, shall be regarded as placing on record an agreement arrived at between the two Governments concerning this matter, in accordance with the provision of the air agreement quoted in paragraph one above.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

C. M. CROFT

II

*The Minister of State for External Affairs of Australia to the
Acting High Commissioner for Canada in Australia*

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

CANBERRA, A.C.T.

16th March, 1951.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of today's date, which reads as follows:

(See Note I)

"I have the honour to.....
.....in paragraph one above."

I have the honour to inform you that the Australian Government confirms the understanding set forth in the above-mentioned Note. In consequence your Note of today's date and this reply thereto shall be regarded as placing on record the agreement arrived at between the two Governments in this matter.

I have the honour to be

Sir,

Your obedient servant,

PERCY C. SPENDER

Si cette proposition rencontre l'agrément du Gouvernement australien, la présente Note et la réponse confirmative de Votre Excellence seront considérées comme consacrant l'accord intervenu à ce sujet entre nos deux Gouvernements, conformément aux dispositions de l'accord aérien citées au premier paragraphe de la présente Note.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

C. M. CROFT

II

*Le Ministre d'État aux Affaires extérieures d'Australie au
Haut Commissaire suppléant du Canada en Australie*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CANBERRA, A.C.T.

Le 16 mars 1951.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note en date de ce jour, dont la teneur suit:

(Voir Note I)

"J'ai l'honneur de.....
.....au premier paragraphe de la présente Note."

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement australien souscrit à l'accord énoncé dans la Note précitée. En conséquence, votre Note en date de ce jour et la présente réponse seront considérées comme consacrant l'accord conclu à ce sujet entre nos deux Gouvernements.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Haut Commissaire,

Votre obéissant serviteur,

PERCY C. SPENDER



Gov. Doc
Can
E
CANADA

Canada. External Affairs
Dept of 27

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 27 TREATY SERIES

CA/EA10
-51727

MAINLEVÉE DU CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT SUR CERTAINS BIENS PRIVÉS

Accord entre le CANADA et la FRANCE
Abrogeant l'accord du 22 mars 1946

Réalisé par un Échange de Notes

Signées à Ottawa les 13 novembre
et 8 décembre 1951

En vigueur le 8 décembre 1951

RELEASE OF CERTAIN PRIVATE PROPERTY FROM GOVERNMENT CONTROL

Agreement between CANADA and FRANCE
Abrogating the Agreement of March 22, 1946

Effected by Exchange of Notes

Signed at Ottawa on November 13 and
December 8, 1951

In force December 8, 1951



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1951 No. 27 TREATY SERIES

MAINLEVÉE DU CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT SUR CERTAINS BIENS PRIVÉS

Accord entre le CANADA et la FRANCE
Abrogeant l'accord du 22 mars 1946

Réalisé par un Échange de Notes
Signées à Ottawa les 13 novembre
et 8 décembre 1951

En vigueur le 8 décembre 1951

RELEASE OF CERTAIN PRIVATE PROPERTY FROM GOVERNMENT CONTROL

Agreement between CANADA and FRANCE
Abrogating the Agreement of March 22, 1946

Effected by Exchange of Notes
Signed at Ottawa on November 13 and
December 8, 1951

In force December 8, 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Imprimeur de la Reine et | Queen's Printer and
Contrôleur de la Papeterie | Controller of Stationery
OTTAWA, 1952

Prix: 25 cents

Price: 25 cents

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 13 novembre 1951, adressée par l'Ambassadeur de France au Canada au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	4
II. Note, en date du 8 décembre 1951, adressée par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur de France au Canada	6

SUMMARY

	PAGE
I. Note dated November 13, 1951, from The Ambassador of France to Canada to the Secretary of State for External Affairs	5
II. Note dated December 8, 1951, from The Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of France to Canada	7

ÉCHANGE DE NOTES, (13 NOVEMBRE ET 8 DÉCEMBRE 1951) ENTRE LE CANADA
ET LA FRANCE CONSTITUANT UN ACCORD ABROGEANT L'ACCORD DU
22 MARS 1946 VISANT LA MAINLEVÉE DU CONTRÔLE DU GOUVERNE-
MENT SUR CERTAINS BIENS PRIVÉS.*

L'Ambassadeur de France au Canada
au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

AMBASSADE DE FRANCE

OTTAWA, le 13 novembre 1951.

N° 141

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au procès-verbal des entretiens qui ont eu lieu à Ottawa entre experts français et canadiens, les 11 et 12 octobre 1951, j'ai l'honneur de vous faire connaître l'accord du Gouvernement français sur les dispositions suivantes:

1. L'accord du 22 mars 1946 entre la France et le Canada, relatif à la mainlevée du contrôle du Gouvernement canadien sur certains biens privés, est abrogé.

2. Le Gouvernement canadien lève le sequestre des avoirs français.
En conséquence:

- a) les banques et les autres dépositaires d'avoirs sous sequestre peuvent désormais librement les placer à la disposition de leurs propriétaires français;
- b) le sequestre canadien prend toutes dispositions utiles pour assurer la remise des avoirs qu'il a matériellement appréhendés à leurs propriétaires français.

3. Les dispositions du présent échange de lettres prennent effet à la date de sa signature.

Je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement canadien sur ces dispositions.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

HUBERT GUÉRIN.

* Vous trouverez le texte de l'Accord du 22 mars 1946 au numéro 16 du Recueil des Traités 1946.

(Translation)

EXCHANGE OF NOTES (NOVEMBER 13 AND DECEMBER 8, 1951) BETWEEN
CANADA AND FRANCE CONSTITUTING AN AGREEMENT ABROGATING
THE AGREEMENT OF MARCH 22, 1946, CONCERNING THE RELEASE OF
CERTAIN PRIVATE PROPERTY FROM GOVERNMENT CONTROL.*

I

The Ambassador of France to Canada
to the Secretary of State for External Affairs

FRENCH EMBASSY

OTTAWA, November 13, 1951.

No. 141

EXCELLENCY,

With reference to the report of the discussions between French and Canadian experts held in Ottawa on October 11 and 12, 1951, I have the honour to inform you that the French Government agrees to the following provisions:

1. The Agreement of March 22, 1946, between France and Canada concerning the release of certain private property from Canadian Government control, is abrogated.

2. French assets shall be released from custody by the Canadian Government. Consequently:

- (a) Banks and other holders of assets under custody shall hereafter be free to make them available to their French owners;
- (b) All appropriate arrangements shall be made by the Canadian Custodian to ensure that the assets physically seized by him will be surrendered to their French owners.

3. The provisions of this exchange of notes shall come into force on the date of signature.

I should appreciate it if you would let me have confirmation that the foregoing is acceptable to the Canadian Government.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

HUBERT GUÉRIN.

* For the text of the Agreement of March 22, 1946, see Canada Treaty Series, 1946, No. 16.

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
à l'Ambassadeur de France au Canada

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 8 décembre 1951.

N° E-126

MONSIEUR L'AMBASSADEUR:

J'ai l'honneur de me référer à votre Note N° 141 du 13 novembre dans laquelle vous me laissiez savoir l'accord du Gouvernement français sur les dispositions suivantes en vue de la libération des avoirs privés français sous le contrôle du Séquestre canadien:

(Voir Note 1)

"L'accord du 22 mars.....
.....de sa signature."

Le Gouvernement canadien accepte ces dispositions et c'est avec plaisir que je vous laisse savoir que votre Note et la présente Note en réponse, seront considérées comme constituant l'accord intervenu entre les deux Gouvernements à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

II

The Secretary of State for External Affairs
to the Ambassador of France to Canada

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, December 8, 1951.

No. E-126

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to your Note No. 141 dated November 13, in which you informed me of the agreement of the French Government on the following provisions regarding the release of French private assets under the control of the Canadian Custodian:

(See Note 1)

"The Agreement of March 22.....

.....date of signature."

The Canadian Government is in agreement with the foregoing and I am pleased to inform you that your Note and the present reply thereto shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Doc



CANADA

External Affairs Dept

28

TREATY SERIES 1951 No. 28 RECUEIL DES TRAITÉS

CR/E/10

-51723

IMMIGRATION

Agreement between CANADA and CEYLON

Effectuated by Exchange of Notes

Signed at London January 26
and April 24, 1951

In force April 24, 1951.

IMMIGRATION

Accord entre le CANADA et le CEYLAN

Intervenu par un Échange de Notes

Signées à Londres, le 26 janvier
et le 24 avril 1951

En vigueur le 24 avril 1951.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 28 RECUEIL DES TRAITÉS

IMMIGRATION

Agreement between CANADA and CEYLON

Effected by Exchange of Notes

Signed at London January 26
and April 24, 1951

In force April 24, 1951.

IMMIGRATION

Accord entre le CANADA et le CEYLAN

Intervenu par un Échange de Notes

Signées à Londres, le 26 janvier
et le 24 avril 1951

En vigueur le 24 avril 1951.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1952

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Note, dated January 26, 1951, from the High Commissioner for Canada in the United Kingdom to the High Commissioner for Ceylon in the United Kingdom	4
II. Note, dated April 24, 1951, from the High Commissioner for Ceylon in the United Kingdom to the High Commissioner for Canada in the United Kingdom	6

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 26 janvier 1951, adressée par le Haut Commissaire du Canada au Royaume-Uni au Haut Commissaire du Ceylan au Royaume-Uni.....	5
II. Note, en date du 24 avril 1951, adressée par le Haut Commissaire du Ceylan au Royaume-Uni au Haut Commissaire du Canada au Royaume-Uni.....	7

EXCHANGE OF NOTES (JANUARY 26 AND APRIL 24, 1951) BETWEEN CANADA
AND CEYLON CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ENTRY
TO CANADA FOR PERMANENT RESIDENCE OF CITIZENS OF CEYLON.

I

*The High Commissioner for Canada in the United Kingdom
to the High Commissioner for Ceylon in the United Kingdom*

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

LONDON, January 26, 1951.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to recent discussions regarding the entry to Canada for permanent residence of citizens of Ceylon, I have the honour to propose that an agreement be concluded between the Government of Canada and the Government of Ceylon containing the following provisions:

1. In the twelve month period commencing on the 1st day of January, 1951, and in each succeeding twelve months period thereafter, the admission to Canada for permanent residence of fifty citizens of Ceylon, including both sexes and all ages, shall be authorized provided the immigrants comply with the provisions of the Canadian Immigration Act.

2. In addition to the citizens of Ceylon whose entry to Canada for permanent residence is authorized in accordance with paragraph 1, above, a citizen of Ceylon who can otherwise comply with the provisions of the Canadian Immigration Act may be admitted to Canada for permanent residence if he or she is the husband, wife or unmarried child under twenty-one years of age of any Canadian citizen legally admitted to and resident in Canada and if the settlement arrangements in Canada are shown to the Canadian authorities to be satisfactory.

3. The provisions of Canadian Order-in-Council P.C. 2115 dated the 16th day of September, 1930, as amended by Order-in-Council P.C. 6229 of the 28th day of December, 1950, shall not apply to citizens of Ceylon.

4. The admission to Canada as non-immigrants of citizens of Ceylon shall not be affected by the preceding paragraphs.

If the Government of Ceylon accepts the foregoing provisions, the Government of Canada has the honour to suggest that the present note and the reply thereto of the Government of Ceylon shall constitute an agreement between the two Governments which may be terminated by either Government on giving six months notice.

Accept, Excellency, the assurance of my highest consideration.

L. D. WILGRESS.

ÉCHANGE DE NOTES (26 JANVIER ET 24 AVRIL 1951) ENTRE LE CANADA ET LE
CEYLAN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF À L'ENTRÉE AU CANADA
DES CITOYENS DU CEYLAN DÉSIREUX DE S'Y ÉTABLIR.

I

*Le Haut Commissaire du Canada au Royaume-Uni au
Haut Commissaire du Ceylan au Royaume-Uni*

BUREAU DU HAUT COMMISSARIAT

LONDRES le 26 janvier 1951.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

Me référant aux entretiens qui ont eu lieu récemment au sujet de l'entrée au Canada des citoyens du Ceylan désireux de s'y établir, j'ai l'honneur de proposer la conclusion, entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Ceylan, d'un accord renfermant les dispositions suivantes:

1. Au cours de la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 1951, et dans chaque période consécutive de douze mois par la suite, cinquante citoyens du Ceylan, sans distinction de sexe ni d'âge, seront autorisés à entrer au Canada pour s'y établir pourvu qu'ils satisfassent aux dispositions de la Loi de l'immigration du Canada.

2. Outre les citoyens du Ceylan autorisés à entrer au Canada pour s'y établir en conformité du paragraphe I ci-dessus, pourra être admis à venir s'établir au Canada tout citoyen du Ceylan qui, en plus de satisfaire aux dispositions de la Loi de l'immigration du Canada, est le mari, l'épouse ou l'enfant célibataire âgé de moins de 21 ans d'un citoyen canadien légalement admis et résidant au Canada, à condition que les mesures prises au Canada en vue de son établissement soient jugées satisfaisantes par les autorités canadiennes.

3. Les dispositions de l'arrêté en conseil C.P. 2115 du 16 septembre 1930, modifié par l'arrêté en conseil C.P. 6229 du 28 décembre 1950 ne s'appliqueront pas aux citoyens du Ceylan.

4. Les paragraphes précédents n'auront aucun effet sur l'entrée au Canada de citoyens du Ceylan à titre de non-immigrants.

Si le Gouvernement du Ceylan souscrit aux dispositions précitées, le Gouvernement du Canada a l'honneur de proposer que la présente note et la réponse qu'y fera le Gouvernement du Ceylan constituent entre nos deux Gouvernements un accord pouvant être dénoncé par l'un ou l'autre des deux Gouvernements moyennant un préavis de six mois.

Veillez agréer, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma très haute considération.

L. D. WILGRESS.

II

*The High Commissioner for Ceylon in the United Kingdom
to the High Commissioner for Canada in the United Kingdom*

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

13, Hyde Park Gardens,
London, W.2

24th April, 1951.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of 26th January, 1951, in which you inform me that the Government of Canada proposes to conclude with the Government of Ceylon an Agreement regarding the entry of citizens of Ceylon to Canada for permanent residence.

The provisions set forth in your note under reference are acceptable to the Government of Ceylon and I am authorized to confirm that your note and this reply constitute an agreement between the two Governments which may be terminated by either Government on giving six months' notice.

I shall be glad if you will convey to your Government my Government's appreciation of your Government's gesture in making this proposal.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

E. A. P. WIJEYARATNE,
High Commissioner for Ceylon
in the United Kingdom.

II

*Le Haut Commissaire du Ceylan au Royaume-Uni au
Haut Commissaire du Canada au Royaume-Uni*

BUREAU DU HAUT COMMISSARIAT

13, Hyde Park Gardens,

Londres, W.2.

Le 24 avril 1951.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 26 janvier 1951, par laquelle vous me faites savoir que le Gouvernement du Canada propose de conclure avec le Gouvernement du Ceylan un accord relatif à l'entrée au Canada des citoyens du Ceylan désireux de s'y établir.

Les dispositions contenues dans votre note précitée recontrent l'agrément du Gouvernement du Ceylan et je suis autorisé à vous confirmer que votre note et la présente réponse constituent entre nos deux Gouvernements un accord pouvant être dénoncé par l'un ou l'autre des deux gouvernements moyennant un préavis de six mois.

Je vous prie, au nom de mon Gouvernement, de vouloir bien remercier votre Gouvernement de l'initiative qu'il a prise à cet égard.

Veillez agréer, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma très haute considération.

E. A. P. WIJEYARATNE,
Haut Commissaire du Ceylan
au Royaume-Uni.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 29 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEA10
-51729

FINANCE

Agreement between CANADA and
the UNITED KINGDOM

Signed at Ottawa on June 29, 1951

FINANCE

Accord entre le CANADA et
le ROYAUME-UNI

Signé à Ottawa le 29 juin 1951





CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 29 RECUEIL DES TRAITÉS

FINANCE

Agreement between CANADA and
the UNITED KINGDOM

Signed at Ottawa on June 29, 1951

FINANCE

Accord entre le CANADA et
le ROYAUME-UNI

Signé à Ottawa le 29 juin 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and | Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery | Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1953.

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

**FINANCIAL AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND
THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM**

The Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree that the interest-free provision of the loan made to the Government of the United Kingdom under the War Appropriation (United Kingdom Financing) Act, 1942, will continue until January 1, 1954, and that the other arrangements with respect to the loan will continue as at present until that date. The two Governments agree to enter into discussions before January 1, 1954, with respect to the question of interest on, and the terms of repayment of, the balance of the loan then outstanding.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Signed in duplicate at Ottawa, this 29th day of June, 1951.

For the Government of Canada:

D. C. ABBOTT,
Minister of Finance.

For the Government of the United Kingdom:

A. CLUTTERBUCK,
High Commissioner for the United Kingdom.

(Traduction)

**ACCORD FINANCIER ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE
GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI**

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord conviennent que la clause exemptant d'intérêts le prêt consenti au Gouvernement du Royaume-Uni en vertu de la Loi de 1942 sur les crédits de guerre (Financement du Royaume-Uni) restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1954 et que les autres dispositions relatives à ce prêt resteront en vigueur comme à l'heure actuelle jusqu'à cette date. Les deux Gouvernements conviennent d'entamer des pourparlers avant le 1^{er} janvier 1954 au sujet des intérêts afférents au solde de l'emprunt qui sera alors dû et au sujet des modalités de remboursement dudit solde.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Signé en double exemplaire à Ottawa ce 29^e jour de juin 1951.

Pour le Gouvernement du Canada

D. C. ABBOTT,
Ministre des Finances

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni

A. CLUTTERBUCK,
Haut Commissaire du Royaume-Uni.



CANADA

TREATY SERIES 1951, No. 30 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEA/D
-51730

WAR GRAVES

Agreement between the BRITISH
COMMONWEALTH and FRANCE

Signed at Paris, October 31, 1951

In force October 31, 1951

SÉPULTURES MILITAIRES

Accord entre le COMMONWEALTH
BRITANNIQUE et la FRANCE

Signé à Paris le 31 octobre 1951

En vigueur le 31 octobre 1951

LIBRARY

★ JUN 29 1954 ★

UNIVERSITY
OF TORONTO



CANADA

TREATY SERIES 1951, No. 30 RECUEIL DES TRAITÉS

WAR GRAVES

Agreement between the BRITISH
COMMONWEALTH and FRANCE

Signed at Paris, October 31, 1951

In force October 31, 1951

SÉPULTURES MILITAIRES

Accord entre le COMMONWEALTH
BRITANNIQUE et la FRANCE

Signé à Paris le 31 octobre 1951

En vigueur le 31 octobre 1951

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, CANADA, AUSTRALIA, NEW ZEALAND, THE UNION OF SOUTH AFRICA, INDIA AND PAKISTAN, AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC REGARDING BRITISH COMMONWEALTH WAR GRAVES IN FRENCH TERRITORY

The Government of the French Republic of the one part and the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand, the Union of South Africa, India and Pakistan (hereinafter referred to as "the Commonwealth countries") of the other part, being resolved to maintain the principles of an Agreement signed in Paris on 26th November 1918, and entitled "Agreement between His Britannic Majesty's Government and the Government of the French Republic relative to the Graves of British Soldiers in France," and to extend those principles to the cemeteries, graves and memorials of members of the Armed Forces of the Commonwealth countries who fell in the War of 1939-45 and whose remains rest in French territory, have agreed as follows:—

Part I.—Permanent Cemeteries and Memorials

ARTICLE 1

The French Government recognises the Imperial War Graves Commission (hereinafter referred to as "the Commission"), which was incorporated by Royal Charter dated 21st May, 1917, as the sole organisation entrusted on behalf of the Governments of the Commonwealth countries parties hereto with all measures concerned with the construction, laying out and maintenance of the Commonwealth War Cemeteries, Graves and Memorials. Consequently, the Commission shall have the right to act in French territory as a properly constituted association and to settle with the French authorities all questions concerning War Cemeteries, Graves and Memorials of the Commonwealth.

ARTICLE 2

The French Government grants to the Commission, without payment and without time-limit, the free use of the land in French territory selected and used either as permanent war cemeteries for the burial of members of the Armed Forces of the Commonwealth countries who fell in the Wars of 1914-18 or 1939-45, or for the construction of memorials in their honour. Nevertheless, as laid down in the law of 14th October, 1946, this land shall remain the property of the French State.

ARTICLE 3

The sites of cemeteries and memorials shall be subject to the prior approval of the French Government.

ARTICLE 4

The free use of the land, mentioned in Article 2 above, confers on the Commission the right to make all arrangements considered necessary for the laying out and treatment of permanent cemeteries and to construct memorials and any buildings and means of access which may be required. The Commission shall be the only authority entitled to engage in such operations and any request in this respect which may be addressed directly to the French Government must be submitted to the Commission for its decision. The Commission

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DU CANADA, DE L'AUSTRALIE, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DE L'UNION SUD-AFRICAINE, DE L'INDE ET DU PAKISTAN AU SUJET DES SÉPULTURES MILITAIRES DU BRITISH COMMONWEALTH EN TERRITOIRE FRANÇAIS

Le Gouvernement de la République Française d'une part, et les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud-Africaine, de l'Inde et du Pakistan d'autre part, désignés ci-après les pays du Commonwealth, ayant résolu de maintenir les principes d'un accord signé à Paris le 26 novembre 1918 et intitulé "Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique et le Gouvernement de la République Française au sujet des sépultures militaires britanniques en France" et d'étendre ces principes aux cimetières, sépultures et monuments commémoratifs des marins, soldats et aviateurs des pays du Commonwealth victimes de la Guerre de 1939-45 et dont les dépouilles reposent en territoire français, sont convenus des dispositions suivantes:

Titre I.—Cimetières permanents et monuments commémoratifs

ARTICLE 1^{er}

Le Gouvernement français reconnaît l'Imperial War Graves Commisison, désignée ci-après "la Commission" et constituée par la Charte Royale du 21 mai 1917, comme le seul organisme chargé, au nom des Gouvernements des pays du Commonwealth participant à l'accord, de toutes les opérations relatives à la construction, à l'aménagement et à l'entretien des cimetières, sépultures et monuments commémoratifs militaires du Commonwealth. En conséquence, la Commission aura le droit d'agir en territoire français en qualité d'association régulièrement constituée et de régler avec les autorités françaises toutes les questions relatives aux cimetières, sépultures et monuments commémoratifs militaires du Commonwealth.

ARTICLE 2

Le Gouvernement français accorde à la Commission, gratuitement et sans limitation de durée, la libre disposition des terrains situés en territoire français choisis et utilisés soit comme cimetières permanents pour la sépulture des marins, soldats et aviateurs des pays du Commonwealth victimes des guerres de 1914-18 ou 1939-45, soit pour la construction des monuments en leur honneur.

Toutefois, conformément aux dispositions de la loi du 14 octobre 1946, ces terrains demeureront la propriété de l'État français.

ARTICLE 3

L'emplacement des cimetières et des monuments devra être soumis à l'agrément préalable du Gouvernement français.

ARTICLE 4

La libre disposition visée à l'article 2 comporte, pour la Commission, la faculté de procéder à tous aménagements et à tous travaux d'embellissement jugés nécessaires des cimetières permanents ainsi qu'à la construction des monuments commémoratifs et de tous bâtiments et voies d'accès utiles. La Commission sera la seule autorité habilitée à procéder à ces opérations, toute demande qui serait adressée directement au Gouvernement français devant être soumise à celle-ci pour décision.

shall, however, take due care to see that suitable installations shall maintain good sanitary conditions. These arrangements and constructional works shall be exempt from any duties or taxes.

ARTICLE 5

Concessions in perpetuity shall be granted by the French Government in respect of the graves of members of the Armed Forces of the Commonwealth countries situated in municipal or communal cemeteries and also in French military cemeteries, the laying out and maintenance of these graves being the responsibility of the Commission.

ARTICLE 6

All questions concerning the graves, which are the subject of the preceding Article, shall be settled directly by the Commission with the competent French authorities.

Part II.—Exhumation, Burial or Transfer Operations

ARTICLE 7

The Commission may create and maintain temporary cemeteries in French territory and may have in its possession the necessary equipment to collect, identify and give temporary burial to remains and to transfer them to permanent cemeteries. These operations may be extended to remains coming from other countries. The Commission shall be the only authority permitted to carry out these operations. No exhumation or repatriation of bodies of members of the Armed Forces of the Commonwealth countries may be carried out unless authorised by the Commission.

ARTICLE 8

The Commission shall not be subject to French laws and regulations concerning permits for the burial, exhumation and transfer of remains, but the Commission undertakes to carry out these operations in such a way that they will not constitute a danger to public health and to take all sanitary measures necessary for this purpose.

ARTICLE 9

The French Government shall grant all necessary facilities for transport, accommodation of personnel, setting up of offices, storing of material and procuring of labour, to carry out the work contemplated in Part II of the present Agreement, with the reservation that the prior consent of the French authorities shall be obtained and that all the expense incurred shall be settled in accordance with current rates.

Part III.—General Provisions

ARTICLE 10

The Commission shall not be subject to any duties or taxes for which it might become liable in carrying out its official functions or to any Customs charges. In particular, the Commission may import into French territory, irrespective of the country of origin, the material and supplies necessary to enable it to carry out any of the operations covered by the present Agreement.

Toutefois, le Commission veillera à ce que des installations appropriées maintiennent de bonnes conditions sanitaires.

Ces aménagements et constructions seront exonérés de tous impôts ou taxes.

ARTICLE 5

Des concessions à perpétuité seront accordées par le Gouvernement français en ce qui concerne les tombes des marins, soldats et aviateurs des pays du Commonwealth situées dans les cimetières municipaux ou communaux, ainsi que dans les cimetières militaires français, l'aménagement et l'entretien de ces tombes incombant à la Commission.

ARTICLE 6

Toutes les questions relatives aux tombes visées dans le précédent article seront réglées directement par la Commission avec les Autorités françaises compétentes.

Titre II.—Opérations d'exhumation, d'inhumation ou de transfert

ARTICLE 7

La Commission pourra créer et entretenir en territoire français des cimetières provisoires et posséder l'équipement nécessaire au rassemblement, à l'identification et à l'inhumation provisoire des dépouilles et à leur transfert dans les cimetières permanents. Ces opérations pourront s'appliquer à des dépouilles en provenance d'autres pays. La Commission sera seule habilitée à procéder à ces opérations. Aucune exhumation ou rapatriement de corps de membres des Forces Armées des pays du Commonwealth ne pourra avoir lieu sans l'autorisation de la Commission.

ARTICLE 8

La Commission ne sera pas soumise aux lois et règlements français applicables en matière de permis d'inhumation, d'exhumation et de transfert des dépouilles, mais elle s'engage à exécuter ces opérations de telle manière qu'elles ne puissent constituer un danger pour la santé publique et à prendre toutes dispositions d'ordre sanitaire nécessaires à cette fin.

ARTICLE 9

Le Gouvernement français accordera toutes facilités de transport, de logement du personnel, d'installation des bureaux, d'entreposage du matériel et de recrutement de main-d'œuvre pour l'exécution des travaux visés au Titre II du présent Accord, sous réserve que l'accord préalable des autorités françaises compétentes soit obtenu et que tous les frais encourus soient réglés conformément aux tarifs en vigueur.

Titre III.—Dispositions Générales

ARTICLE 10

La Commission sera exonérée de tous les impôts ou taxes dont elle pourrait être redevable pour l'exercice de ses fonctions officielles ainsi que de toutes perceptions douanières.

Elle pourra, en particulier, importer en territoire français, en provenance d'un pays quelconque, le matériel et les fournitures qui lui sont nécessaires pour l'exécution de toutes opérations prévues dans le présent accord.

Such material and supplies shall be admitted under temporary or permanent Customs exemption on the following conditions:—

- (a) The equipment, as well as the means of air, land or water transport imported by the Commission shall be admitted into French territory on the strength of a temporary Customs clearance granted without bond, valid for two years and renewable. These clearances shall be returned to the Customs Service, and discharged when the equipment and means of transport are finally re-exported.
- (b) All objects and products intended for use in the construction, decoration or maintenance of cemeteries, graves or memorials and for any other operation of the Commission covered by the present Agreement, shall, at the time of their importation, be the subject of a Customs clearance granted without bond, which shall be sent back to the office of origin after being endorsed either by the responsible official of the Commission (the name of this official must previously have been communicated to the Administration of the French Customs) or by the Municipal Authority of the place of destination, or by the authority responsible for the cemetery, with a note to the effect that the objects and products in question have been put to their proper use. Any object or product in this category which is no longer required for the purposes of the Commission shall be re-exported or subjected to Customs charges.

ARTICLE 11

The French Government is prepared, within the framework of the existing regulations, to grant all necessary movement facilities to Commonwealth personnel of the Commission to enable them to enter and leave French territory. The Commission shall have the right to recruit and to employ any local French labour which may be necessary and undertakes to ensure the payment of wages, allowances and social security charges on behalf of any persons so employed in accordance with the scales and regulations in force.

ARTICLE 12

In place of the Mixed Franco-British Committee constituted by the Commission in conformity with the provisions of Article 6 of the 1918 Agreement, the Commission shall appoint a Joint Committee entitled the "Commonwealth-French Joint Committee" to represent the Commission in French territory in dealing with the civil and military authorities concerned, and in particular to exercise in the Commission's name any or all of the rights granted to it by the present Agreement. This Committee shall be competent to perform in the name of the Commission, and within the limits of the powers delegated by the latter, all civil acts necessary to enable it to fulfil its purposes.

ARTICLE 13

The Committee mentioned in the previous Article shall consist of not more than twenty members, including eight honorary members and twelve official members, and shall be composed in equal numbers under each heading of representatives of France on the one hand, and of the Commonwealth countries on the other. The French honorary members, who shall be chosen among notable personalities in the Navy, the Army, the Air Force, literary, scientific or artistic circles, shall be nominated by the Commission, their names having been proposed by the French Government and presented through the diplomatic channel. The French official members shall be chosen by virtue

Ce matériel et ces fournitures seront admis en franchise temporaire ou définitive aux conditions ci-après:

- (a) Le matériel ainsi que les moyens de transports aériens, routiers ou fluviaux importés seront placés, à leur entrée en territoire français, sous le lien d'acquits de douane dispensés de caution, valables deux ans et renouvelables. Ces acquits seront remis au Service des Douanes et déchargés lors de la réexportation définitive du matériel et des véhicules.
- (b) Tous les objets et produits destinés à la construction, à la décoration ou à l'entretien des tombes, monuments ou cimetières ainsi qu'à toute autre opération faite par la Commission et couverte par le présent arrangement feront l'objet, lors de leur importation, d'un acquit de douane dispensé de caution, qui sera renvoyé au bureau d'émission après avoir été revêtu, soit par le fonctionnaire responsable de la Commission (le nom de ce fonctionnaire devra avoir été préalablement communiqué à l'administration des douanes françaises), soit par l'autorité municipale du lieu de destination ou par l'autorité responsable du cimetière, d'une mention indiquant que les objets et produits en question ont bien reçu leur affectation.

Les objets et produits rentrant dans cette deuxième catégorie, qui ne seraient plus nécessaires aux besoins de la Commission, devront être réexportés ou soumis aux droits.

ARTICLE 11

Le Gouvernement français est disposé, dans le cadre de la réglementation en vigueur, à accorder toutes facilités de circulation du personnel ressortissant des pays du Commonwealth et faisant partie de la Commission pour l'entrée en territoire français et la sortie dudit territoire.

La Commission pourra recruter et employer sur place la main-d'œuvre française qui lui sera nécessaire et s'engage à assurer le paiement des salaires, indemnités et charge de sécurité sociale concernant cette main-d'œuvre, conformément aux tarifs et règlements en vigueur.

ARTICLE 12

En remplacement du Comité Mixte Franco-Britannique constitué par la Commission conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord de 1918, la Commission constituera un Comité Mixte, intitulé "Comité Mixte de la France et du Commonwealth," chargé de la représenter en territoire français, auprès des autorités intéressées, civiles et militaires, et d'exercer notamment, au nom de la Commission, tout ou partie des droits qui lui seront reconnus par le présent Accord. Ce Comité aura qualité pour accomplir, au nom de la Commission et dans la limite des pouvoirs qui lui seront délégués par celle-ci, tous les actes de la vie civile nécessaire pour lui permettre d'accomplir sa mission.

ARTICLE 13

Le Comité mentionné à l'article précédent comprendra 20 membres au maximum, dont 8 membres d'honneur et 12 membres techniques, se partageant en nombre égal dans chaque catégorie la représentation de la France, d'une part, et des pays du Commonwealth, d'autre part.

Les membres d'honneur français, choisis parmi les personnalités qui se sont illustrées dans la Marine, l'Armée, l'Aviation, les Lettres, les Sciences ou les Arts, seront nommés par la Commission sur proposition du Gouvernement français présentée par la voie diplomatique.

of the administrative functions exercised by them and shall be the representatives of the various Governmental services selected by mutual agreement by the French Government and the Commission. They shall cease to form part of the Committee from the day they relinquish the official functions in respect of which they were nominated to the Committee. The French Government shall give the Commission previous warning of any changes in regard to official functions or appointments which may take place among the French official members. The Commission shall appoint the Secretary-General of the above Committee.

Part IV.—Final Provisions

ARTICLE 14

For the purposes of the present Agreement the expression “French territory” signifies Metropolitan France, Algeria, the departments of France Overseas, the territories and States of the French Union and the States under French protection.

ARTICLE 15

The present Agreement shall supersede the Agreement of 26th November, 1918, and its provisions regarding the rights and functions of the Commission shall be applicable to the cemeteries, graves and memorials established under that Agreement.

In addition, it is hereby expressly recognised that the rights enjoyed by the Commission under the Agreement of 26th November, 1918, are to be preserved and continued by the present Agreement.

ARTICLE 16

The present Agreement shall come into force on signature.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement in English and French, both texts being equally authentic, and have affixed thereto their seals.

Done at Paris this 31st day of October, 1951, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the French Government and of which certified copies shall be transmitted by that Government to each of the other Signatory Governments.

(Here follow the names of the signatories for France, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand, the Union of South Africa, India and Pakistan.)

Les membres techniques français seront choisis à raison des fonctions administratives qu'ils occupent et seront les représentants des divers services gouvernementaux choisis d'un commun accord par le Gouvernement français et la Commission. Ils cesseront de faire partie du Comité le jour où ils cesseront d'exercer les fonctions officielles en raison desquelles ils ont été nommés. Le Gouvernement français avertira la Commission de tous changements de fonctions ou de désignation qui pourraient se produire parmi les membres techniques français.

La Commission nommera le Secrétaire Général de ce Comité.

Titre IV.—Dispositions Finales

ARTICLE 14

Au sens du présent Accord, l'expression "territoire français" désigne la France métropolitaine, l'Algérie, les départements français d'Outre-Mer, les territoires et États de l'Union Française et les États sous protectorat français.

ARTICLE 15

Le présent Accord remplacera celui du 26 novembre 1918, et ses dispositions relatives aux pouvoirs et aux attributions de la Commission seront applicables en ce qui concerne les cimetières, sépultures et monuments commémoratifs créés en vertu de ce dernier Accord.

En outre, il est expressément reconnu que les droits dévolus à la Commission par l'Accord du 26 novembre 1918 doivent être sauvegardés et maintenus par le présent Accord.

ARTICLE 16

Le présent Accord entrera en vigueur dès sa signature.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, le 31 octobre 1951, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement français et dont des copies certifiées seront transmises par ce Gouvernement à chacun des autres Gouvernements signataires.

(Suivent les noms des signataires pour la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine, l'Inde et le Pakistan).



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 31 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEA10
-51731

DEFENCE

Agreement between CANADA
and the UNITED STATES OF AMERICA

Effected by Exchange of Notes

Signed at Washington, August 1, 1951

In force August 1, 1951

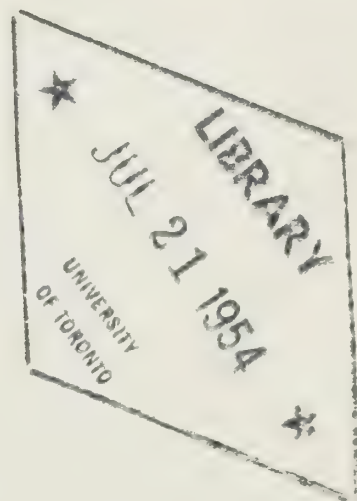
DÉFENSE

Accord entre le CANADA
et les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Intervenu par un Échange de Notes

Signées à Washington le 1^{er} août 1951

En vigueur le 1^{er} août 1951





CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 31 RECUEIL DES TRAITÉS

DEFENCE

Agreement between CANADA
and the UNITED STATES OF AMERICA

Effected by Exchange of Notes

Signed at Washington, August 1, 1951

In force August 1, 1951

DÉFENSE

Accord entre le CANADA
et les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Intervenu par un Échange de Notes

Signées à Washington le 1^{er} août 1951

En vigueur le 1^{er} août 1951

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1954

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

SUMMARY

	PAGE
I. Note dated August 1, 1951, from the Canadian Ambassador to the United States of America to the Secretary of State of the United States of America	4
II. Note dated August 1, 1951, from the Acting Secretary of State of the United States of America to the Canadian Ambassador to the United States of America	8
French translation of Notes I and II	5 & 9

SOMMAIRE

	PAGE
I. Note, en date du 1 ^{er} août 1951, adressée par l'Ambassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique au Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique	4
II. Note, en date du 1 ^{er} août 1951, adressée par le Secrétaire d'État suppléant des États-Unis d'Amérique à l'Ambassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique	8
Traduction française des Notes I et II	5 & 9

EXCHANGE OF NOTES (AUGUST 1, 1951) BETWEEN CANADA AND THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXTENSION AND CO-ORDINATION OF THE CONTINENTAL RADAR DEFENCE SYSTEM.

I

The Canadian Ambassador to the United States of America to the Secretary of State of the United States of America

CANADIAN EMBASSY

WASHINGTON, August 1, 1951.

No. 454

SIR,

I have the honour to refer to the recent discussions by the Permanent Joint Board on Defence regarding the extension and co-ordination of the continental radar defence system within Canada and to record herein the Canadian Government's understanding of the arrangements which have been agreed upon:

1. Subject to the availability of appropriated funds, and to the terms and conditions hereinafter set forth, the Governments of Canada and the United States will, in the interests of joint defence against air attacks, construct and operate within Canada an extension of the continental radar defence system, (hereinafter referred to as "the extension").

2. The costs of construction (except housing for dependents), equipment, and operation of the extension will be shared on the basis of approximately two-thirds by the United States and one-third by Canada. In order to simplify the division of costs in accordance with this principle, the United States and Canada will each assume financial responsibility for construction, equipment and operation of those stations (with their associated control facilities) respectively allocated to each of them by agreement between the appropriate authorities of the two governments. Neither government will discontinue the operation of any station or any part of the extension without the prior concurrence of the other government.

3. So far as practicable, construction of the installations required for the extension will be carried out by Canadian agencies and contractors with Canadian labour and materials. Electronic and other equipment manufactured in Canada will also be used, so far as practicable.

4. Canada will acquire and retain title to all sites required in Canada for the extension. The Canadian Government hereby grants and assures to the United States Government, without charge, such rights of access, use and occupancy as may be required for the construction, equipment and operation of stations allocated to the United States pursuant to paragraph 2 of this note.

(TRADUCTION)

ÉCHANGE DE NOTES (1^{er} AOÛT 1951) ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE CONSTITUANT UN ACCORD RELATIF À L'EXTENSION ET À LA
COORDINATION DU RÉSEAU CONTINENTAL DE DÉFENSE PAR RADAR.

I

*L'Ambassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique au
Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique*

AMBASSADE DU CANADA

WASHINGTON, le 1^{er} août 1951.

N° 454

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer aux récentes délibérations de la Commission Permanente canado-américaine de défense au sujet de l'extension et de la coordination du réseau continental de défense par radar dans les limites du Canada, et d'exposer ici la façon dont le Gouvernement du Canada comprend les dispositions qui ont été adoptées:

1. Sous réserve de la disponibilité des crédits votés, ainsi que des stipulations et conditions ci-après énoncées, les Gouvernements du Canada et des États-Unis aménageront et exploiteront à l'intérieur du Canada, dans l'intérêt d'une commune défense contre les attaques aériennes, une extension du réseau continental de défense par radar (désignée ci-après par le mot "extension").

2. Les frais de construction (exception faite pour les logements des personnes à charge), d'outillage et d'exploitation de l'extension seront répartis entre les États-Unis et le Canada à raison des deux tiers environ pour les États-Unis et du tiers pour le Canada. En vue de simplifier la répartition des frais conformément à ce principe, les États-Unis et le Canada assumeront chacun la responsabilité financière de la construction, de l'outillage et de l'exploitation des postes (avec les installations de contrôle s'y rattachant) qui leur seront attribués respectivement par voie d'accord entre les autorités compétentes des deux Gouvernements. Aucun des deux Gouvernements ne discontinuera l'exploitation d'un poste ou d'une partie de l'extension du réseau sans l'assentiment préalable de l'autre Gouvernement.

3. Autant que possible, la construction des installations requises pour l'extension sera exécutée par des services et des entrepreneurs canadiens, par une main-d'œuvre canadienne et avec des matériaux canadiens. On utilisera aussi, dans la mesure du possible, des pièces de matériel électronique et autre fabriquées au Canada.

4. Le Canada acquerra et conservera les titres de propriété relatifs à tous les terrains requis pour l'extension. Par les présentes, le Gouvernement du Canada accorde et assure au Gouvernement des États-Unis, à titre gratuit, les droits d'accès, d'usage et d'occupation qui peuvent être nécessaires pour la construction et l'exploitation des postes attribués aux États-Unis, conformément à l'alinéa 2 de la présente note.

5. Within the sites made available to the United States pursuant to paragraph 4 of this note, the United States, so far as may be consistent with the laws of Canada, may do whatever is necessary or appropriate to the carrying out of its responsibility in Canada in connection with construction, equipment and operation of the extension in accordance with this note, including:

- (a) construction, installation and operation of the necessary structures, facilities, and equipment, and such improvement of the sites as may be required to fit them for their intended use, PROVIDED that there shall be prior consultation with the appropriate Canadian authorities with respect to all major construction and all installations of major equipment; and
- (b) stationing of personnel under the Control and command of United States military authorities.

6. Ownership of all property brought into Canada or purchased in Canada by the United States and placed on the sites, other than structures permanently affixed to the realty, shall remain in the United States. The United States shall have the unrestricted right of removing or disposing of all such property, PROVIDED that the removal or disposition shall not impair the operation of any station whose discontinuance has not been agreed upon by both governments, and PROVIDED further that removal or disposition takes place within a reasonable time after the date on which, by agreement of the two governments, the operation of the particular station has been discontinued.

7. The stations will be manned initially by Canada and the United States respectively according to arrangements agreed upon by the appropriate authorities of the two governments. Canada may, by agreement, take over the manning of stations initially manned by the United States.

8. In accordance with the principles stated in this note, further details concerning the construction, equipment and operation of the extension shall be settled by subsequent arrangement between the appropriate authorities of the two governments.

9. The capabilities of the extension will be kept under constant review in the light of current developments.

If the foregoing is acceptable to your government, this note and your reply shall constitute an agreement effective from the date of your reply.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

H. H. WRONG.

5. Dans les limites des terrains mis à la disposition des États-Unis conformément à l'alinéa 4 de la présente note et dans la mesure où les lois du Canada le permettent, les États-Unis peuvent faire tout ce qui est nécessaire ou approprié afin de s'acquitter de leurs obligations au Canada relativement à la construction, à l'outillage et à l'exploitation de l'extension conformément à la présente note, y compris:

- a) la construction, l'installation ou l'exploitation des bâtiments, des aménagements et du matériel nécessaires, et l'amélioration des emplacements qui pourrait s'imposer, pour les adapter aux fins prévues; TOUTEFOIS, les autorités compétentes du Canada devront être préalablement consultées au sujet de toute construction et de toute installation de matériel d'importance majeure; et
- b) l'établissement de garnisons sous la direction et le commandement des autorités militaires des États-Unis.

6. Les États-Unis conserveront la propriété de tous biens apportés par eux au Canada ou achetés par eux au Canada et placés sur les terrains, à l'exception des ouvrages ajoutés à demeure aux immeubles. Les États-Unis jouiront du droit absolu de déplacer ces biens ou d'en disposer. TOUTEFOIS, le fait de déplacer ces biens ou d'en disposer ne doit compromettre l'exploitation d'aucun poste si les deux Gouvernements n'ont pas d'un commun accord décidé de la discontinuer; d'AUTRE PART, le déplacement ou la disposition de ces biens devra se faire dans un délai raisonnable après la date où, en vertu d'une entente entre les deux Gouvernements, l'exploitation du poste en question aura été discontinuée.

7. Au début, le Canada et les États-Unis fourniront respectivement les garnisons en vertu d'arrangements conclus par les autorités compétentes des deux Gouvernements. Le Canada pourra, par voie d'accord, assurer la garnison des postes dont la garnison était au début fournie par les États-Unis.

8. Conformément aux principes énoncés dans la présente note, les détails supplémentaires concernant la construction, l'équipement et l'exploitation de l'extension seront arrêtés par voie d'accord ultérieur entre les autorités compétentes des deux Gouvernements.

9. Les possibilités de l'extension seront soumises à un recensement constant afin de les accorder à la marche des événements.

Si les dispositions qui précèdent agréent à votre Gouvernement, la présente note et votre réponse constitueront un accord entrant en vigueur à compter du jour de votre réponse.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

H. H. WRONG.

*The Acting Secretary of State of the United States of America to the
Canadian Ambassador to the United States of America.*

DEPARTMENT OF STATE

AUGUST 1, 1951.

EXCELLENCY,

I have the honor to refer to your note No. 454 dated August 1, 1951, recording the Canadian Government's understanding of the arrangements which have been agreed upon by the Permanent Joint Board on Defense regarding the extension and coordination of the Continental Radar Defense System.

The proposals contained in Your Excellency's note are acceptable to the Government of the United States of America, and it is agreed that your note and this reply thereto shall constitute an agreement between our two Governments on this subject which shall enter into force on the date of this note.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

GEO. W. PERKINS.

*Le Secrétaire d'État suppléant des États-Unis d'Amérique
à l'Ambassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique*

DÉPARTEMENT d'ÉTAT

WASHINGTON, le 1^{er} août 1951.

MONSIEUR l'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer à votre note N° 454, en date du 1^{er} août 1951, exposant la façon dont le Gouvernement du Canada comprend les dispositions adoptées par la Commission permanente canado-américaine de défense au sujet de l'extension et de la coordination du réseau continental de défense par radar.

Le Gouvernement des États-Unis accepte les propositions contenues dans la note de Votre Excellence, et il est convenu que ladite note et la présente réponse constitueront un accord entre nos deux Gouvernements sur le sujet, qui entrera en vigueur à la date de la présente note.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

GEO. W. PERKINS.

Gov Doc.
an
E

Canada, External Affairs, Dept of
30



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 32 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEA10
- 51732

MORALITY

Protocol amending the International Agreement for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris, on 18 May 1904, and the International Convention for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris, on 4 May 1910

Done at Lake Success, New York, May 4, 1949

Signed by Canada, May 4, 1949

In force for Canada, May 4, 1949



MORALITÉ

Protocole amendant l'arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris, le 18 mai 1904, et la convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910

Fait à Lake-Success, New-York, le 4 mai 1949

Signé par le Canada le 4 mai 1949

En vigueur pour le Canada le 4 mai 1949



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 32 RECUEIL DES TRAITÉS

MORALITY

Protocol amending the International Agreement for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris, on 18 May 1904, and the International Convention for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris, on 4 May 1910

Done at Lake Success, New York, May 4, 1949

Signed by Canada, May 4, 1949

In force for Canada, May 4, 1949

MORALITÉ

Protocole amendant l'arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris, le 18 mai 1904, et la convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910

Fait à Lake-Success, New-York, le 4 mai 1949

Signé par le Canada le 4 mai 1949

En vigueur pour le Canada le 4 mai 1949

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1957.

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

CONTENTS

	PAGE
Protocol of May 4, 1949	4
Annex to the Protocol of May 4, 1949	8
Annexes:	
i) Convention of May 18, 1904 as amended by the Protocol of May 4, 1949. In force for Canada June 21, 1951	10
ii) Convention of May 4, 1910 as amended by the Protocol of May 4, 1949. In force for Canada June 21, 1951	12

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Protocole du 4 mai 1949	5
Annexe au Protocole du 4 mai 1949	9
Annexes:	
i) Convention du 18 mai 1904 amendée par le Protocole du 4 mai 1949. En vigueur pour le Canada le 21 juin 1951	11
ii) Convention du 4 mai 1910 amendée par le Protocole du 4 mai 1949. En vigueur pour le Canada le 21 juin 1951	13

Protocol amending the International Agreement for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris, on 18 May 1904, and the International Convention for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris, on 4 May 1910.

The Parties to the present Protocol, considering that under the International Agreement for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris on 18 May 1904, and the International Convention for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris on 4 May 1910, the Government of the French Republic was invested with certain functions; considering that the said Government has offered to transfer to the United Nations the functions exercised by it under the above-mentioned agreements; and considering that it is expedient that these functions should be assumed henceforth by the United Nations; hereby agree as follows:

Article 1

The Parties to the present Protocol undertake that as between themselves they will, each in respect of the instruments to which it is a Party and in accordance with the provisions of the present Protocol, attribute full legal force and effect to, and duly apply, the amendments to those instruments which are set forth in the annex to the present Protocol.

Article 2

The Secretary-General shall prepare the texts of the International Agreement of 18 May 1904 for the Suppression of the White Slave Traffic and of the International Convention of 4 May 1910 for the Suppression of the White Slave Traffic, as revised in accordance with the present Protocol, and shall send copies for their information to the Governments of every Member of the United Nations and every non-member State to which this Protocol is open for signature or acceptance. He shall also invite Parties to any of the instruments to be amended by the present Protocol to apply the amended texts of those instruments as soon as the amendments are in force, even if they have not yet been able to become Parties to the present Protocol.

Article 3

The present Protocol shall be open for signature or acceptance by any of the Parties to the International Agreement of 18 May 1904 for the Suppression of the White Slave Traffic or to the International Convention of 4 May 1910 for the Suppression of the White Slave Traffic, to which the Secretary-General has communicated for this purpose a copy of the present Protocol.

Article 4

States may become Parties to the present Protocol by:

- (a) Signature without reservation as to acceptance;
- (b) Signature with reservation as to acceptance, followed by acceptance;
- (c) Acceptance.

Acceptance shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Secretary-General of the United Nations.

Protocole amendant l'arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris, le 18 mai 1904, et la convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris, le 4 mai 1910.

Les États Parties au présent Protocole, considérant qu'en vertu de l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 mai 1904, et de la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris, le 4 mai 1910, le Gouvernement de la République française était investi de certaines fonctions; considérant que ledit Gouvernement a spontanément offert de transférer à l'Organisation des Nations Unies les fonctions qu'il exerce en vertu des accords susmentionnés; et considérant qu'il est opportun qu'elles soient assumées désormais par l'Organisation des Nations Unies, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les États Parties au présent Protocole prennent l'engagement qu'entre eux-mêmes, chacun en ce qui concerne les instruments auxquels il est Partie, et conformément aux dispositions du présent Protocole, ils attribueront plein effet juridique aux amendements à ces instruments contenus dans l'Annexe au présent Protocole, les mettront en vigueur et en assureront l'application.

Article 2

Le Secrétaire général préparera les textes de l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches du 18 mai 1904, et de la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches du 4 mai 1910, révisés conformément au présent Protocole et en transmettra, à titre d'information, des copies au Gouvernement de chaque État Membre de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'au Gouvernement de chaque État non membre à la signature ou à l'acceptation duquel le présent Protocole est ouvert. Il invitera également les États Parties à l'un quelconque des instruments susmentionnés à appliquer le texte amendé de ce ou ces instruments dès l'entrée en vigueur des amendements, même s'ils n'ont pas encore pu devenir Parties au présent Protocole.

Article 3

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les États Parties à l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches du 18 mai 1904 ou à la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches du 4 mai 1910, auxquels le Secrétaire général aura communiqué, à cet effet, un exemplaire du présent Protocole.

Article 4

Les États pourront devenir Parties au présent Protocole:

- a) En le signant sans réserve quant à l'acceptation;
- b) En le signant sous réserve d'acceptation et en l'acceptant ultérieurement;
- c) En l'acceptant.

L'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 5

The present Protocol shall come into force on the date on which two or more States shall have become Parties thereto.

The amendments set forth in the annex to the present Protocol shall come into force in respect of the International Agreement of 18 May 1904 for the Suppression of the White Slave Traffic when twenty Parties thereto shall have become Parties to the present Protocol; and in respect of the International Convention of 4 May 1910 for the Suppression of the White Slave Traffic when twenty Parties thereto shall have become Parties to the present Protocol; and, consequently, any State becoming a Party to the Agreement or to the Convention after the amendments thereto have come into force shall become a Party to the Agreement or to the Convention as so amended.

Article 6

Upon the entry into force of the amendments set forth in the annex to the present Protocol and concerning either the Agreement or the Convention, the French Government shall deposit with the Secretary-General of the United Nations the original of that of the two agreements to which the aforesaid amendments relate, together with the various documents which were in its custody by virtue of the functions which it exercised.

Article 7

In accordance with paragraph 1 of Article 102 of the Charter of the United Nations and the regulations pursuant thereto adopted by the General Assembly, the Secretary-General of the United Nations is authorized to effect registration of the present Protocol and the amendments made in the Agreement and Convention by the present Protocol on the respective dates of their entry into force, and to publish the Protocol and the amended Agreement and Convention as soon as possible after registration.

Article 8

The present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the United Nations Secretariat. The Agreement and the Convention to be amended in accordance with the annex being in the French language only, the French text of the annex shall be authentic and the Chinese, English, Russian and Spanish texts shall be translations. A certified copy of the Protocol, including the annex, shall be sent by the Secretary-General to each of the Parties to the International Agreement of 18 May 1904 for the Suppression of the White Slave Traffic or to the International Convention of 4 May 1910 for the Suppression of the White Slave Traffic, as well as to all Members of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, signed the present Protocol on the date appearing opposite their respective signatures.

DONE at Lake Success, New York, this fourth day of May one thousand nine hundred and forty-nine.

Article 5

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle deux ou plusieurs États seront devenus Parties audit Protocole.

Les amendements contenus dans l'Annexe au présent Protocole entreront en vigueur, en ce qui concerne l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches du 18 mai 1904, lorsque vingt États Parties audit Arrangement seront devenus Parties au présent Protocole; et, en ce qui concerne la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches du 4 mai 1910, lorsque vingt des États qui y sont Parties seront devenus Parties au présent Protocole; et, en conséquence, tout État qui deviendra Partie, soit à l'Arrangement, soit à la Convention après que les amendements s'y rapportant seront entrés en vigueur, deviendra Partie à l'Arrangement ou à la Convention ainsi amendés.

Article 6

Dès l'entrée en vigueur des amendements contenus dans l'Annexe au présent Protocole et relatifs, soit à l'Arrangement, soit à la Convention, le Gouvernement français déposera auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'original de celui des deux accords auquel ont trait lesdits amendements, ainsi que les différents documents dont il avait la garde en vertu des fonctions qu'il exerçait.

Article 7

Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement adopté par l'Assemblée générale pour l'application de ce texte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole ainsi que les amendements apportés à l'Arrangement et à la Convention par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur, et à publier, aussitôt que possible après leur enregistrement, le Protocole et le texte amendé de l'Arrangement et de la Convention.

Article 8

Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. L'Arrangement et la Convention qui seront amendés conformément à l'Annexe ayant été rédigés seulement en français, le texte français de l'Annexe fera foi et les textes anglais, chinois, espagnol et russe seront considérés comme des traductions. Une copie certifiée conforme du Protocole, y compris l'Annexe, sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des États Parties à l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches du 18 mai 1904, ou à la Convention internationale pour la répression de la traite des blanches du 4 mai 1910, ainsi qu'à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leurs signatures respectives.

FAIT à Lake-Success, New-York, le quatre mai mil neuf cent quarante-neuf.

(Translation)

ANNEX TO THE PROTOCOL

Amending the International Agreement for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris, on 18 May 1904, and the International Convention for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris, on 4 May 1910.

1. INTERNATIONAL AGREEMENT FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC, SIGNED AT PARIS ON 18 MAY 1904.

Article 7 shall read:

“Non-signatory States may adhere to the present Agreement. For this purpose they shall notify their intention to the Secretary-General of the United Nations, who shall acquaint all the Contracting States and all the Members of the United Nations.”

2. INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC, SIGNED AT PARIS ON 4 MAY 1910.

Article 4 shall read:

“The Contracting Parties shall communicate to each other, through the Secretary-General of the United Nations, such laws as have already been, or may in the future be, promulgated in their countries relating to the subject of the present Convention.”

Article 8. The first paragraph shall read:

“Non-signatory States may accede to the present Convention. For this purpose they shall notify their intention by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and shall at the same time inform them of the date of deposit. The said instrument of notification shall also transmit any laws promulgated by the acceding State relating to the subject of the present Convention.”

Article 10. The second paragraph shall read:

“The denunciation shall be notified by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and shall at the same time inform them of the date of deposit.”

Article 11.

The first paragraph shall read:

“Should a Contracting State desire the present Convention to come into force in one or more of its colonies, possessions or areas under consular jurisdiction, it shall for this purpose notify its intention by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and shall at the same time inform them of the date of deposit.”

ANNEXE AU PROTOCOLE

Amendant l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris, le 18 mai 1904, et la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris, le 4 mai 1910

1. ARRANGEMENT INTERNATIONAL EN VUE D'ASSURER UNE PROTECTION EFFICACE CONTRE LE TRAFIC CRIMINEL CONNU SOUS LE NOM DE "TRAITE DES BLANCHES", SIGNÉ À PARIS LE 18 MAI 1904

L'article 7 sera rédigé comme suit:

"Les États non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. A cet effet, ils notifieront leur intention au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en donnera connaissance à tous les États contractants ainsi qu'à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies."

2. CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE À LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES, SIGNÉ À PARIS LE 4 MAI 1910

L'article 4 sera rédigé comme suit:

"Les Parties contractantes se communiqueront, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les lois qui auraient déjà été rendues, ou qui viendraient à l'être, dans leurs États relativement à l'objet de la présente Convention."

A l'article 8, le premier paragraphe sera rédigé comme suit:

"Les États non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt. Il sera donné aussi, dans ledit acte de notification, communication des lois rendues dans l'État adhérent, relativement à l'objet de la présente Convention."

A l'article 10, le deuxième paragraphe sera rédigé comme suit:

"La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt."

A l'article 11,

Le premier paragraphe sera rédigé comme suit:

"Si un État contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt."

The fifth paragraph shall read:

“The denunciation of the Convention by one of the Contracting States for one or more of such colonies, possessions or areas under consular jurisdiction shall take place in accordance with the forms and conditions laid down in the first paragraph of the present article. It shall take effect twelve months after the date of deposit of the instrument of denunciation in the archives of the United Nations.”

(Here follow the names of the signatories for Brazil, Canada, China, Cuba, Luxembourg, Norway, Turkey, the United Kingdom, the United States, and Yugoslavia.)

(Translation)

International Agreement for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris on 18 May 1904, as amended by the Protocol signed at Lake Success, New York, 4 May 1949.

Article 1

Each of the Contracting Governments undertakes to establish or name some authority charged with the co-ordination of all information relative to the procuring of women or girls for immoral purposes abroad; this authority shall be empowered to correspond direct with the similar department established in each of the Contracting States.

Article 2

Each of the Governments undertakes to have a watch kept, especially in railway stations, ports of embarkation, and *en route*, for persons in charge of women and girls destined for an immoral life. With this object, instructions shall be given to the officials, and all other qualified persons, to obtain, within legal limits, all information likely to lead to the detection of criminal traffic.

The arrival of persons who clearly appear to be the principals, accomplices in, or victims of, such traffic shall be notified, when it occurs, either to the authorities of the place of destination, or to the Diplomatic or Consular Agents interested, or to any other competent authorities.

Article 3

The Governments undertake, when the case arises, and within legal limits, to have the declarations taken of women or girls of foreign nationality who are prostitutes, in order to establish their identity and civil status, and to discover who has caused them to leave their country. The information obtained shall be communicated to the authorities of the country of origin of the said women or girls, with a view to their eventual repatriation.

The Governments undertake, within legal limits, and as far as can be done, to entrust temporarily, and with a view to their eventual repatriation, the victims of a criminal traffic when destitute to public or private charitable institutions, or to private individuals offering the necessary security.

The Governments also undertake, within legal limits, and as far as possible, to send back to their country of origin those women and the girls who desire it, or who may be claimed by persons exercising authority over them.

Le cinquième paragraphe sera rédigé comme suit:

“La dénonciation de la Convention par un des États contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s’effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l’acte de dénonciation dans les archives de l’Organisation des Nations Unies.”

(Suivent les noms des signataires pour le Brésil, le Canada, la Chine, Cuba, les États-Unis, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni, la Turquie, et la Yougoslavie.)

Arrangement international en vue d’assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de “Traite des blanches”, signé à Paris le 18 mai 1904 et amendé par le Protocole signé à Lake-Success (New-York), le 4 mai 1949.

Article premier

Chacun des Gouvernements contractants s’engage à établir ou à désigner une Autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur l’embauchage des femmes et filles en vue de la débauche à l’étranger; cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres États contractants.

Article 2

Chacun des Gouvernements s’engage à faire exercer une surveillance en vue de rechercher, particulièrement dans les gares, les ports d’embarquement, et en cours de voyage, les conducteurs de femmes et filles destinées à la débauche. Des instructions seront adressées dans ce but aux fonctionnaires ou à toutes autres personnes ayant qualité à cet effet, pour procurer, dans les limites légales, tous renseignements de nature à mettre sur la trace d’un trafic criminel.

L’arrivée de personnes paraissant évidemment être les auteurs, les complices ou les victimes d’un tel trafic sera signalée, le cas échéant, soit aux Autorités du lieu de destination, soit aux Agents Diplomatiques ou Consulaires intéressés, soit à toutes autres Autorités compétentes.

Article 3

Les Gouvernements s’engagent à faire recevoir, le cas échéant et dans les limites légales, les déclarations des femmes ou filles de nationalité étrangère qui se livrent à la prostitution, en vue d’établir leur identité et leur état civil, et de rechercher qui les a déterminées à quitter leur pays. Les renseignements recueillis seront communiqués aux Autorités du pays d’origine desdites femmes ou filles, en vue de leur rapatriement éventuel.

Les Gouvernements s’engagent, dans les limites légales et autant que faire se peut, à confier, à titre provisoire et en vue d’un rapatriement éventuel, les victimes d’un trafic criminel, lorsqu’elles sont dépourvues de ressources, à des institutions d’assistance publique ou privée ou à des particuliers offrant les garanties nécessaires.

Les Gouvernements s’engagent aussi, dans les limites légales et autant que possible, à renvoyer dans leur pays d’origine celles de ces femmes ou filles qui demandent leur rapatriement ou qui seraient réclamées par les personnes

Repatriation shall only take place after agreement as to identity and nationality, as well as place and date of arrival at the frontiers. Each of the Contracting Countries shall facilitate transit through its territory.

Correspondence relative to repatriation shall be direct as far as possible.

Article 4

Where the woman or girl to be repatriated cannot herself repay the cost of transfer, and has neither husband, relations, nor guardian to pay for her, the cost of repatriation shall be borne by the country where she is in residence as far as the nearest frontier or port of embarkation in the direction of the country of origin, and by the country of origin as regards the rest.

Article 5

The provisions of the foregoing articles 3 and 4 shall not affect any private Conventions existing between the Contracting Governments.

Article 6

The Contracting Governments undertake, within legal limits, to exercise supervision, as far as possible, over the offices or agencies engaged in finding employment for women or girls abroad.

Article 7

Non-signatory States may adhere to the present Agreement. For this purpose they shall notify their intention to the Secretary-General of the United Nations, who shall acquaint all the Contracting States and all the Members of the United Nations.

Article 8

The present Agreement shall come into force six months after the exchange of ratifications. If one of the Contracting Parties denounces it, this denunciation shall only have effect as regards that party, and that only twelve months after the date of denunciation.

Article 9

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged, at Paris with the least possible delay.

IN FAITH WHEREOF the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, and thereunto affixed their seals.

(Translation)

International Convention for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris on 4 May 1910, as amended by the Protocol signed at Lake Success, New York, 4 May 1949.

Article 1

Any person who, to gratify the passions of others, has hired, abducted or enticed, even with her consent, a woman or a girl who is a minor, for immoral purposes, even when the various acts which together constitute the offence were committed in different countries, shall be punished.

ayant autorité sur elles. Le rapatriement ne sera effectué qu'après entente sur l'identité et la nationalité, ainsi que sur le lieu et la date de l'arrivée aux frontières. Chacun des Pays contractants facilitera le transit sur son territoire.

La correspondance relative aux rapatriements se fera, autant que possible, par la voie directe.

Article 4

Au cas où la femme ou fille à rapatrier ne pourrait rembourser elle-même les frais de son transfert et où elle n'aurait ni mari, ni parents, ni tuteur qui payeraient pour elle, les frais occasionnés par le rapatriement seront à la charge du pays sur le territoire duquel elle réside, jusqu'à la prochaine frontière ou port d'embarquement dans la direction du pays d'origine, et à la charge du pays d'origine pour le surplus.

Article 5

Il n'est pas dérogé, par les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus, aux Conventions particulières qui pourraient exister entre les Gouvernements contractants.

Article 6

Les Gouvernements contractants s'engagent, dans les limites légales, à exercer, autant que possible, une surveillance sur les bureaux ou agences qui s'occupent du placement de femmes ou filles à l'étranger.

Article 7

Les États non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. A cet effet, ils notifieront leur intention au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en donnera connaissance à tous les États contractants ainsi qu'à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Article 8

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date de l'échange des ratifications. Dans le cas où l'une des Parties contractantes le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette Partie, et cela douze mois seulement à dater du jour de ladite dénonciation.

Article 9

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications seront échangées, à Paris dans le plus bref délai possible.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910, et amendée par le Protocole signé à Lake-Success (New-York), le 4 mai 1949.

Article premier

Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure, en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

Article 2

Any person who, to gratify the passions of others, has by fraud or by the use of violence, threats, abuse of authority, or any other means of constraint, hired, abducted or enticed a woman or a girl of full age for immoral purposes, even when the various acts which together constitute the offence were committed in different countries, shall also be punished.

Article 3

The Contracting Parties undertake, if their legislation is not at present adequate to punish the offences mentioned in the two preceding articles, to take or to propose to their respective legislatures, the necessary measures to punish such offences in accordance with their gravity.

Article 4

The Contracting Parties shall communicate to each other, through the Secretary-General of the United Nations, such laws as have already been, or may in the future be, promulgated in their countries relating to the subject of the present Convention.

Article 5

The offences mentioned in articles 1 and 2 shall, as from the day on which the present Convention comes into force, be deemed *ipso facto* to be included among the offences giving cause for extradition according to already existing Conventions between the Contracting Parties.

In cases where effect cannot be given to the above stipulation without changing existing legislation, the Contracting Parties agree to take, or to propose to their respective legislatures, the necessary measures.

Article 6

The transmission of rogatory commissions relating to the offences covered by the present Convention shall take place:

1. Either by direct communication between the judicial authorities;

2. Or through the diplomatic or consular agent of the country making the application in the country to which application is made; that agent shall send the rogatory commission direct to the competent judicial authority and shall receive direct from that authority the documents showing that the rogatory commission has been carried out;

(In both the above cases, a copy of the rogatory commission shall always be sent at the same time to the superior authority of the State to which application is made);

3. Or through the diplomatic channel.

Each Contracting Party shall state, by means of a communication sent to each of the other Contracting Parties, which of the above-mentioned methods of transmission it accepts for rogatory commissions coming from that State.

Article 2

Doit être aussi puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

Article 3

Les Parties contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues par les deux articles précédents, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

Article 4

Les Parties contractantes se communiqueront, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les lois qui auraient déjà été rendues, ou qui viendraient à l'être, dans leurs États relativement à l'objet de la présente Convention.

Article 5

Les infractions prévues par les articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les Conventions déjà existantes entre les Parties contractantes.

Dans le cas où la stipulation qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Parties contractantes s'engageant à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires.

Article 6

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera:

1° Soit par communication directe entre les autorités judiciaires;

2° Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis; cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire;

(Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'État requis);

3° Soit par la voie diplomatique.

Chaque Partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires venant de cet État.

All difficulties which may arise in connection with transmission affected under (1) and (2) of the present article shall be settled through the diplomatic channel.

Unless there is agreement to the contrary, the rogatory commission must be drawn up either in the language of the authority to which application is made, or in the language agreed upon between the two States concerned, or it must be accompanied by a translation in one of those two languages, certified as authentic by a diplomatic or consular agent of the State making the application, or by a sworn translator of the State to which application is made.

No charges or expenses of any kind shall be refunded in respect of the execution of rogatory commission.

Article 7

The Contracting Parties undertake to communicate to each other notification of sentence in the case of offences covered by the present Convention the constituent acts of which have been committed in different countries. Those documents shall be transmitted direct by the authorities appointed in accordance with article 1 of the Agreement concluded in Paris on 18 May 1904, to the similar authorities of the other Contracting States.

Article 8

Non-signatory States may accede to the present Convention. For this purpose, they shall notify their intention by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and shall at the same time inform them of the date of deposit. The said instrument of notification shall also transmit any laws promulgated by the acceding State relating to the subject of the present Convention.

Six months after the date of deposit of the instrument of notification, the Convention shall come into force in the whole territory of the acceding State, which shall thus become a Contracting State.

Accession to the Convention shall entail *ipso facto*, and without special notification, simultaneous and complete accession to the Agreement of 18 May 1904, which shall come into force, on the same date as the Convention itself, in the whole territory of the acceding State.

The above provision shall, however, be without prejudice to article 7 of the aforesaid Agreement of 18 May 1904, which remains applicable in cases where a State may prefer to accede to that Agreement only.

Article 9

The present Convention, supplemented by a Final Protocol which forms an integral part thereof, shall be ratified and the ratifications shall be deposited at Paris, as soon as six of the Contracting States are in a position to do so.

There shall be established for every deposit of ratification a Protocol, of which a certified true copy shall be transmitted through the diplomatic channel to each of the Contracting States.

The present Convention shall come into force six months after the date of deposit of the ratifications.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas des 1° et 2° du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux États intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'État requérant ou par un traducteur juré de l'État requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

Article 7

Les Parties Contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

Ces documents seront transmis directement, par les autorités désignées conformément à l'article 1^{er} de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, aux autorités similaires des autres États contractants.

Article 8

Les États non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt. Il sera donné aussi, dans ledit acte de notification, communication des lois rendues dans l'État adhérent relativement à l'objet de la présente Convention.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'État adhérent, qui deviendra ainsi État contractant.

L'adhésion à la Convention entraînera, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'arrangement du 18 mai 1904¹, qui entrera en vigueur, à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'État adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente, à l'article 7 de l'Arrangement précité du 18 mai 1904 qui demeure applicable au cas où un État préférerait faire acte d'adhésion seulement à cet Arrangement.

Article 9

La présente Convention, complétée par un Protocole de clôture qui en fait partie intégrante, sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des États contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratification un procès-verbal, dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des États contractants.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

Article 10

Should one of the Contracting States denounce the Convention, such denunciation shall take effect only in respect of such State.

The denunciation shall be notified by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and shall at the same time inform them of the date of deposit.

Twelve months after that date, the Convention shall cease to be in force in the whole territory of the State which has denounced it.

The denunciation of the Convention shall not *ipso facto* entail simultaneous denunciation of the Agreement of 18 May 1904, unless that is expressly mentioned in the instrument of notification; otherwise, the Contracting State must, in order to denounce the said Agreement, proceed in accordance with article 8 of that Agreement.

Article 11

Should a Contracting State desire the present Convention to come into force in one or more of its colonies, possessions or areas under consular jurisdiction, it shall for this purpose notify its intention by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and shall at the same time inform them of the date of deposit.

The said instrument of notification, for such colonies, possessions or areas under consular jurisdiction, shall also transmit any laws promulgated relating to the subject of the present Convention. Such laws as may subsequently be promulgated shall similarly be notified to the Contracting States, in accordance with article 4.

Six months after the date of deposit of the instrument of notification, the Convention shall come into force in the colonies, possessions or areas under consular jurisdiction to which the instrument of notification refers.

The State making application shall signify, by means of a communication sent to each of the other Contracting States, which of the above-mentioned methods of transmission it accepts for rogatory commissions to the colonies, possessions or areas under consular jurisdiction covered by the notification mentioned in the first paragraph of the present article.

The denunciation of the Convention by one of the Contracting States, for one or more of such colonies, possessions or areas under consular jurisdiction shall take place in accordance with the forms and conditions laid down in the first paragraph of the present article. It shall take effect twelve months after the date of deposit of the instrument of denunciation in the archives of the United Nations.

Accession to the Convention by a Contracting State in respect of one or more of its colonies, possessions, or areas under consular jurisdiction shall entail, *ipso facto*, and without special notification simultaneous and complete accession to the Agreement of 18 May 1904. The said Agreement shall come into force there on the same date as the Convention itself. However, the denunciation of the Convention by a Contracting State in respect of one or more of its colonies, possessions or areas under consular jurisdiction shall not, *ipso facto*, entail, unless expressly mentioned in the instrument of notifica-

Article 10

Dans le cas où l'un des États contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet État.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, la Convention cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'État qui l'aura dénoncée.

La dénonciation de la Convention n'entraînera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification; sinon l'État contractant devra, pour dénoncer ledit Arrangement, procéder conformément à l'article 8 de ce dernier accord.

Article 11

Si un État contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Il sera donné, dans ledit acte de notification, pour ces colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, communication des lois qui y ont été rendues relativement à l'objet de la présente Convention. Les lois qui, par la suite, viendraient à y être rendues, donneront lieu également à des communications aux États contractants, conformément à l'article 4.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

L'État requérant fera connaître, par une communication adressée à chacun des autres États contractants, celui ou ceux des modes de transmission qu'il admet pour les commissions rogatoires à destination des colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires qui auront fait l'objet de la notification visée au premier alinéa du présent article.

La dénonciation de la Convention par un des États contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

L'adhésion à la Convention par un État contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires entraînera, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 18 mai 1904. Ledit Arrangement y entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même. Toutefois, la dénonciation de la Convention par un État contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires n'y entraînera pas de

tion, simultaneous denunciation of the Agreement of 18 May 1904. Further, such declarations as the Powers signatory to the Agreement of 18 May 1904 may have made with regard to the accession of their colonies to the said Agreement remain valid.

Nevertheless, as from the date of the entry into force of the present Convention, accessions or denunciations in respect of this Agreement relating to the colonies, possessions or areas under consular jurisdiction of the Contracting States, shall be effected in accordance with the provisions of the present article.

Article 12

The present Convention, which shall bear the date of 4 May 1910, may be signed in Paris up to 31 July next by the Plenipotentiaries of the Powers represented at the Second Conference on the Suppression of the White Slave Traffic.

DONE in Paris on the fourth day of May, one thousand nine hundred and ten, in a single text, of which a certified true copy shall be delivered to each of the signatory Powers.

plein droit, à moins de mention expresse dans l'acte de notification, dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904; d'ailleurs, sont maintenues les déclarations que les Puissances signataires de l'Arrangement du 18 mai 1904 ont pu faire touchant l'accession de leurs colonies audit Arrangement.

Néanmoins, à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les adhésions ou dénonciations s'appliquant à cet Arrangement et relatives aux colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires des États contractants, s'effectueront conformément aux dispositions du présent article.

Article 12

La présente Convention, qui portera la date du 4 mai 1910, pourra être signée à Paris jusqu'au 31 juillet suivant, par les Plénipotentiaires des Puissances représentées à la deuxième Conférence relative à la répression de la Traite des Blanches.

FAIT à Paris, le quatre mai mil neuf cent dix, en un seul exemplaire dont une copie certifiée conforme sera délivrée à chacune des Puissances signataires.

A N N E X**FINAL PROTOCOL**

At the moment of proceeding to the signature of the Convention of today's date, the undersigned Plenipotentiaries deem it useful to indicate the spirit in which articles 1, 2 and 3 of this Convention are to be understood and in accordance with which it is desirable that, in the exercise of their legislative sovereignty, the Contracting States should provide for the implementation of the stipulations which have been agreed to or for their completion.

A. The provisions of article 1 and 2 must be regarded as a minimum in the sense that the Contracting Governments naturally remain absolutely free to punish other similar offences such as the hiring of persons of full age even where there is no deceit or constraint.

B. For the punishment of the offences mentioned in articles 1 and 2, it is agreed that the words "a woman or a girl who is a minor, a woman or a girl of full age" mean women or girls, who are either above or below twenty years of age. A law may, however, establish a higher age for protection on condition that it is the same for women and girls of every nationality.

C. For the punishment of the same offences, the law must provide, in all cases, for a sentence of imprisonment, without prejudice to any other main or accessory penalties; it must also take into account, independently of the age of the victim, the various aggravating circumstances which may have a bearing on the particular case, such as those mentioned in article 2 or the

fact that the victim had in fact been given over to immoral practices.

D. The case of the retention, against her will, of a woman or girl in a house of prostitution could not, in spite of its gravity, be included in the present Convention, because it is exclusively a question of internal legislation.

The present Final Protocol shall be considered as forming an integral part of the Convention of today's date and shall have the same force, value and duration.

DONE and SIGNED in a single text, in Paris, on 4 May 1910.

A N N E X E

PROTOCOLE DE CLÔTURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés jugent utile d'indiquer l'esprit dans lequel il faut entendre les articles 1, 2 et 3 de cette Convention et suivant lequel il est désirable que, dans l'exercice de leur souveraineté législative, les États contractants pourvoient à l'exécution des stipulations arrêtées ou à leur complément.

A. Les dispositions des articles 1 et 2 doivent être considérées comme un *minimum* en ce sens qu'il va de soi que les Gouvernements contractants demeurent absolument libres de punir d'autres infractions analogues, telles, par exemple, que l'embauchage des majeures alors qu'il n'y aurait ni fraude ni contrainte.

B. Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, il est bien entendu que les mots «femme ou fille mineure, femme ou fille majeure» désignent les femmes ou les filles mineures ou majeures de vingt ans accomplis. Une loi peut, toutefois, fixer un âge de protection plus élevé à la condition qu'il soit le même pour les femmes ou les filles de toute nationalité.

C. Pour la répression des mêmes infractions, la loi devrait édicter, dans tous les cas, une peine privative de liberté, sans préjudice de toutes autres peines principales ou accessoires; elle devrait aussi tenir compte, indépendamment de l'âge de la victime, des circonstances aggravantes diverses qui peuvent se rencontrer dans l'espèce, comme celles qui sont visées par l'article 2 ou le fait que la victime aurait été effectivement livrée à la débauche.

D. Le cas de rétention, contre son gré, d'une femme ou fille dans une maison de débauche n'a pu, malgré sa gravité, figurer dans la présente Convention, parce qu'il relève exclusivement de la législation intérieure.

Le présent Protocole de clôture sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention de ce jour et aura même force, valeur et durée.

FAIT et SIGNÉ en un seul exemplaire, à Paris, le 4 mai 1910.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 33 RECUEIL DES TRAITÉS

CAIEAN
-51753

MORALITY

Protocol to amend the Convention for the
Suppression of the Circulation of and
Traffic in Obscene Publications, concluded
at Geneva on September 12, 1923

Done at Lake Success, New York, November 12, 1947

Signed by Canada November 24, 1947

In force for Canada November 24, 1947

MORALITÉ

Protocole amendant la Convention pour la
répression de la circulation et du trafic
des publications obscènes, conclue à
Genève le 12 septembre 1923

Fait à Lake-Success, New-York, le 12 novembre 1947

Signé par le Canada le 24 novembre 1947

En vigueur pour le Canada le 24 novembre 1947



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 33 RECUEIL DES TRAITÉS

MORALITY

Protocol to amend the Convention for the
Suppression of the Circulation of and
Traffic in Obscene Publications, concluded
at Geneva on September 12, 1923

Done at Lake Success, New York, November 12, 1947

Signed by Canada November 24, 1947

In force for Canada November 24, 1947

MORALITÉ

Protocole amendant la Convention pour la
répression de la circulation et du trafic
des publications obscènes, conclue à
Genève le 12 septembre 1923

Fait à Lake-Success, New-York, le 12 novembre 1947

Signé par le Canada le 24 novembre 1947

En vigueur pour le Canada le 24 novembre 1947

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1957.

CONTENTS

	PAGE
Text of Protocol of November 12, 1947	4
Annex to the Protocol of November 12, 1947	8
Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications concluded at Geneva on 12 September 1923, as amended by the Protocol signed at Lake Success, New York, on 12 November 1947. In force for Canada February 2, 1950	10

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Texte du Protocole du 12 novembre 1947	5
Annexe au Protocole du 12 novembre 1947	9
Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1923, sous sa forme amendée par le Protocole signé à Lake-Success (New-York) le 12 novembre 1947. En vigueur pour le Canada le 2 février 1950	11

PROTOCOL TO AMEND THE CONVENTION FOR THE SUPPRESSION OF THE
CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS, CONCLUDED
AT GENEVA ON SEPTEMBER 12, 1923.

The Parties to the present Protocol, considering that under the Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, concluded at Geneva on 12 September 1923, the League of Nations was invested with certain functions and powers for whose continued performance it is necessary to make provisions in consequence of the dissolution of the League of Nations, and considering that it is expedient that these functions and powers should be performed henceforth by the United Nations, hereby agree as follows:

Article I

The Parties to the present Protocol undertake that as between themselves they will, in accordance with the provisions of the present Protocol, attribute full legal force and effect to, and duly apply the amendments to this instrument which are set forth in the annex to the present Protocol.

Article II

The Secretary-General shall prepare the text of the Convention of 12 September 1923 for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications as revised in accordance with the present Protocol, and shall send copies for their information to the Government of every Member of the United Nations and every non-member State to which this Protocol is open for signature or acceptance. He shall also invite Parties to the aforesaid Convention to apply the amended text of this instrument as soon as the amendments are in force, even if they have not yet been able to become Parties to the present Protocol.

Article III

The present Protocol shall be open for signature or acceptance by any of the Parties to the Convention of 12 September 1923 for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, to which the Secretary-General has communicated a copy of this Protocol.

Article IV

States may become Parties to the present Protocol by

- (a) Signature without reservation as to approval; or
- (b) Acceptance, which shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Secretary-General of the United Nations.

Article V

1. The present Protocol shall come into force on the date on which two or more States shall have become Parties thereto.

2. The amendments set forth in the annex to the present Protocol shall come into force when a majority of the Parties to the Convention of 12 September 1923 for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications have become Parties to the present Protocol, and consequently any State becoming a Party to the Convention after the amendments thereto have come into force shall become a Party to the Convention as so amended.

PROTOCOLE AMENDANT LA CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES, CONCLUE À GENÈVE LE 12 SEPTEMBRE 1923

Les États parties au présent Protocole, considérant que la Convention pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, conclue à Genève le 12 septembre 1923, a confié à la Société des Nations certains pouvoirs et certaines fonctions et qu'en raison de la dissolution de la Société des Nations il est nécessaire de prendre des dispositions en vue d'assurer l'exercice continu de ces pouvoirs et fonctions, et considérant qu'il est opportun qu'ils soient assumés désormais par l'Organisation des Nations Unies, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les États parties au présent Protocole s'engagent, entre eux et conformément aux dispositions du présent Protocole, à attribuer pleine valeur juridique aux amendements à cet instrument contenus dans l'annexe au présent Protocole, à les mettre en vigueur et à en assurer l'application.

Article II

Le Secrétaire général préparera le texte de la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, révisée conformément au présent Protocole et en transmettra, à titre d'information, des copies au Gouvernement de chaque État Membre de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'au Gouvernement de chaque État non membre à la signature ou à l'acceptation duquel le présent Protocole est ouvert. Il invitera également les parties à la Convention susmentionnée à appliquer le texte amendé de cet instrument dès l'entrée en vigueur des amendements, même si elles n'ont pas encore pu devenir parties au présent Protocole.

Article III

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les États parties à la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, auxquels le Secrétaire général aura communiqué copie du présent Protocole.

Article IV

Les États pourront devenir parties au présent Protocole:

- a) Par signature sans réserve d'approbation; ou
- b) Par acceptation; l'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

1. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle deux ou plusieurs États seront devenus parties audit Protocole.

2. Les amendements contenus dans l'annexe au présent Protocole entreront en vigueur lorsqu'une majorité des parties à la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes seront devenues parties au présent Protocole et, en conséquence, tout État qui deviendra partie à la Convention après que les amendements s'y rapportant seront entrés en vigueur, deviendra partie à la Convention ainsi amendée.

Article VI

In accordance with paragraph 1 of Article 102 of the Charter of the United Nations and the regulations pursuant thereto adopted by the General Assembly, the Secretary-General of the United Nations is authorized to effect registration of the present Protocol and the amendments made in the Convention by the present Protocol on the respective dates of their entry into force, and to publish the Protocol and the amended Convention as soon as possible after registration.

Article VII

The present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the United States Secretariat. The Convention to be amended in accordance with the annex being in the English and French languages only, the English and French texts of the annex shall be equally authentic texts, and the Chinese, Russian and Spanish texts will be translations.

A certified copy of the Protocol, including the annex, shall be sent by the Secretary-General to each of the Parties to the Convention of 12 September 1923 for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, and to all States Members of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, signed the present Protocol on the dates appearing opposite their respective signatures.

DONE at Lake Success, New York, this twelfth day of November, one thousand nine hundred and forty-seven.

Article VI

Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement adopté par l'Assemblée générale pour l'application de ce texte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole ainsi que les amendements apportés à la Convention par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur, et à publier le Protocole et la Convention amendée aussitôt que possible après leur enregistrement.

Article VII

Le présent Protocole dont les textes chinois, anglais, français, russe et espagnol font également foi, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La Convention qui sera amendée conformément à l'annexe n'existant qu'en anglais et en français, les textes anglais et français de l'annexe feront également foi, et les textes chinois, russe et espagnol seront des traductions.

Une copie certifiée conforme du Protocole, y compris l'annexe, sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des États parties à la Convention du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, ainsi qu'à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature respective.

FAIT à Lake-Success, New-York, le douze novembre mil neuf cent quarante-sept.

ANNEX TO THE PROTOCOL TO AMEND THE CONVENTION FOR THE SUPPRESSION
OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS,
CONCLUDED AT GENEVA ON 12 SEPTEMBER, 1923.

Article 8, the first and second paragraphs, shall read:

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall notify the receipt of them to the Members of the United Nations and to the non-member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

The Secretary-General of the United Nations shall immediately communicate a certified copy of each of the instruments deposited with reference to this Convention to the Government of the French Republic.

Article 9 shall read:

Members of the United Nations may accede to the present Convention. The same applies to non-member States to which the Economic and Social Council of the United Nations may decide officially to communicate the present Convention.

Accession shall be effected by an instrument communicated to the Secretary-General of the United Nations to be deposited in the archives of the Secretariat. The Secretary-General shall at once notify such deposit to Members of the United Nations and to the non-member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

In article 10 Member of the United Nations shall be substituted for Member of the League.

Article 12 In the first paragraph, the Secretary-General of the United Nations shall be substituted for the Secretary-General of the League of Nations, and Members of the United Nations shall be substituted for Members of the League of Nations.

Article 12, the second paragraph, shall read:

The Secretary-General of the United Nations shall notify the receipt of any such denunciation to all Members of the United Nations and to the non-member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

Article 13 shall be deleted.

Article 14 shall read:

A special record shall be kept by the Secretary-General of the United Nations, showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open at all times to any of the Members of the United Nations or any non-member State to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

It shall be published as often as possible.

In article 15 the International Court of Justice shall be substituted for the Permanent Court of International Justice, and the Statute of the International Court of Justice shall be substituted for the Protocol of Signature of the Permanent Court of International Justice.

In article 16 the Economic and Social Council of the United Nations shall be substituted for the Council of the League of Nations.

**ANNEXE AU PROTOCOLE AMENDANT LA CONVENTION POUR LA RÉPRESSION
DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES, CON-
CLUE À GENÈVE LE 12 SEPTEMBRE 1923**

A l'article 8, les premier et deuxième alinéas seront rédigés comme suit:

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en notifiera le dépôt aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux États non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera immédiatement au Gouvernement de la République française copie certifiée conforme de tout instrument se rapportant à la présente Convention.

L'article 9 sera rédigé comme suit:

Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies pourront adhérer à la présente Convention. Il en sera de même pour les États non membres auxquels le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies pourra décider de communiquer officiellement la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux États non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention.

A l'article 10, on substituera aux mots Membre de la Société des Nations, les mots État Membre de l'Organisation des Nations Unies.

Au premier alinéa de l'article 12, on substituera les mots Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux mots Secrétaire général de la Société des Nations, et les mots l'État Membre de l'Organisation des Nations Unies aux mots le Membre de la Société des Nations.

Le deuxième alinéa de l'article 12 sera rédigé comme suit:

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies portera à la connaissance de chacun des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et des États non membres auxquels il aura communiqué copie de la Convention, toute dénonciation reçue par lui.

L'article 13 sera supprimé.

L'article 14 sera rédigé comme suit:

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tiendra une liste spéciale de toutes les parties qui ont signé, ratifié ou dénoncé la présente Convention ou y ont adhéré. Cette liste pourra être consultée en tout temps par tout État Membre de l'Organisation des Nations Unies ou par tout État non membre auquel le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention.

Elle sera publiée aussi souvent que possible.

A l'article 15, les mots la Cour permanente de Justice internationale seront remplacés par les mots la Cour internationale de Justice, et les mots le protocole de signature de la Cour permanente de Justice internationale par les mots le Statut de la Cour internationale de Justice.

A l'article 16, les mots le Conseil de la Société des Nations seront remplacés par les mots le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

(Here follow the names of the signatories for Afghanistan, Argentina, Australia, Belgium, Brazil, Burma, Canada, China, Czechoslovakia, Denmark, Egypt, Guatemala, Haiti, Hungary, India, Italy, Luxembourg, Mexico, the Netherlands, New Zealand, Norway, Pakistan, Panama, Turkey, Union of South Africa, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom, and Yugoslavia.)

CONVENTION FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS, CONCLUDED AT GENEVA ON 12 SEPTEMBER, 1923, AS AMENDED BY THE PROTOCOL SIGNED AT LAKE SUCCESS, NEW YORK, ON 12 NOVEMBER, 1947.

Article 1

The High Contracting Parties agree to take all measures to discover, prosecute and punish any person engaged in committing any of the following offences, and accordingly agree that

It shall be a punishable offence:

(1) For purposes of or by way of trade or for distribution or public exhibition to make or produce or have in possession obscene writings, drawings, prints, paintings, printed matter, pictures, posters, emblems, photographs, cinematograph films or any other obscene objects;

(2) For the purposes above mentioned, to import, convey or export or cause to be imported, conveyed or exported any of the said obscene matters or things, or in any manner whatsoever to put them into circulation;

(3) To carry on or take part in a business, whether public or private, concerned with any of the said obscene matters or things, or to deal in the said matters or things in any manner whatsoever, or to distribute them or to exhibit them publicly or to make a business of lending them;

(4) To advertise or make known by any means whatsoever, in view of assisting in the said punishable circulation or traffic, that a person is engaged in any of the above punishable acts, or to advertise or to make known how or from whom the said obscene matters or things can be procured either directly or indirectly.

Article 2

Persons who have committed an offence falling under Article I shall be amenable to the Courts of the Contracting Party in whose territories the offence, or any of the constitutive elements of the offence, was committed. They shall also be amenable, when the laws of the country shall permit it, to the Courts of the Contracting Party whose nationals they are, if they are found in its territories, even if the constitutive elements of the offence were committed outside such territories.

Each Contracting Party shall, however, have the right to apply the maxim *non bis in idem* in accordance with the rules laid down in its legislation.

Article 3

The transmission of rogatory commissions relating to offences falling under the present Convention shall be effected either:

(1) By direct communication between the judicial authorities; or

(Suivent les noms des signataires pour l'Afghanistan, l'Argentine, l'Australie, la Belgique, la Birmanie, le Brésil, le Canada, la Chine, le Danemark, l'Égypte, le Guatemala, Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pakistan, le Panama, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, l'Union Sud-Africaine, et la Yougoslavie.)

CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES
PUBLICATIONS OBSCÈNES CONCLUE À GENÈVE LE 12 SEPTEMBRE 1923,
AMENDÉE PAR LE PROTOCOLE SIGNÉ À LAKE-SUCCESS, NEW-YORK, LE
12 NOVEMBRE 1947

Article premier

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre toutes mesures en vue de découvrir, de poursuivre et de punir tout individu qui se rendra coupable de l'un des actes énumérés ci-dessous et, en conséquence, décident que

Doit être puni le fait:

1. De fabriquer ou de détenir des écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes, en vue d'en faire commerce ou distribution, ou de les exposer publiquement;

2. D'importer, de transporter, d'exporter ou de faire importer, transporter ou exporter, aux fins ci-dessus, les dits écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes, ou de les mettre en circulation d'une manière quelconque;

3. D'en faire le commerce même non public, d'effectuer toute opération les concernant de quelque manière que ce soit, de les distribuer, de les exposer publiquement ou de faire métier de les donner en location;

4. D'annoncer ou de faire connaître par un moyen quelconque, en vue de favoriser la circulation ou le trafic à réprimer, qu'une personne se livre à l'un quelconque des actes punissables énumérés ci-dessus; d'annoncer ou de faire connaître comment et par qui les dits écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes peuvent être procurés, soit directement, soit indirectement.

Article 2

Les individus qui auront commis l'une des infractions prévues à l'article 1 seront justiciables des tribunaux du pays contractant où aura été accompli soit le délit, soit l'un des éléments constitutifs du délit. Ils seront également justiciables, lorsque sa législation le permettra, des tribunaux du pays contractant auquel ils ressortissent, s'ils y sont trouvés, alors même que les éléments constitutifs du délit auraient été accomplis en dehors de son territoire.

Il appartient toutefois à chaque Partie contractante d'appliquer la maxime *non bis in idem* d'après les règles admises par sa législation.

Article 3

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera:

1. Soit par communication directe entre les autorités judiciaires;

(2) Through the diplomatic or the consular representative of the country making the request in the country to which the request is made; this representative shall send the rogatory commission direct to the competent judicial authority or to the authority appointed by the Government of the country to which the request is made, and shall receive direct from such authority the papers showing the execution of the rogatory commission.

In each of the above cases a copy of the rogatory commission shall always be sent to the supreme authority of the country to which application is made.

(3) Or through diplomatic channels.

Each Contracting Party shall notify to each of the other Contracting Parties the method or methods of transmission mentioned above which it will recognise for rogatory commissions of such Party.

Any difficulties which may arise in connection with transmission by methods (1) and (2) of the present Article shall be settled through diplomatic channels.

Unless otherwise agreed, the rogatory commission shall be drawn up in the language of the authority to which request is made, or in a language agreed upon by the two countries concerned, or shall be accompanied by a translation in one of these two languages certified by a diplomatic or consular agent of the country making the request or certified on his oath by a translator of the country to which request is made.

Execution of rogatory commissions shall not be subject to payment of taxes or expenses of any nature whatsoever.

Nothing in this Article shall be construed as an undertaking on the part of the Contracting Parties to adopt in their Courts of Law any form or methods of proof contrary to their laws.

Article 4

Those of the Contracting Parties whose legislation is not at present adequate to give effect to the present Convention undertake to take, or to propose to their respective legislatures, the measures necessary for this purpose.

Article 5

The Contracting Parties whose legislation is not at present sufficient for the purpose agree to make provision for the searching of any premises where there is reason to believe that the obscene matters or things mentioned in Article 1 or any thereof are being made or deposited for any of the purposes specified in the said Article, or in violation of its provisions, and for their seizure, detention and destruction.

Article 6

The Contracting Parties agree that, in case of any violation of the provisions of Article 1 on the territory of one of the Contracting Parties where it appears that the matter or thing in respect of which the violation of such Article has occurred was produced in or imported from the territory of any other of the Contracting Parties, the authority designated in pursuance of the Agreement of May 4, 1910, of such Contracting Party shall immediately render to the corresponding authority of the other Contracting Party, from whose country such matter or thing is believed to have come or in which it is believed to have been produced, full information so as to enable such authority to adopt such measures as shall appear to be suitable.

2. Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays conquis. Cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente ou à celle désignée par le Gouvernement du pays requis et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure du pays requis;

3. Soit par la voie diplomatique.

Chaque Partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de cette Partie.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas 1 et 2 du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux pays intéressés, ou bien, elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire du pays requérant ou par un traducteur-juré du pays requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

Rien, dans le présent article, ne pourra être interprété comme constituant, de la part des Parties contractantes, un engagement d'admettre, en ce qui concerne le système des preuves en matière répressive, une dérogation à leurs lois.

Article 4

Les Parties contractantes dont la législation ne serait pas, dès à présent, suffisante pour donner effet à la présente Convention, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires à cet égard.

Article 5

Les Parties contractantes dont la législation ne sera pas dès à présent suffisante, conviennent d'y prévoir des perquisitions dans les lieux où il y a des raisons de croire que se fabriquent ou se trouvent, en vue de l'un quelconque des buts spécifiés à l'article 1 ou en violation de cet article, des écrits, dessins, gravures, peintures, imprimés, images, affiches, emblèmes, photographies, films cinématographiques ou autres objets obscènes et d'en prévoir également la saisie, la confiscation et la destruction.

Article 6

Les Parties contractantes conviennent que, dans le cas d'infraction aux dispositions de l'article 1, commise sur le territoire de l'une d'elles, lorsqu'il y a lieu de croire que les objets de l'infraction ont été fabriqués sur le territoire ou importés du territoire d'une autre Partie, l'autorité désignée, en vertu de l'Arrangement du 4 mai 1910, signalera immédiatement les faits à l'autorité de cette autre Partie et lui fournira en même temps des renseignements complets, pour lui permettre de prendre les mesures nécessaires.

Article 7

The present Convention, of which the French and English texts are authoritative, shall bear this day's date, and shall be open for signature until March 31, 1924, by any State represented at the Conference, by any Member of the League of Nations, and by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 8

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall notify the receipt of them to the Members of the United Nations and to the non-member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

The Secretary-General of the United Nations shall immediately communicate a certified copy of each of the instruments deposited with reference to this Convention to the Government of the French Republic.

In compliance with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the day of its coming into force.

Article 9

Members of the United Nations may accede to the present Convention. The same applies to non-member States to which the Economic and Social Council of the United Nations may decide officially to communicate the present Convention.

Accession shall be effected by an instrument communicated to the Secretary-General of the United Nations to be deposited in the archives of the Secretariat. The Secretary-General shall at once notify such deposit to Members of the United Nations and to the non-member States to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

Article 10

Ratification of or accession to the present Convention shall *ipso facto*, and without special notification, involve concomitant and full acceptance of the Agreement of May 4, 1910, which shall come into force on the same date as the Convention itself in the whole of the territory of the ratifying or acceding Member of the United Nations or State.

Article 4 of the above-mentioned Agreement of May 4, 1910, shall not, however, be invalidated by the preceding provision, but shall remain applicable should any State prefer to accede to that Agreement only.

Article 11

The present Convention shall come into force on the thirtieth day after the deposit of two ratifications with the Secretary-General of the League of Nations.

Article 12

The present Convention may be denounced by an instrument in writing addressed to the Secretary-General of the United Nations. The denunciation shall become effective one year after the date of the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary-General, and shall operate only in respect of the Member of the United Nations or State which makes it.

Article 7

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront foi, portera la date de ce jour, et sera, jusqu'au 31 mars 1924, ouverte à la signature de tout État représenté à la Conférence, de tout Membre de la Société des Nations et de tout État à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Article 8

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général des Nations Unies, qui en notifiera le dépôt aux Membres des Nations Unies et aux États non membres auxquels le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention.

Le Secrétaire général des Nations Unies communiquera immédiatement au Gouvernement de la République française copie certifiée conforme de tout instrument se rapportant à la présente Convention.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de l'entrée en vigueur de cette dernière.

Article 9

Tout Membre des Nations Unies pourra adhérer à la présente Convention. Ceci s'applique également à tout État non membre auquel le Conseil économique et social des Nations Unies pourra décider officiellement de communiquer la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement aux Membres des Nations Unies et aux États non membres auxquels le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention.

Article 10

La ratification de la présente Convention, ainsi que l'adhésion à cette Convention, entraîneront, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 4 mai 1910, qui entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'État ou du Membre de l'Organisation des Nations Unies ratifiant ou adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente, à l'article 4 de l'Arrangement précité du 4 mai 1910, qui demeure applicable au cas où un État préférerait faire acte d'adhésion à cet Arrangement seulement.

Article 11

La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la réception de deux ratifications par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 12

La présente Convention peut être dénoncée par notification écrite, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation deviendra effective un an après la date de sa réception par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de l'Organisation des Nations Unies ou l'État dénonçant.

The Secretary-General of the United Nations shall notify the receipt of any such denunciation to all Members of the United Nations and to the non-member States to which Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

Denunciation of the present Convention shall not, *ipso facto*, involve the concomitant denunciation of the Agreement of May 4, 1910, unless this is expressly stated in the instrument of notification.

Article 13

(Deleted.)

Article 14

A special record shall be kept by the Secretary-General of the United Nations, showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open at all times to any of the Members of the United Nations or any non-member State to which the Secretary-General has communicated a copy of the Convention.

It shall be published as often as possible.

Article 15

Disputes between the Parties relating to the interpretation or application of this Convention shall, if they cannot be settled by direct negotiation, be referred for decision to the International Court of Justice. In case either or both of the Parties to such a dispute should not be Parties to the Statute of the International Court of Justice, the dispute shall be referred, at the choice of the Parties, either to the International Court of Justice or to arbitration.

Article 16

Upon a request for a revision of the present Convention by five of the signatory or acceding Parties to the Convention, the Economic and Social Council of the United Nations shall call a conference for that purpose. In any event, the Council will consider the desirability of calling a conference at the end of each period of five years.

Le Secrétaire général des Nations Unies portera à la connaissance de chacun des Membres des Nations Unies et des États non membres auxquels le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention toute dénonciation reçue par lui.

La dénonciation de la présente Convention n'entraînera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 4 mai 1910, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification.

Article 13

(Supprimé.)

Article 14

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tiendra une liste de toutes les Parties qui ont signé, ratifié ou dénoncé la présente Convention ou y ont adhéré. Cette liste pourra être, en tout temps, consultée par les Membres des Nations Unies ou par tout État non membre auquel le Secrétaire général aura communiqué copie de la Convention.

Elle sera publiée aussi souvent que possible.

Article 15

Tous les différends qui pourraient s'élever entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations directes, renvoyés pour décision à la Cour internationale de Justice. Si les Parties entre lesquelles surgit un différend, ou l'une d'elles, se trouvaient n'avoir pas signé ou accepté le Statut de la Cour internationale de Justice, leur différend sera soumis, au gré des Parties, soit à la Cour internationale de Justice, soit à un arbitrage.

Article 16

Si cinq des Parties signataires ou adhérentes demandent la revision de la présente Convention, le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies devra convoquer une Conférence à cet effet. Dans tous les cas, le Conseil examinera, à la fin de chaque période de cinq années, l'opportunité de cette convocation.

v Doc
an
E

Canada, External Affairs, Dept of
34/



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 34 RECUEIL DES TRAITÉS

CA/EA 10
-51734

MORALITY

Protocol amending the Agreement for the
Suppression of the Circulation of Obscene
Publications, signed at Paris, on 4 May 1910

Done at Lake Success, New York, May 4, 1949

Signed by Canada May 4, 1949

In force for Canada May 4, 1949

MORALITÉ

Protocole amendant l'arrangement relatif à la
répression de la circulation des publications
obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910

Fait à Lake-Success, New-York, le 4 mai 1949

Signé par le Canada le 4 mai 1949

En vigueur pour le Canada le 4 mai 1949



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 34 RECUEIL DES TRAITÉS

MORALITY

Protocol amending the Agreement for the
Suppression of the Circulation of Obscene
Publications, signed at Paris, on 4 May 1910

Done at Lake Success, New York, May 4, 1949

Signed by Canada May 4, 1949

In force for Canada May 4, 1949

MORALITÉ

Protocole amendant l'arrangement relatif à la
répression de la circulation des publications
obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910

Fait à Lake-Success, New-York, le 4 mai 1949

Signé par le Canada le 4 mai 1949

En vigueur pour le Canada le 4 mai 1949

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and | Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery | Contrôleur de la Papeterie

OTTAWA, 1957.

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

CONTENTS

	PAGE
Text of the Protocol of May 4, 1949	4
Text of Annex to the Protocol of May 4, 1949	6
Text of Agreement of May 4, 1910 as amended by the Protocol of May 4, 1949. In force for Canada March 1, 1950	8

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Texte du Protocole du 4 mai 1949	5
Texte de l'Annexe au Protocole du 4 mai 1949	7
Texte de l'Arrangement du 4 mai 1910 amendé par le Protocole du 4 mai 1949. En vigueur pour le Canada le 1 ^{er} mars 1950	9

PROTOCOL AMENDING THE AGREEMENT FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF OBSCENE PUBLICATIONS, SIGNED AT PARIS, ON 4 MAY 1910

The Parties to the present Protocol, considering that under the Agreement for the Suppression of the Circulation of Obscene Publications, signed at Paris on 4 May 1910, the Government of the French Republic was invested with certain functions; considering that the said Government has offered to transfer to the United Nations the functions exercised by it under the above-mentioned Agreement; and considering that it is expedient that these functions should be assumed henceforth by the United Nations, hereby agree as follows:

Article 1

The Parties to the present Protocol undertake that as between themselves they will, in accordance with the provisions of the present Protocol, attribute full legal force and effect to, and duly apply, the amendments to this instrument which are set forth in the annex to the present Protocol.

Article 2

The Secretary-General shall prepare the text of the Agreement of 4 May 1910 for the Suppression of the Circulation of Obscene Publications, as revised in accordance with the present Protocol, and shall send copies for their information to the Governments of every Member of the United Nations and every non-member State to which this Protocol is open for signature or acceptance. He shall also invite Parties to the aforesaid Agreement to apply the amended text of this instrument as soon as the amendments are in force, even if they have not yet been able to become Parties to the present Protocol.

Article 3

The present Protocol shall be open for signature or acceptance by any of the Parties to the Agreement of 4 May 1910 for the Suppression of the Circulation of Obscene Publications, to which the Secretary-General has communicated for this purpose a copy of the present Protocol.

Article 4

States may become Parties to the present Protocol by:

- (a) Signature without reservation as to acceptance;
- (b) Signature with reservation as to acceptance, followed by acceptance;
- (c) Acceptance.

Acceptance shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Secretary-General of the United Nations.

Article 5

The present Protocol shall come into force on the date on which two or more States shall have become Parties thereto.

The amendments set forth in the annex to the present Protocol shall come into force in respect of the Agreement of 4 May 1910 for the Suppression of the Circulation of Obscene Publications when thirteen Parties thereto shall have become Parties to the present Protocol, and consequently, any State becoming a Party to the Agreement after the amendments thereto have come into force shall become a Party to the Agreement as so amended.

PROTOCOLE AMENDANT L'ARRANGEMENT RELATIF À LA RÉPRESSION DE LA
CIRCULATION DES PUBLICATIONS OBSCÈNES, SIGNÉ À PARIS, LE 4 MAI 1910

Les États Parties au présent Protocole, considérant qu'en vertu de l'Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910, le Gouvernement de la République française était investi de certaines fonctions; considérant que ledit Gouvernement a spontanément offert de transférer à l'Organisation des Nations Unies les fonctions qu'il exerce en vertu de l'Arrangement susmentionné; et considérant qu'il est opportun qu'elles soient assumées désormais par l'Organisation des Nations Unies, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Les États Parties au présent Protocole prennent l'engagement qu'entre eux-mêmes, et conformément aux dispositions du présent Protocole, ils attribueront plein effet juridique aux amendements à cet instrument contenus dans l'Annexe au présent Protocole, les mettront en vigueur et en assureront l'application.

Article 2

Le Secrétaire général préparera le texte de l'Arrangement du 4 mai 1910 relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, révisé conformément au présent Protocole et en transmettra, à titre d'information, des copies au Gouvernement de chaque État Membre de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'au Gouvernement de chaque État non membre à la signature ou à l'acceptation duquel le présent Protocole est ouvert. Il invitera également les États Parties à l'Arrangement susmentionné à appliquer le texte amendé de cet instrument dès l'entrée en vigueur des amendements, même s'ils n'ont pas encore pu devenir Parties au présent Protocole.

Article 3

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les États Parties à l'Arrangement du 4 mai 1910 relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, auxquels le Secrétaire général aura communiqué à cet effet, un exemplaire du présent Protocole.

Article 4

Les États pourront devenir Parties au présent Protocole:

- a) En le signant sans réserve quant à l'acceptation;
- b) En le signant sous réserve d'acceptation et en l'acceptant ultérieurement;
- c) En l'acceptant.

L'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 5

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle deux ou plusieurs États seront devenus Parties audit Protocole.

Les amendements contenus dans l'Annexe au présent Protocole entreront en vigueur, en ce qui concerne l'Arrangement du 4 mai 1910 relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, lorsque treize États Parties audit Arrangement seront devenus Parties au présent Protocole et, en conséquence, tout État qui deviendra Partie à l'Arrangement après que les amendements s'y rapportant seront entrés en vigueur, deviendra Partie à l'Arrangement ainsi amendé.

Article 6

Upon the entry into force of the amendments set forth in the annex to the present Protocol, the French Government shall deposit with the Secretary-General of the United Nations the original of the Agreement, together with the various documents which were in its custody by virtue of the functions which it exercised.

Article 7

In accordance with paragraph 1 of Article 102 of the Charter of the United Nations and the regulations pursuant thereto adopted by the General Assembly, the Secretary-General of the United Nations is authorized to effect registration of the present Protocol and the amendments made in the Agreement by the present Protocol on the respective dates of their entry into force, and to publish the Protocol and the amended Agreement as soon as possible after registration.

Article 8

The present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the United Nations Secretariat. The Agreement to be amended in accordance with the annex being in the French language only, the French text of the annex shall be authentic and the Chinese, English, Russian and Spanish texts shall be translations. A certified copy of the Protocol, including the annex, shall be sent by the Secretary-General to each of the Parties to the Agreement of 4 May 1910 for the Suppression of the Circulation of Obscene Publications, as well as to all Members of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, signed the present Protocol on the date appearing opposite their respective signatures.

DONE at Lake Success, New York, this fourth day of May one thousand nine hundred and forty-nine.

(Translation)

ANNEX TO THE PROTOCOL

AMENDING THE AGREEMENT FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF
OBSCENE PUBLICATIONS, SIGNED AT PARIS, ON 4 MAY 1910

Article 1. The final paragraph shall read:

“The Contracting Governments shall mutually make known to one another, through the Secretary-General of the United Nations, the authority established or designated in accordance with the present article.”

Article 4 shall read:

“Non-signatory States will be permitted to adhere to the present Agreement. They shall notify their intention to that effect by means of an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United States shall send a certified copy of the said instrument to each one of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and at the same time apprise them of the date of deposit.

Article 6

Dès l'entrée en vigueur des amendements contenus dans l'Annexe au présent Protocole, le Gouvernement français déposera auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'original de l'Arrangement ainsi que les différents documents dont il avait la garde en vertu des fonctions qu'il exerçait.

Article 7

Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement adopté par l'Assemblée générale pour l'application de ce texte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole ainsi que les amendements apportés à l'Arrangement par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur, et à publier, aussitôt que possible après leur enregistrement, le Protocole et le texte amendé de l'Arrangement.

Article 8

Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. L'Arrangement qui sera amendé conformément à l'Annexe ayant été rédigé seulement en français, le texte français de l'Annexe fera foi et les textes anglais, chinois, espagnol et russe seront considérés comme des traductions. Une copie certifiée conforme du Protocole, y compris l'Annexe, sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des États Parties à l'Arrangement du 4 mai 1910 relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, ainsi qu'à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leurs signatures respectives.

FAIT à Lake-Success, New-York, le quatre mai mil neuf cent quarante-neuf.

ANNEXE AU PROTOCOLE

AMENDANT L'ARRANGEMENT RELATIF À LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION DES PUBLICATIONS OBSCÈNES, SIGNÉ À PARIS, LE 4 MAI 1910

A l'article premier, le paragraphe final sera rédigé comme suit:

“Les Gouvernements contractants se feront connaître mutuellement, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'autorité établie ou désignée conformément au présent article.”

L'article 4 sera rédigé comme suit:

“Les États non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. Ils notifieront leur intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.

"Six months after that date, the Agreement will go into effect throughout the territory of the adhering State, which will thereby become a Contracting State."

Article 5. The third paragraph shall read:

"The denunciation shall be notified by any instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy thereof to each one of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and at the same time apprise them of the date of deposit."

Article 7

The first paragraph shall read:

"Should a Contracting State wish to enforce the present Agreement in one or more of its colonies, possessions or areas under consular jurisdiction, it shall notify its intention to that effect by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all Members of the United Nations and the same time apprise them of the date of the deposit."

The third paragraph shall read:

"The denunciation of the Agreement by one of the Contracting States on behalf of one or more of its colonies, possessions or consular court districts shall be effected in the form and under the conditions set forth in the first paragraph of this article. It shall take effect twelve months after the date of the deposit of the instrument of denunciation in the archives of the United Nations."

(Here follow the names of the signatories for Brazil, Canada, China, Cuba, Luxembourg, Norway, Turkey, United Kingdom, United States, Yugoslavia.)

(Translation)

AGREEMENT FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF OBSCENE PUBLICATIONS, SIGNED AT PARIS ON 4 MAY 1910, AS AMENDED BY THE PROTOCOL, SIGNED AT LAKE SUCCESS, NEW YORK, ON 4 MAY 1949

Article 1

Each one of the Contracting Powers undertakes to establish or designate an authority charged with the duty of:

1. Centralizing all information which may facilitate the tracing and suppression of acts constituting infringements of their municipal law as to obscene writings, drawings, pictures or articles, and the constitutive elements of which bear an international character;
2. Supplying all information tending to check the importation of publications or articles referred to in the foregoing paragraph and also to insure or expedite their seizure, all within the scope of municipal legislation;

“Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'État adhérent, qui deviendra ainsi État contractant.”

A l'article 5, le troisième paragraphe sera rédigé comme suit:

“La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.”

A l'article 7,

Le premier paragraphe sera rédigé comme suit:

“Si un État contractant désire la mise en vigueur du présent Arrangement dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.”

Le troisième paragraphe sera rédigé comme suit:

“La dénonciation de l'Arrangement par un des États contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.”

(Suivent les noms des signataires pour le Brésil, le Canada, la Chine, Cuba, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni, la Turquie, les États-Unis, la Yougoslavie.)

ARRANGEMENT RELATIF À LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION DES PUBLICATIONS OBSCÈNES, SIGNÉ À PARIS LE 4 MAI 1910, MODIFIÉ PAR LE PROTOCOLE SIGNÉ À LAKE-SUCCESS (NEW-YORK), LE 4 MAI 1949

Article premier

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée:

1. De centraliser tous les renseignements pouvant faciliter la recherche et la répression des actes constituant des infractions à leur législation interne en matière d'écrits, dessins, images ou objets obscènes, et dont les éléments constitutifs ont un caractère international;
2. De fournir tous renseignements susceptibles de mettre obstacle à l'importation des publications ou objets visés au paragraphe précédent comme aussi d'en assurer ou d'en accélérer la saisie, le tout dans les limites de la législation interne;

3. Communicating the laws that have already been or may subsequently be enacted in their respective States in regard to the object of the present Agreement.

The Contracting Governments shall mutually make known to one another, through the Secretary-General of the United Nations, the authority established or designated in accordance with the present article.

Article 2

The authority designated in article 1 shall be empowered to correspond directly with the like service established in each one of the other Contracting States.

Article 3

The authority designated in article 1 shall be bound, if there be nothing to the contrary in the municipal law of its country, to communicate bulletins of the sentences passed in the said country to the similar authorities of all the other Contracting States in cases of offences coming under article 1.

Article 4

Non-signatory States will be permitted to adhere to the present Agreement. They shall notify their intention to that effect by means of an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy of the said instrument to each one of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and at the same time apprise them of the date of deposit.

Six months after that date, the Agreement will go into effect throughout the territory of the adhering State, which will thereby become a Contracting State.

Article 5

The present Agreement shall take effect six months after the date of deposit of the ratifications.

In the event of one of the Contracting States denouncing it, the denunciation would only have effect in regard to that State.

The denunciation shall be notified by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy thereof to each one of the Contracting States and to all the Members of the United Nations, and at the same time apprise them of the date of deposit.

Twelve months after that date the Agreement shall cease to be in force throughout the territory of the denouncing State.

Article 6

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be deposited at Paris as soon as six of the Contracting States shall be in a position to do so.

A *procès-verbal* of every deposit of ratifications shall be drawn up and a certified copy thereof shall be delivered through the diplomatic channel to each one of the Contracting States.

3. De communiquer les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs États, relativement à l'objet du présent Arrangement.

Les Gouvernements contractants se feront connaître mutuellement par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'autorité établie ou désignée conformément au présent article.

Article 2

L'autorité désignée à l'article premier aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres États contractants.

Article 3

L'autorité désignée à l'article premier sera tenue, si la législation intérieure de son pays ne s'y oppose pas, de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans ledit pays aux autorités similaires de tous les autres États contractants, lorsqu'il s'agira d'infractions visées par l'article premier.

Article 4

Les États non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'État adhérent, qui deviendra ainsi État contractant.

Article 5

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

Dans le cas où l'un des États contractants le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet État.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, l'Arrangement cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'État qui l'aura dénoncé.

Article 6

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des États contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des États contractants.

Article 7

Should a Contracting State wish to enforce the present Agreement in one or more of its colonies, possessions or areas under consular jurisdiction, it shall notify its intention to that effect by an instrument which shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations shall send a certified copy to each of the Contracting States and to all the Members of the United Nations and at the same time apprise them of the date of the deposit.

Six months after that date the Agreement shall go into effect in the colonies, possessions or consular court districts specified in the instrument of ratification.

The denunciation of the Agreement by one of the Contracting States on behalf of one or more of its colonies, possessions or consular court districts shall be effected in the form and under the conditions set forth in the first paragraph of this article. It shall take effect twelve months after the date of the deposit of the instrument of denunciation in the archives of the United Nations.

Article 8

The present Agreement, which will bear the date of 4 May 1910, may be signed at Paris until the following 31st of July by the plenipotentiaries of the Powers represented at the Conference relative to the suppression of the circulation of obscene publications.

Article 7

Si un État contractant désire la mise en vigueur du présent Arrangement dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des États contractants et à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans les colonies, possessions et circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

La dénonciation de l'Arrangement par un des États contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées à l'alinéa premier du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

Article 8

Le présent Arrangement, qui portera la date du 4 mai 1910, pourra être signé à Paris, jusqu'au 31 juillet suivant, par les plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence relative à la répression de la circulation des publications obscènes.



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 35 RECUEIL DES TRAITÉS

CA/EA.10
-51735

ARBITRATION

Damage from Smelter Fumes, Trail, B.C.

Exchange of Notes between CANADA and
the UNITED STATES OF AMERICA

Signed at Washington, November 17, 1949 and
January 24, 1950

In force January 24, 1950

ARBITRAGE

Dégâts causés par les fumées de la fonderie de Trail, C.-B.

Échange de Notes entre le CANADA et les
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Signées à Washington les 17 novembre 1949 et
24 janvier 1950

En vigueur le 24 janvier 1950



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 35 RECUEIL DES TRAITÉS

ARBITRATION

Damage from Smelter Fumes, Trail, B.C.

Exchange of Notes between CANADA and
the UNITED STATES OF AMERICA

Signed at Washington, November 17, 1949 and
January 24, 1950

In force January 24, 1950

ARBITRAGE

Dégâts causés par les fumées de la fonderie de Trail, C.-B.

Échange de Notes entre le CANADA et les
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Signées à Washington les 17 novembre 1949 et
24 janvier 1950

En vigueur le 24 janvier 1950

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer and | Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationery | Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1957.

Price: 25 cents

Prix: 25 cents

EXCHANGE OF NOTES (November 17, 1949 and January 24, 1950) BETWEEN CANADA AND THE UNITED STATES OF AMERICA SUPPLEMENTING THE CONVENTION OF 15 APRIL 1935* RELATING TO CLAIMS ON ACCOUNT OF DAMAGES CAUSED BY FUMES EMITTED FROM THE SMELTER AT TRAIL, BRITISH COLUMBIA.

I

The Secretary of State to the Canadian Ambassador

DEPARTMENT OF STATE

WASHINGTON

Nov. 17, 1949

Excellency:

I have the honor to refer to the fact that pursuant to the provisions of Article I of the Convention signed at Ottawa on April 15, 1935, the Government of Canada paid this Government in December 1935 the sum of \$350,000 on account of damages caused prior to January 1, 1932, in the United States by fumes emitted from the smelter at Trail, British Columbia, and that as a consequence of the decision of the international tribunal established by that Convention rendered on April 16, 1938, pursuant to Article III of the Convention, the Government of Canada paid this Government in June 1938 the sum of \$78,179.51 on account of similar damages caused between January 1, 1932 and October 1, 1937. In a further opinion rendered on March 11, 1940, the same tribunal held that the United States had failed to establish that any fumigations between October 1, 1937 and October 1, 1940 had caused similar damage in the United States.

In accordance with the applicable law of the United States (31 U.S.C. 547) the proceeds of the payments so made were deposited in two trust funds in the United States Treasury, and, on the basis of findings made by the Department of Agriculture as to the amount of damages sustained by individual property owners, the Secretary of State made certifications to the Secretary of the Treasury in favor of the individual owners and payments were made to them accordingly out of the respective trust funds. However, there remain in the accounts unobligated balances, in excess of the total amounts of the certificates issued, of \$7,508.68 and \$1,319.51, respectively.

The Government of the United States is prepared to refund these balances to the Government of Canada on the understanding that, in the unlikely event that claims of additional property owners in the affected area are presented on account of similar damage sustained prior to October 1, 1937, and such claims are determined to be valid by this Government, the Government of Canada will make corresponding repayment to this Government of such amounts, not in excess of the amounts refunded, as may be necessary to satisfy any such additional claims.

*Canada Treaty Series, 1935, No. 20.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (les 17 novembre 1949 et 24 janvier 1950) ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE COMPLÉTANT LA CONVENTION DU 15 AVRIL 1935* RELATIVE AUX RÉCLAMATIONS POUR LES DÉGÂTS CAUSÉS PAR LES FUMÉES PROVENANT DE LA FONDERIE DE TRAIL, EN COLOMBIE-BRITANNIQUE.

I

Le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique à l'Ambassadeur du Canada à Washington

DÉPARTEMENT D'ÉTAT
WASHINGTON

Le 17 novembre 1949

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le fait que, en application des dispositions de l'article premier de la Convention conclue à Ottawa le 15 avril 1935, le Gouvernement du Canada a versé au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, au mois de décembre 1935, une somme de 350.000 dollars pour les dégâts causés aux États-Unis, antérieurement au 1^{er} janvier 1932, par les fumées provenant de la fonderie de Trail, en Colombie-Britannique. Je rappelle également que, comme suite à la décision rendue le 16 avril 1938, en application de l'article III de la susdite Convention, par le tribunal international que cette Convention avait créé, le Gouvernement du Canada a versé au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, au mois de juin 1938, une somme de 78.179 dollars 51 cents pour des dégâts analogues causés entre le 1^{er} janvier 1932 et le 1^{er} octobre 1937. Par une décision ultérieure, rendue le 11 mars 1940, le même tribunal a jugé que les États-Unis n'avaient pas apporté la preuve que les fumées avaient causé des dégâts analogues aux États-Unis entre le 1^{er} octobre 1937 et le 1^{er} octobre 1940.

Conformément aux dispositions de la loi des États-Unis applicable en la matière (31 U.S.C. 547), le montant des versements ainsi effectués a été déposé à la Trésorerie des États-Unis dans deux fonds constitués en trusts. Sur la base des constatations faites par le Département de l'agriculture en ce qui concerne le montant des dommages subis par les différents propriétaires, le Secrétaire d'État a transmis au Secrétaire au Trésor des certificats en faveur de chacun d'eux et les versements correspondants ont été faits aux bénéficiaires par prélèvement sur les fonds constitués en trust. Toutefois, il reste dans les comptes, en excédant du montant total des certificats émis, des soldes non engagés s'élevant, respectivement, à 7.508 dollars 68 cents et à 1.319 dollars 51 cents.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique est disposé à rembourser au Gouvernement du Canada le montant desdits soldes sous la réserve que si, par impossible, d'autres propriétaires de la région atteinte venaient à introduire, pour dégâts analogues subis avant le 1^{er} octobre 1937, des réclamations que le Gouvernement des États-Unis estimerait valables, le Gouvernement du Canada restituerait au Gouvernement des États-Unis, jusqu'à concurrence des montants remboursés, les sommes qui seraient nécessaires pour faire droit à ces réclamations supplémentaires.

*Recueil des Traités 1935, n° 20.

It will be appreciated if you will advise the Department whether the Government of Canada is disposed to agree to accept the refund on the basis of the understanding indicated in the preceding paragraph.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State:

Adrian S. FISHER

His Excellency Hume Wrong
Ambassador of Canada

II

The Canadian Ambassador to the Secretary of State

CANADIAN EMBASSY

No. 42

Washington, D. C., January 24, 1950

Sir:

I have the honour to refer to your note of November 17th concerning the unobligated balances in the hands of the United States Treasury of the funds deposited by the Government of Canada pursuant to the provisions of a convention signed at Ottawa on April 15, 1935, relating to damages caused by fumes emitted from the smelter at Trail, British Columbia.

The Canadian Government agrees to accept refunds of \$7,508.68 and \$1,319.51 on the understanding that in the event of additional property owners in the affected area presenting claims for damages sustained prior to October 1, 1937, and those claims being determined valid by the United States Government, the Canadian Government will make repayment to the United States Government of such amounts not in excess of the amounts refunded as may be necessary to satisfy such additional claims.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

H. H. WRONG

The Honourable Dean Acheson
Secretary of State of the United States
Washington, D. C.

Je saurais gré à Votre Excellence de faire savoir au Département si le Gouvernement du Canada est disposé à accepter le remboursement dans les conditions indiquées au paragraphe précédent.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Pour le Secrétaire d'État:

Adrian S. FISHER

Son Excellence Monsieur Hume Wrong
Ambassadeur du Canada

II

*L'Ambassadeur du Canada à Washington au Secrétaire d'État des États-Unis
d'Amérique*

AMBASSADE DU CANADA

N° 42

Washington (D. C.), le 24 janvier 1950

Monsieur le Secrétaire d'État,

J'ai l'honneur de me référer à la note de Votre Excellence, en date du 17 novembre, concernant les soldes non engagés qui demeurent entre les mains de la Trésorerie des États-Unis sur les fonds déposés par le Gouvernement du Canada en application des dispositions d'une Convention, signée à Ottawa, le 15 avril 1935, relative aux dégâts causés par les fumées provenant de la fonderie de Trail, en Colombie-Britannique.

Le Gouvernement du Canada accepte que lui soient remboursées les sommes de 7.508 dollars 68 cents et 1.319 dollars 51 cents sous la réserve que, si d'autres propriétaires de la région atteinte venaient à introduire, pour des dégâts subis avant le 1^{er} octobre 1937, des réclamations que le Gouvernement des États-Unis estimerait valables, le Gouvernement canadien restituerait au Gouvernement des États-Unis, jusqu'à concurrence des montants remboursés, les sommes qui seraient nécessaires pour faire droit à ces réclamations supplémentaires.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

H. H. WRONG

L'honorable Dean Acheson
Secrétaire d'État des États-Unis
Washington (D.C.)



CANADA

36
External Affairs Dept of

TREATY SERIES 1951 No. 36 RECUEIL DES TRAITÉS

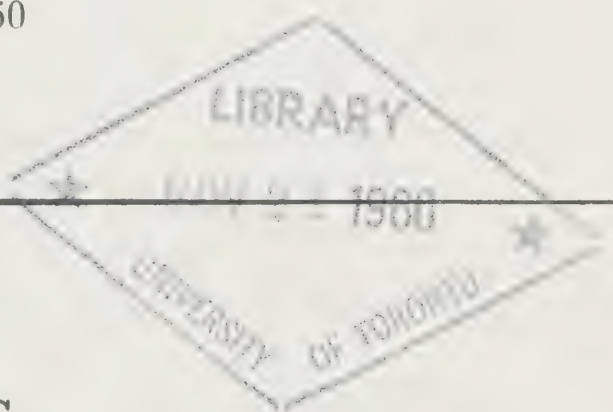
CAIEAID
-5736

WEATHER STATIONS

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA /

Signed at Washington June 8 and 22, 1950

In force June 22, 1950



STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Fait à Washington, les 8 et 22 juin 1950

En vigueur le 22 juin 1950



CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 36 RECUEIL DES TRAITÉS

WEATHER STATIONS

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Signed at Washington June 8 and 22, 1950

In force June 22, 1950

STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Fait à Washington, les 8 et 22 juin 1950

En vigueur le 22 juin 1950

ROGER DUHAMEL, F.R.S.C.
Queen's Printer and
Controller of Stationery

Ottawa, 1960

ROGER DUHAMEL, m.s.r.c.
Imprimeur de la Reine et
Contrôleur de la Papeterie

EXCHANGE OF NOTES (June 8 and 22, 1950) BETWEEN CANADA AND THE UNITED STATES OF AMERICA RELATING TO THE ESTABLISHMENT OF A NETWORK OF SEVEN WEATHER STATIONS IN THE PACIFIC OCEAN

I

The Ambassador of Canada to the United States of America to the Secretary of State of the United States of America

CANADIAN EMBASSY
AMBASSADE DU CANADA

No. 318

Washington, D.C., June 8, 1950

SIR,

I have the honour to refer to discussions between representatives of our two Governments which were held in Washington on July 25, 1949, with a view to establishing a Pacific Ocean Station Programme.

During these discussions it was tentatively agreed that the following Stations locations would form an acceptable Pacific network of Ocean Stations for establishment at an early date and operation for an interim period until this scheme can be incorporated in a broader international agreement which the International Civil Aviation Organization might find possible to establish within the next few years.

"N"	— 30 Degrees North — 140 Degrees West
"O"	— 40 Degrees North — 142 Degrees West
"P"	— 50 Degrees North — 154 Degrees West
"Q"	— 43 Degrees North — 167 Degrees West
"S"	— 48 Degrees North — 162 Degrees East
"T"	— 14 Degrees North — 133 Degrees East
"X"	— 42 Degrees North — 151 Degrees East

I have the honour to inform you that the Canadian Government has approved the establishment of the Programme on the understanding that:

- (A) Ocean Station "X" will continue to be operated by the Japanese Government. (This Station is presently located at 39 Degrees North 153 Degrees East).
- (B) Ocean Stations "N" and "O" will be operated by the Government of the United States.
- (C) Ocean Stations "Q" and "S" and "T" will be operated by the Government of the United States as soon as appropriate funds for the purpose are available.
- (D) Ocean Station "P" will be operated by the Government of Canada.

In addition, it is understood that, in consideration of the full operation by the Canadian Government of Ocean Station "P" at 50 Degrees North 145 Degrees West, the United States Government will undertake full operation of Ocean Weather Station "B" at 56 Degrees 30 Minutes North and 51 Degrees West in the Atlantic Ocean, thus enabling the Canadian Government to discharge in the Pacific Ocean its full obligation for both the Pacific and Atlantic Oceans. The latter obligation was established by the International Agreement

(Traduction)

**ÉCHANGE DE NOTES (les 8 et 22 juin 1950) ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT D'UN RÉSEAU DE SEPT STATIONS
MÉTÉOROLOGIQUES DANS L'OCÉAN PACIFIQUE**

I

*L'Ambassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique au
Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique*

AMBASSADE DU CANADA

N° 318

Washington, D.C., le 8 juin 1950

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer aux conversations qui ont eu lieu à Washington le 25 juillet 1949 entre des représentants de nos deux Gouvernements en vue d'élaborer un programme prévoyant la mise en service de navires-stations météorologiques dans le Pacifique.

Au cours de ces conversations, il a été convenu à titre temporaire qu'un ensemble de stations situées aux points indiqués ci-après constituerait un réseau convenable de stations météorologiques dans le Pacifique, dont il serait possible d'envisager la mise en service à brève échéance et l'exploitation pendant une période transitoire en attendant que le présent projet puisse être incorporé à un accord international plus étendu réalisé dans les quelques années à venir sous les auspices de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Les stations en question seraient situées aux points suivants:

- « N » par 30° de latitude nord et 140° de longitude ouest
- « O » par 40° de latitude nord et 142° de longitude ouest
- « P » par 50° de latitude nord et 145° de longitude ouest
- « Q » par 43° de latitude nord et 167° de longitude ouest
- « S » par 48° de latitude nord et 162° de longitude est
- « T » par 14° de latitude nord et 133° de longitude est
- « X » par 42° de latitude nord et 151° de longitude est

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement canadien a approuvé l'établissement du susdit programme, étant entendu que:

- A) L'exploitation de la station « X » continuera d'être assurée par le Gouvernement du Japon. (Cette station est actuellement située par 39° de latitude nord et 153° de longitude est.)
- B) L'exploitation des stations « N » et « O » sera assurée par le Gouvernement des États-Unis.
- C) L'exploitation des stations « Q », « S » et « T » sera assurée par le Gouvernement des États-Unis dès que les crédits nécessaires à cet effet seront disponibles.
- D) L'exploitation de la station « P » sera assurée par le Gouvernement du Canada.

Il est entendu en outre qu'en considération du fait que le Gouvernement canadien assurera à lui seul l'exploitation du navire-station météorologique « P » par 50° de latitude nord et 145° de longitude ouest, le Gouvernement des États-Unis s'engage à assurer à lui seul l'exploitation de la station « B » par 56° 30' de latitude nord et 51° de longitude ouest dans l'océan Atlantique,

on North Atlantic Ocean Weather Stations, signed in London, on September 25th, 1946;⁽¹⁾ and as revised by the Agreement on North Atlantic Ocean Weather Stations, signed in London, May 12, 1949.⁽²⁾

It is understood that this arrangement would be in consonance with Annex II of the International Agreement on North Atlantic Ocean Weather Stations signed in London September 25, 1946, and in consonance with Article X of the Agreement on North Atlantic Ocean Weather Stations signed in London on May 12, 1949.

It is further understood, if this proposal is acceptable, that both Governments shall notify I.C.A.O. of this arrangement.

If the foregoing proposals are acceptable to your Government I have the honour to suggest that this note and your reply thereto shall constitute an agreement between our two Governments on this matter.

Accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.

H. H. WRONG

The Honourable Dean Acheson
The Secretary of State of the United States
Washington, D.C.

II

*The Department of State of the United States of America to the
Ambassador of Canada to the United States of America*

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

June 22, 1950

EXCELLENCY:

I have the honor to acknowledge the receipt of your note No. 318 of June 8, 1950 which reads as follows:

[See note I]

In reply, I have the honor to inform you that the Government of the United States of America concurs in the foregoing proposals of the Government of Canada and agrees that your note and this reply shall constitute an agreement between the two Governments on this matter.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

James E. WEBB

His Excellency Hume Wrong
Ambassador of Canada

(1) Canada Treaty Series 1946 No. 45.

(2) Canada Treaty Series 1949 No. 12.

ce qui permettra au Gouvernement du Canada de s'acquitter intégralement dans l'océan Pacifique de l'obligation qui lui incombe en ce qui concerne tant l'océan Pacifique que l'océan Atlantique. Cette dernière obligation découle de l'Accord international concernant les navires-stations météorologiques de l'Atlantique du nord, signé à Londres le 25 avril 1946⁽¹⁾ et modifié par l'Accord sur les stations météorologiques flottantes de l'Atlantique du nord, signé à Londres le 12 mai 1949.⁽²⁾

Il est entendu que le présent Accord sera conforme à l'annexe II de l'Accord international concernant les navires-stations météorologiques de l'Atlantique du nord, signé à Londres le 25 septembre 1946, et à l'article X de l'Accord sur les stations météorologiques flottantes de l'Atlantique du nord, signé à Londres le 12 mai 1949.

Il est entendu, en outre, que, si le projet énoncé ci-dessus rencontre l'agrément de nos deux Gouvernements, ils notifieront le présent Accord à l'OACI.

Si votre Gouvernement approuve les propositions ci-dessus, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et votre réponse constituent entre nos deux Gouvernements un accord en cette matière.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, l'assurance renouvelée de ma très haute considération.

H. H. WRONG

L'Honorable Dean Acheson
Secrétaire d'État des États-Unis
Washington (D.C.)

II

*Le Département d'État des États-Unis d'Amérique à l'Ambassadeur du
Canada aux États-Unis d'Amérique*

DÉPARTEMENT D'ÉTAT
WASHINGTON

Le 22 juin 1950

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note n° 318 en date du 8 juin 1950, dont la teneur suit:

[Voir Note I]

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, en réponse à sa Note ci-dessus, que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique est d'accord sur les propositions du Gouvernement du Canada et accepte que votre Note et la présente réponse constituent entre nos deux Gouvernements un accord en cette matière.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

James E. WEBB

Son Excellence Monsieur Hume Wrong
Ambassadeur du Canada

(1) Recueil des Traités 1946 n° 45.

(2) Recueil des Traités 1949 n° 12.



CANADA

37
External Affairs Dept

TREATY SERIES 1951 No. 37 RECUEIL DES TRAITÉS

*CA/E 110
-51782*

WEATHER STATIONS

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Signed at Washington September 25, 1950 and February
16, 1951

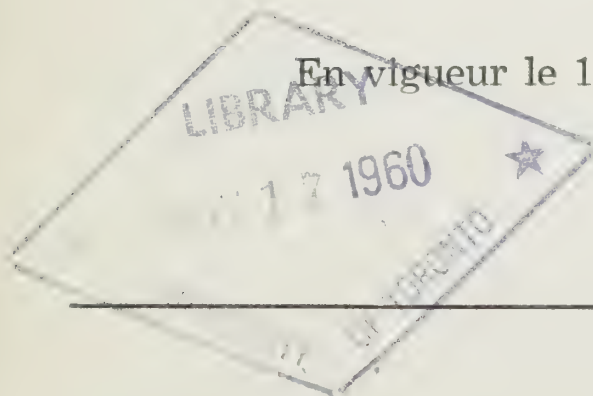
In force February 16, 1951

STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Fait à Washington, les 25 septembre 1950 et 16 février 1951

En vigueur le 16 février 1951





CANADA

TREATY SERIES 1951 No. 37 RECUEIL DES TRAITÉS

WEATHER STATIONS

Exchange of Notes between CANADA and the UNITED STATES
OF AMERICA

Signed at Washington September 25, 1950 and February
16, 1951

In force February 16, 1951

STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Échange de Notes entre le CANADA et les ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Fait à Washington, les 25 septembre 1950 et 16 février 1951

En vigueur le 16 février 1951

ROGER DUHAMEL, F.R.S.C.
Queen's Printer and
Controller of Stationery

ROGER DUHAMEL, m.s.r.c.
Imprimeur de la Reine et
Contrôleur de la Papeterie

Ottawa, 1960

Price—Prix: 25 cents

Cat. No. E3-51/37

78105-4—1

EXCHANGE OF NOTES (September 25, 1950 and February 16, 1951) BETWEEN
CANADA AND THE UNITED STATES OF AMERICA MODIFYING TEMPORARILY
THE PACIFIC OCEAN WEATHER STATION PROGRAMME ESTABLISHED ON
JUNE 22, 1950.

I

*The Secretary of State of the United States of America to the Ambassador
of Canada to the United States of America*

The Secretary of State presents his compliments to His Excellency the Ambassador of Canada and has the honor to refer to his note No. 318 of June 8, 1950* and to the Department's reply of June 22, 1950*, which constitute an agreement between the United States and Canadian Governments for the establishment and operation of a Pacific Ocean Station Program. Subsequent to this agreement certain decisions by the United Nations have made necessary temporary modifications in the order of that Program in order that urgent requirements of an emergency nature may be met in the Pacific area. Under the interim program now contemplated by this Government the following stations would be operated:

"N"	30° N — 140° W
"P"	50° N — 145° W
"Q"	43° N — 167° W
"S"	48° N — 162° E
"U"	26° N — 149° W
"V"	33° N — 164° E
"X"	42° N — 151° E

No arrangements would be made at this time for manning Ocean Station "O" at 40 degrees North, 142 degrees West and Ocean Station "T" at 14 degrees North, 133 degrees East.

It is proposed that this modified Program be realized as follows:

- (a) Ocean Stations "N", "P" and "X" will continue to be operated in accordance with the agreement.
- (b) Ocean Station "S", which was activated on September 10, 1950, will continue to be operated by the United States Government.
- (c) The United States Government will activate Ocean Stations "V", "U", and "Q" in that order as soon as the necessary arrangements can be completed.

Upon the termination of the emergency, the program of Pacific Ocean Stations to meet peacetime requirements will be resumed.

If His Excellency's Government has no objection to these temporary modifications, it is suggested that this note and the Embassy's acknowledgement of it constitute an understanding between the United States and Canadian Governments on this revised Program.

DEPARTMENT OF STATE

Washington, September 25, 1950

W. A. R.

* Canada Treaty Series 1951, No. 36.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (les 25 septembre 1950 et 16 février 1951) ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE MODIFIANT PROVISOIREMENT UN PROGRAMME PRÉVOYANT LA MISE EN SERVICE DE STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DANS L'OcéAN PACIFIQUE ÉTABLI LE 22 JUIN 1950

I

Le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique à l'Ambassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique

Le Secrétaire d'État présente ses compliments à Son Excellence l'Ambassadeur du Canada et a l'honneur de se référer à sa Note n° 318 en date du 8 juin 1950* et à la réponse du Département d'État en date du 22 juin 1950*, qui constituent un Accord entre le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement du Canada relatif à l'établissement et à l'application d'un programme prévoyant la mise en service de stations météorologiques dans l'océan Pacifique. Du fait de certaines décisions prises par l'Organisation des Nations Unies après la conclusion dudit Accord, il est devenu indispensable de modifier, à titre provisoire, l'ordre établi par ledit programme, afin de faire face aux nécessités immédiates de caractère exceptionnel qui existent dans la région du Pacifique. Conformément au programme dont le Gouvernement des États-Unis envisage actuellement l'application à titre temporaire, les stations suivantes seraient mises en service:

- «N» par 30° de latitude nord et 140° de longitude ouest
- «P» par 50° de latitude nord et 145° de longitude ouest
- «Q» par 43° de latitude nord et 167° de longitude ouest
- «S» par 48° de latitude nord et 162° de longitude est
- «U» par 26° de latitude nord et 149° de longitude ouest
- «V» par 33° de latitude nord et 164° de longitude est
- «X» par 42° de latitude nord et 151° de longitude est

Aucune disposition ne serait prise à l'heure actuelle pour doter en personnel la station océanique «O», située par 40° de latitude nord et 142° de longitude ouest, et la station océanique «T», située par 14° de latitude nord et 133° de longitude est.

Ce programme modifié serait appliqué de la manière suivante:

- a) L'exploitation des stations océaniques «N», «P» et «X» continuera d'être assurée conformément aux dispositions de l'Accord;
- b) L'exploitation de la station océanique «S», qui a été mise en service le 10 septembre 1950, continuera d'être assurée par le Gouvernement des États-Unis;
- c) Le Gouvernement des États-Unis mettra en service les stations océaniques «V», «U» et «Q», dans l'ordre indiqué, dès que les dispositions nécessaires pourront être prises.

Lorsque la situation exceptionnelle aura pris fin, la mise en service de stations météorologiques dans l'océan Pacifique s'effectuera de nouveau suivant le programme répondant aux besoins du temps de paix.

Si le Gouvernement de Son Excellence ne s'oppose pas à ces modifications provisoires, la présente Note et l'accusé de réception de l'Ambassade pourront constituer un Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada relatif au programme ainsi révisé.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT

Washington, le 25 septembre 1950

W.A.R.

* Recueil des Traités 1951 n° 36.

II

*The Ambassador of Canada to the United States of America to the
Secretary of State of the United States of America*

No. 107

The Canadian Ambassador presents his compliments to the Secretary of State and has the honour to refer to the Department's note of September 25, 1950, concerning certain temporary modifications in the Pacific Ocean Weather Station Programme established by the agreement of June 1950* between the Canadian and the United States Governments.

In signifying its understanding of the proposed temporary modifications in the Pacific Ocean Weather Station Programme, the Canadian Government requests that the temporary requirement of Station "U" be reviewed from time to time by appropriate officials of the two Governments, with a view to activating Station "O" at the earliest possible date, in accordance with the agreement for the establishment and operation of the Pacific Ocean Weather Station Programme.

THE CANADIAN EMBASSY
Washington, D.C.

February 16, 1951

W.D.M.

* Canada Treaty Series 1951, No. 36.

II

*L'Ambassadeur du Canada aux États-Unis d'Amérique au Secrétaire
d'État des États-Unis d'Amérique*

N° 107

L'Ambassadeur du Canada présente ses compliments au Secrétaire d'État et a l'honneur de se référer à la Note du Département d'État en date du 25 septembre 1950 concernant certaines modifications qui doivent être apportées, à titre temporaire, au programme relatif à l'établissement de stations météorologiques dans l'océan Pacifique, prévu par l'Accord conclu en juin 1950* entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

En donnant son agrément à la proposition de modifier, à titre temporaire, le programme relatif à l'établissement de stations météorologiques dans l'océan Pacifique, le Gouvernement canadien demande que des fonctionnaires compétents des deux Gouvernements examinent, de temps à autre, dans quelle mesure la station provisoire «U» demeure nécessaire, afin que la station «O» puisse être mise en service à une date aussi rapprochée que possible, conformément à l'Accord relatif à l'établissement et à l'application du programme prévoyant la mise en service de stations météorologiques dans l'océan Pacifique.

AMBASSADE DU CANADA

Washington (D.C.)

Le 16 février 1951

W.D.M.

* Recueil des Traités 1951 n° 36.



CANADA

38
External Affairs Department

TREATY SERIES 1951 No. 38 RECUEIL DES TRAITÉS

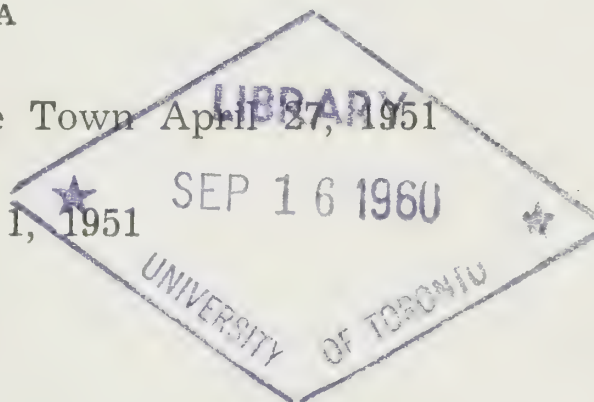
CAIEA 10
-51738

COMMERCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNION OF
SOUTH AFRICA

Signed at Cape Town April 27, 1951

In force April 1, 1951



COMMERCE

Échange de Notes entre le CANADA et l'UNION SUD-
AFRICAINNE

Fait au Cap le 27 avril 1951

En vigueur le 1^{er} avril 1951



CANADA

TREATY SERIES **1951 No. 38** RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Exchange of Notes between CANADA and the UNION OF
SOUTH AFRICA

Signed at Cape Town April 27, 1951

In force April 1, 1951

COMMERCE

Échange de Notes entre le CANADA et l'UNION SUD-
AFRICAINNE

Fait au Cap le 27 avril 1951

En vigueur le 1^{er} avril 1951

The Queen's Printer and | L'Imprimeur de la Reine,
Controller of Stationery | contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1960

Price—Prix: 25 cents

Cat. No. E3-51/38

78106-2—1

EXCHANGE OF NOTES (April 27, 1951) BETWEEN CANADA AND THE UNION OF SOUTH AFRICA AGREEING TO THE TEMPORARY SUSPENSION OF THE PREFERENTIAL RATE OF DUTY ON WOOL NOT FURTHER ADVANCED THAN SCOURED FOR A PERIOD OF ONE YEAR ENDING NOT LATER THAN 31 MARCH 1952

I

The Secretary for External Affairs of the Union of South Africa to the High Commissioner for Canada in the Union of South Africa

UNION OF SOUTH AFRICA—UNIE VAN SUID AFRIKA
Department of External Affairs,
CAPE TOWN

27-4-1951.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to refer to your letter of the 5th March, 1951, in regard to your Government's desire that the Government of the Union of South Africa should agree to the temporary suspension for a period of one year ending not later than 31st March, 1952, of the margin of preference of ten cents per pound weight on wool, not further advanced than scoured, which is guaranteed to the Union by virtue of the Trade Agreement concluded between the Union and Canadian Governments at Ottawa on the 20th August, 1932*.

I now have the honour to inform you that the Union Government agree to the temporary suspension of the margin of preference of ten cents per pound weight on wool, not further advanced than scoured, during the period from 1st April, 1951, to 31st March, 1952, inclusive.

I suggest that this Note and your confirmatory reply thereto in similar terms be regarded as constituting an agreement between our two Governments on this matter, which will have effect as from the 1st April, 1951.

I have the honour to be,
Your Excellency,

Your obedient Servant,

D. D. FORSYTH
Secretary for External Affairs

His Excellency Mr. T. W. L. MacDermot,
High Commissioner for Canada,
CAPE TOWN

* Canada Treaty Series 1933, No. 4.

(Traduction)

ÉCHANGE DE NOTES (27 avril 1951) ENTRE LE CANADA ET L'UNION SUD-
AFRICAINES PORTANT ACCEPTATION DE LA SUSPENSION TEMPORAIRE DU
TAUX DE DOUANE PRÉFÉRENTIEL APPLICABLE À LA LAINE TOUT AU PLUS
DESSUINTÉE, POUR UNE PÉRIODE D'UN AN SE TERMINANT AU PLUS TARD
LE 31 MARS 1952

I

*Le Secrétaire aux Affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine au Haut
Commissaire pour le Canada dans l'Union Sud-Africaine*

UNION SUD-AFRICAINE
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
LE CAP

27-4-1951

MONSIEUR LE HAUT-COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 5 mars 1951 exprimant le vœu que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine consente à la suspension temporaire, pour une période d'un an se terminant au plus tard le 31 mars 1952, de la marge de préférence de dix cents la livre-poids de laine tout au plus dessuintée, marge garantie à l'Union par l'Accord de commerce conclu entre le Gouvernement de l'Union et le Gouvernement du Canada à Ottawa le 20 août 1932*.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de l'Union accepte la suspension temporaire de la marge de préférence de dix cents la livre-poids de laine tout au plus dessuintée, pour la période s'étendant du 1^{er} avril 1951 au 31 mars 1952 inclusivement.

La présente Note et la réponse en termes semblables par laquelle vous voudrez bien la confirmer pourraient constituer à cet égard entre nos deux Gouvernements un Accord qui entrerait en vigueur le 1^{er} avril 1951.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le Haut-Commissaire,

Votre obéissant serviteur.

Le Secrétaire aux Affaires extérieures,
D. D. FORSYTH

Son Excellence Monsieur T. W. L. MacDermot
Haut-Commissaire du Canada
LE CAP

* Recueil des Traités 1933 n° 4.

II

*The High Commissioner for Canada to the Union of South Africa to the
Secretary for External Affairs of the Union of South Africa*

OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR CANADA
CAPE TOWN

April 27, 1951.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of today's date,
reading as follows:

(See Note I)

"I have the honour.....1st April, 1951."

In reply thereto I have the honour to inform you that the Government
of Canada are in agreement with the foregoing and that your Note and the
present reply shall be regarded as constituting an agreement between our
two Governments.

I have the honour to be,
Sir,

Your obedient Servant,

T. W. L. MACDERMOT
High Commissioner for Canada.

II

*Le Haut Commissaire pour le Canada dans l'Union Sud-Africaine au
Secrétaire aux Affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine*

HAUT-COMMISSARIAT DU CANADA
LE CAP

27 avril 1951

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note de ce jour, ainsi conçue:

(Voir Note I)

"J'ai l'honneur.....le 1^{er} avril 1951."

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement du Canada agréé ce qui précède et que votre Note et la présente réponse constitueront un Accord entre nos deux Gouvernements.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur.

Le Haut-Commissaire du Canada,
T. W. L. MACDERMOT

BINDING SECT. AUG 20 1964

Gov.Doc
Can
E

Canada. External Affairs,
Department of
Treaty series
1951

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY



3 1761 11549352 0